## UNIVERSITE GRENOBLE ALPES

Institut d’Etudes Politiques

Floriane LEPRE

L’INNOVATION SOCIALE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES NANTAIS

UNIVERSITE GRENOBLE ALPES

Institut d’Etudes Politiques

Floriane LEPRE

L’INNOVATION SOCIALE DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES NANTAIS

# REMERCIEMENTS

#### **E**n premier lieu, je souhaitais remercier M. Emmanuel Bioteau, directeur de ce mémoire, qui **n**’a pas cessé de m’accompagner et m’encourager tout au long de ce travail. Je souhaitais aussi **f**ranchement remercier Mme. Amélie Artis pour son écoute et ses conseils. Directrice de master **i**rremplaçable, j’admire votre professionnalisme et votre expertise autant que l’écoute que vous **n**ous avez accordé cette année.

**L**ors de la réalisation de mon étude, j’ai réalisé plusieurs entretiens. Je tenais donc à remercier **i**névitablement les différent.es acteur.trices rencontrées. Les équipes des quartiers Bottière, **b**reil, Malakoff, Nantes Sud, Nantes Erdre, Nantes Nord. Je souhaitais aussi remercier certain.es **r**eprésentant.es de la ville de Nantes et de la Préfecture des Pays de la Loire qui ont accepté un **e**ntretien, ainsi que des représentants du Conseil Citoyen Nantes Nord et de la MDQ Bottière.

**Merci enfin à mon entourage familial, amical, amoureux, pour m’avoir soutenu et aussi pour vos nombreuses relectures.**

# SOMMAIRE

### [REMERCIEMENTS 4](#_bookmark0)

### [SOMMAIRE 4](#_bookmark1)

### [INTRODUCTION 6](#_bookmark2)

### [REVUE DE LITTÉRATURE 17](#_bookmark18)

#### [Qu’est-ce que l’innovation sociale ? 18](#_bookmark19)

##### [*La naissance de cette notion 19*](#_bookmark20)

##### [*Son émancipation 22*](#_bookmark21)

##### [*Ses multiples définitions 25*](#_bookmark22)

##### [*La construction de notre définition 28*](#_bookmark23)

#### [L’innovation sociale et son ancrage territorial 32](#_bookmark26)

##### [*Lien de causalité entre échelle territoriale et innovations sociale 33*](#_bookmark27)

##### [*Le cas particulier des quartiers prioritaires 39*](#_bookmark30)

##### [*Spécificités des QPV nantais 42*](#_bookmark31)

#### [L’innovation sociale, l’aboutissement d’une initiative citoyenne ? 45](#_bookmark32)

##### [*Qu’est-ce qu’une initiative citoyenne ? 46*](#_bookmark33)

##### [*L’innovation sociale, une initiative citoyenne qui a réussi à se développer selon S.* Mertens 52](#_bookmark37)

##### [*Les ressources territoriales, outils de développement selon B. Pecqueur 55*](#_bookmark40)

### [RÉSULTATS DES OBSERVATIONS 60](#_bookmark45)

#### [Les associations porteuses d’innovations sociales dans les QPV 61](#_bookmark46)

##### [*Quelles sont les associations porteuses de projets d’innovation sociale dans les QPV*](#_bookmark47)

##### [*? 62*](#_bookmark47)

##### [*De qui sont composées les associations émargeant au contrat de ville ? 67*](#_bookmark51)

##### [*Que font les associations émargeant au contrat de ville ? 72*](#_bookmark55)

#### [Les initiatives citoyennes dans les QPV 75](#_bookmark56)

##### [*Quelles sont les initiatives citoyennes sur les QPV ? 76*](#_bookmark57)

##### [*De qui sont composés ces projets ? 79*](#_bookmark61)

##### [*Que font ces initiatives citoyennes ? 82*](#_bookmark64)

### [ANALYSE 87](#_bookmark69)

#### [Les ressources humaines au sein des innovations sociales et initiatives citoyennes 88](#_bookmark70)

##### [*Les porteur.euses de projet 89*](#_bookmark71)

##### [*Les accompagnateur.trices de projets 93*](#_bookmark75)

##### [*Les salarié.es des associations 95*](#_bookmark78)

#### [Les ressources financières au sein des innovations sociales et des initiatives citoyennes](#_bookmark79)

#### [98](#_bookmark79)

##### [*La mobilisation de ressources financières pour les initiatives citoyennes 99*](#_bookmark80)

##### [*L’origine des ressources financières des associations émargeant au contrat de ville* 102](#_bookmark82)

### [CONCLUSION 107](#_bookmark85)

### [TABLE DES MATIERES 112](#_bookmark89)

### [BIBLIOGRAPHIE 116](#_bookmark90)

### [RESUME 126](#_bookmark95)

### [ANNEXES 127](#_bookmark96)

# INTRODUCTION

##### *Formulation de notre problématique*

### L’importance actuelle de l’innovation sociale dans les politiques publiques, point de départ de notre problématique :

Le 18 janvier 2018, le Haut-Commissaire à l’économie sociale et solidaire et à l’innovation sociale Christophe Itier, annonce sa feuille de route ESS 20181. Celle-ci présente le lancement de deux dispositifs :

* L’accélérateur national d’innovation social mis en place afin de soutenir et encourager les innovations sur tous les territoires, et faciliter leur changement d’échelle ;
* L’initiative French Impact, mise en place pour fédérer les acteurs et actrices de l’innovation sociale dans leur diversité et pour dynamiser la croissance et la performance des entreprises de l’ESS.

Cette feuille de route ESS 2018 porte donc un projet centré autour de l’innovation sociale, un concept auquel le nouveau gouvernement tient à cœur.

En effet, lors de la formation du gouvernement E. Philippe en juin 2017, l’innovation sociale a pris une nouvelle place au sein des politiques publiques. Auparavant, celle-ci faisait partie des différentes missions confiées au responsable des politiques publiques liées à l’ESS. Aujourd’hui, le Haut-Commissaire à l’économie sociale et solidaire est également Haut- Commissaire à l’innovation sociale. Missionnée pour promouvoir de nouveaux modes d’entreprendre et de développer l’économie, sa nomination renforce l’importance donnée à ce concept par le gouvernement2.

D’autre part C. Itier, choisi pour déterminer des politiques publiques liées à l’ESS et à l’innovation sociale, est issu d’un milieu entrepreneurial : il a présidé le Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves) et a composé le programme de campagne d’E. Macron sur la partie ESS3. Il y propose trois volets concernant l’innovation, l’impact social et le *social*

1 French Impact : innover au service de l’intérêt général. In *Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire*. 18 Janvier 2018. Disponible sur:

<<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/french-impact-innover-au-service-linteret-general/>>. [Consulté le 20 août 2018]

2 TELFIZIAN, Lisa ; TOUCAS-TRUYEN, Patricia, « En Bref » in *Revue internationale de l’économique sociale : Recma*. 2017/4, n°346, p. 16-24. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

3 Ibid.

#### *business act4*. Depuis son investiture en tant que Haut-Commissaire, il affirme son souhait d’accélérer, de développer et de consolider les entreprises de l’ESS. Il s’est par ailleurs régulièrement exprimé sur son intérêt pour la French Tech, et sa volonté de construire un projet similaire dans sa branche5. L’annonce de la feuille de route ESS portée par Christophe Itier était donc attendue face à ces premières initiatives qui ont crispées le secteur de l’ESS en 2017.

Finalement, la feuille de route ESS 2018 confirme cette tendance pour l’innovation sociale, que porte le gouvernement depuis sa formation. Co-signée par Nicolas Hulot - Ministre de la Transition Ecologique et Solidaire, Christophe Itier – Haut-Commissaire à l’ESS et à l’innovation sociale, Jean-Michel Blanquer - Ministre de l’Education Nationale et Julien Denormandie - Secrétaire d’Etat auprès du Ministre de la Cohésion des Territoires, cette feuille de route porte des discours forts. Nicolas Hulot, parle de “libérer l’innovation sociale”, de la “remettre au cœur de nos réponses aux défis sociaux”6. Il parle également de “renforcer le cercle vertueux de l’économie, recréer du collectif, repenser la redistribution” et accentue un discours laudatif selon lequel l’innovation sociale est une réponse aux maux sociaux présents sur les territoires français. Christophe Itier reprend aussi cette forme de communication en annonçant souhaiter faire des solutions innovantes émergentes, des “solutions nationales”7. La feuille de route ESS portée en janvier 2018 par le gouvernement centre donc son discours sur l’innovation sociale, solution pour accélérer le développement, consolider le modèle des entreprises de l’ESS et répondre aux défis sociétaux8.

### Si l’innovation sociale est une solution nationale, d’où vient-elle ?

Le concept d’innovation sociale a été introduit dans le cadre légal français avec la loi Hamon du 31 juillet 20149. Malgré l’importance que lui donne aujourd’hui la campagne de communication faite autour de la feuille de route ESS 2018, ce concept n’y a été que peu défini. Nicolas Hulot le présente comme apportant “des réponses de vivre ensemble et de maillage

4 Ibid.

5 MEGGLE, Caroline. Le haut-commissaire « rêve d’une Social French Tech ». In *Banque des Territoires*. 4 Octobre 2017. Disponible sur:

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Articles/Articles&cid=12 50279826633 >. [Consulté le 20 août 2018]

6 MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ; MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ; MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONAL, « #Frenche IMPACT, Lancement de

l’initiative French Impact et de l’accélérateur national d’innovation sociale », Dossier de presse. Janvier 2018, 7

p. Disponible au format PDF sur Internet : <https://ecologique-solidaire.gouv.fr / >. [Consulté le 20 août 2018]

7 Ibid.

8 Ibid.

9 CONSEIL NATIONAL DES CHAMBRES REGIONALES DE L’ECONOMIE SOCIALE (CNCRESS), « Loi

relative à l’Economie Sociale et Solidaire du 31 juillet 2014 ». 20 Novembre 2014. Disponible au format PDF sur Internet : < <http://www.cncres.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

#### sociale”10. L’innovation sociale selon lui “cherche et trouve des solutions pour renforcer le cercle vertueux de l’économie, recréer du collectif, et repenser la redistribution”11. Bien qu’ils soulignent l’importance de l’innovation sociale et ses apports aux défis sociétaux, à l’économie, à l’intérêt général12, ces communiqués de presse ne donnent pas d’indication sur son contenu et sur les critères définissant ce concept.

La campagne de communication reste également assez vague sur les porteur.euses de ces innovations sociales. Finalement, qui sont-ils ? Qui sont-elles ? Selon une vidéo publiée sur le site du Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, l’ensemble des citoyen.nes français.es pourraient mobiliser leur savoir-faire, leur engagement et leur capacité d’innovation afin d’imaginer des solutions à fort impact social13.

Ainsi ce communiqué annonce-t-il que n’importe qui, n’importe quel.le citoyen.ne lambda, peut porter un projet d’innovation sociale et imaginer des solutions sur son territoire ? Suffit-il d’habiter ce territoire, pour y imaginer des solutions puis ensuite les porter ?

### Les QPV, notre exemple de territoires innovants

Afin d’approfondir ce questionnement, nous avons choisi de nous concentrer sur un type de territoire spécifique qui est les quartiers français politiques de la ville. Selon le cosignataire de la feuille de route ESS 2018, Julien Denormandie, l’innovation sociale se diffuse sur tous les territoires14. Les quartiers prioritaires en font donc partie, ils sont d’ailleurs particulièrement visés par la démarche d’innovation sociale depuis le rapport du cabinet ALGOE.

10 French Impact : innover au service de l’intérêt général. In *Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire*. 18 Janvier 2018. Disponible sur:

<<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/french-impact-innover-au-service-linteret-general/>>. [Consulté le 20 août 2018]

11 MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ; MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

ET SOLIDAIRE ; MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONAL, « Lancement de l’initiative « French IMPACT » et de l’Accélérateur national d’innovation sociale », Communiqué de Presse. Paris, 18 Janvier 2018, 2

p. Disponible au format PDF sur Internet : <https://ecologique-solidaire.gouv.fr / >. [Consulté le 20 août 2018]

12 MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ; MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ; MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONAL, « #Frenche IMPACT, Lancement de

l’initiative French Impact et de l’accélérateur national d’innovation sociale », Dossier de presse. Janvier 2018, 7

p. Disponible au format PDF sur Internet : <https://ecologique-solidaire.gouv.fr / >. [Consulté le 20 août 2018]

13 TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE. Clip French Impact : l’impact social au cœur de la transformation de la France. In *Youtube*. 18 Janvier 2018. Disponible sur:

<https://[www.youtube.com/watch?v=yA-vE6bPUec](http://www.youtube.com/watch?v=yA-vE6bPUec) >. [Consulté le 20 août 2018]

14 MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ; MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

ET SOLIDAIRE ; MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONAL, « Lancement de l’initiative « French IMPACT » et de l’Accélérateur national d’innovation sociale », Communiqué de Presse. Paris, 18 Janvier 2018, 2

1. Disponible au format PDF sur Internet : <https://ecologique-solidaire.gouv.fr / >. [Consulté le 20 août 2018]

#### Entre les mois de septembre 2015 et 2016, le Commissariat Général à l’Egalité des Territoires (CGET) placé sous l’autorité du ministère de la Cohésion des Territoires a confié à ce cabinet la réalisation d’une étude sur l’innovation au sein des quartiers politiques de la ville (QPV)15. Cette étude a souligné les caractères créatifs et innovants présents au sein des quartiers prioritaires, espaces en devenir où les habitants se dotent progressivement de nouvelles compétences. Elle a également montré que ces quartiers ont un fort potentiel en termes de création d’activités économiques et d’emploi. Elle a préconisé la détection et l’appui aux talents des quartiers de la part des institutions publiques16. Depuis, faciliter l’émergence des innovations sur ces territoires est devenu un axe majeur suivi par les politiques publiques. Ont alors émergé de nouveaux dispositifs telle que la plateforme Lab Innovation et Territoires installée pour promouvoir les projets innovants présents sur les QPV17.

Ainsi notre travail se concentre sur ces territoires spécifiques et s’interroge sur la place des citoyen.nes y habitant, dans la conception et la mise en place d’innovation sociale. Dans quelle mesure les habitant.es des QPV participent-ils ou elles à l’émergence d’innovations sociales sur leurs quartiers ? Est-ce qu’ils ou elles imaginent des solutions à fort impact social dans leur quartier ? Sont-ils ou elles porteur.euses de ces innovations sociales ?

15 COMMISSARIAT GENERAL A L’EGALITE DES TERRITOIRE, « L’innovation, moteur de développement économique et d’emploi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville », Synthèse. Février 2017. Disponible au format PDF sur Internet : <<https://www.avise.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

16 Ibid.

17 Politique publiques et innovation sociale. In *Le labo de l’économie sociale et solidaire*. 4 Mars 2014. Disponible sur:

< <http://www.lelabo-ess.org/politiques-publiques-et-innovation-sociale.html>>. [Consulté le 20 août 2018]

##### *Présentation des hypothèses :*

Pour répondre à cette problématique, cadrer cette étude et dégager des hypothèses, nous avons commencé par réaliser trois entretiens exploratoires18 auprès d’acteur.trices du territoire nantais et travaillant sur l’innovation sociale, le portage de projet et/ou les QPV. Cela nous a permis de dégager de premières hypothèses selon les propos des personnes interrogées :

### Les quartiers prioritaires nantais font naître des initiatives citoyennes qui se distinguent des innovations sociales,

Selon les personnes rencontrées, les quartiers prioritaires nantais regorgent d’initiatives citoyennes. Cependant, si pour certain.es les termes “initiatives citoyennes” et “innovations sociales” se rejoignent, d’autres les distinguent.

**Les innovations sociales** auraient pour objectif de transformer les réalités sociales et économiques présentent dans le quartier. Elles seraient principalement portées par les politiques de la ville mais aussi par des entreprises et des associations issues de l’extérieur du quartier. Enfin, ces innovations sociale auraient un impact économique et créeraient des emplois.

**Les initiatives citoyennes** seraient portées par les habitant.es, et issues de processus bottom- up. Elles n’auraient pas vocation à éliminer les difficultés sociales et économiques mais à apporter des réponses très ciblées à certains besoins. Il s’agirait par exemple d’association de quartier, délivrant des cours d’arabe ou de français.

### Les habitant.es des quartiers ne sont pas porteur.euses d’innovations sociales,

Dans certains entretiens les habitants des QPV détiennent une expertise quant au territoire dans lequel ils vivent. Cette expertise leur permet d’apporter des réponses aux difficultés qu’ils côtoient, adaptées à leur cadre de vie. Ainsi, les innovations émanant des habitant.es auraient plus de facilités à se développer et à produire les résultats attendus, que celles portées par quelqu’un.e d’extérieur. Cela s’expliquerait aussi par le fait qu’une innovation issue du quartier aurait plus de facilités à s’y intégrer et à rassembler les habitant.es autour de ses objectifs et de son développement.

Pourtant, les innovations sociales ne seraient pas portées par des habitant.es des QPV. En effet, les innovations sociales seraient davantage portées par des intervenant.es extérieur.es, bien que ceux-ci reconnaissent l’expertise des habitant.es et l’enjeu émancipateur d’une innovation issue

18 Annexe 1 : Grilles des entretiens exploratoires

#### du territoire. Ainsi, les acteur.trices extérieur.es mettent en place des dispositifs pour permettre aux habitant.es d’entreprendre et d’être porteur.euses d’innovation sociale. C’est le cas du collectif Osez Entreprendre monté à l’initiative de Nantes Métropole pour faciliter l’entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires.

### Trois raisons sont données pour expliquer le manque d’émergence d’innovations sociales portées par les habitant.es des quartiers prioritaires :

* Les habitant.es des quartiers ne sont culturellement pas intéressé.es par l’innovation sociale, car leur objectif est de s’intégrer au sein d’une économie classique.
* Les habitant.es des quartiers ont d’autres priorités économiques et n’ont pas le temps d’imaginer des projets pour transformer radicalement leurs conditions de vie.
* Il y a une méconnaissance de l’innovation sociale au sein des quartiers prioritaires.

Ces entretiens exploratoires nous ont permis de dégager nos hypothèses et de structurer notre travail de recherche. Ainsi, en réponse à la problématique donnée, nous pensons que les habitant.es des QPV ne sont pas porteur.euses d’innovation sociale mais d’initiatives citoyennes. Ces initiatives citoyennes ne parviennent pas à se développer pour potentiellement faire naître des innovations sociales à impact économique et projet de transformation sociale. Face à elles, des innovations sociales émergent mais sont généralement portées par des acteur.trices extérieur.es aux quartiers. Selon notre hypothèse, les initiatives citoyennes qui émergent au sein des quartiers prioritaires ne parviennent à mobiliser les ressources territoriales qui leur permettraient de transformer leurs initiatives citoyennes en innovation sociale. Cette hypothèse se base sur les travaux de S. Mertens et B. Pecqueur concernant les ressources territoriales. Nous développerons ces théories dans le premier chapitre du mémoire.

##### *Notre démarche et ses limites :*

Ce travail de mémoire a été réalisé afin de comprendre le rôle des habitant.es des QPV dans l’émergence d’innovations sociales. Notre première étape a donc été de revenir sur les concepts clefs entourant ce questionnement. Parmi ces concepts nous sommes revenues sur celui d’innovation sociale et sur ses fondements, mais aussi sur ce qui le distingue du concept d’initiatives citoyennes. Nous avons aussi repris les travaux de S. Mertens et de B. Pecqueur sur les ressources territoriales. La formulation de ces définitions nous a permis de définir notre démarche d’observation et d’analyse pour la réalisation de cette étude.

### Périmètre de notre travail

Pour réaliser notre étude nous avons ensuite déterminé d’un territoire sur lequel se concentrent nos observations et nos analyses. Celles-ci traitent donc des quartiers prioritaires nantais, identifiés par le contrat de ville 2015-2020. Celui-ci a été mis en place par l’agglomération nantaise qui comprend onze QPV, dont huit situés sur la ville de Nantes. Par soucis de temps et de disponibilité des acteur.trices interrogé.es, nous avons choisi de nous focaliser sur les QPV de la ville de Nantes.

Dans la construction de notre périmètre de travail, nous avons également déterminé des projets que nous souhaitions observé. Ainsi, pour étudier le rôle des habitant.es dans les innovations sociale émergeant sur les QPV, nous avons une nouvelle fois choisi de nous appuyer sur le contrat de ville. Celui-ci met en place annuellement un appel à projet à destination des structures investies dans les QPV, si celles-ci portent des actions répondant aux enjeux qui y ont été identifiés. Ces projets correspondent donc, selon notre définition19, à des innovations sociales. Toutefois, parmi les structures émargeant au contrat de ville, nous n’étudions que les projets portés par des associations. En effet, suite aux recherches réalisées sur le concept de société civile, nous constatons que la structuration en associations est une organisation citoyenne20. Dans la mesure où notre travail traite de la place des citoyen.nes et plus précisément des habitant.es dans les innovations, nous avons jugé ses structures plus appropriées.

Pour répondre à notre problématique et vérifier notre hypothèse, nous nous concentrons exclusivement sur les quartiers prioritaires nantais et sur les projets y sont menés. Parmi ces projets, nous observons ceux soutenus par le contrat de ville qui représentent selon nous des

19 Cette définition est annoncée dans notre premier chapitre, partie 1 p. 30

20 Nous revenons sur ces constats dans le premier chapitre, partie 3 p. 44

#### innovations sociales. Nous observons également d’autres projets portés par des habitant.es. Ces derniers correspondent selon nous à des initiatives citoyennes.

### Les entretiens semi-directifs

Pour rassembler les données concernant les innovations sociales et les initiatives citoyennes qui se développent sur les QPV nantais, nous avons décidé de mener des entretiens semi-directifs auprès de différents types d’acteur.trices. Notre objectif était donc de savoir si ceux et celles qui portent ces innovations sociales sont les habitant.es des QPV ; si ces habitant.es portent des initiatives citoyennes ; comment ces initiatives citoyennes se développent.

* Entretiens avec les équipes de quartier et leurs limites :

Pour collecter des informations sur les projets soutenus par le contrat de ville mais aussi sur les projets portés par des habitant.es des QPV, j’ai souhaité rencontrer les équipes de quartier21. En effet, celles-ci sont en charge d’inscrire les projets au contrat de ville et entretiennent également une proximité avec les habitants et les associations de leur territoire. Ainsi j’ai souhaité m’appuyer sur leur expertise de ces territoires et de l’implication habitante qui y est présente afin de vérifier mes hypothèses.

Ces entretiens ont été structurés en trois parties. Une première partie se concentre sur les projets soutenus par le contrat de ville afin de savoir qui les porte et comment. Une deuxième traite des initiatives habitantes, leur objet et leurs perspectives d’évolution. Une troisième questionne les ressources territoriales que mobilisent ces deux types de projets.

Toutefois il m’est important de préciser que cette collecte d’informations n’est pas exhaustive. En effet, certains quartiers soutenant plus d’une vingtaine de projets, j’ai préféré par soucis de temps n’étudier qu’une petite dizaine de projets par quartier. J’ai donc demandé aux équipes de quartier de sélectionner les projets qui leur semblaient les plus présents et ayant le plus d’impact sur le territoire. Ce même processus de sélection de projets a été utilisé pour les initiatives citoyennes. Ensuite, sur les huit QPV nantais, deux n’ont pas été visités car leurs équipes n’étaient pas disponibles. Il s’agit du quartier de Bellevue et du quartier des Dervallières, territoires particulièrement touchés par les émeutes de juillet 2018 sur lesquels les équipes de quartier n’ont plus de locaux (Dervallières) ou ont trop d’événement à gérer pour consacrer du

21 Annexe 2 : Grilles des entretiens semi-directifs

#### temps à ce travail (Bellevue). Enfin, cette étude se concentre exclusivement sur les projets inscrits au contrat de ville pour l’année 2018.

#### Entretiens avec les associations et leurs limites

Dans un souci d’objectivité, j’ai souhaité accompagné ces entretiens auprès d’acteur.trices public.ques, d’entretiens auprès d’associations. Ainsi, suite aux entretiens menés auprès des équipes de quartier, j’ai demandé à ces équipes de me donner le contact de structures associatives du quartier, qui soutiennent ou accompagnent les initiatives citoyennes qui s’y développent. Les entretiens semi-directifs menés auprès de ce deuxième type d’acteur.trices ont essentiellement traité des initiatives citoyennes se développant sur les QPV, ainsi que leurs ressources.

Toutefois, l’implication de plusieurs regards sur les initiatives d’un même quartier a été limitée par le nombre de structures rencontrées. En effet, nos entretiens ont été menés entre les mois de juillets et août. A cette période, de nombreux.ses acteur.trices étaient en congé et nous n’avons finalement pu rencontrer deux associations la Maison de Quartier de la Bottière et le Conseil Citoyen de Nantes Nord. Nous nous sommes donc essentiellement basées sur les éléments de réponse apportés par les équipes de quartier.

#### Entretien avec les acteurs municipaux et étatique

Un troisième type d’entretien semi-directif a été mené auprès d’un chargé de mission à la ville de Nantes, afin d’élargir notre regard sur les projets portés au sein des QPV nantais. En effet, après avoir rencontré les équipes de quartier, j’ai rencontré ce chargé de mission pour compléter mes informations sectorielles de données plus globales sur les QPV nantais, les projets qui y étaient portées et les grandes tendances qui les caractérisaient.

Cet entretien s’est couplé d’un échange téléphonique avec un adjoint du préfet ligérien qui a pu compléter avec un regard étatique, les informations portées par la ville.

### L’exploitation des données :

Enfin, cette étude traite aussi des ressources territoriales. Il s’agit de notre angle d’approche principal pour expliquer notre hypothèse. J’ai donc cherché à rassembler des données chiffrées concernant ces ressources, et ce pour chaque structures rencontrées au travers des équipes de quartier, de la maison de quartier de la Bottière ou du Conseil Citoyen de Nantes Nord. Pour rassembler ces données, mon objectif était de consulter les rapports d’activité de toutes les

structures rencontrées. Néanmoins, ce travail n’a pas pu être réalisé par soucis de temps et parce que la collecte d’informations a été compliquée. Alors que je pensais collecter les rapports d’activité auprès des équipes de quartier, je me suis rendu compte qu’il s’agissait de documents non communicables. Suite à cela, j’ai décidé d’éliminer cette démarche car je n’avais pas le temps d’aller vers toutes ces structures pour collecter leurs rapports.

Ce travail traite donc de la place des habitants des huit QPV nantais, dans les innovations sociales et les initiatives citoyennes qui y émergent. Il se base quasi-exclusivement sur les discours données par les équipes de quartier, discours dans lesquelles se mêlent des réponses à des questions fermées comme le nombre exact d’associations émargeant au contrat de ville, et des réponses plus larges comprenant les impressions qu’ont ces équipes sur les dynamiques associatives et individuelles présentes dans le QPV.

##### *Plan du travail :*

Ce mémoire présente donc l’ensemble de notre démarche en trois chapitres.

Le premier chapitre revient sur le cadrage théorique qui a été réalisé en amont de notre travail. Ce cadrage présente les différentes définitions que nous donnons aux concepts mobilisés. Il reprend tout d’abord le concept d’innovation sociale, premier concept mobilisé pour ce travail. Il revient sur ses origines, les différentes définitions qui existent aujourd’hui autour de ce concept, puis notre définition déterminée pour ce travail. Ensuite, ce cadrage théorique présente les différents liens qui ont été fait dans la littérature scientifique entre les innovations sociales et le développement local. En revenant sur ces concepts, cette deuxième partie présente également les spécificités des territoires sur lesquels est réalisé ce travail : les quartiers prioritaires nantais. En dernière partie, ce chapitre présente le concept de société civile qui permet d’appréhender celui d’initiative citoyenne. Il définit également le concept de ressources territoriales par lequel sont analysés nos résultats.

Après avoir exposés ces définitions, le deuxième chapitre présente nos résultats. Ceux-ci ont été obtenus à la suite de la série d’entretiens réalisés cet été, et d’étude statistiques des données chiffrées collectées. Ce chapitre comprend deux parties : une première dans laquelle sont exposés les résultats concernant l’innovation sociale dans les QPV et a place qu’y trouvent les habitant.es ; une seconde partie dans laquelle sont présentés les résultats traitant des initiatives citoyennes dans les QPV et la place des habitant.es dans ces initiatives.

Enfin, le troisième chapitre de ce travail met en perspective ces résultats et les analyses en reprenant donc l’angle des ressources territoriales présenté dans le premier chapitre. Ainsi, tant les ressources des projets d’innovations sociales que celles des initiatives citoyennes sont étudiées afin de comprendre pourquoi les innovations sociales qui se développent dans les QPV ne sont que rarement portées par des habitant.es des QPV.

# REVUE DE LITTÉRATURE

Ce premier chapitre est consacré à notre revue de littérature. Il revient de façon plus précise sur l’ensemble des concepts et théories qui fondent ce travail.

Dans un premier temps, cette revue de littérature reprend le concept d’innovation sociale annoncé dès les premières lignes de notre introduction. L’objectif est alors, en se basant sur la littérature scientifique, de présenter ce concept : sa naissance, son développement et les multiples définitions qui lui sont attribuées. A partir de ce cadrage, nous présenterons la définition du concept d’innovation sociale retenue dans notre travail.

Dans un deuxième temps est présenté le lien entre innovation sociale et ancrage territorial. Ainsi nous revenons sur les différent.es auteur.trices qui font et expliquent ce lien. Ensuite, toujours dans le cadrage de notre sujet nous présentons précisément les territoires qui sont étudiés, soit les quartiers prioritaires nantais.

Enfin, en troisième partie de ce chapitre nous revenons sur le lien qui est fait entre innovations sociales, initiatives citoyennes et société civile. Cette troisième partie nous permet également d’approfondir la théorie des ressources territoriales.

## A. Qu’est-ce que l’innovation sociale ?

L’innovation sociale est un concept qui a fait son entrée récemment dans le monde de la recherche. Les premiers travaux qui l’exploitent datent des années 1970 et intègrent l’innovation sociale dans le champ des sciences sociales22. Par la suite, de plus en plus d’auteur.trices se sont emparé.es de ce concept afin de le définir. En 1982, Chambon, David et Deverey apportent de premiers éléments de définition dans leur ouvrage intitulé “Les innovations sociales”. Cet engouement pour le concept, qui est présent à l’échelle internationale, se traduit également par l’apparition de nouvelles institutions dédiées à cette thématique23. Au Québec par exemple, le centre de recherche pour les innovations sociale (CRISES) est fondé en 1986. Aux Etats-Unis, de nombreuses grandes écoles s’y penchent dans les années 1990, comme la Harvard Business School en 1993 qui ouvre la Social Entreprise Initiative et l’université de Stanford qui inaugure à cette même période son centre pour l’innovation sociale24. En Europe, la Young Foundations est fondée en 2005 pour promouvoir l’innovation sociale à l’échelle européenne et internationale. Cet intérêt croissant pour l’innovation sociale a amené la multiplication de références théoriques et d’éléments de définitions pour cerner ce concept. Au travers de cette revue de littérature nous allons donc, dans un premier temps, présenter les différentes approches liées à l’innovation sociale, un concept encore flou et polysémique25.

22 RICHEZ-BATTESTI, Nadine ; VALLADE, Delphine, « Editorial. Innovation sociale, normalisation et régulation », in *Innovations*. 2012/6, n°38, p. 5-13. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

23 LAVILLE, Jean-Louis. « Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 45-80. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

24 Ibid.

25 BESANCON, Emmanuelle ; CHOCHOY, Nicolas ; GUYON, Thibault, « Introduction générale » in

*L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 9-14. Disponible sur : <

##### *La naissance de cette notion*

Le concept d’innovation émerge au début du vingtième siècle suite aux travaux de l’économiste

J. Schumpeter. Jusqu’à la fin du XIXème siècle, les économistes classiques tels que H. Spencer voyaient les transformations sociales de façon « *déterministe et unilatérale* »26. C’est-à-dire que selon eux, toutes formes de progrès technique et technologique, ainsi que l’évolution des pratiques sociales sont inévitables et irréversibles27. J. Schumpeter explique ces mêmes transformations comme le résultat de décisions humaines, sources d’innovation. L’innovation, positionnée au centre de son analyse, correspond alors au processus qui intègre et diffuse une invention dans la société économique28. La figure de l’entrepreneur correspond, dans les travaux de J. Schumpeter, à l’acteur économique qui tente d’enclencher ce processus d’intégration et de diffusion de la nouvelle invention29. Pour se faire, l’entrepreneur va au-delà des sentiers-battus et se positionne à contre-courant des mœurs et habitudes sociales. C’est un révolutionnaire qui prend des risques30.

Pour Schumpeter, l’innovation est donc un processus qui se développe dans le monde de l’entreprise. Il peut prendre 5 formes31 :

* La fabrication d’un bien nouveau
* L’introduction d’une méthode de production nouvelle
* La conquête d’un nouveau débouché
* La conquête d’une source nouvelle de matière première
* La réalisation d’une nouvelle organisation de la production

Depuis l’introduction de ce concept par Schumpeter au début du XXème siècle et jusqu’à la fin de ce siècle, l’innovation est essentiellement définie comme technique ou technologique32.

26 KLEIN, Juan-Luis ; LAVILLE, Jean-Louis, « L’innovation sociale : repères introductifs », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 9. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

27 Ibid.

28KLEIN, Juan-Luis ; LAVILLE, Jean-Louis, « L’innovation sociale : repères introductifs », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 7-44. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

29 PERROUX, François, « III. Le renouvellement et ses conséquences dans de la théorie de la dynamique les principales directions économique », in *La pensée économique de Joseph Schumpeter. Les dynamiques du capitalisme*. Genève, Librairie Droz, « Travaux de Sciences Sociales », 1965, p. 71-178. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

30 Ibid.

31 Ibid.

32 DANDURAND, Louise, « Réflexion autour du concept d’innovation sociale, approche historique et comparative », in *Politique publique et innovation sociale*. 2005/3, n°115, p. 377-382. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### Louise Dandurand, présidente directrice générale du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture parle d’ailleurs d’une phase de limitation dans les années 1990, durant laquelle « *la notion d’innovation se développe à l’intérieur de l’univers de la technologie et s’inscrit dans une logique marchande où l’entreprise constitue le terreau par excellence* »33. A cette même période, les manuels d’Oslo et de Frascati identifiés comme les principaux ouvrages de la science de cette décennie par L. Dandurand, mettent l’accent sur l’innovation technique et technologique. Celles-ci se définissent par l’innovation de produit : l’introduction de nouveaux produits (bien ou service) sur le marché ; et l’innovation de procédé : l’introduction de nouveaux procédés de production, de nouvelles méthodes concernant la fourniture de services ou la livraison de produits, dans l’entreprise. L’innovation technique et technologique inclut donc un facteur novateur et un facteur mélioratif : l’innovation de produit comme celle de procédé implique une amélioration par rapport au produit ou à la méthode précédemment élaboré. Jusqu’à la fin des années 1990 donc, le concept d’innovation fait principalement référence à l’innovation technique et technologique qui est associée au monde de l’entreprise et à la recherche de profit.

Pour autant, à partir des années 1970, deux courants font émerger le concept d’innovation sociale. D’un côté, de nouvelles publications font remarquer que certaines innovations techniques et technologiques sont sociales34. En effet optimiser le taux de production par exemple peut impliquer la prise en compte des besoins des employés. L’innovation managériale permet alors de faire évoluer les comportements sociaux au sein de l’entreprise, pour que les énergies humaines soient plus efficaces35. Selon cette nouvelle approche, l’innovation sociale fait toujours partie du monde de l’entreprise. D’un autre côté, un nouveau courant émerge aussi dans les années 1970, en parallèle aux mouvements autogestionnaires et revendicateurs qui se développent à cette même période dans les pays occidentaux. De nombreuses initiatives citoyennes se montent et symbolisent des volontés de changement d’un cadre social établi36. Ces initiatives se mettent en place à la fois dans l’espace public et dans le monde de l’entreprise en faisant évoluer les fonctionnements internes pour aller vers plus de démocratie et d’égalité.

33 DANDURAND, Louise, « Réflexion autour du concept d’innovation sociale, approche historique et comparative », in *Politique publique et innovation sociale*. 2005/3, n°115, p. 378. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

34 LAVILLE, Jean-Louis. « Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 45-80. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

35 Ibid.

36 LAVILLE, Jean-Louis. « Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social », in

*L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 45-80. Disponible sur : <

#### Il s’agit donc bien de faire évoluer les façons de faire et de transformer le modèle économique dominant pour que celui-ci puisse répondre aux problèmes sociaux. Dans leurs publications, Chambon, David et Deverey reviennent sur cette période, sur cette volonté de faire évoluer les façons de faire, et sur l’opposition de l’innovation sociale aux normes posées. L’innovation sociale se construit alors par une action collective, afin de redéfinir les besoins dans des micro- espaces publics37.

Toutefois, dès les années 1980, les définitions et conceptions de ce qui est appelé « innovation sociale » se chevauchent. D’un côté se retrouve cette approche issue des mouvements citoyens qui souhaitent mettre en place un changement social. L’innovation sociale y est décrite comme transformatrice et témoigne d’une aspiration à un nouveau modèle de société. De l’autre côté, se profile une approche de l’innovation sociale plus proche du monde de l’entreprise. Comme exposé plus haut, l’innovation sociale dans l’entreprise se traduit tout d’abord par un nouveau modèle managérial qui recherche l’optimisation de l’énergie humaine. Cette seconde approche de l’innovation sociale prend alors davantage en compte le processus de développement qu’impliquent ces changements38. Introduite par F. Perroux en 1986, cette approche souligne le fait qu’en faisant évoluer le système de production, une innovation technique fait aussi évoluer les façons de faire. Ainsi, le système d’innovation oriente les comportements qui font émerger de nouvelles inventions. Cette approche comportementale est également étudiée par les auteurs Juan-Louis Klein, Jean-Louis Laville et Frank Moulaert dans leur ouvrage *L’innovation sociale*. En effet, ils font régulièrement référence aux périodes de crises durant lesquelles apparaissent de nouvelles innovations39. Ces périodes représentent un paradigme social et économique inédit et font émerger de nouveaux comportements sociaux auxquels l’entreprise doit s’adapter.

37 Ibid.

38 Ibid.

39 KLEIN, Juan-Luis ; LAVILLE, Jean-Louis, « L’innovation sociale : repères introductifs », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 7-44. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

##### *Son émancipation*

L’innovation sociale est donc un concept récent, qui a suscité un engouement certain à la fois dans le monde de la recherche et au sein des politiques publiques. Dans le monde de la recherche, de multiples articles sur l’innovation sociale ont été publiés au cours de ces dernières décennies40. Nous l’avons vu en introduction de cette partie sur l’innovation sociale, cet engouement s’observe aussi à l’échelle internationale par la création de laboratoires spécialisés dans la recherche sur l’innovation sociale tels que le CRISES au Québec, et par l’ouverture de nouvelles formations dans de grandes universités. A l’échelle française, cette même émergence et plus récente et très liée aux impulsions des politiques publiques et notamment de la loi Hamon du 31 juillet 2014.

Aujourd’hui une multitude de laboratoires pour l’innovation sociale (LAB) émergent en France et mettent en place différents dispositifs afin d’accompagner tant des entrepreneurs individuels que des entreprises, à monter et développer leurs projets. Parmi ces dispositifs existent :

* les plateformes d’innovation sociale permettent d’identifier des solutions territoriale en faisant se rencontrés les acteur.trices public.ques, privé.es et les bénéficiaires de ces innovations41 ;
* les incubateurs d’innovations sociales permettent le passage du projet à sa création effective et à sa structuration via « *un accompagnement adapté, intensif et de longue durée allant de l’étude de faisabilité à la création de la structure juridique* »42 ;
* les accélérateurs d’innovations sociales sont des programmes d’accompagnement stratégique sur plusieurs mois, afin que « *les structures de l’ESS démultiplient leur impact économique, social et environnemental sur leur territoire, en particulier à travers la création d’emplois* »43

40 BESANCON, Emmanuelle ; CHOCHOY, Nicolas ; GUYON, Thibault, « Introduction générale » in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 9-14. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

41 AVISE, « Cartographie des acteurs de l’accompagnement à l’émergence d’entreprises de l’ESS et d’innovations sociales ». Avril 2018. Disponible au format PDF sur Internet : <<https://www.avise.org/> >. [Consulté le 14 septembre 2018]

42 Créer : les incubateurs de l’ESS. In *Avise, portail du développement de l’économie sociale et solidaire*. Disponible sur :

< <http://www.avise.org/entreprendre/se-faire-accompagner/creer-les-incubateurs-de-less>> [Consulté le 14 septembre 2018]

43 L’Accélérateur ESS. In *Avise, portail du développement de l’économie sociale et solidaire*. Disponible sur :

< <http://www.avise.org/annuaire-des-dispositifs/laccelerateur-ess>> [Consulté le 14 septembre 2018]

#### Initialement, l’innovation sociale arrive en France après avoir été introduite à l’échelle internationale et européenne. C’est à partir des définitions données par l’OCDE et par la Commission Européenne qu’a été construite la définition française. En effet, en décembre 2011 le Conseil Supérieur de l’Economie Sociale et Solidaire a formé un groupe de travail innovation sociale d’une trentaine d’acteur.trices de l’ESS pour proposer de nouvelles mesures publiques en faveur de l’innovation sociale44. La conclusion de ce travail a aussi été de donner une définition de l’innovation sociale. Selon ce rapport, les projets d’innovation sociale ont pour but “ [d’] élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux mal ou peu satisfaits”45. Il présente aussi les entreprises de l’ESS comme la première catégorie d’acteurs producteurs d’innovations sociales en France46.

Par la suite, ce sont donc ces structures qui ont tenté de cerner et de définir plus précisément le concept de l’innovation sociale. L’Avise, “agence d’ingénierie pour développer l’ESS au niveau national”47 a publié en 2015 un mode d’emploi sur l’innovation sociale. Elle y donne des précisions sur ce concept et apporte par exemple une définition à la notion de besoin social. Selon l’agence :

##### “*un besoin devient social lorsqu’il touche à un collectif d’individus et est perçu/reconnu* comme tel par tout ou partie de ce collectif, au point qu’apparaisse comme allant de soi l’idée de le satisfaire”48.

Elle identifie également trois différents types d’acteur.trices porteur.euses d’innovations sociales : les entrepreneur.euses principalement représenté.es par le secteur de l’ESS ; les citoyen.nes bénévoles; les pouvoirs publics. Selon l’Avise, ces acteurs mettent en œuvre trois différents types d’innovation sociale : l’innovation sociale entrepreneuriale, l’innovation sociale citoyenne et l’innovation sociale dans les politiques publiques49.

44 CONSEIL SUPERIEUR DE L’ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, « Rapport de synthèse du Groupe de travail Innovation Sociale », Projet d’avis. Décembre 2011. Disponible au format PDF sur Internet :

<<https://www.avise.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

45 « Rapport de synthèse du Groupe de travail Innovation Sociale » (Conseil Supérieur de l’Economie Sociale et Solidaire, décembre 2011).

46 « Rapport de synthèse du Groupe de travail Innovation Sociale ».

47 Nos Missions. In *Avise, portail du développement de l’économie sociale et solidaire*. . Disponible sur:

<https://[www.avise.org/nos-missions](http://www.avise.org/nos-missions)>. [Consulté le 20 août 2018]

48 AVISE, « L’Innovation Sociale », Mode d’emploi. Juillet 2015. Disponible au format PDF sur Internet :

<<https://www.avise.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

49 Innovation sociale : De quoi parle-t-on ? In *Avise, portail du développement de l’économie sociale et solidaire*. Disponible sur :

< https://[www.avise.org/decouvrir/innovation-sociale/innovation-sociale-de-quoi-parle-t-on](http://www.avise.org/decouvrir/innovation-sociale/innovation-sociale-de-quoi-parle-t-on)>. [Consulté le 20 août 2018]

#### Finalement, le cadre légal qui a formulé une première présentation de l’innovation sociale, a été composé par les acteur.trices de l’économie sociale et solidaire. Ensuite le discours public qui encadre ce concept donne peu de définitions. Par exemple pour la feuille de route ESS 2018 il y a eu très peu de définitions données par les communiqués officiels. Nicolas Hulot parle de “réponses de vivre ensemble et de maillage sociale”50. L’innovation sociale selon lui “cherche et trouve des solutions pour renforcer le cercle vertueux de l’économie, recréer du collectif, et repenser la redistribution”51. Ces communiqués de presse soulignent donc l’importance de l’innovation sociale et ses apports aux défis sociétaux, à l’économie, à l’intérêt général52, mais ne donnent pas d’indication sur son contenu et sur les critères définissant ce concept.

Ce concept repose donc en France sur les acteurs de l’ESS, qui l’ont introduit, qui l’ont défini, qui ont amené sa légifération et qui aujourd’hui s’en emparent en promouvant son développent via la mise en place de plus en plus de dispositifs tels que les laboratoires, les incubateurs ou encore les accélérateurs.

50 French Impact : innover au service de l’intérêt général. In *Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire*. 18 Janvier 2018. Disponible sur:

<<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/french-impact-innover-au-service-linteret-general/>>. [Consulté le 20 août 2018]

51 MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ; MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ; MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONAL, « #Frenche IMPACT, Lancement de

l’initiative French Impact et de l’accélérateur national d’innovation sociale », Dossier de presse. Janvier 2018, 7

p. Disponible au format PDF sur Internet : <https://ecologique-solidaire.gouv.fr / >. [Consulté le 20 août 2018]

52 MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ; MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

ET SOLIDAIRE ; MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONAL, « Lancement de l’initiative « French IMPACT » et de l’Accélérateur national d’innovation sociale », Communiqué de Presse. Paris, 18 Janvier 2018, 2

1. Disponible au format PDF sur Internet : <https://ecologique-solidaire.gouv.fr / >. [Consulté le 20 août 2018]

##### *Ses multiples définitions*

L’innovation sociale est donc un concept récent, qui a suscité un fort intérêt dans le cadre scientifique et institutionnel. En France cet intérêt a provoqué l’apparition de nombreux dispositifs promouvant l’innovation sociale et mis en place par les acteur.trices de l’ESS. Dans cette troisième sous-partie nous allons revenir plus précisément sur la définition de ce concept. Si notre deuxième sous-partie nous a permis de donner une définition française, légale et construite par les acteur.trices de l’ESS, nous nous penchons à présent sur le monde de la recherche et sur les différentes définitions qui sont données dans la littérature scientifique.

Dans la première sous-partie sur la naissance du concept d’innovation sociale, nous avons constaté que derrière ce concept s’exprimaient différentes approches. Face à cela, plusieurs auteurs et autrices proposent de les classifier. C’est le cas de Jean-Louis Laville dans sa contribution à l’ouvrage *L’innovation sociale*, et aussi d’Emmanuelle Besançon et Thibault Guyon dans le chapitre 2 de l’ouvrage *L’innovation sociale, principes et fondements d’un concept*, qui reprennent de nombreux travaux réalisés par Nadine Richez Battesti et Florence Vallade. Chacune de ces classifications a été réalisée par rapport au concept de solidarité. Selon chacun.e de ces auteur.trices, il existe deux formes de solidarité : une solidarité démocratique appelée solidarité forte par Jean-Louis Laville, et une solidarité philanthropique appelée solidarité faible par ce même auteur.

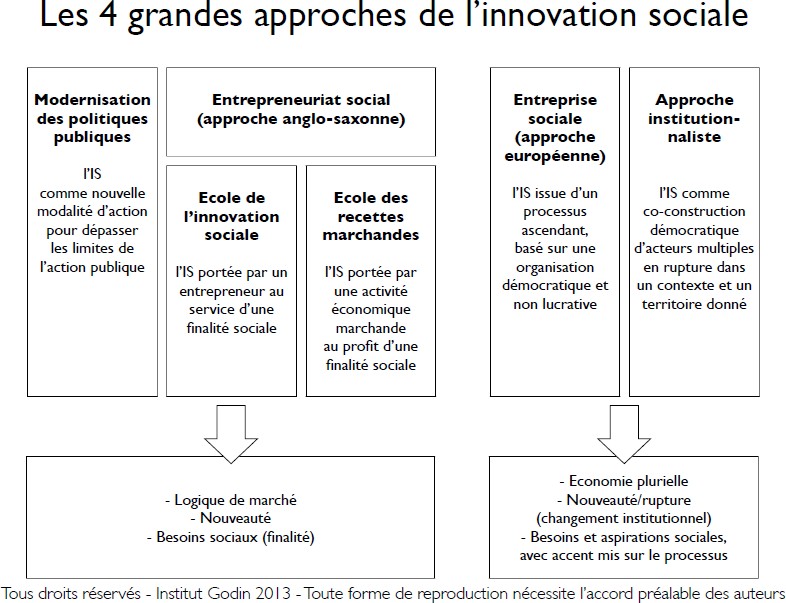
**La solidarité démocratique** fait référence à un courant solidaire qui apparaît dès le vingtième siècle et qui tranche avec la solidarité classique, héritée entre parents ou personnes de la même lignée biologique. Cette nouvelle forme de solidarité s’exprime en particulier par les courants associationnistes qui développent des formes d’entraides mutuelles basées sur l’appartenance à une communauté. Au cours des siècles, ce courant rejoint celui régulationniste selon lequel la solidarité est une préoccupation publique, prise en charge par l’Etat. Ainsi, ce qui ne peut pas être pris en charge par la logique de marché doit être pris en charge par l’Etat. A l’acteur étatique s’ajoute les entreprises auto-organisationnelles positionnées entre l’Etat et les entreprises marchandes, et qui ont pour finalité la prise en compte de la justice sociale et l’écologie53.

**La solidarité philanthropique** apparaît durant la seconde moitié du dix-neuvième siècle, et correspond à une vision éthique de la société. Selon cette vision, les citoyen.nes sont, à titre individuel, acteur.trices de cette solidarité. Ainsi, les œuvres de charité permettent de

53 LAVILLE, Jean-Louis. « Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 45-80. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

#### compenser les limites de l’économie de marché. Il s’agit donc d’une évolution libérale du concept de solidarité, qui le cantonne à la sphère privée54 ;55.

A partir de ces deux formes de solidarités, les auteur.trices identifient quatre différentes approches de l’innovation sociale. Celles-ci sont résumées sous forme de schéma par Emmanuelle Besançon et Thibault Guyon. Nous reprenons ce schéma ci-dessous56 :



Selon ce schéma, il existe deux grandes formes d’innovations sociales émanant de la conception philanthropique de la solidarité : la modernisation des politiques publiques et l’entrepreneuriat social. Face à ces deux approches, deux autres se réfèrent davantage à la conception démocratique de la solidarité : l’entreprise sociale et l’approche institutionnaliste. De façon générale, ce schéma se retrouve pour chacun.e des auteur.trices étudié.es.

54 BESANCON, Emmanuelle ; GUYON, Thibault, « Chapitre II. Les principales approches de l’innovation sociale », in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 29-48. Disponible sur :

< <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

55 LAVILLE, Jean-Louis. « Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 45-80. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

56 BESANCON, Emmanuelle ; GUYON, Thibault, « Chapitre II. Les principales approches de l’innovation sociale », in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 31. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

#### **La modernisation des politiques publiques :** Selon ce concept, l’innovation sociale est un outil des politiques publiques, pour faire face aux réductions budgétaires. En s’inspirant des méthodes issues du modèle privé, ces innovations rénovent les organisations et politiques publiques pour accroître leur efficacité.

**L’entrepreneuriat social :** Ce concept apparaît dans les années 1980 et 1990, avec l’ouverture de parcours entrepreneuriaux au sein des grandes écoles américaines. Au sein de ce concept, deux sous-concepts sont relevés par Emmanuelle Besançon et Thibault Guyon. Le premier met davantage l’accent sur la figure de l’individu et la finalité de son action. Celle-ci doit répondre à un besoin ou à un problème social. Le deuxième prend forme dans tout type d’entreprise indépendamment de sa finalité première. L’important est qu’une branche de cette entreprise soit dédiée à la production de valeurs sociales.

**L’entreprise sociale :** Selon les pays qui la mettent en œuvre, l’entreprise sociale prend différentes formes. En France et en Europe, il s’agit principalement des structures de l’économie sociale et solidaire : les structures qui comprennent une dimension collective et démocratique dans leur modèle organisationnel.

**L’approche institutionnaliste :** Reprenant beaucoup les éléments constitutifs de l’entreprise sociale, soit un fonctionnement démocratique et collectif, l’approche institutionnaliste inclut en plus une finalité spécifique qui est l’amélioration d’une situation ou la résolution d’un problème social.

Aujourd’hui, le terme d’innovation sociale fait référence, dans la majeure partie du temps, à l’une de ces quatre approches. Néanmoins, ce sont des approches très différentes. Dans une dernière sous-partie nous allons donc aborder plus précisément la construction de notre propre définition.

##### *La construction de notre définition*

Au sein des quatre conceptions de l’innovation sociale annoncées plus haut, se retrouvent des éléments de définitions communs. C’est le cas de l’innovation ou encore de la finalité sociale. Cependant, d’une approche à l’autre, ces éléments eux-mêmes représentent des réalités différentes. Ainsi, pour construire et présenter notre définition de l’innovation sociale nous revenons dessus, exposons les différentes réalités qu’ils représentent et présentons celle correspondant le mieux à notre approche et à notre démarche. Cette étude s’appuie sur les travaux d’Emmanuelle Besançon, de Nicolas Chochoy et de Thibault Guyon dans les chapitres deux et trois de leur ouvrage *L’innovation sociale. Principe et fondement d’un concept*.

### Le concept d’innovation

Selon les quatre approches présentées, le concept d’innovation est défini de trois façons différentes. Dans la modernisation des politiques publiques, l’innovation correspond à une amélioration de l’efficacité d’une organisation. Cette amélioration peut passer par l’augmentation de l’attractivité d’un territoire, la limitation des externalités négatives, le soutien au développement économique57. Dans d’autres approches, le concept d’innovation se définit comme l’évolution des façons de faire. Ainsi, l’évolution du système de gouvernance au sein de certaines entreprises qui passant à un fonctionnement démocratique et égalitaire est une nouvelle forme de gestion et donc une innovation. De la même façon, les nouvelles formes d’échanges et de constructions collectives impliquant l’ensemble des parties prenantes dans la construction d’un projet rend ce projet innovant dans sa construction. Enfin, une dernière définition de l’innovation a déjà été introduite dans la présentation des travaux de Chambon, David et Deverey. Il s’agit d’opérer une transformation sociale en rupture avec le modèle dominant58. Encore une fois, ce qui rend un projet innovant n’est alors pas son unicité, mais son opposition à un modèle dominant par le fait qu’il ne se construit pas autour de la recherche de profits, mais autour de la satisfaction de besoins ou la résolution de problèmes.

### Le concept de finalité sociale

Omniprésent dans l’ensemble des approches listées ci-dessus, la finalité d’une innovation sociale se justifie par la réponse qu’elle donne à un besoin ou à un problème social sur un territoire donné. Toutefois ces besoins et problèmes sont co-construits par l’ensemble des

57 BESANCON, Emmanuelle ; GUYON, Thibault, « Chapitre II. Les principales approches de l’innovation sociale », in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 29-48. Disponible sur :

< <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

58 Ibid.

#### acteur.trices présent.es sur le territoire, et sont donc propres à ces espaces. D’autre part, selon les innovations portées, les réponses données peuvent avoir des retombées très diversifiées : conséquences sociales positives, création de valeur sociale, création de sentiments de mieux- être des individus ou des collectivités. Ainsi la finalité sociale d’un projet peut se justifier de façons différentes selon les porteur.euses de ces innovations, selon le territoire sur lequel l’innovation s’inscrit,et selon les autres acteur.trices du ce territoire. A cela s’ajoute, une autre approche de la finalité sociale d’une innovation ; celle de la prise en compte de l’ensemble des parties prenantes d’un projet. En effet, dans l’exemple de l’entreprise collective, l’innovation est qualifiée de sociale dans la mesure où il s’agit d’une construction collective impliquant tous les acteur.trices du projet59.

**Le territoire :** Développé plus précisément par Nadine Richez-Battesti en 2008, cette caractéristique renvoie au fait que l’innovation sociale est issue d’une coopération d’acteur.trices présent.es sur un territoire. Le territoire est donc la ressource commune à un groupe d’individus, ce qui facilite la construction collective.

**Le modèle économique :** Reprise de la publication de Juan-Luis Klein, Jean-Marc Fontan, Denis Harrisson et Benoît Lévesque en 2010, cette caractéristique soutient le fait que les innovations sociales, parce qu’elles comblent des besoins non satisfaits par le marché, ont nécessairement des ressources hybrides60. Celles-ci doivent donc être soutenues et co- construites par les politiques publiques.

**La gouvernance :** Les modes de gouvernance qui font émerger des innovations sociales ont la particularité d’être « *inclusifs et participatifs* »61. En effet, tant dans la conception de l’invention sociale que dans la construction du processus qui intègre cette invention, l’ensemble des acteur.trices du territoire où est développée cette innovation sont sollicité.es. Ces acteur.trices sont tant privé.es que public.ques, font partie de la société civile ou sont des acteur.trices marchand.es.

**L’empowerment :** Exposée par Louise Dandurand en 2005, la question de l’empowerment et de l’initiative citoyenne est également comprise dans ces caractéristiques. Il s’agit donc d’un processus bottom-up, impulsé par les citoyens identifiant les problèmes et besoins sociaux qu’ils connaissent et auxquels ils souhaiteraient répondre collectivement.

59 Ibid.

60 Notion explicitée dans la troisième partie de ce chapitre p. 53

61 BESANCON, Emmanuelle, « Chapitre III. L’innovation sociale en pratiques solidaires : processus, résultat, impacts et changements », in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 49-82. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

#### Notre définition de l’innovation sociale pour ce travail, a été construite en prenant compte de ces six éléments, de l’évolution du concept d’innovation sociale dans le temps et des différentes définitions données par les auteur.trices identifié.es.

Tout d’abord, nous définissons l’innovation sociale comme un « processus » telle que la notion d’innovation est décrite par Schumpeter et par Chambon, David et Deverey. Il s’agit d’un processus faisant passer un territoire d’une situation A à une situation B. Ce processus est enclenché par un projet porté, dans notre travail, par le secteur associatif. Ce travail se penche donc sur les associations qui montent des projets pour transformer un territoire, changer ses réalités, l’améliorer et participer à la disparition de ses difficultés. Ce processus d’innovation implique un changement des façons de faire et des comportements. La notion de finalité sociale y prend forme dans l’objectif d’améliorer une situation donnée et de répondre à un problème. Enfin, dans la mesure où nous étudions les projets montés par des associations, nous intégrons dans ce processus d’innovation sociale un modèle économique hybride, une gouvernance partagée et une place donnée aux habitant.es sur laquelle nous reviendront dans le chapitre II de ce travail.

Cette première partie présente tout d’abord l’origine du concept d’innovation sociale. Celui-ci vient du concept d’innovation introduit par J. Schumpeter au début du XXème siècle. Il s’agit d’un processus introduisant une invention dans l’usage commun et donc transformant les comportements. Le concept d’innovation est initialement associé à une invention technique ou technologique, et renvoie à l’amélioration d’un outil ou d’une technique afin de rendre une entreprise plus compétitive et d’augmenter ses bénéfices.

A partir des années 1970, le concept d’innovation sociale émerge, et depuis la fin des années 1980 il fait l’objet de nombreux travaux scientifiques. Ces travaux reprennent l’idée d’un processus d’innovation introduisant une invention cette fois sociale. Le processus d’innovation sociale se fait via le principe de solidarité, qui peut être démocratique ou philanthropique. Lorsqu’il est démocratique, l’invention sociale est intégrée aux usages communs par l’Etat ou bien par l’association des acteur.trices qu’elle dessert. Lorsque ce principe de solidarité est philanthropique, par des organisations charitables afin de venir en aide à d’autres communautés.

L’invention sociale introduite dans l’usage commun par ce processus d’innovation peut prendre différentes formes. Il peut s’agir de l’amélioration de l’organisation des services publics afin de les rendre plus efficient ; il peut s’agir de la transformation du modèle de l’entreprise afin que celui-ci soit plus démocratique et moins lucratif ; l’objet de cette invention peut enfin être d’améliorer les conditions sur un territoire et de répondre à un besoin y étant présent. Ce travail traite exclusivement de la dernière forme d’invention sociale décrite, soit de la transformation d’une situation afin de répondre à un besoin sur un territoire donné. En revenant sur cette forme d’amélioration sociale, faisant passer une situation A à une situation B sur un territoire, la deuxième partie de ce chapitre appréhende l’innovation sociale sous le prisme du développement territorial.

## L’innovation sociale et son ancrage territorial

Dès l’introduction de ce travail, le concept d’innovation sociale est annoncé comme territorialisé. Présenté tout d’abord par le biais des politiques publiques françaises, nous ciblons ensuite volontairement les quartiers prioritaires afin d’étudier l’émergence et le développement des projets sur ces territoires. Cette deuxième partie aborde donc le lien entre innovation sociale et territoire, avant de se concentrer sur les spécificités des quartiers prioritaires et plus précisément des QPV nantais.

Dans une première sous-partie donc, nous présentons la façon dont la littérature scientifique fait le lien entre « innovation sociale » et « territoire ». Pour se faire, cette sous-partie reviendra sur la notion de territoire, et présentera deux approches scientifiques : l’échelle locale vue comme espace d’émergence d’innovations ; le concept de développement territorial, son évolution dans le temps et la place qu’il donne aujourd’hui à celui d’innovation sociale.

Dans une deuxième sous partie ce travail reviendra sur ce qu’est un quartier prioritaire, ses représentations et sa définition tant institutionnelle que sociologique.

Enfin, la troisième sous-partie de ce travail présentera plus précisément les quartiers prioritaires nantais ainsi que leurs spécificités.

##### *Lien de causalité entre échelle territoriale et innovations sociale*

**Définition de la notion de territoire.**

La notion de territoire comprend plusieurs définitions qui ont évolué au fil des siècles. Selon Paul Alliès, l’utilisation courante de ce terme remonte à la Révolution français62. A cette époque, le terme de territoire était rattaché aux notions de souveraineté et de pouvoir, il représentait le périmètre juridique où l’Etat-nation exerçait son pouvoir administratif. Cette définition politico-administrative persista jusqu’à la seconde moitié du vingtième siècle. En parallèle, le terme de territoire était également employé par les économistes. D. Ricardo parle du territoire dans une approche coût-concurrence. Selon lui, chaque territoire doit spécialiser sa production afin de s’inscrire dans un marché libéralisé. Toutefois le territoire renvoyait alors à espace plutôt large comme un pays.

A partir de la seconde moitié du vingtième siècle, l’approche de l’économie géographique fait son entrée et propose une nouvelle définition du territoire. Cette théorie classique se concentre sur l’espace géographique et sur les caractéristiques spatiales et physiques de cet espace. Ainsi, elle réduit le périmètre du territoire de l’échelle nationale à celle locale. Cette réduction se poursuit en France avec les politiques de décentralisation. Des espaces plus petits tels que les régions, les départements, les communes, prennent davantage de pouvoirs. Ainsi tant les écoles géographiques que celles administratives tendent à revoir le périmètre du territoire.

Enfin, à cette même période, les sciences sociales s’approprient également la notion de territoire, en y injectant des enjeux de constructions et de représentations sociales. Si l’espace physique reste une réalité, il est composé d’autres éléments tels que les habitudes, les caractéristiques, les spécificités culturelles et politiques63. L’ensemble de ces éléments modulent et sont modulés par le territoire, et par les acteur.trices qui y vivent et y agissent. Ce qui définit un territoire selon cette école est donc son périmètre administratif, ses composantes spatiales et physiques, ainsi que l’ensemble des caractéristiques et des représentations sociales qui y sont connues et reconnues. De cette façon, un territoire détient une identité qui permet

62 FAURE, Alain, « Territoires/Territorialisation », in *Dictionnaire des Politiques Publiques*. Presses de Sciences Po, « Gouvernance », 2005, 430-436. Disponible sur : <<http://www.hal.archives-ouvertes.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

63 PECQUEUR, Bernard, « L’économie territoriale : une autre analyse de la globalisation », in *L’Economie politique*. 2007/2, n°33, p. 41-52. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### aux habitant.es de se l’approprier mais aussi d’adapter leurs comportements aux spécificités de cet espace.

Dans cette partie, le terme de territoire est principalement utilisé tel que les sciences sociales le définissent.

### Emergence d’innovations à l’échelle locale

Dans la littérature scientifique, territoires et innovations sont souvent définis comme dépendant l’un de l’autre : l’espace territorial est celui duquel émergent les innovations sociales. En effet, dès les années 1980 F. Perroux théorise le fait que les innovations sont territorialisées dans la mesure où elles ne se développent pas partout au même moment. Selon les territoires, il s’agit d’innovations différentes, prenant différentes formes et modifiant des comportements, des façons de faire différentes selon les espaces64. A cela s’ajoute le fait que les innovations transforment les territoires sur lesquelles elles se trouvent. En effet, en amenant de nouveaux outils de productions ou de nouvelles méthodes managériales par exemple, elles changent les comportements et les façons de faire et provoquent donc des évolutions qui peuvent être culturelles et qui sont différentes selon les territoires65. L’arrivée d’une innovation sur un territoire peut d’ailleurs avoir un rôle d’élément déclencheur et provoquer l’invention puis l’arrivée de nouvelles innovations sur ce même territoire66.

Dans les années 1980, ce phénomène d’élément déclencheur est reconnu et entraîne la construction de pôles urbains pour l’innovation. Pour produire davantage d’innovation, entreprises, universités et structures de la même branche sont concentrées géographiquement. A cette période il s’agit principalement d’innovations techniques et technologiques qui font naître les technopoles, c’est à dire des pôles urbains concentrant les entreprises et laboratoires techniques et technologiques pour faciliter l’émergence d’innovations. Cette démarche s’explique par le besoin intense de communication entre les différents acteurs d’un même

64 KLEIN, Juan-Luis ; LAVILLE, Jean-Louis, « L’innovation sociale : repères introductifs », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 7-44. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

65 Ibid.

66 LE CORROLLER, Cécile, « Mots et sens du territoire dans les démarches d’innovation sociale en Basse- Normandie », in *Géographie, économie, société*. 2012/3, Vol. 14, p. 287-302. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### secteur. Ainsi, en facilitant leurs échanges, la création de nouvelles connaissances est aussi facilitée67.

Cette influence de la proximité territoriale se retrouve aussi pour l’innovation sociale. En effet, tout comme pour les innovations techniques, la nature même d’une innovation sociale dépend du cadre territorial dans lequel elle s’inscrit et influence ensuite ce cadre. Selon les approches de l’innovation sociale cette influence territoriale est toutefois plus ou moins ancrée. Pour Jean Hillier par exemple, un projet d’innovation sociale est monté par un groupe d’acteur.trice issu d’un quartier ou d’une ville et va agir sur ce même quartier, cette ville68. Selon cette conception, l’innovation sociale émerge automatiquement du territoire puisqu’elle naît d’un groupe d’acteur.trice en étant issu. D’une part elle a rapproché géographiquement les acteur.trices qui portent l’innovation sociale. D’autre part le territoire fait naître des réalités qui lui sont propres et face auxquelles se mobilisent ses habitant.es. De la même façon, E. Besançon conçoit l’innovation sociale comme territorialisée parce qu’elle se construit à partir d’une coopération entre acteur.trices d’un même territoire qui se rassemblent autour d’un projet commun. Le territoire correspond donc à l’espace sur lequel se développe un processus dynamique de co- construction et de coopérations69.

Ces différentes conceptions soutiennent un lien de causalité entre territoire et innovation sociale. Aussi, plus le territoire est petit et plus l’innovation est ciblée sur un espace réduit. Dans le cas de l’innovation sociale, certains projets peuvent être particulièrement ciblés parce que l’enjeu de proximité géographique y est particulièrement fort.

### La place de l’innovation sociale dans le développement territorial

Cette nouvelle sous-partie s’appuie tout d’abord sur les travaux de J.L Klein et de B. Pecqueur qui expliquent l’émergence du concept de développement territorial dans les sociétés occidentales. Elle mobilise ensuite les travaux de B. Pecqueur pour souligner la place du concept d’innovation dans ces nouvelles formes de développement. Enfin elle revient sur les

67 CARRINCAZCEAUX, Christophe ; CORIS, Marie ; LUNG, Yannick, « Les configurations spatiales de l’innovation », in *Hermès, La Revue*. 2008/1, n°50, p. 29-37. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

68 RICHEZ-BATTESTI, Nadine ; PETRALLA, Francesca ; VALLADE, Delphine, « L’innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux et défis pour l’analyse ? », in *Innovation*. 2012/2, n°38, p. 15-36. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

69 BESANCON, Emmanuelle, « Chapitre III. L’innovation sociale en pratiques solidaires : processus, résultat, impacts et changements », in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 49-82.

#### travaux de J. Hillier, F. Moulaert, J. Nussbaumer et N. Richez-Battesti concernant la place de l’innovation sociale dans le développement territorial.

Durant la période fordiste qui se termine au milieu des années 1970, l’Etat est souverain et centralisé. Le développement territorial se fait à l’échelle nationale et homogénéise les territoires. L’acteur étatique est décisionnaire et régulateur, il fait face aux acteur.trices locaux.ales qui ont un rôle secondaire dans le développement de leur territoire70.

A partir des années 1970, les différentes crises économiques bouleversent le modèle fordiste et l’équilibre sur lequel les Etats mettaient en œuvre leur souveraineté. Suite à cette crise, la structure de l’exercice du pouvoir se transforme. Les gouvernements nationaux disposent de moins d’outils pour exercer leur pouvoir souverain et sont soumis à des instances supranationales qui peuvent déterminer des orientations politiques. En France une crise de l’Etat nation a lieu à cette même période et amorce les premières politiques de décentralisation71. L’Etat se désengage du développement territorial pour mieux s’engager dans l’appui à des secteurs considérés comme performants.

A l’échelle locale ce désengagement étatique laisse plus de places aux acteur.trices locaux.ales qui se voient accorder un rôle décisionnaire plus important. Cette passation de pouvoir entre l’Etat nation et les acteur.trices des territoires annonce l’émergence d’une nouvelle forme de développement : le développement local. L’Etat devient partenaire du développement, dont la gestion est assurée par les différent.es acteur.trices locaux.ales, public.ques et privé.es. Via une approche économique des territoires, B. Pecqueur étudie les impacts de cette passation de pouvoir sur les territoires.

Parallèlement aux politiques publiques concernant le développement territorial, B. Pecqueur observe que les grandes entreprises opèrent également un changement d’échelle. Celles-ci passent d’une logique centralisée à une logique régionale. La délocalisation de certaines usines de production selon les atouts économiques de certaines régions en est le principal exemple72. Ainsi les acteur.trices locaux.ales, en charge du développement économique de leur région, mettent en place des stratégies de valorisation territoriale, afin d’attirer les flux économiques

70 KLEIN, Juan-Luis, « Innovation sociale et développement territorial », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 115-142. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

71 Ibid.

72 PECQUEUR, Bernard, « L’économie territoriale : une autre analyse de la globalisation », in *L’Economie politique*. 2007/1, N°33, p. 41-52. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### des entreprises qui se globalisent73. Selon B. Pecqueur, le développement local actuel passe par une mise en concurrence des régions qui cherchent toutes à attirer ces flux économique. Pour faire face à cette concurrence, les acteur.trices locaux.ales jouent sur les spécificités de leur territoire, en faisant valoir les ressources qui lui sont propres, et sa capacité d’intégration dans l’économie mondiale. Le territoire devient alors un outil à valoriser pour faire venir les flux économiques mondiaux. Au travers de ces nouvelles logiques, les innovations techniques et technologiques sont des ressources spécifiques faisant partie du patrimoine d’un territoire.

Face à cette approche économique du développement territorial, certains auteurs tels quel F. Moulaert et J. Nussbaumer proposent une approche sociale. En effet, les deux auteurs soulignent que le développement économique observé sur un territoire, n’y implique pas forcément sont développement sociale. Pour expliquer cette théorie ils se basent sur la théorie rawlsienne de la justice. Selon J. Rawls, “une transformation ou une évolution de la société, pour être juste, doit au moins améliorer le sort du plus défavorisé”74. Ainsi, un développement selon F. Moulaert et J. Nussbaumer doit être juste en améliorant le confort de tous. Sous cette définition du concept de développement, les auteurs théorisent la région sociale. Il s’agit d’un territoire sur lequel s’applique cette perception juste du développement. Ainsi, toutes les formes de production et de distribution de biens et de services doivent assurer la satisfaction des besoins fondamentaux. Au sein de la région sociale, l’innovation sociale permet aux acteur.trices locaux.ales d’opérer les changements nécessaires pour atteindre ces modes de production et de distribution75.

Cette approche sociale du développement se retrouve également dans les travaux de J. Hillier et N. Richez-Battesti qui y intègre le concept d’innovation sociale. J. Hillier parle du développement territorial intégré, un modèle de développement construit à partir de l’ensemble des acteur.trices du territoire. Ce modèle de développement socialement innovant induit une réponse aux besoins sociaux apportée par les acteur.trices et notamment par les groupes habituellement exclus de la gouvernance territoriale76. Cette nouvelle forme de développement

73 Ibid.

74 HILLIER, Jean ; MOULAERT, Frank ; NUSSBAUMER, Jacques, « Trois essais sur le rôle de l’innovation sociale dans le développement territorial », in *Géographie, économie, société*. 2004/2, Vol. 6, p. 129-152. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

75 MOULAERT, Frank ; NUSSBAUMER, Jacques, « Pour repenser l’innovation : vers un système régional d’innovation sociale », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 81-114. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

76 RICHEZ-BATTESTI, Nadine ; PETRALLA, Francesca ; VALLADE, Delphine, « L’innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux et défis pour l’analyse ? », in *Innovation*. 2012/2, n°38, p. 15-36.

#### transforme les rapports sociaux. En effet, en incluant l’ensemble des acteur.trices dans les processus de développement, un processus de transformation des relations sociales et des rapports sociaux se met également en place et renforce la capacité d’agir de ces acteur.trices77. Dans leur définition territorialisée de l’innovation sociale, ces auteur.trices prennent donc en compte un mouvement ascendant et non gouvernemental, qui transforme un territoire et ses jeux d’acteur.trices.

Cette sous-partie revient donc sur deux approches du concept de développement territorial : une approche économique proposée par B. Pecqueur et une approche sociale exposée par F. Moulaert, J. Nussbaumer, J. Hillier et N. Richez-Battesti. Selon l’ensemble de ces auteur.trices, le développement est aujourd’hui local et se fait via des réseaux d’acteur.trices. Selon l’approche économique, ces réseaux d’acteur.trices engagent un processus de développement en attirant des ressources économiques sur leur territoire, par la mise en valeur de ressources qui y sont spécifiques. Face à cette conception du développement local, certain.es auteur.trices conçoivent ce même concept de développement comme l’amélioration des conditions de vie des groupes sociaux les plus défavorisés. Innover socialement correspond alors à transformer les façons de faire pour que les processus de productions profitent aux acteur.trices plus défavorisés (F. Moulaert, J. Nussbaumer). Pour J. Hillier et N. Richez-Battesti, cette transformation doit aussi inclure les rapports sociaux : le développement local est socialement innovant lorsqu’il est entrepris par l’ensemble des acteur.trices du territoire, notamment la société civile, et les groupes sociaux auparavant éloignés du processus de gouvernance.

77 HILLIER, Jean ; MOULAERT, Frank ; NUSSBAUMER, Jacques, « Trois essais sur le rôle de l’innovation sociale dans le développement territorial », in *Géographie, économie, société*. 2004/2, Vol. 6, p. 129-152. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

##### *Le cas particulier des quartiers prioritaires*

Une innovation sociale émerge donc dans un cadre territorial et sa nature même est influencée par le territoire sur lequel elle se développe. Avant de présenter les résultats de cette étude, nous revenons donc ici spécifiquement sur les quartiers prioritaires, territoire de notre travail. Ainsi, cette deuxième sous-partie se penchera dans un premier temps sur les politiques publiques qui ont entraîné leur construction. Ensuite, en s’appuyant sur les données statistiques de l’Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), cette sous-partie présentera les caractéristiques présentes dans tous les quartiers prioritaires français. Enfin, en étudiant la littérature scientifique produite autour de ces territoires, cette sous-partie exposera les principales théories formulées autour des QPV.

Les politiques de la ville naissent dans les années 1970 avec les conventions “Habitat et Vie sociale”. Il s’agit des premiers dispositifs mis en place par les politiques publiques pour améliorer la situation des quartiers d’habitat social78. A la fin des années 1980, ces politiques publiques évoluent face à l’accroissement du nombre de quartiers conventionnés. Pour répondre à cette augmentation, les dispositifs se multiplient, ils changent de nom et un ministère de la Ville est créé. En même temps, les chercheurs se penchent de plus en plus sur la question des banlieues et les problématiques sociales qui y sont présentes. A la fin des années 1990 et au début des années 2000 les contrats de ville se développent et des zones urbaines sont géographiquement identifiées sous l’appellation de Zone Urbaine Sensible (ZUS). Sur ces espaces sont développés les Contrats Urbains de Cohésion Sociale (CUCS) et de nombreux dispositifs permettent la révision des logements, de l’urbanisme, de l’éducation, du développement économique, et de la sécurité79. Enfin, en 2014 une nouvelle étape voit le jour avec la loi de programmation de la cohésion urbaine pour la ville. Tous les territoires identifiés sont rassemblés sous une seule appellation : les quartiers prioritaires. Ces quartiers forment des territoires d’intervention du ministère de la Ville qui sont identifiés selon le seul critère du revenu par habitant80.

78 TISSOT, Sylvie, « Identifier ou décrire les « quartiers sensibles » ? », in *Genèse*. 2004/1, n°54, p. 90-111. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

79 CHALINE, Claude, « Améliorer cadre et conditions de vie », in *Les politiques de la ville*. Paris cedex 14 : Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2014, p. 70-100. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

80 Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (2014-2020). In *Système d’information géographique de la politique de la ville*. 8 Avril 2015. Disponible sur :

<https://sig.ville.gouv.fr/page/198/les-quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-la-ville-2014-2020.>. [Consulté le 20 août 2018]

#### Selon les études statistiques de l’INSEE datant de 2016, plusieurs caractéristiques sont communes à l’ensemble des QPV81. Tout d’abord, parce qu’ils sont identifiés par le revenu des habitant.es, ces quartiers sont plus touchés par la pauvreté. Ainsi, en France métropolitaine, 42% des habitant.es des QPV ont un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, ce qui correspond à une différence de près de 30 points avec le taux de pauvreté moyen des agglomérations les englobant. Ensuite, ces quartiers sont en moyenne plus jeunes et composés d’une part plus importante de familles monoparentales que dans l’urbain proche. Par rapport aux unités urbaines englobantes, il y a un écart de six points dans le taux de jeunes de moins de quinze ans sur ces quartiers, mais moins de personnes âgées (différence de trois points). Il y a également une part plus importante de résident.es de nationalité étrangère et les ménages sont plus souvent constitués de cinq personnes ou plus. Ensuite, des difficultés d’insertion sur le marché du travail ont été observées. C’est environ un quart des ménages qui reçoivent l’allocation chômage, et parmi les résident.es ayant un emploi, un.e sur cinq a signé un contrat précaire. A ces difficultés d’insertion sur le marché du travail se couple un déficit de formations et de qualifications professionnelles. La réussite scolaire y est plus faible, le retard scolaire y est plus important. Enfin le taux de logements sociaux est, sur ces quartiers, plus élevé que dans les unités urbaines les contenant. En moyenne, les quartiers prioritaires en France métropolitaine concentrent 37% des logements sociaux de l’ensemble de l’unité urbaine à laquelle ils appartiennent.

Ces données statistiques permettent de dresser un premier portrait des quartiers prioritaires en France et des réalités qu’ils contiennent. A ce portait, le monde de la recherche a apporté de nombreux éléments de compréhension des dynamiques internes aux quartiers. Depuis les années 1990, alors que la politique de la ville se développe et fait naître de nombreux dispositifs à l’adresse des quartiers, de nombreuses disciplines universitaires se penchent sur cet objet de recherche82. En sciences sociales, deux approches majeures ayant traité des quartiers prioritaires, ont permis de donner de nouveaux éléments de compréhension de ces milieux et ont aussi été force de propositions pour de nouvelles politiques publiques envers ces espaces83. La première approche est celle construite par Alain Touraine, au début des années 1990, autour

81 RENAUD, Auriane ; SEMECURBE, François, « Les habitants des quartiers de la politique de la ville, la pauvreté côtoie d’autres fragilités », in *Insee Première*. 2016/5, n°1593. Disponible au format PDF sur Internet :

<https://[www.insee.fr /](http://www.insee.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

82 TISSOT, Sylvie, « Identifier ou décrire les « quartiers sensibles » ? », in *Genèse*. 2004/1, n°54, p. 90-111. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

83 TISSOT, Sylvie, « Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des « quartiers sensibles » », in *Genèses*. 2005/3, n°60, p. 57-75. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### des concepts d’inclusion et d’exclusion. Selon le sociologue, la ville est divisée entre les inclus d’un côté, et les exclus de l’autre. Les banlieues, quartiers sensibles ou quartiers prioritaires selon l’appellation de l’époque, sont des espaces où se concentrent les difficultés économiques, sociales, culturelles et politiques. Ce sont donc ces espaces qui sont le plus victimes d’exclusion. Cette dichotomie entre inclus et exclus de la ville, amène ensuite de nombreux.euses auteurs et autrices comme Didier Lapeyronnie à parler de ségrégation sociale pour parler des quartiers. La deuxième approche sur laquelle cette revue de littérature souhaitait se pencher est celle exposée par François Dubet à la même période, autour du concept de *la galère84*. Alors que selon Alain Touraine, le sentiment d’exclusion est ce qui rapproche chaque habitant.e des quartiers, François Dubet parle de la galère comme difficulté vécue par tous.tes les jeunes issu.es de quartiers prioritaires. Cette galère se traduit selon l’auteur à la fois par la vie, l’irrationnel et l’insécurité, et aussi par la rage et la violence gratuite. Alors que sous les textes du sociologue Alain Touraine, un mouvement social pouvait s’organiser pour défendre les droits des exclus. Ce mouvement est beaucoup plus critiqué par François Dubet et Didier Lapeyronnie pour qui cette galère provoque l’effacement des rapports sociaux empêchant ainsi toute forme de revendication collective85.

Ainsi cette sous-partie a permis de cerner à la fois l’origine des quartiers prioritaires, leurs caractéristiques et ce qu’en dit la littérature scientifique. Suite à celle-ci, notre troisième sous- partie portera plus précisément sur les quartiers prioritaires nantais, territoires spécifiques sur lesquels porte notre étude.

84 Ibid.

85 Ibid.

##### *Spécificités des QPV nantais*

Les premiers programmes portés par la ville de Nantes envers ses quartiers en difficulté datent des années 199086. Entre 1990 et 1994, trois opérations de développement social des quartiers (DSQ) ont été menées dans les quartiers de Bellevue, des Dervallières et de Nantes Nord. Plusieurs conventions de quartier ont été signées sur les quartiers de Malakoff, Nantes Est et Château Mahaudière. Ces deux programmes portent alors sur la réhabilitation et la restructuration à la fois de l’aménagement urbain, des logements, et des services publics. A la fin des années 1990, le premier contrat de ville est signé. Il porte une réflexion sur l’insertion par l’économique et intègre trois plans locaux pour l’insertion par l’emploi (PLIE) ainsi qu’un contrat local de sécurité (CLS). Avec la signature du contrat de ville, quatre zones de redynamisation urbaine (ZRU) et deux zones urbaines sensibles (ZUS) sont délimitées pour identifier le champ d’intervention de la ville. En 2000, le deuxième contrat de ville est signé à l’échelle de la nouvelle agglomération nantaise, intégrant de ce fait l’ensemble des communes que chevauchent certaines zones sensibles. En 2007, le premier Contrat Urbain de Cohésion Sociale est signé puis reconduit jusqu’en 2014. Enfin, en 2015 Nantes Métropole met en place le contrat de ville 2015-2020. Celui-ci dispose d’une nouvelle logique d’actions intégrant les quartiers identifiés comme prioritaires à l’échelle nationale87 ainsi que des quartiers identifiés comme en décrochage par la métropole, afin d’anticiper une précarisation et une marginalisation de ces espaces. Ainsi, en plus des quinze quartiers politiques de la ville, la métropole a identifié trois quartiers de veille et sept quartiers d’observation88.

Aujourd’hui, la ville de Nantes compte près de 53 900 habitant.es au sein de ses quinze quartiers politiques de la ville89. A l’échelle régionale, cela représente un tiers des habitant.es de l’ensemble des quartiers prioritaires. A l’échelle de l’agglomération, cette population représente 10% des nantais.es. Le plus ancien quartier nantais inscrit dans la géographie prioritaire est celui de Bellevue depuis 1989, et le plus récent est le Ranzay qui y a été inscrit en 2014. Entre les années 2000 et 2010, les écarts se sont de plus en plus creusés entre les différents territoires

86 RESO VILLES, « Les fiches territoires de Réso Villes. Nantes Métropole (Loire-Atlantique) ». Avril 2013. Disponible au format PDF sur Internet : <https://[www.resocilles.com /](http://www.resocilles.com/) >. [Consulté le 20 août 2018]

87 MANUEL, Valls ; KANNER, Patrick ; EL KHOMRI, Myriam, « Décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ». 31 Décembre 2014. Disponible sur Internet : <<https://www.legifrance.gouv.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

88 NANTES METROPOLE ; PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE, « Contrat de ville, 2015-2020 ». 140 p.

Disponible au format PDF sur Internet : <https://[www.nantesmetropole.fr /](http://www.nantesmetropole.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

89 INSEE, « Nantes : 53900 habitants dans les 15 QPV de l’agglomération – Les quartiers de la politique de la ville au sein de leur agglomération », in *INSEE Dossier Pays de la Loire*. 2017/3, n°3. Disponible au format PDF sur Internet : <<https://www.insee.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

#### de l’agglomération nantaise, et ce également entre les zones sensibles90. Celles-ci comprenant déjà des réalités différentes selon leur taille et leur nombre d’habitant.es se distinguent par la suite par leurs difficultés, leurs faiblesses, leurs atouts91. Cette diversité entre les quartiers prioritaires nantais se caractérise par des différences morphologiques. Les plus grands quartiers en termes de superficie sont ceux de Bellevue (135 hectares) et Nantes Nord (107 hectares). Face à ces quartiers, d’autres tels que le Clos Toreau (17ha), Port Boyer (16ha) et La Halvèque (19ha), sont près de 6 fois moins grands. De la même façon, certains quartiers tels que Nantes Nord comptent près de 11 930 habitant.es alors que d’autres comme Malakoff en compte dix fois moins. A ces différences physiques s’ajoutent des différences dans les difficultés connues par ces différents quartiers. Alors que certains souffrent d’un fort enclavement et de peu de moyens de déplacement et de mobilité dans le reste de la ville (Port Boyer, La Halvèque, Sillon de Bretagne), d’autres sont très reliés au centre-ville et disposent d’un plus large choix de transports en commun qui s’est développé ces dernières années (Malakoff, Bellevue, Dervallières). De la même façon, alors que certains quartiers souffrent d’une grande précarité et d’un taux de chômage très élevé (les Dervallières, Bottière-Pin Sec), d’autres comme au Château à Rezé, semblent moins touchés par la pauvreté qu’en moyenne dans les QPV92. Enfin, alors que certains quartiers ont bénéficié d’une rénovation des logements et des équipements publics (Bottière Pin-Sec, les Dervallières), d’autres disposent d’un parc de logement vieillissant (Bellevue, Malakoff).

De façon générale les quartiers prioritaires nantais connaissent les mêmes réalités que tous les quartiers prioritaires français. Ils font face à des taux élevés de chômage, de précarité, ainsi qu’à de fortes tensions sociales, intergénérationnelles, et des nuisances sur l’espace public. Toutefois, certaines difficultés varient selon les quartiers. Pour y faire face, un Contrat de Ville a été signé en 2015 entre l’agglomération nantaise et les différentes parties prenantes93. Ce contrat a pour objectif de garantir le droit à la ville aux habitant.es de vingt-cinq territoires identifiés comme étant les plus fragiles socialement et économiquement. Construit autour des quatre piliers gouvernementaux traditionnels au Contrat de Ville (cohésion sociale,

90 NANTES METROPOLE ; PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE, « Contrat de ville, 2015-2020 ». 140 p.

Disponible au format PDF sur Internet : <https://[www.nantesmetropole.fr /](http://www.nantesmetropole.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

91 RESO VILLES, « Les fiches territoires de Réso Villes. Nantes Métropole (Loire-Atlantique) ». Avril 2013. Disponible au format PDF sur Internet : <https://[www.resocilles.com /](http://www.resocilles.com/) >. [Consulté le 20 août 2018]

92 INSEE, « Nantes : 53900 habitants dans les 15 QPV de l’agglomération – Les quartiers de la politique de la ville au sein de leur agglomération », in *INSEE Dossier Pays de la Loire*. 2017/3, n°3. Disponible au format PDF sur Internet : <<https://www.insee.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

93 NANTES METROPOLE ; PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE, « Contrat de ville, 2015-2020 ». 140 p.

Disponible au format PDF sur Internet : <https://[www.nantesmetropole.fr /](http://www.nantesmetropole.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### renouvellement urbain cadre de vie, développement économique emploi, gouvernance et participation citoyenne), il fixe en 2015 cinq objectifs à atteindre en cinq ans. Il s’agit d’améliorer l’attractivité, la mobilité, l’égalité des droits, l’accessibilité et la gouvernance au sein de ces vingt-cinq quartiers. Ainsi, si l’ensemble les quinze quartiers prioritaires et les dix autres quartiers en surveillance, comprennent des réalités différentes et propres à chacun, les objectifs de l’agglomération fixés par le Contrat de Ville sont communs et transversaux. Enfin, ce Contrat de Ville reconnaît aussi la présence d’une grande vitalité et d’un dynamisme au sein des quartiers prioritaires. En mettant en avant les acteurs associatifs dans la réalisation de ces objectifs, l’agglomération veut également promouvoir les initiatives locales enrichissant les quartiers. De cette façon, le Contrat de Ville reconnaît que ses quartiers prioritaires, bien que porteurs de grandes difficultés (chômage, pourcentage de travailleurs pauvres, jeunes en décrochage scolaire…), sont aussi des territoires pleins de ressources (potentiel d’engagement, d’initiatives, de vitalité). Dans cette dynamique, les acteurs associatifs ont une place particulière puisqu’ils permettent le développement d’invention et la création de nouveaux projets dans ces quartiers.

Cette deuxième partie nous a donc permis de revenir précisément sur l’approche territoriale propre à ce travail. Selon la littérature scientifique, les innovations sociales émanent de l’échelle territoriale et influence également ces territoires. En effet, en répondant aux problématiques présentes sur les territoires, les innovations sociales font évoluer ces territoires et permettent ainsi leur développement. Ainsi, promouvoir l’émergence d’innovations sociales sur un territoire contribue au développement de ce même territoire.

Après avoir constaté l’interdépendance entre territoires et innovations sociales, cette deuxième partie s’est concentrée sur les territoires étudiés dans ce travail, soit les quartiers prioritaires nantais. En se basant à la fois sur la littérature scientifique, sur les données statistiques produits par l’INSEE et sur la politique de la ville nantaise, ces deux sous-parties nous ont permis de dresser un portait des QPV nantais et de ses habitant.es.

Suite à ce portait, la troisième partie de ce chapitre reviendra plus précisément, dans un cadre théorique, sur l’implication citoyenne et son impact sur l’émergence d’innovations sociales.

## L’innovation sociale, l’aboutissement d’une initiative citoyenne ?

Après avoir présenté la notion d’innovation sociale, son approche territoriale et les spécificités des quartiers prioritaires nantais, la troisième partie de ce chapitre traite de la place des habitant.es dans la création d’une initiative citoyenne et par la suite, d’une innovation sociale.

Notre première sous-partie définira donc le concept d’initiative citoyenne en revenant sur la notion de société civile et son action à l’échelle territoriale avant de présenter comment cette société civile est porteuse d’initiative citoyenne.

Ensuite, la deuxième sous-partie présente le passage d’une initiative citoyenne à une innovation sociale, en précisant la place des ressources territoriales dans ce processus.

Enfin, notre troisième sous-partie reviendra plus spécifiquement sur la notion de ressources territoriales et la façon dont celle-ci a été théorisée notamment par B. Pecqueur.

##### *Qu’est-ce qu’une initiative citoyenne ?*

Selon S. Mertens, une initiative citoyenne est une démarche entreprise par un individu ou un groupe d’individus pour transformer une opportunité en une création de valeurs94. Toutefois après avoir donné cette définition nous avons jugé judicieux de revenir sur la notion de société civile, derrière laquelle sont identifiés les individus ou groupes d’individus entreprenant une démarche vers l’initiative citoyenne.

### Définition de la notion de « société civile »

Actuellement la notion de société civile est omniprésente dans les discours publics tout comme dans la littérature scientifique95. Elle légitimise les actions publiques et leur donne une image inclusive, concertatrice et en somme positive96. Néanmoins sa définition reste floue et selon les auteur.trices identifié.es elle change97. Ainsi nous rapportons dans ce cadrage théorique, trois définitions.

* + Selon la première, la société civile désigne l’ensemble des citoyen.nes concerné.es par un territoire donné (une commune, un Pays, une région…)98.
  + La deuxième définition présente la société civile comme regroupant les organisations représentant les individus citoyens99.
  + La troisième définition rapproche davantage la société civile du tiers secteur, soit de l’ensemble des acteur.trices participant à l’économie sociale et solidaire100.

Dans chacune de ces définitions la notion de « société civile » est présentée comme un troisième axe entre l’Etat et la société marchande appartenant au monde de l’entreprise lucrative. Selon certains auteurs ce troisième axe renvoie au tiers-secteur, et à l’ESS. C’est le cas de J. Dewey,

94 MERTENS, Sybille, « De l’initiative citoyenne à l’entreprise d’économie sociale », in *Les dossiers de l’économie sociale*. 2010, n°4, p. 10-25. Disponible sur Internet : <https://[www.saw-b.be /](http://www.saw-b.be/) >. [Consulté le 20 août 2018]

95 PIROTTE, Gautier, « Conclusion », in *La notion de société civile*. Paris : La Découverte, « Repères », 2018, p. 109-112. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

96 CAILLE, Alain ; LAVILLE, Jean-Louis, « Introduction », in *Associations, démocratie et société civile*. Paris : La Découverte, « Recherches », 2001, p. 7-13. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

97 PIROTTE, Gautier, « Conclusion », in *La notion de société civile*. Paris : La Découverte, « Repères », 2018, p. 109-112. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

98 CHANIAL, Philippe, « 4. Société civile, société civique ? Associationnisme, libéralisme et républicanisme », in *Association, démocratie et société civile*. Paris : La Découverte, « Recherche », 2001, p. 141-161. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

99 Ibid.

100 PIROTTE, Gautier, « Conclusion », in *La notion de société civile*. Paris : La Découverte, « Repères », 2018, p. 109-112. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### philosophe américain pour qui la société civile se structure aujourd’hui au travers des mouvements associationnistes101. Ainsi, après s’être libérée d’une structuration de classe imposée par les sociétés royalistes du moyen-âge, cette société civile s’est structurée dès le dix neuvième siècle autour d’associations102. Cette conception renvoie à une construction tripartite de la société, qui est également présente au sein des politiques publiques. Celles-ci s’adressent de plus en plus souvent à la société civile, dans des textes de loi notamment liés aux travaux d’aménagement territoriaux et à la gestion de ces aménagements. La société civile est donc aussi présente à l’échelle territoriale.

### La société civile, actrice territoriale

Aujourd’hui la société civile est un acteur incontournable du développement territorial. Théoriquement, cette implication s’explique de différentes manières.

Selon R. Mayntz (1993) les sociétés modernes sont devenues ingouvernables depuis la fin des années 1970103. Celles-ci font preuve d’une résistance aux injonctions gouvernementales. Ainsi, impliquer la société civile dans la construction des projets urbains par exemple, est un moyen de réunir les citoyen.nes concernés et d’obtenir ainsi leur accord sur le projet porté.

Ensuite, selon Héloise Nez la société civile regroupe un ensemble de savoirs nécessaires à la conception de travaux et à l’élaboration de projets territoriaux104. La sociologue énumère ainsi quatre types de savoirs à exploiter pour monter des projets sur un territoire :

* + Le savoir d’usage individuel et collectif qui est fondé sur la pratique du territoire. Les citoyen.nes y vivant ont une connaissance spécifique du territoire leur permettant de participer aux projets concernant son évolution.
  + Le savoir professionnel diffus est l’ensemble des savoirs détenus par les citoyen.nes dans leur cadre professionnel. Ces citoyen.nes concerné.es par les évolutions du

101 CHANIAL, Philippe, « 4. Société civile, société civique ? Associationnisme, libéralisme et républicanisme », in *Association, démocratie et société civile*. Paris : La Découverte, « Recherche », 2001, p. 141-161. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

102 Ibid.

103 RAYMOND, Richard, « La « société civile », ce « nouvel » acteur de l’aménagement des territoires », in *L’Information géographique*. 2009/2, Vol. 73, p. 10-28. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

104 NEZ, Héloïse, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l’urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », in *Sociologie*. 2011/4, Vol. 2, p. 387-404. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >.

#### territoire auquel ils se sentent appartenir, peuvent ainsi mobiliser leurs connaissances et compétences professionnelles pour participer aux projets.

* + L’expertise technique est détenue par la société civile telle qu’elle est définie dans notre troisième définition, soit par les acteur.trices des structures de l’économie sociale et solidaire présents sur ces territoires. Ces structures peuvent relayer ou représenter un ensemble de citoyen.nes concerné.es par le territoire donné. Leurs connaissances et compétences sur le territoire peuvent aussi leur permettre de formuler des évaluations techniques sur ce territoire.
  + Enfin, les savoirs militants individuels et collectifs sont également détenus par la société civile telle qu’elle est définie dans notre troisième définition. Ces savoirs concernent les individus faisant partie du tiers-secteur et ayant un savoir militant qu’ils peuvent reconvertir dans la réflexion autour de projets de développement sur leur territoire.

Ces différents savoirs citoyens sont aujourd’hui souvent mobilisés dans le cadre des projets d’aménagement urbain. Depuis les années 1970 et surtout à partir de la fin des années 1990 plusieurs lois se sont succédées, laissant toujours une place à la participation citoyenne dans ces projets. Cette participation est tout d’abord mise en place par des dispositifs facilitant la transparence de l’information105. Ces dispositifs sont soutenus par la loi *information et liberté* de 1978, suivie la même année par celle sur l’accès aux documents administratifs et en 1979 celle sur l’accès aux archives et sur l’obligation de motiver les décisions administratives106. Ensuite, la concertation en urbanisme a été un nouveau dispositif participatif émergeant dans les années 1980 et permettant une “construction collective de visions, d’objectifs, de projets communs”107 afin d’apporter des réponses communes à une problématique posée. Toutefois, ces dispositifs sont souvent critiqués car ils n’impliquent alors que les groupes de pression et les acteur.trices de la ville (associations, acteurs politico-économiques)108, et excluent ainsi une large part des citoyen.nes. Enfin en France à partir des années 2000, la participation en

105 ZETLAOUI-LEGER, Jodelle « Urbanisme Participatif », In *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. Paris : GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible sur : < http://www.participation-et- democratie.fr/ >. [Consulté le 20 août 2018]

106 LASCOUMES, Pierre, « Information », in *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. Paris : GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible sur : < <http://www.participation-et-democratie.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

107 BEURET, Jean-Eudes, « Concertation (démarche de », in *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. Paris : GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible sur : < http://www.participation-et- democratie.fr/ >. [Consulté le 20 août 2018]

108 ZETLAOUI-LEGER, Jodelle « Urbanisme Participatif », In *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. Paris : GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible sur : < http://www.participation-et- democratie.fr/ >. [Consulté le 20 août 2018]

#### urbanisme prend un tournant et entre plus spécifiquement dans le cadre légal. En 1999 la loi Voynet défend l’aménagement et le développement du territoire, en 2000 est promulguée la loi sur la solidarité et le renouvellement urbain. Enfin en 2002 la loi Vaillant traite de la démocratie de proximité. L’ensemble de ces dispositifs légaux promeuvent l’implication des citoyens et des associations dans la construction et dans la gestion de la ville. Cette institutionnalisation de la participation a amené le développement de nouveaux dispositifs construits sur des logiques plus descendantes de l’action publique comme la consultation. Néanmoins l’urbanisme participatif de la fin des années 2000 en France, se concentre sur des dispositifs plus communicationnels que co-productifs et la concertation citoyenne s’effectue principalement sur la présentation du projet complet et final.

A l’échelle territoriale, la société civile n’est pas sollicitée que dans le cadre de l’aménagement urbain. Depuis le début des années 2000, cette expertise citoyenne est également théorisée dans le cadre du développement et ce notamment par l’autrice Marie-Hélène Bacqué et l’auteur Mohamed Mechmache. En 2013, ces deux chercheur.euses ont réalisé un rapport sur le pouvoir d’agir citoyen. Ce rapport remettait en question la place des habitant.es au sein des quartiers prioritaires particulièrement, dans la construction de la politique de la ville109. Il soulignait notamment « l’expertise d’usage » des habitant.es qui devait donc avoir un rôle dans les transformations de leur quartier. Suite à ce rapport qui a été rendu au Ministre délégué chargé de la ville à l’époque, la loi du 24 février 2014 a créé les conseils citoyens. Il s’agit de structures autonomes par rapport aux pouvoirs publics, composées d’habitant.es volontaires et tirés au sort, et d’acteur.trices du territoire, et ayant pour mission de représenter les citoyen.nes du ou des QPV dans lesquelles elles s’inscrivent110. Ainsi, ces structures sont emblématiques de ce troisième acteur que concertent les politiques publiques dans leurs prises de décision.

### La société civile, porteuse d’initiative citoyenne

Après avoir étudié les composantes de la société civile et sa participation à l’échelle territoriale, cette partie revient plus précisément sur le concept d’initiatives citoyennes. Elle présentera ainsi comment la société civile fait émerger ces initiatives, et ce via les travaux de S. Mertens, professeure d’économie sociale à l’Université de Liège.

109 BACQUE, Marie-Hélène, MECHMACHE, Mohamed, « Pour une réforme de la politique de la ville, ça ne se fera pas sans nous », Le Pouvoir d’Agir. Paris, juillet 2013. Disponible sur Internet :

<https://[www.ladocumentationfrançaise.fr/](http://www.ladocumentationfrançaise.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

110 MINISTRE DES DROITS DES FEMMES, DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS, « Conseil

citoyen, cadre de référence », 18 p. Disponible au format PDF sur Internet : <<http://www.ville.gouv.fr/> >.

#### Dans les dossiers de l’économie sociale publiés par l’association SAW-B (solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises) S. Mertens étudie les initiatives citoyennes ainsi que leur processus d’émergence. Selon elle, les initiatives citoyennes émergent d’opportunités : de situations différentes d’aujourd’hui, qui laissent penser à celui ou celle qui s’en saisit, qu’une nouvelle situation peut être atteinte111. Ces initiatives citoyennes ont également la particularité de naître en réponse à des situations problématiques. Elles partent d’opportunités appelées opportunités sociales, parce qu’elles portent l’espérance d’une plus-value sociale, contrairement aux opportunités commerciales qui sous-entendent la possibilité d’obtenir une plus-value économique.

S. Mertens identifie deux théories rattachées au concept d’opportunité sociale. La première voit une opportunité sociale comme la résultante des imperfections du marché et de l’action étatique. Cette perception rejoint celle de la troisième voie identifiée par les auteur.trices qui théorisent le concept de société civile. La seconde théorie comprend une opportunité sociale comme le résultat des interactions entre cette société civile et le contexte social duquel elle émane et qu’elle souhaite transformer. Cette perspective territorialise le concept d’initiative citoyenne puisqu’il induit une causalité entre celui-ci et l’environnement duquel elle est issue.

Selon Defourny les initiatives citoyennes émergent et se développent là où sont réunies deux grandes conditions112 :

* Une nécessité : les initiatives citoyennes naissent d’un besoin mal ou non satisfait
* La cohésion sociale : les initiatives citoyennes naissent d’un rassemblement d’individus qui les amène à travailler ensemble.

Selon Defourny, les initiatives citoyennes naissent donc d’un ciment communautaire. Les porteur.euses de ces initiatives doivent être convaincus de partager le même problème et d’être capables ensemble d’y répondre. L’auteur identifie les quartiers comme espace dans lequel ces communautés se développent le plus facilement. Ainsi, la proximité géographique et surtout le partage d’intérêts communs et de causes communes amène la société civile à porter des initiatives citoyennes.

111 MERTENS, Sybille, « De l’initiative citoyenne à l’entreprise d’économie sociale », in *Les dossiers de l’économie sociale*. 2010, n°4, p. 10-25. Disponible sur Internet : <https://[www.saw-b.be /](http://www.saw-b.be/) >. [Consulté le 20 août 2018]

112 DEFOURNY, Jacques ; DEVELTERE, Patrick, « Origine et contours de l’économie sociale au Nord et au Sud », in *L’économie sociale au Nord et au Sud*. Bruxelles : De Boeck University, 1999, p. 25-56.

#### Une initiative citoyenne part donc d’une démarche engagée par la société civile. Cette société civile représente l’ensemble des individus d’un territoire, qui ont tendance à se rassembler en associations (statutaire ou de fait) et à former ainsi un tiers secteur. Ce tiers secteur est porteur d’idées et de projets afin de répondre aux difficultés rencontrées par les acteur.trices qui le composent. Ces idées et projets constituent les initiatives citoyennes. Il s’agit donc de tentatives en cours d’évolution et de développement. Celles-ci se distinguent des innovations sociales par cet état d’avancement. Une innovation sociale telle que nous l’étudions, est une initiative citoyenne ayant réussi à répondre au problème qu’elle a identifié.

##### *L’innovation sociale, une initiative citoyenne qui a réussi à se développer selon*

*S. Mertens*

Dans cette deuxième sous partie, nous étudions plus précisément ce passage de l’initiative telle que la décrit S. Mertens, à l’innovation sociale. Pour ce faire, nous exposons tout d’abord la théorie des ressources sur laquelle se base S. Mertens pour expliquer ce lien. Dans la troisième sous-partie nous reviendrons plus spécifiquement sur cette théorie des ressources.

### Les ressources, outils d’émergence des initiatives citoyennes

S. Mertens explique dans son chapitre sur les initiatives citoyennes que pour saisir une opportunité sociale et porter ces initiatives, la société civile a besoin de mobiliser certaines ressources113. Ces ressources permettent à l’initiative citoyenne d’émerger. Cependant, dans la mesure où il ne s’agit pas d’opportunité commerciale, ces ressources ne peuvent pas appartenir aux logiques marchandes (résultats des ventes des biens ou services). Elles ne peuvent pas non plus venir des pouvoirs publics lors du lancement de l’initiative car ils doivent être convaincus de l’utilité sociale du projet pour le financer. Ainsi, pour exister une initiative citoyenne doit mobiliser des ressources particulières telles que le bénévolat, la participation “patientes”, “solidaires” ou “raisonnables”.

Financièrement, il s’agit de projets ayant peu de fonds propres, et leurs coûts de fonctionnement sont réduits parce qu’ils font principalement appel à l’implication bénévole. Ils sont aussi couverts par des dons mobilisés par les membres. Leurs ressources financières comme leurs ressources humaines sortent donc des modèles marchands ou étatiques et sont hybrides.

Pour mettre en œuvre et lier l’ensemble de ces ressources, le statut associatif est souvent privilégié. D’une part, ce statut permet de rassembler des ressources privées sur une base volontaire (avec des dons de grandes entreprises). D’autre part, la gestion démocratique d’une association permet de donner une place à ceux qui s’investissent volontairement. Il s’agit également d’une propriété du milieu associatif que met en avant E. Besançon dans un article sur l’innovation sociale. En effet, l’autrice parle d’innovation sociale au sens institutionnaliste du terme et renvoie donc cette notion au secteur de l’économie sociale et solidaire. Ainsi, parmi les caractéristiques de l’innovation sociale, elle inscrit le modèle économique qui est hybride parce que les innovations sociales mobilisent un ensemble d’acteur.trices différent.es sur le

territoire. Ils et elles peuvent être institutionnel.les comme issu.es de structures lucratives ou encore être bénévoles.

Ces premiers paragraphes permettent alors de constater que la société civile se tourne vers le secteur associatif, et ce parce qu’il lui permet de faire appel à des ressources hybrides. Ainsi, lorsqu’elle se saisit d’une opportunité sociale et souhaite participer à la résolution d’une problématique territoriale, cette société civile monte souvent une structure au statut associatif.

### Le passage de l’initiative citoyenne à l’innovation sociale

Après que la société civile ait mobilisée ces ressources et fait émerger une initiative citoyenne, soit un projet pour changer une situation donnée, deux situations peuvent être révélées selon S. Mertens :

* L’initiative s’essouffle : En effet, une initiative citoyenne exige une forte implication bénévole pour pallier au manque de ressources financières régulières qui permettraient d’investir dans des ressources humaines permanentes. Cette situation peut amener un sur-investissement de certain.es bénévoles, se sentant victimes de “comportement du passager clandestin”, c’est-à-dire du comportement d’autres personnes profitant de l’investissement en temps et en argent donné par les bénévoles investis.
* L’initiative se structure : L’initiative citoyenne peut aussi entrer en économie, en s’institutionnalisant. L’initiative citoyenne devient alors un projet d’entreprise et produit une plus-value. Ces fondateur.trices mobilisent également l’envie de pérenniser cette activité et portent par exemple un projet d’embauche.

A cette étape de stabilisation et cette volonté de pérennisation du projet s’en suit une nouvelle étape centrée sur la recherche de ressources durables qui permettront d’assurer cette pérennité. La structure a alors deux choix pour mobiliser ces ressources :

* Elle met en place une logique de marché : Le projet structuré a permis la création d’un marché sur lequel une demande solvable peut s’exprimer. Le projet peut alors mobiliser des ressources courantes obtenues via la vente du bien ou du service produit. De cette façon, l’initiative structurée souvent en association détient les fonds nécessaires pour financer ses investissements.
* Elle met en place une logique non marchande institutionnalisée : Le projet structuré convainc les politiques publiques qui choisissent de le financer via le droit commun ou via des crédits spécifiques.

Le passage d’une initiative citoyenne à une innovation sociale est donc permis dans un premier temps, par une structuration du projet afin qu’il se stabilise. Cette structuration peut par exemple passer par le choix de statuts pour ce projet. Avec cette structuration, les personnes impliquées dans l’initiative doivent également porter l’envie de la pérenniser. Enfin, cette pérennisation doit être validée par l’obtention de ressources durables. Ainsi, si les pouvoirs publics acceptent de financer l’initiative, c’est qu’ils reconnaissent son impact social et donc le fait qu’elle réponde aux besoins du territoire dans lequel elle s’exprime.

Selon S. Mertens, les innovations sociales émergent souvent d’initiatives citoyennes114. Ces différentes étapes permettent d’asseoir les projets qu’elles portent et de faire connaître leur utilité par la mobilisation de ressources durables.

##### *Les ressources territoriales, outils de développement selon B. Pecqueur*

Suite à cette analyse portée par S. Mertens nous avons donc vu dans quelle mesure les ressources territoriales permettent le passage d’une initiative citoyenne à une innovation sociale. Dans cette dernière sous-partie nous revenons plus précisément sur le concept des ressources territoriales particulièrement étudié par B. Pecqueur dans la littérature scientifique.

### Territoire et ressources, une approche économique

B. Pecqueur étudie la question des ressources territoriales et leur impact sur le développement économique depuis les années 1990. Il fonde son étude sur le concept du panier de biens qui est composé de l’ensemble des produits et services proposés et ancrés sur un territoire donné. Face à ce panier s’exprime une demande pour ces biens territoriaux115. Celle-ci dépend du prix mais aussi des attributs des produits. Ces attributs sont définis par les représentations que peuvent avoir les consommateur.trices du territoire d’où viennent les produits. Ils influencent ces consommateur.trices dans leurs choix. Ainsi, l’ancrage territorial d’un produit ou d’un service peut impacter son prix et ainsi apporter une plus-value au territoire d’où il est issu, puisque ceux qui l’achète acceptent de payer plus cher un bien ou un service pour cet ancrage territorial.

Selon B. Pecqueur, chaque territoire comprend deux types de ressources : les ressources génériques et les ressources spécifiques. Les ressources génériques sont celles présentes sur tous les territoires. Celles spécifiques sont propres au territoire donné. Ainsi, le fait que les ressources utilisées dans le processus de production soient spécifiques à un territoire donné, valorise le produit et donc indirectement le territoire duquel elles sont issues. B. Pecqueur appelle ce processus une « rente territoriale » qu’il compare à la théorie des ressources spécifiques de Ricardo116. Selon Ricardo, chaque pays doit se spécialiser dans la production de quelques produits ou service spécifiques. Cette spécialisation apporte une plus-value qualitative aux produits et les rend plus compétitifs117. La rente territoriale correspond donc au principal levier du panier de biens et participe à la valorisation d’un territoire.

Enfin, B. Pecqueur fait la distinction entre un modèle de production ancré et un modèle de production localisé sur un territoire. Ainsi, si l’entreprise productrice mobilise des ressources

115 HIRCZAK, Maud : MOALLA, Mehdi ; MOLLARD, Amédée *et al*., « Le modèle du panier de biens. Grille d’analyse et observations de terrain », in *Economie rurale*. 2008/6, n°308, p. 55-70. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

116 Ibid.

117 Ibid.

#### génériques ou liées à des avantages triviaux (gratuité du foncier, bas niveau de salaires, exemption de taxes), celle-ci est dite localisée : elle est située sur le territoire pour ses conditions favorables. En revanche, cette entreprise est territorialisée si elle a choisi ce territoire pour valoriser son activité et y apporter une rente territoriale118.

### L’application de cette approche aux structures de l’ESS

Cette première analyse économiste s’applique essentiellement aux entreprises marchandes qui, par une valorisation monétaire des ressources territoriales, permettent la valorisation des territoires en eux-mêmes. Dans un récent ouvrage publié par A. Artis et B. Pecqueur, les auteur.trices reviennent sur cette analyse afin de l’appliquer plus spécifiquement aux entreprises de l’économie sociale et solidaire119. Dans ces entreprises, des ressources spécifiques et génériques sont aussi mobilisées. Celles-ci peuvent être locales et donc ancrer territorialement les structures qui les portent.

A la création des structures de l’ESS, ces ressources sont essentiellement non monétaires. Il s’agit de bénévolat ou de don. Elles dépendent des individus qui partagent certaines formes de proximité dont celle géographique est la plus présente. Ces structures sont donc localisées et valorisent, par la mobilisation de ressources spécifiques, le territoire sur lequel elles s’inscrivent. Ces ressources peuvent ensuite être combinées à des ressources plus génériques. Les ressources génériques sont liées par exemple à la vente de produits ou à des subventions publiques, des aides de l’Etat.

Ainsi, les structures de l’ESS se développent en mobilisant deux types de ressources : celles humaines (mobilisation de membres, de clients, de partenaires) et celles financières. En activant ces ressources qui peuvent être génériques et spécifiques, les structures de l’ESS s’ancrent sur leur territoire.

### L’ancrage territorial des structures porteuses d’innovation sociales

Les structures porteuses d’innovations sociales répondent à un besoin sur le territoire sur lequel elles s’inscrivent. Ainsi afin de savoir si elles sont ancrées sur leur territoire, il est nécessaire de connaître les ressources qu’elles mobilisent.

118 Ibid.

119 ARTIS, Amélie ; PECQUEUR, Bernard, « Comprendre la place et le rôle des entreprises de l’ESS dans le développement territorial », in *Renouveler la géographie économique*. Economica, « Broché », 2018, p. 138-152.

#### En deuxième partie de ce chapitre, nous avons vu que les besoins et enjeux des quartiers prioritaires nantais concernaient, l’emploi, la précarité, la cohésion sociale, le décrochage scolaire. Sur le contrat de ville sont aussi intégrés les axes médiation et développement culturel et accès aux droits120. Il s’agit donc principalement de services à développer sur ces territoires. Pour les mettre en œuvre, les structures porteuses d’innovations sociales vont requérir des ressources financières ainsi que des ressources humaines à la fois compétentes et qualifiées, mais aussi volontaires et bénévoles.

Pour ce qu’il s’agit des ressources financières, nous avons vu dans la deuxième sous-partie qu’elles peuvent être issues de logiques marchandes ou bien de logiques non marchandes institutionnelles. Si elles sont issues de logiques marchandes et qu’elles sont ancrées sur le territoire, cela voudrait dire que la demande solvable est issue du territoire. Si ces ressources financières sont issues de logiques non marchandes institutionnelles, cela voudrait dire que l’institution publique finançant l’innovation portée est territorialisée sur le même espace que l’innovation même. Enfin, dans le cas des structures associatives les ressources financières sont hybrides et peuvent aussi venir des cotisations des adhérent.es ou de dons. De la même façon, si ces ressources sont issues du territoire dans lequel s’inscrit l’innovation, alors celle-ci sera qualifiée d’ancrée territorialement selon la théorie des ressources.

Dans le cas des ressources humaines, celles-ci sont issues du salariat mais aussi, pour les structures associatives, du bénévolat pour la gouvernance (conseil d’administration, bureau). Elles peuvent aussi être complétées par du bénévolat plus ponctuel dans l’activité menée par l’innovation. Ainsi, plus ces trois formes de ressources sont issues du territoire, plus l’innovation sociale y est ancrée.

### Le cas des innovations portées sur les quartiers prioritaires

La deuxième partie de ce chapitre nous a permis de dresser un portrait des quartiers prioritaires nantais, ce qui peut nous aider à identifier les ressources spécifiques, mobilisables ou non sur ces territoires.

En termes de ressources financières dans un premier temps, celles-ci semblent difficilement mobilisables. En effet, ces territoires sont marqués par leur précarité donc le faible pouvoir d’achat de leurs habitants. Ainsi, la logique marchande que pourrait mettre en place les

120 NANTES METROPOLE ; PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE, « Contrat de ville, 2015-2020 ». 140 p.

Disponible au format PDF sur Internet : <https://[www.nantesmetropole.fr /](http://www.nantesmetropole.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### porteur.euses d’une innovation sociale sur ces territoires, serait alors contrainte car elle ne rencontrerait pas de demande solvable pour s’exprimer. De la même façon, les ressources telles que les dons ou les cotisations semblent difficilement mobilisables sur ces territoires. Ensuite, pour qu’il y ait une logique non marchande institutionnelle ancrée sur le territoire il est nécessaire qu’une institution publique soit sur ce territoire. Or, les institutions publiques desquelles dépendent les quartiers prioritaires sont la municipalité et la préfecture puisqu’ils sont inscrits et en partie suivis par la politique de la ville. Toutefois, les contrats de ville sont propres à ces territoires. Ils apportent un soutien financier aux projets innovants socialement sur les QPV. Ils constituent donc une ressource spécifique propre aux quartiers prioritaires.

Plus haut, nous avons présenté trois formes de ressources humaines au sein des associations : les salarié.es, les bénévoles impliqué.es au conseil d’administration, les bénévoles ponctuel.les. La deuxième partie de ce chapitre a démontré qu’au sein des quartiers prioritaires nantais il y avait une part importante de décrochage scolaire mais aussi un faible taux de qualification et d’habitant.es diplômé.es. Cela réduirait donc le potentiel de ressources humaines salariées au sein des innovations sociales inscrites sur les QPV. Ainsi les bénévoles impliqué.es durablement ou ponctuellement seraient les seules formes de ressources humaines mobilisables sur les QPV.

Ce manque de ressources à la fois humaines et financières au sein des quartiers prioritaires est une caractéristique également révélée par les auteur.trices de la théorie du développement territorial. Le directeur du CRISES Juan-Luis Klein critique, pour sa part, le positionnement de plusieurs auteur.trices qui impose que les projets se limitent aux ressources locales dans le cadre du développement territorial. Selon lui, les milieux défavorisés ont besoin de ressources externes pour se développer. En effet, en terme financier par exemple, il leur faut des investissements publics et privés, pour soutenir l’activité économique locale121. Selon J.L Klein, c’est en mobilisant des ressources extérieures que les relations peuvent être rééquilibrées et que la reproduction de relations d’inégalité peut être évitée. Dans ce cas-là, le développement local ne peut se limiter aux ressources locales.

121 KLEIN, Juan-Luis, « Innovation sociale et développement territorial », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 115-142. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### Ce chapitre nous a donc permis d’annoncer le cadre théorique de notre étude et de revenir sur les principaux concepts qui la façonne.

Le concept d’innovation sociale, dans un premier temps, est polysémique. Après avoir étudié ses différentes définitions, nous en avons retenu une : une innovation sociale est un processus répondant à un problème social identifié sur un territoire. Ce processus est donc mélioratif puisqu’il améliore durablement et volontairement une situation donnée. Il émane d’un territoire et l’impact directement. Cet impact ainsi que l’amélioration apportée font le lien entre le processus d’innovation sociale et le développement territorial.

Pour porter ce processus, la société civile est vivement sollicitée. Celle-ci est composée de l’ensemble des citoyen.nes d’un territoire, qui ont tendance à se rassembler autour de projets collectifs. Pour monter ces projets, cette société civile choisit souvent de se structurer en association officielle ou bien de fait. Les projets prennent la forme d’initiatives citoyennes et partent d’une opportunité sociale pour tenter d’améliorer une situation donnée. Selon S. Mertens, ces initiatives citoyennes s’essoufflent ou se structurent grâce à la mobilisation de ressources financières. Une initiative citoyenne structurée peut être porteuse d’un processus d’innovation sociale.

Enfin, cette étude s’est appuyée sur les travaux de B. Pecqueur concernant les ressources territoriales et l’ancrage des structures et activités économiques sur un territoire. Nous avons constaté que les initiatives citoyennes et les processus d’innovation sociale étaient généralement portés par des structures de l’ESS. Nous avons donc étudié l’application des théories de B. Pecqueur sur ces structures. Cette application permet d’analyser leur ancrage territorial en étudiant des ressources spécifiques et génériques que ces structures activent. Par l’analyse des ressources, l’objectif est de savoir dans quelle mesure la structure est issue et ancrée dans le territoire sur lequel elle est active. Ces ressources sont de deux types dans les structures de l’ESS : généralement elles sont tout d’abord humaines, par la suite des ressources financières sont recherchées.

# RÉSULTATS DES OBSERVATIONS

Après avoir exposé notre cadrage théorique dans le premier chapitre de ce travail, nous présentons dans ce deuxième chapitre les résultats de nos observations. Ces observations ont été faites lors de dix entretiens semi-directifs réalisés auprès de différent.es acteur.trices :

* six équipes de quartiers des QPV nantais,
* un délégué du préfet,
* un chargé de mission sur la politique de la ville, à la ville de Nantes
* deux associations de quartiers identifiées comme ayant une action transversale et une visibilité des initiatives citoyennes se développant sur leur territoire.

La majorité des acteur.trices rencontré.es travaillaient pour la municipalité nantaise mais sur des territoires différents. Néanmoins, leurs discours ont été étayés par la rencontre d’autres acteurs publics relevant d’institutions différentes et d’associations de quartier.

Ces observations ont été réalisées afin de vérifier notre hypothèse et ainsi de savoir qui, dans les quartiers prioritaires nantais, porte un processus d’innovation sociale et qui porte des initiatives citoyennes. En effet, nous avons constaté dans notre cadrage théorique qu’il y a une corrélation entre ces deux concepts.

Dans un premier temps ce chapitre traitera donc du processus d’innovation sociale. Suite aux entretiens semi-directifs réalisés, nous avons dressé un portrait des associations porteuses de ces processus dans les QPV nantais. Nous nous sommes concentrés sur leurs origines et taille, leur composition, leurs objectifs.

Dans un second temps, il s’attarde davantage sur l’origine des initiatives citoyennes. Ainsi, en suivant le même schéma d’observation que pour la partie précédente, ce second point dresse un portrait de ces initiatives : leurs origines, leur composition, leur objet.

1. Les associations porteuses d’innovations sociales dans les QPV Dans cette étude, les processus d’innovations sociales observés sont ceux portés par les projets émargeant au contrat de ville 2018. Dans notre cadrage théorique, nous avons défini une innovation sociale comme un processus faisant passer un territoire d’une situation A à une situation B, la situation B devant résoudre une problématique identifiée dans la situation A.

Pour ne pas avoir à évaluer tous les projets montés dans les QPV nantais, nous nous sommes basées sur l’appel à projet du contrat de ville. La métropole nantaise dépose tous les ans un appel à projet à destination de la société civile, et propose de soutenir financièrement les projets portés sur ses QPV. Ces projets doivent avoir un impact positif sur les enjeux identifiés par la métropole sur les quartiers prioritaires. Pour cette étude, nous partons du postulat selon lequel un projet soutenu par la métropole nantaise participe à la résolution d’une problématique qu’elle a identifié sur ces territoires. En ce sens, il s’agit de projets participant au processus d’innovation sociale.

Notre démarche a donc été d’aller à la rencontre des équipes de quartiers, afin d’identifier les projets soutenus par le contrat de ville. Ceux-ci sont définis par les équipes de quartier. Une fois ces projets identifiés notre objectif a été de connaître la place des habitant.es des quartiers prioritaires dans ce processus d’innovation sociale.

##### *Quelles sont les associations porteuses de projets d’innovation sociale dans les* QPV ?

Dans notre première observation, nous nous sommes demandées d’où viennent les associations qui émargent au contrat de ville. Comme précisé en introduction, nous nous sommes volontairement concentrées sur les structures au statut associatif. En effet, les innovations sociales comme les initiatives citoyennes prennent généralement forme sous ce statut. Ce choix nous a également permis de réduire notre champ d’étude.

Selon certain.es auteur.trices mentionné.es dans le premier chapitre de ce travail, le processus d’innovation sociale est issu d’un mouvement bottom-up, c’est-à-dire qu’il est porté par les habitant.es identifiant une situation problématique sur leur territoire et se mobilisant pour y apporter une réponse. Il s’agit notamment de la théorie développée par J. Hillier, selon qui le processus d’innovation sociale apporte également une transformation des rapports sociaux. En faisant participer ses acteur.trices au développement de leur territoire, le processus d’innovation sociale n’apporte pas seulement une réponse à un problème identifié sur un territoire, mais aussi une opportunité d’émancipation sociale pour les habitant.es122.

Dans cette étude, nous avons cherché à savoir si ce processus bottom-up est également présent sur les QPV nantais. Nous avons donc interrogé les équipes de quartier sur les fondateur.trices et porteur.euses des associations qui émargent au contrat de ville 2018. Selon ce critère, nous avons identifié trois types d’associations : les grosses structures associatives d’envergure régionale et nationale, de taille importante et portant de nombreux projets ; les associations plus locales mais qui viennent aussi de l’extérieur des quartiers prioritaires ; les associations qui sont nées et se sont développées au sein des QPV nantais. Cette typologie s’appuie en partie sur celle produite en 2001 par le rapport du député J.C Sandrier sur les associations et la politique de la ville123. Si la typologie du député fait également une distinction entre les associations issues d’initiatives extérieures au quartier, et celles émanant du quartier, son second critère est lié à l’origine privée ou publique de l’initiative. La mienne est liée à la taille de l’association.

122 RICHEZ-BATTESTI, Nadine ; PETRALLA, Francesca ; VALLADE, Delphine, « L’innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux et défis pour l’analyse ? », in *Innovation*. 2012/2, n°38, p. 15-36. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

123 Politique de la ville : une efficacité entravée. In *Sénat, un site au service des citoyens*. Disponible sur :

< https://[www.senat.fr/rap/r07-071/r07-07145.html](http://www.senat.fr/rap/r07-071/r07-07145.html)>. [Consulté le 20 août 2018]

### Les grosses structures associatives d’envergure régionale et nationale

#### Nous appelons « grosses structures associatives » les associations de plus de 50 salarié.es. Parmi ces structures, certaines font partie d’une fédération nationale et ont des antennes locales dans plusieurs villes françaises. C’est le cas par exemple de la Fédération des Amicales Laïques (FAL), la Confédération Syndicale des Familles (CSF) et l’Association de la Fondation des Etudiants pour la Ville (AFEV)124. L’appel à projet du contrat de ville concerne trois types de territoires : les QPV, l’ensemble de la ville de Nantes et l’ensemble de l’agglomération nantaise. Ces grosses associations ont plutôt tendance à proposer des projets sur l’ensemble de la ville de Nantes. C’est le cas de la FAL 44 qui y propose cinq projets par exemple. Elles sont aussi appelées à soutenir des initiatives citoyennes dans certains quartiers comme à Nantes Nord, où des habitant.es ont fait appel à la CSF pour soutenir leurs projets125.

L’Accoord (l’association pour la réalisation d’activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes), fait aussi partie de ces grosses structures, bien qu’elle ne soit présente que sur le territoire nantais. Association fondée en 1985 à l’initiative de la municipalité nantaise afin de gérer tous ses centres socioculturels, elle compte aujourd’hui 760 salarié.es permanent.es, 30 centres d’accueil de loisirs et 19 centres socio-culturels126 présents dans tous les QPV. Au sein du contrat de ville, l’association a proposé 9 projets sur l’ensemble de son territoire et une trentaine de projets sur les huit QPV. Sa forte présence sur ces territoires s’explique par le fait qu’elle ait une délégation de service public pour les centres de loisirs et les centres sociaux sur la ville de Nantes.

Les grosses associations d’envergure régionale et nationale constituent donc une première partie des associations émargeant au contrat de ville 2018. Elles portent surtout des projets à l’échelle de la ville de Nantes mais aussi spécifiquement sur certains QPV lorsqu’elles sont sollicitées par les habitant.es ou les équipes de quartier. C’est le cas par exemple sur le quartier 9 comprenant les QPV de la Halvèque, du Ranzay et du Port Boyer. Sur ce territoire, seuls 20 projets ont été proposés en 2018, et sur ces 20 projets, 6 sont proposés par l’Accoord127. Ces associations se caractérisent également par leurs moyens importants à la fois financiers et

124 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 8

125 Annexe 6 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Nord p.7

126 FRANCOU, Anne. L’ACCOORD sur le territoire nantais (association pour la réalisation d’activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes). In *Observatoire de la Réussite Educative*. Novembre 2017, Disponible sur :

<<http://observatoire-reussite-educative.fr/ressources/les-observations-de-PoLoc/laccoord-nantes>>. [Consulté le 20 août 2018]

127 Annexe 5 : Tableau des projets proposés au contrat de ville 2018

#### humains. Il s’agit d’associations qui sont parvenues à faire passer leur activité principale dans le droit commun128. Ces associations ne sont pas à l’initiative d’habitant.es des QPV nantais et ne correspondent donc pas au processus bottom-up décrit par J. Hillier.

### Les associations plus localisées mais issues d’une initiative extérieure aux quartiers

Au sein de cette catégorie nous départageons les associations qui sont aujourd’hui installées sur le QPV dans lequel elles mènent leurs actions, de celles qui n’y sont pas installées.

Dans un premier temps, nous avons identifié les associations qui ne sont pas installées sur les quartiers prioritaires, bien qu’elles y proposent des projets soutenus par le contrat de ville. C’est le cas d’associations comme Nouvelle Voie sur le quartier Bottière, qui sont installées hors des QPV mais qui parmi leurs actions, en proposent sur les quartiers prioritaires et s’y déplacent plus ou moins régulièrement. Dans le cas de l’association Nouvelle Voie, une permanence est tenue de façon hebdomadaire sur le quartier129. Certaines associations sont également installées sur les grands quartiers desquels sont issus les QPV et choisissent, parmi leurs activités, de monter un projet particulièrement dédié à l’intégration des habitant.es dans leur structure. Dans le grand quartier Nantes Sud par exemple, l’association centenaire Bonne Garde multiplie depuis quatre à cinq ans des projets allant vers les habitant.es du Clos Toreau, qui sont moins présent.es dans cette structure que les autres habitant.es du grand quartier130. Beaucoup d’associations culturelles sont aussi sollicitées par les équipes de quartier pour intervenir sur leur territoire, et ce particulièrement sur les quartiers qui ont une faible dynamique associative comme sur les trois QPV de Nantes Erdre. En 2010, l’équipe de quartier de Nantes Erdre a sollicité l’Association Culturelle d’Eté qui organise de nombreux événements musicaux et cinématographiques dans la ville de Nantes, pour développer des projets sur Nantes Erdre131. Depuis 2010 donc, l’association monte annuellement un ensemble de concerts appelé la tournée des Batignolles sur les trois QPV du quartier. Enfin, de nombreuses compagnies de théâtre interviennent sur les quartiers prioritaires le temps d’un ou plusieurs projets.

Dans un second temps, nous avons identifié les associations siégeant sur les quartiers prioritaires et observé leurs motifs d’installation sur ces territoires. Certaines associations ont

128 « *Le droit commun de l’Etat est constitué de l’ensemble des ressources ou moyens que l’Etat met en place pour l’ensemble du territoire national, de manière indifférenciée, dans les différents domaines où il intervient […]. Les crédits spécifiques doivent ainsi agir comme un levier en appui des moyens de droit commun et avec l’action conjuguée des différents partenaires des contrats de ville…* ». Du droit commun de l’Etat. In *Les services de l’Etat en Loire-Atlantique*.

129 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 7 130 Annexe 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud p. 11 131 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 11

#### un projet et cherchent un local pour lancer leurs actions. Ainsi, en trouvant des locaux disponibles sur les quartiers prioritaires, elles décident de s’y installer. Ces démarches peuvent être en partie sollicitées par les équipes de quartier. Par exemple à Nantes Erdre, l’association Mixcité était à la recherche de locaux disponibles alors que l’équipe de quartier venait d’effectuer un diagnostic sur le territoire, révélant le besoin d’accompagnement à la scolarité sur les QPV du grand quartier132. De la même façon, l’association Vivre Libre 44 qui était déjà active sur le quartier des Dervallières, avait un nouveau projet de café associatif et cherchait un local sur un quartier prioritaire nantais. A cette époque, l’équipe de quartier du Breil cherchait également à dynamiser la vie associative de son territoire133. Cette arrivée d’associations extérieures aux QPV s’explique par la présence de locaux associatifs et la construction des maisons de quartier. C’est le cas par exemple pour le quartier de la Bottière134.

Dans le portage de projets sur les QPV tout comme dans l’installation d’associations sur ces territoires, nous observons donc une forte influence des équipes de quartier. Parmi leurs missions, celles-ci doivent animer la vie associative du quartier, c’est pourquoi elles participent à la construction de dynamiques associatives sur ces territoires. Cette construction se fait en allant chercher des associations actives hors des quartiers prioritaires et en leur proposant de monter des projets sur leur territoire. Elle se fait également par la construction de locaux et enfin la mise à disposition de ressources financières pour soutenir les projets portés sur les QPV. C’est le cas de l’appel à projet du contrat de ville.

### Les associations issues d’initiatives portées par les habitant.es des QPV

Enfin, nous nous penchons dans cette sous-partie sur les associations qui ont été montées sur les quartiers prioritaires, par des habitant.es de ces quartiers. Il s’agit donc d’associations semblant correspondre à la démarche bottom-up décrite par J. Hillier.

Parmi ces initiatives, nous observons dans un premier temps des associations anciennes comme L’Etoile du Cens à Nantes Nord. Il s’agit d’une association historique qui a fêté ses soixante- dix ans en 2018 et qui a initialement été portée par des habitant.es du territoire. Toutefois, lors de la fondation de cette association, les quartiers de Nantes Nord n’étaient pas encore identifiés comme quartiers prioritaires. Certain.es représentant.es du Conseil Citoyen Nantes Nord parlent

132 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 6 133 Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie p. 6 134 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 3

#### alors d’un club bourgeois, fondé sur un territoire où il n’y avait pas un HLM135. Ainsi, cette démarche ne relèverait pas de l’expression d’habitant.es confronté.es à des enjeux sociaux de grande ampleur comme c’est le cas sur des quartiers prioritaires.

Ensuite, comme observé plus haut dans cette sous-partie, certain.es habitant.es sont porteur.euses de projets soutenus par le contrat de ville. Néanmoins, pour les accompagner dans leur démarche, ils font appel à des associations extérieures. C’est le cas du projet de la semaine sans écran sur Nantes Nord, accompagné par la CSF136. C’est le cas également de la mini Ressourcerie sur le quartier Bottière, tenue par l’association nantaise Ecopole à la demande des habitant.es du quartier137.

Enfin, certaines associations relèvent parfaitement de ce processus bottom-up. Elles sont montées par les habitant.es des quartiers prioritaires qui se mobilisent face aux difficultés présentes sur leur territoire et engagent un processus d’innovation sociale. Ces associations sont néanmoins rares et ont généralement été fondées il y a plusieurs années. Ainsi, certaines équipes de quartier constatent une baisse de ce type de structure au sein des quartiers prioritaires en général, et émargeant au contrat de ville en particulier138.

Selon le chargé de mission politique de la ville à la ville de Nantes, les associations émargeant au contrat de ville et montées par des habitant.es des quartiers prioritaires sont minoritaires139. Le contrat de ville 2018 est plutôt composé de projets portés par des associations issues de l’extérieur des QPV. Elles y mènent des actions et s’y installent parfois, mais leur projet n’est initialement pas porté par des habitant.es.

Au sein de notre cadrage théorique, nous avons identifié deux formes de solidarité : une solidarité démocratique et une solidarité philanthropique140. Les projets portés par des associations issues de l’extérieur des QPV semblent être motivés par l’altruisme des porteur.euses de l’association, qui volontairement mobilisent leurs ressources pour soutenir les territoires à forts enjeux sociaux. Cette démarche relèverait donc d’une solidarité

135 Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord p.11

136 Annexe 6 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Nord p. 3

137 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 7 138 Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie p. 13 139 Annexe 12 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Malakoff p.12

140 LAVILLE, Jean-Louis. « Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 45-80. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

#### philanthropique. Celle-ci est tout de même fortement soutenue par le secteur public qui sollicite les associations extérieures aux quartiers prioritaires.

##### *De qui sont composées les associations émargeant au contrat de ville ?*

Après avoir constaté que ces associations n’étaient en majorité pas fondées par les habitant.es des QPV, nous nous interrogeons sur leur composition et particulièrement sur la place de ses habitant.es dans leur fonctionnement.

Les habitant.es des QPV peuvent s’investir de différentes façons au sein des associations émargeant au contrat de ville. Ils et elles peuvent adhérer à l’association et participer de façon plus ou moins régulière à ses actions. Une fois qu’ils et elles y ont adhéré, ils et elles peuvent prendre part à sa gouvernance en intégrant le conseil d’administration ou le bureau. Ainsi, si les habitant.es ne sont pas porteur.euses du projet qui a initialement fondé l’association, ils et elles peuvent être porteur.euses des projets qui en découlent et donc par exemple des projets inscrits au contrat de ville 2018. Enfin, les habitant.es des QPV peuvent aussi devenir salarié.es des associations émargeant au contrat de ville. En effet, dans l’ensemble des QPV visités, les associations présentées avaient au moins un.e salarié.e141. Or, nous avons observé dans le chapitre précédent que l’emploi faisait partie des enjeux des quartiers prioritaires nantais puisqu’il s’agit de territoires particulièrement touchés par le chômage. Ces associations peuvent donc répondre à cet enjeu en embauchant des habitant.es issus des QPV.

### Les personnes habitant les QPV sont-elles touchées par les projets du contrat de ville ?

Une grande majorité des associations qui m’ont été présentées par les équipes de quartier portent des projets touchant les habitant.es des QPV. Toutefois, selon les projets, un temps d’intégration sur le quartier doit parfois être pris en compte. La participation des habitant.es est alors progressive avec les années. Ce fut le cas par exemple pour la compagnie de théâtre Alyopa arrivée sur le quartier Nantes Erdre en 2017. Son souhait était de travailler avec les jeunes du Port Boyer et d’en impliquer huit jeunes dans une représentation théâtrale. Suite à une mobilisation difficile, l’association a dû revoir son public et a touché cette année des jeunes à la fois du Port Boyer et d’autres quartiers142.

Ensuite, si certaines associations ont pour cible générale les habitant.es des QPV, d’autres ne vise ces habitant.es que pour certains projets et non pour l’ensemble de leurs actions. La

141 Annexe 3 : Tableau des projets soutenus par le contrat de ville et présentés lors des entretiens

142 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 9

#### Fédération des Amis de l’Erdre par exemple, qui se situe au Port Boyer, ne s’adresse pas aux habitant.es de quartier prioritaires qui n’y sont d’ailleurs pas investis. Pourtant, depuis un an et avec le soutien de l’équipe de quartier de Nantes Erdre, l’association a monté un club nature à destination des enfants du QPV Port Boyer143.

Enfin, quelques associations portent des projets soutenus par le contrat de ville bien qu’elles ne profitent pas directement aux habitant.es des QPV. C’est le cas par exemple de l’association LOL-AB située sur le quartier du Breil-Malvile. L’association porte un projet de mise en relation des structures situées au 38Breil, un bâtiment regroupant sept associations permanentes et plusieurs autres associations du quartier144. Ce projet facilite donc la coordination des actions des structures du 38B et ainsi la vie associative du Breil, sans s’adresser directement aux habitant.es. En effet, selon l’équipe de quartier du Breil, ils et elles sont particulièrement peu présents au sein des dynamiques associatives de leur territoire145.

De façon générale, les habitant.es des quartiers prioritaires sont ciblé.es et touché.es par les projets soutenus dans le contrat de ville 2018. Toutefois, il ne s’agit parfois pas de la cible principale de l’association portant ce projet. D’autre part, ces projets peuvent toucher d’autres types d’acteur.trices sur les QPV tels que les salarié.es des associations ou leurs administrateur.trices.

### Les personnes habitant les QPV prennent-elles part à la gouvernance des associations émargeant au contrat de ville ?

Les habitant.es des QPV peuvent également prendre part à la gouvernance des associations émargeant au contrat de ville, en devenant administrateur.trice et en s’impliquant au sein du Conseil d’Administration ou du Bureau. De cette façon, ils et elles peuvent être à l’initiative de projets soutenus par le contrat de ville.

Ainsi, l’Accoord met par exemple en place, auprès de tous ses centres socio-culturels, des conseils d’équipement. Ils sont composé.es des adhérents profitant du centre, et ils participent aux prises de décision concernant le développement des centres desquels ils sont issus. Au sein du conseil d’administration de l’Accord, douze membres sur vingt-deux viennent des conseils

143 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 4-5

144 Dedans-Dehors. In *Lolab, résidences d’artistes 38 Breil / Nantes*. Disponible sur :

< https://[www.lolab.org/mais-yes](http://www.lolab.org/mais-yes)>. [Consulté le 20 août 2018]

145 Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie p.11

#### d’équipement et représentent les centres socio-culturels146. Les habitant.es des QPV, participant aux actions portées par l’Accoord, font donc partie de la gouvernance par le biais du conseil d’équipement. Il peut s’agir d’une gouvernance directe lorsqu’ils ou elles siègent au conseil d’administration, ou d’une gouvernance indirecte lorsqu’ils ou elles participent simplement au conseil d’équipement.

Pour les associations moins importantes, certaines sont issues d’une initiative extérieure aux QPV, mais s’y sont tant ancrées que la gouvernance est aujourd’hui majoritairement tenue par des habitant.es. C’est le cas par exemple de l’association Mixcité située sur le quartier Nantes Erdre. Cette association a été fondée par un ancien éducateur des Dervallières. Aujourd’hui, selon l’équipe de quartier de Nantes Erdre, sa gouvernance est aussi tenue par des habitant.es des QPV147. De la même façon, l’association Récup’Halvèque sur Nantes Erdre a été fondée à l’initiative de l’équipe de quartier en partenariat avec la Nantaise d’Habitation. Toutefois, une fois le projet monté les fondateur.trices l’ont léguée aux habitant.es qui en assurent aujourd’hui la gouvernance.

Ce processus d’implication des habitant.es des QPV au sein des associations émargeant au contrat de ville est toutefois long puisqu’il nécessite l’intégration de l’association sur le territoire et leur acceptation de la part des habitant.es. Certaines associations ont pour objectif d’intégrer des habitant.es au sein de leur gouvernance mais n’y parviennent que difficilement. C’est le cas d’associations issues de l’extérieur des QPV mais aussi d’associations fondées par des habitant.es qui ne parviennent pas à passer le relais et à investir d’autres habitant.es dans leur projet. L’association Vivre Libre 44 par exemple est portée par une personne ne venant pas du quartier du Breil, mais qui recherche à investir les habitant.es de ce quartier dans la gouvernance de son association. Selon l’équipe de quartier du Breil, cette démarche est toutefois compliquée par le manque de volonté d’implication des habitant.es du quartier. Face à ce manque d’implication, certaines associations proposent aux habitant.es de s’investir à plus court terme, en tant que bénévoles sur des événements ponctuels par exemple. Il s’agit d’un bénévolat intermédiaire requérant une implication moins importante. L’association L’Accavale qui est arrivée sur le Clos Toreau il y a deux ans par exemple, implique de plus en plus de jeunes

146 FRANCOU, Anne. L’ACCOORD sur le territoire nantais (association pour la réalisation d’activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes). In *Observatoire de la Réussite Educative*. Novembre 2017, Disponible sur :

<<http://observatoire-reussite-educative.fr/ressources/les-observations-de-PoLoc/laccoord-nantes>>. [Consulté le 20 août 2018]

147 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 6

#### en tant que bénévoles, dans la gestion de ses projets. Ces jeunes ne s’investissent pas pour l’instant dans la gouvernance de l’association et préfèrent un engagement plus ponctuel148.

Enfin, certaines associations ne recherchent pas à intégrer des habitant.es des QPV au sein de leur gouvernance. C’est le cas des compagnies de théâtre par exemple qui intègrent un territoire pour une durée donnée et qui font participer les habitant.es sans qu’ils prennent place au sein de la gouvernance. D’autres associations montent quelques projets sur les quartiers prioritaires mais les habitant.es de ces territoires ne sont pas leur cible principale. L’Association Culturelle d’Eté par exemple propose des projets sur les QPV de Nantes Erdre mais ses habitant.es ne prennent pas place au sein de la gouvernance. C’est le cas également de l’association Bonne Garde sur Nantes Sud qui propose des projets à destination des habitant.es du Clos Toreau, toutefois ceux-ci ne s’investissent pas non plus dans la gouvernance de l’association.

Ainsi, certaines associations mettent en place un ensemble de dispositifs afin d’impliquer leurs adhérent.es, habitant.es des QPV, dans leur gouvernance. Certaines y parviennent si bien que le projet initialement porté par une personne extérieure au QPV est entièrement repris par des habitant.es. D’autres souhaiteraient provoquer cette dynamique mais n’y parviennent pas par manque d’implication des habitant.es. D’autres enfin n’ont pas pour objectif d’impliquer les habitant.es des QPV dans leur gouvernance, car leur projet sur les QPV est ponctuel ou bien parce que les habitant.es de ces territoires ne constituent pas la majorité de leurs adhérent.es.

### Sont-elles salariées de ces associations ?

Enfin, les habitant.es des quartiers prioritaires peuvent être intégré.es en tant que salarié.es des associations émargeant au contrat de ville. Cette initiative répondrait aussi au taux de chômage important présent sur ces territoires. Il s’agit d’une démarche effectuée par plusieurs associations, notamment via les postes aidés par l’Etat.

Beaucoup d’associations présentées par les équipes de quartier embauchent des adultes-relais. Il s’agit d’une aide de l’Etat pour la création d’emplois à destination des personnes qui en sont éloignées. Pour être éligible, les salarié.es bénéficiant de ce dispositif doivent, parmi d’autres critères, résider dans un quartier prioritaire149. Ainsi, les associations embauchant des adultes- relais intègrent automatiquement des habitant.es de QPV dans leur équipe. Celles-ci peuvent toutefois habiter dans le quartier où intervient l’association, ou bien dans un autre quartier

148 Annexe 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud p. 6-7

149 Contrat adultes-relais. In *Service Public, le site officiel de l’administration française*. 4 Octobre 2017.

#### prioritaire de la ville. D’autres formes d’aides à l’emploi sont aussi mobilisées par les associations, et permettent l’embauche des habitant.es des quartiers prioritaires. C’était le cas des contrats aidés jusqu’à janvier 2018, puis des Parcours-Emploi-Compétences (PEC) qui les remplacent depuis150.

Ensuite certaines associations souhaitent prioriser les habitant.es des QPV dans leur embauche parce qu’elles pensent que ces personnes seraient plus aptes à travailler sur le territoire. En effet, leur présence au sein d’une association extérieure au quartier par exemple, peut aider à l’intégration de cette structure dans le quartier. De plus, les connaissances du territoire et de ces acteur.trices peuvent être des ressources que souhaitent mobiliser les associations. Ainsi, certaines font tourner leurs offres d’emploi au sein du quartier, en les transmettant aux équipes de quartier. Ce fut le cas de la compagnie Alyopa lorsqu’elle a recruté en 2018. Toutefois ce recrutement n’a pas pu mener à l’embauche d’un.e habitant.e du quartier151.

L’embauche d’habitant.es des QPV au sein des structures émargeant au contrat de ville, bien que souhaitée, reste minoritaire parmi les associations identifiées.

Finalement, dans la grande majorité des projets soutenus par le contrat de ville, les habitant.es sont une cible atteinte bien que parfois il ait fallu plusieurs années pour les atteindre. Leur implication dans la vie de l’association est souvent plus compliquée, c’est pourquoi plusieurs associations proposent des investissements intermédiaires, ponctuels et n’engageant pas les bénévoles sur le long terme. Néanmoins, certaines structures parviennent à intégrer des habitant.es au sein de leur gouvernance, si bien qu’alors qu’elles venaient de l’extérieur du quartier, elles sont aujourd’hui entièrement portées par des habitant.es. Enfin, l’intégration via le salariat est nettement moins présente bien qu’à la fois recherchée par les associations, et facilitée par des aides publiques telles que les contrats aidés ou les emplois adulte-relais.

150 Qu’est-ce que le parcours emploi compétences (PEC) ? In *Service Public, le site officiel de l’administration française*. 4 Octobre 2017.

151 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 10

##### *Que font les associations émargeant au contrat de ville ?*

Dans cette troisième sous-partie, nous nous intéressons particulièrement aux thématiques d’action sur lesquelles se concentrent les projets qui sont soutenus par le contrat de ville 2018. Ainsi, ces projets sont soutenus par le contrat de ville parce qu’ils participent au développement des QPV, en travaillant sur les enjeux identifiés par le contrat de ville.

Au sein du cadrage théorique exposé dans le premier chapitre de ce travail, nous avons identifié les principales difficultés que rencontrent les QPV nantais. Il s’agit en premier lieu d’un taux de pauvreté élevé. C’est une caractéristique propre à tous les QPV puisque ces territoires sont identifiés selon le revenu moyen des habitants. D’autre part, ces territoires concentrent un fort taux de chômage, d’emplois précaires et un faible taux de réussite scolaire par rapport au reste de la ville. Pour faire face à ces difficultés, le contrat de ville 2015-2020 signé sur la métropole nantaise a fixé quatre piliers sur lesquels se concentre l’agglomération152. Ces quatre piliers sont :

* La cohésion sociale,
* Le renouvellement urbain et le cadre de vie,
* Le développement économique et l’emploi,
* La gouvernance et la participation citoyenne.

Sous chacun de ses piliers est développé un certain nombre d’enjeux (éducation/jeunesse, tranquillité publique et prévention de la délinquance, qualité des services et accès aux droits, renouvellement urbain, emploi et formation…). Il s’agit d’orientations générales qui sont ensuite déclinées et précisées par quartier au sein du contrat de ville. Les équipes de quartier basent leurs actions sur ces orientations ainsi que sur les schémas de développement qu’elles développent respectivement sur leurs quartiers. C’est à partir de leur schéma de développement qu’elles identifient les principaux manques sur leur territoire. En fonction de ces manques, elles sélectionnent les projets qui y seront soutenus par le contrat de ville.

Ces projets sont classés par thématique selon l’enjeu auquel ils répondent. Sur les 230 projets qui ont répondu à l’appel à projet en 2018, 85 étaient dédiés à la thématique « promotion de la jeunesse », 41 à celle « éducation et parentalité », 33 au « développement culturel », 23 au « lien social et mobilisation citoyenne ». Il s’agit de quatre thématiques récurrentes sur un ensemble

152 NANTES METROPOLE ; PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE, « Contrat de ville, 2015-2020 ». 140 p.

Disponible au format PDF sur Internet : <https://[www.nantesmetropole.fr /](http://www.nantesmetropole.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

#### de 12 thématiques153. Elles ont la particularité d’être présentes sur tous les QPV nantais : à la fois ceux tels que Bellevue ou Malakoff qui comptent plus de 40 projets sur leur territoire, mais aussi ceux comptant moins de projets comme le quartier du Breil (8), le Clos Toreau (15) ou Nantes Erdre (20)154.

Certains quartiers prioritaires nantais ont donc une grande richesse associative, montant de nombreux projets sur le territoire. C’est le cas du quartier de Bellevue où 55 projets ont été proposés en 2018, de Malakoff, de Nantes Nord et des Dervallières qui comptent chacun plus de 30 projets proposés en 2018. A leurs côtés, certaines équipes de quartiers peinent à trouver une vingtaine de projets pour les accompagner dans leurs réponses aux enjeux des territoires. Néanmoins, pour tous ces quartiers les thématiques en tête sont les quatre annoncées plus haut, ce qui souligne une homogénéité sur la ville de Nantes où le milieu associatif soutient particulièrement les QPV sur les questions de promotion de la jeunesse, d’éducation, de parentalité, de développement culturel, de lien social et de mobilisation citoyenne. Il s’agit des thématiques sur lesquelles les associations nantaises, régionales et nationales mobilisent leurs compétences pour accompagner les QPV nantais.

153 Annexe 5 : Tableau des projets proposés au contrat de ville 2018

154 Annexe 5 : Tableau des projets proposés au contrat de ville 2018

#### Suite aux premières observations réalisées sur les projets soutenus par le contrat de ville, nous constatons qu’une minorité de ces projets sont portés par les habitant.es des QPV. Généralement, les projets viennent d’associations extérieures au quartier ou qui se sont installées sur le quartier mais qui n’étaient pas le résultat d’une initiative habitante. Cette démarche d’intégration de personnes et de structures extérieures est notamment encouragée par les équipes de quartier qui mettent en place différents dispositifs pour solliciter le développement de projets sur leur territoire.

Si les habitant.es des QPV ne sont pas les fondateur.trices des structures qui portent les projets, ils y ont toutefois une place. Dans la plupart de ces projets, les habitants sont les premiers bénéficiaires. De plus en plus d’associations tentent également de les faire prendre part au développement des projets via des actions bénévoles, voire de les intégrer à leurs organes de gouvernance. Pour certaines associations ce processus fut une réussite et la gouvernance est aujourd’hui entièrement tenue par des habitant.es des QPV. Ce sont donc les habitant.es qui montent et développent les projets inscrits au contrat de ville. En ce sens, ils sont selon nous porteurs de ce processus d’innovation sociale.

Ces projets sont soutenus par le contrat de ville parce qu’ils participent au développement des quartiers. De cette façon ils soutiennent les équipes de quartier dans la construction de leurs réponses aux enjeux identifiés sur les territoires. Selon les quartiers, les équipes sont plus ou moins soutenues. Elles sont toutefois toutes soutenues sur certaines thématiques phares telles que la promotion de la jeunesse, l’éducation et la parentalité, le développement culturel, le lien social et la mobilisation citoyenne.

Après avoir observé les projets répondant à l’appel du contrat de ville 2018 et que nous identifions comme des projets porteurs d’un processus d’innovation sociale, nous observons ceux portant des initiatives citoyennes, et tentant donc d’améliorer leur territoire.

1. Les initiatives citoyennes dans les QPV Selon la première partie de ce chapitre, les projets qui ont répondu à l’appel à projet du contrat de ville en 2018 ne sont, dans la majorité des cas, pas proposés par les habitant.es des QPV. Il s’agit principalement d’associations fondées par des personnes extérieures à ces quartiers. Pourtant, selon S. Mertens, les innovations sociales sont le résultat d’initiatives citoyennes.

Nous avons donc aussi interrogé les équipes de quartier sur ces initiatives citoyennes dans les QPV, afin de savoir si elles mobilisent les habitant.es.

Dans ce travail nous donnons une définition large d’une initiative citoyenne et cherchons derrière cette appellation, tout type de projet porté par un.e ou plusieurs habitant.es de quartiers prioritaires nantais. Le fait d’avoir conservé une définition large lors de nos entretiens est dû à la fois à mes imprécisions, mais aussi à l’interprétation des équipes de quartier. De cette façon, nous avons une large vision des projets portés dans les QPV et pouvons observer les différents types d’initiatives présentes. Celles-ci sont décrites plus précisément dans cette seconde partie.

Cette seconde partie présente donc, dans un premier temps, les différents types de projets identifiés sur les QPV et montés par des habitant.es. Elle permet ensuite d’observer la façon dont les habitant.es s’impliquent collectivement dans ces projets. Enfin, elle expose l’objet de ces initiatives, leur but sur le quartier et ce que les habitant.es ont voulu y apporter.

##### *Quelles sont les initiatives citoyennes sur les QPV ?*

Lors des entretiens, nous avons identifié trois types d’initiatives citoyennes qui se distinguent par leur structuration : celles déjà structurées en association, celles structurées autour d’un collectif et pour finir, les initiatives portées par des habitant.es individuel.les.

### Initiatives structurées en association

Certaines initiatives citoyennes sont donc déjà structurées en associations. Elles ont été fondées par des habitant.es et certaines d’entre elles répondent parfois aux appels à projet du contrat de ville. Dans le quartier Bottière-Pin sec par exemple, l’association Les Sonneurs de Convivialité n’a pas déposé de projet au contrat de ville cette année mais l’a fait précédemment155.

Il s’agit généralement de petites associations peu structurées et qui n’ont pas de salarié.es. Ces associations rencontrent aussi des difficultés de développement et de gestion. Pour les aider, les institutions publiques ainsi que leurs partenaires mettent en place des modèles d’accompagnement. Dans le quartier Bottière-Pin sec par exemple un projet de Ressourcerie a été porté par des habitant.es qui se sont structurés en association. Face à des difficultés de gestion et de développement du projet, ils et elles sont ensuite allé.es chercher le soutien de l’association Ecopole pour prendre le relais de leur initiative156.

Si selon S. Mertens la structure associative permet le développement des projets et leur pérennisation, elle constitue également une prise de risque pour les porteur.euses qui peuvent donc préférer rester sous forme de collectif.

### Initiatives structurées en collectif

La majorité des initiatives citoyennes qui ont été présentées lors des entretiens sont donc portées par des habitant.es qui ont préféré ne pas se structurer en association157. Il peut s’agir d’une prise de partie de la part des habitant.es, ou bien d’une décision de fait, prise de manière inconsciente.

Tout d’abord, certain.es habitant.es engagé.es dans ces initiatives font le choix de ne pas lui apporter de structure juridique et donc de ne pas monter une association. Ce choix se justifie souvent par une volonté de ne pas affaiblir le projet avec une structuration qui exige des

155 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 11 156 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 7 157 Annexe 4 : Tableau des initiatives citoyennes présentées lors des entretiens

#### compétences en gestion et une lourde organisation (assemblée générale, constitution d’un bureau et d’un conseil d’administration). Pour certaines initiatives citoyennes il peut aussi s’agir d’une prise de partie afin de se distinguer des autres associations du territoire. C’est le cas du Conseil Citoyen de Nantes Nord par exemple, qui a fait le choix de rester sous forme de collectif afin de ne pas « *apparaître comme une association supplémentaire à côté des autres* » et de ne pas « *être en concurrence sur le marché des subventions* »158. Toutefois le collectif porte des projets qui ont besoin de subventions. Ces subventions sont attribuées par la ville aux structures juridiques. Ainsi, pour les recevoir, le conseil citoyen a fait un appel à projet auprès des associations du quartier Nantes Nord, pour le soutenir dans ses demandes de subventions. L’association Paq’La Lune a répondu à cet appel en 2016159.

Ensuite, certains collectifs ne se structurent pas en association parce que leur activité et leurs projets ne le nécessitent pas. C’est le cas par exemple de collectifs d’habitant.es portant des événements spontanés. Ils ne demandent pas de subventions. Par exemple, dans le quartier du Clos Toreau un collectif de femmes se retrouve régulièrement dans des halls d’immeubles pour boire du thé. Cette initiative liée à la convivialité ne requière pas de moyens et donc n’a pas intérêt à se structurer160.

### Initiatives individuelles

Enfin il se développe sur les quartiers prioritaires nantais des initiatives citoyennes individuelles. Celles-ci sont soutenues par le Bureau des Projets, un dispositif mis en place par la ville de Nantes depuis deux ans. Ce dispositif est développé sur tous les grands quartiers nantais et met en place tous les mois un comité pendant lequel les habitant.es peuvent présenter un projet. C’est l’occasion pour les individuel.les ou pour les collectifs d’obtenir des aides même s’ils et elles ne sont pas structurés en association.

Ce dispositif a initialement été créé afin de promouvoir les initiatives citoyennes et d’éviter d’obliger les habitant.es à monter des associations et à risquer d’affaiblir leurs projets. Selon les quartiers, cette démarche donne plus ou moins de résultats. Dans certains QPV il s’agit d’un levier dont s’emparent de nombreux habitant.es. Dans d’autres par contre, le bureau des projets ne suffit pas à promouvoir les initiatives citoyennes dans le QPV et ce sont surtout des

158 Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

p. 3

159 Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

p. 3

160 Annexe 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud p. 16

#### habitant.es des grands quartiers et non des QPV qui y font des propositions. C’est le cas par exemple à Nantes Erdre et dans le quartier du Breil-Malvile où la quasi-totalité des projets proposés à ce bureau ne viennent pas du QPV. Bien que ce dispositif s’adresse initialement aux projets porté.es de façon individuelle et peu structurée, il peut aussi proposer des subventions lorsque le montant est trop élevé et que la ville ne peut pas payer directement la facture. Dans ce cas-là, le collectif où l’habitant.e seul.e doit à nouveau faire appel à une association du quartier pour récupérer cette subvention.

Ce dispositif provoque la multiplication de petits projets éphémères, portés par des habitant.es seul.es. Il fait aussi évoluer la forme des initiatives citoyennes. Alors qu’auparavant les équipes de quartier encourageaient les collectifs à se structurer pour obtenir des subventions et les poussaient à prendre un risque, elles les encouragent aujourd’hui à conserver une structure collective161.

Les habitant.es des quartiers prioritaires nantais sont donc porteur.euses d’initiatives citoyennes. Celles-ci prennent parfois la forme d’association mais cette tendance est de moins en moins présente. Les projets portés par des habitant.es de façon individuelle ou collective sont accompagnés par des associations structurées du quartier ainsi que par les institutions publiques et leurs partenaires. Selon les QPV, ces initiatives citoyennes sont plus ou moins présentes. La dynamique associative du quartier semble donc avoir un impact sur le développement d’initiatives citoyennes.

161 Annexe 6 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Nord p. 11

##### *De qui sont composés ces projets ?*

Dans un deuxième temps, nous avons observé quel.les habitant.es montent des projets dans leur quartier, ce qui les caractérisent et comment les autres habitant.es s’intègrent dans ces projets.

### Des personnes ressources et militant.es

Les initiatives structurées sous forme associatives sont souvent composées d’habitant.es militant.es et de personnes ressources. Il s’agit d’habitant.es particulièrement présent.es et impliqué.es dans la vie de leur quartier. Ils ont une bonne connaissance des institutions publiques et du fonctionnement des associations ou des collectifs. Le Conseil Citoyen de Nantes Nord fait partie de ces structures. Il est constitué de personnes ressources du quartier et intègre progressivement d’autres habitant.es à leurs projets. Néanmoins, ces acteur.trices ressources et/ou militant.es semblent de moins en moins présent.es sur les QPV selon les équipes de quartier. Celles-ci rappellent notamment le fait que les habitant.es ont des conditions de vie de plus en plus difficiles, ce qui les empêchent de s’investir autant dans la vie de leur quartier. C’est ce qu’explique l’équipe de quartier de Bottière : « *quand, au quotidien on rencontre des difficultés, c’est compliqué de s’investir, de faire vivre un groupe, une association* »162.

Ce manque d’implication habitante qui est de plus en plus présent au sein des QPV rend également le passage de relais difficile pour les personnes ressources. Comme l’explique l’équipe de quartier du Breil, « *… souvent il n’y a pas de relève, […] si la présidente n’est pas là c’est fini* »163. Ainsi, alors qu’il semblerait qu’il y ait eu un terreau militant au sein des quartiers prioritaires nantais, il semble aujourd’hui disparaître. L’équipe de quartier du Breil justifie cette évolution par les conditions de vie des habitant.es des QPV : « *Aujourd’hui c’est très compliqué parce que les habitants vont très mal […]* ». Ainsi, ils n’ont plus l’énergie pour porter des projets sur leur territoire. Le conseil citoyen de Nantes Nord constate également que les associations historiques ont aujourd’hui perdu leur dynamique et s’essoufflent sur le quartier164.

Face à ces évolutions, les habitant.es qui ont des projets et des envies, ont du mal à mobiliser d’autres habitant.es. Dans le quartier Bottière-Pin sec par exemple, l’équipe de quartier explique que « s*ouvent c’est des envies d’une ou deux habitant.es, qui ne sont pas forcément suivies* »165.

162 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 12

163 Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie p.13

164 Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

p. 15

165 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 11

#### Ces envies peuvent venir d’habitant.es du quartier et de personnes ressources qui ne peuvent pas passer le relais si un nouveau noyau d’habitant.es impliqué.es ne s’est pas formé.

Si pour certaines équipes de quartier cette situation se justifie par les conditions de vie des habitant.es et notamment par le taux de chômage élevé, d’autres la voient comme passagère et correspondant à la vie d’une association. C’est le cas de l’équipe du quartier Malakoff qui parle de « *réponses à un instant T* »166 et d’opportunités qui évoluent selon les périodes. Enfin, selon certaines autres équipes de quartier, ces tendances sont plus ou moins présentes selon les acteur.trices associatif.ves des territoires. Ainsi, l’équipe de quartier de Nantes Erdre explique qu’il s’agit également d’une culture de la mobilisation et de l’implication167.

### Des bénévoles ponctuels

Aux militant.es et aux personnes ressources impliqué.es dans les initiatives citoyennes, s’ajoutent de plus en plus de bénévoles ponctuel.les. En effet, cette évolution sociale et des conditions de vie au sein des quartiers prioritaires a un impact direct sur le bénévolat et les formes qu’il prend. Ainsi, selon le chargé de mission à la ville de Nantes, le bénévolat actuel est soit très impliqué mais plutôt âgé et s’essouffle, ou bien se concentre sur une action précise et limitée dans le temps. La première forme de bénévolat serait plutôt issue d’une génération précédente qui avait une meilleure stabilité de l’emploi grâce à laquelle les habitant.es pouvaient s’impliquer sur le long terme. Aujourd’hui, le chômage de masse implique une instabilité financière ne permettant pas d’avoir une vision sur le long terme168. Dans les quartiers prioritaires, cela se traduit par une crainte de l’engagement associatif de la part des habitant.es, qui donc « *ne se mobilisent pas beaucoup, ou bien pour des actions proposées, pour donner un coup de main. Ça reste ponctuel et l’engagement à plus long terme est très peu présent* »169. Les structures initialement portées par des acteur.trices engagé.es et militant.es, intègrent donc toujours plus de bénévoles ponctuel.les.

Cette nouvelle forme de bénévolat a également un impact sur les initiatives qui se développent. Nous l’avons vu en première sous-partie, les initiatives citoyennes concernent de plus en plus de projets éphémères. C’est ce qu’explique l’équipe de quartier du Clos Toreau en parlant de son territoire : « *les initiatives d’habitants […] sont plutôt des projets éphémères, qui arrivent en fonction de l’actualité, d’une opportunité… ces initiatives n’ont pas vocation à se répéter*

166 Annexe 12 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Malakoff p. 14

167 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 23

168 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 12-13

169 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 12

#### *dans le temps »*. Les porteur.euses d’initiatives citoyennes sont donc moins engagé.es sur le long terme, dans la transformation de leur quartier. Cette forme d’action a aussi un impact sur son objet. En effet un projet événementiel ne peut porter les mêmes objectifs qu’un projet monté sur la durée.

##### *Que font ces initiatives citoyennes ?*

Enfin, après avoir constaté que l’engagement des habitant.es sur leur territoire s’était transformé au fil des années, nous observons dans cette troisième sous-partie les conséquences de cette évolution sur l’objet des projets montés. Nous avons constaté dès le début de cette partie que ces projets étaient moins ancrés dans le temps, et plus ponctuels et éphémères. Cette nouvelle forme de projet a un impact sur le contenu.

### Projets événementiels exceptionnels

Tout d’abord, nous avons constaté lors des entretiens avec les équipes de quartier que beaucoup de projets portés par des habitant.es concernaient des événements exceptionnels. Par exemple, dans tous les quartiers prioritaires nantais rencontrés sont organisés des vides greniers, des bourses aux vêtements ou des repas partagés. Certain.es habitant.es organisent des événements plus importants également tels que la fête de la musique sur leur quartier. Ces événements n’impliquent généralement que peu de bénévoles dans leur organisation, mais touchent beaucoup d’habitant.es. Ils sont peu récurrents et sont accompagnés dans leur financement et dans leur mise en place par les équipes de quartier. Il s’agit de projets souvent présentés et soutenus par le bureau des projets. Ces événements participent à l’amélioration du cadre de vie du quartier et créent des instants fédérateurs entre les habitant.es.

Parmi ces événements exceptionnels, plusieurs projets de sorties au lac, à la mer ou de sorties culturelles sont organisés par des habitant.es, et ce surtout pendant les vacances scolaires. Les habitant.es du quartier Nantes Nord par exemple font appel aux centres culturels de l’Accord pour être accompagnés dans l’organisation de ces sorties. Ils et elles sont également soutenus financièrement par le bureau des projets pour les financer170. Il s’agit souvent de parents qui s’organisent collectivement durant les vacances scolaires, pour des sorties avec leurs enfants. Ces démarches relèvent donc davantage de volontés individuelles accompagnées d’une organisation collective et qui ne concernent pas l’ensemble du quartier.

### Evénements et rencontres régulières

Ensuite, certains événements sont plus réguliers. Par exemple, des collectifs organisent de façon hebdomadaire des rencontres et des temps d’échange sur l’espace public. Ces événements conviviaux se construisent autour de pauses café ou thé dans les halls d’immeubles. Au Clos Toreau par exemple, un collectif de femmes se retrouve toutes les semaines dans les halls pour

170 Annexe 6 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Nord p. 10

#### boire du thé171. Il s’agit d’événements de cohésion sociale permettant aux habitant.es de se rencontrer et d’échanger, mais c’est aussi une façon d’occuper l’espace public qui fait parfois l’objet de nuisances. A Nantes Nord par exemple des repas et apéros discussions sont régulièrement organisés sur les micro-quartiers. Ces espaces sont confrontés à d’importantes difficultés de tranquillité publique et de mauvaise occupation de l’espace public. Face à cette situation, ces événements permettent aux habitant.es de se réapproprier leur quartier172. L’équipe de quartier y est également présente et mobilise ces partenaires pour accompagner les habitant.es dans cette dynamique.

Certains collectifs d’habitant.es organisent aussi des temps de rencontre plus fermés et spécifiques à certaines thématiques comme l’accès au droit ou l’éducation. Ces habitant.es se tournent souvent vers des organisations nationales comme la CSF pour les accompagner. A Nantes Erdre, ils et elles proposent toutes les semaines un café pour échanger sur les logements et les droits des locataires173. Ces groupes de discussion se rassemblent généralement autour de projets et transformations individuelles, mais réalisées par le collectif.

### Projets nécessitant un engagement long des bénévoles

Enfin, certains collectifs plus rares se rassemblent autour de projets ambitieux, long-termistes et qui impliquent un engagement important de la part des bénévoles.

Tout d’abord, certains de ces projets concernent plutôt l’amélioration du cadre de vie avec la construction de jardins partagés, la mise en place de composteurs ou la création d’une ressourcerie. Ces projets sont souvent accompagnés par la ville de Nantes ou bien par des associations nantaises. Au Clos Toreau par exemple le service des espaces verts a mis en place des parcelles de jardins partagés qu’ont repris certain.es habitant.es174. Si l’impact de ces initiatives sur le cadre de vie concerne l’ensemble du quartier, elles sont souvent individuelles et n’impliquent pas de collectif ni de volonté de changement sur le quartier de la part des habitant.es. A l’inverse, certain.es habitant.es du Clos Toreau se sont rassemblé.es pour faire appel à l’association Compostri et mettre en place des composteurs sur le quartier175. Il s’agit alors d’une initiative qui a pour premier objectif de transformer ce quartier.

171 Annexe 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud p. 16 172 Annexe 6 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Nord p. 9 173 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 21 174 Annexe 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud p. 15 175 Annexe 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud p. 15

#### Ensuite nous avons identifié trois projets montés par des bénévoles, avec un projet sur le long terme concernant la solidarité à l’internationale ou envers les habitant.es du quartier. Le premier est un projet qui s’est développé au Clos Toreau il y a plusieurs années. Les habitant.es ont installé des bacs pour récupérer du papier. Ce papier est ensuite revendu pour financer une école en Egypte176. Le deuxième est un projet monté dans le quartier du Breil il y a dix à quinze ans. Entre quinze et vingt personnes s’y retrouvent pour acquérir collectivement des compétences et s’insérer sur le marché du travail177. Cette association est toutefois de moins en moins active selon l’équipe de quartier. Le troisième projet a également été monté dans le quartier du Breil il y a plusieurs années. Il s’agit d’un lieu d’accueil pour les habitant.es fragilisé.es, qui est rattaché à la paroisse178. Ces projets ont la particularité d’être plutôt anciens et de perdre de la vitalité aujourd’hui selon les équipes de quartier.

Enfin, nous avons constaté une présence récurrente dans les QPV nantais, de collectifs portant la parole des habitant.es face aux institutions publiques. Ces collectifs s’expriment sur différentes thématiques selon les quartiers. Au Clos Toreau comme dans le quartier Bottière- Pin sec, il s’agit principalement de revendications quant à l’aménagement urbain. Les habitant.es se mobilisent autour de ces collectifs pour exprimer leurs désaccords face aux décisions prises par la ville. Ainsi, le collectif Grand Place créé il y a deux à trois ans à la Bottière fait porter la voix des habitant.es pour le projet global Bottière-Pin sec179. Sur ces mêmes questions de représentation, le Conseil Citoyen de Nantes Nord qui a été officialisé en 2016 rassemble des habitant.es autour des questions relevant des transformations du quartier ainsi que de leur mode de vie. De la même façon, un collectif d’habitant.es se mobilise sur le quartier Nantes Erdre pour revendiquer le fait qu’ils souhaitent voir se constituer un conseil citoyen sur leur quartier180. En effet, depuis 2014 la législation française impose la formation de conseils citoyens sur tous ses QPV. Néanmoins, la ville de Nantes a choisi de développer progressivement ces dispositifs sur les quartiers. Sur le quartier Nantes Erdre, les revendications du collectif concernent également l’aménagement urbain. Il critique le manque de sécurité et de propreté sur le quartier, et le manque de projets concernant ces thématiques, parmi les projets portés par la ville.

176 Annexe 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud p. 15

177 Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie p. 11 178 Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie p. 11 179 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 10 180 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 21

### Emeutes urbaines 2018, une forme d’initiative citoyenne ?

#### Enfin, nous avons jugé important de revenir dans cette sous-partie sur les événements nantais de juillet 2018 qui ont secoué les quartiers prioritaires. Le mardi trois juillet 2018, une personne a été tuée lors d’un contrôle de police, dans le quartier prioritaire du Breil. Suite à cet événement des émeutes ont eu lieu dans plusieurs quartiers prioritaires nantais, particulièrement au Breil, à Malakoff et au Dervallières181. Durant ces émeutes, de nombreux équipements ont été touchés, notamment les maisons de quartier de Bellevue et de Malakoff, des locaux associatifs et des commerces182.

Ces émeutes se sont tournées vers les institutions publiques et particulièrement vers les forces de l’ordre. Elles ont fait écho aux émeutes de 2005, les plus importantes en France par leur durée et par le nombre de participants183. Toutefois, elles s’en sont démarquées par le fait que des locaux associatif aient été touchés alors même que ces associations étaient intégrées dans les quartiers. En effet, ces associations mobilisaient des habitant.es qui y étaient bénévoles184. Certains commerces des quartiers ont également été touchés. Ces violences tournées vers tout le quartier ont laissé perplexes les équipes de la ville.

Ces violences ont marqué par leur importance. Selon le chargé de mission à la ville de Nantes, celles-ci seraient plus importantes que celles qui ont eu lieu en 2005 sur Nantes185. Elles se sont calmées après quatre nuits d’émeutes, et plus de cinquante voitures brûlées ainsi que des équipements publics186. Ces événements auraient été menés par des habitant.es des QPV ce qui nous permet de les considérer comme des initiatives citoyennes. Si elles n’ont pas été expliquées par leurs auteur.trices, elles ont amené des transformations volontaires de ces territoires. Les incendies et les saccages d’équipements publics mais aussi associatifs et privés font partie de ces transformations.

181 ROCHE, Sébastian, « Emeutes de Nantes : « La police à tendance à confondre force et autorité » », in *Le Monde*.10/07/2018, sect. Idées. Disponible sur : <<https://www.lemonde.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018].

182 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 22

183 ROCHE, Sébastian, « Emeutes de Nantes : « La police à tendance à confondre force et autorité » », in *Le Monde*.10/07/2018, sect. Idées. Disponible sur : <<https://www.lemonde.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018].

184 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 22-23

185 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 22

186 LEXPRESS.FR avec AFP, « Emeutes à Nantes : début d’apaisement », in *L’Express*. 09/07.2018, sect. Société. Disponible sur : <<https://www.lexpress.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018].

#### Dans ce deuxième chapitre nous avons constaté que les habitant.es des QPV ne sont pas les premier.es porteur.euses des structures émargeant au contrat de ville. Par contre ils et elles sont tout de même porteur.euses d’initiatives citoyennes. Il semblerait donc que le passage d’une initiative citoyenne à un projet structuré et stabilisé par des ressources financières marchandes ou non-marchandes (théorie développée par S. Mertens) n’ait pas lieu sur ces territoires et pour ces projets. Toutefois, nous constatons que les initiatives citoyennes présentes sur les QPV transforment ces territoires. Ces transformations impactent la vie des habitant.es en leur permettant des sorties et en animant leur quartier. Elles impactent aussi les espaces publics puisqu’elles prennent en main leur occupation, qu’elles s’expriment face aux travaux d’aménagement urbain, et qu’elles le transforment au travers de manifestations de grande ampleur telles que les émeutes urbaines.

Les initiatives citoyennes présentes sur les QPV semblent toutefois évoluer avec le temps. Moins long-termiste, organisées et structurées, elles s’adaptent aux conditions de vie des habitant.es qui ne semblent pas leur permettre de s’engager sur la durée. Ces transformations des formes de mobilisation citoyenne ont des conséquences sur leur objet. Nous avons constaté que les projets se développant actuellement sont davantage événementiels. Des représentant.es d’habitant.es sont toujours présent.es pour s’exprimer face aux projets urbains de la ville. Néanmoins, s’ils et elles prennent le temps d’exprimer leur mécontentement, ces revendications n’amènent que rarement à des propositions187. Selon les équipes de quartier, ces démarches vont encore une fois à l’essentiel, en exprimant ce qui ne va pas sans prendre plus de temps pour discuter et négocier pour trouver des accords.

187 Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie p. 14-15

# ANALYSE

#### Le deuxième chapitre de ce travail nous a permis de constater que les habitant.es des quartiers prioritaires nantais ne sont pas ceux et celles à l’initiative des structures émargeant au contrat de ville. Toutefois, ils et elles s’organisent bien autour de projets que nous appelons des initiatives citoyennes. Ces initiatives citoyennes ne se développent pas et ont tendance à s’épuiser sans parvenir à être financées par le contrat de ville.

Cette analyse se penche donc sur le fait que les initiatives citoyennes portées par des habitant.es de QPV nantais ne semblent pas mener à un processus d’innovation sociale sur ces territoires. Elle se base sur les travaux de S. Mertens et de B. Pecqueur concernant les ressources territoriales. En analysant les ressources territoriales de ces initiatives citoyennes, nous tentons d’expliquer pourquoi celles-ci n’enclenchent pas de processus d’innovation sociale soutenu par la ville de Nantes. Notre hypothèse est que ces initiatives ne parviennent pas à mobiliser les ressources humaines et financières qui leur permettraient de porter un processus d’une innovation sociale.

Après avoir vérifié cette hypothèse, nous nous tournons donc vers les associations qui réussissent à enclencher ce processus d’innovation sociale, c’est à dire celles qui émargent au contrat de ville. Ainsi, en comparant leurs ressources financières et humaines, nous pensons comprendre pourquoi l’une arrive à développer son projet mais pas l’autre.

A. Les ressources humaines au sein des innovations sociales et initiatives citoyennes

Dans notre cadrage théorique, nous avons vu que les associations mobilisent trois types de ressources humaines : celles portant le projet initial et le développant, ces ressources correspondent aux personnes ressources ; celles accompagnant ce projet en étant bénévoles et en s’y impliquant à court ou moyen terme ; celles salariées de l’association.

Cette première partie s’attelle donc à vraiment analyser la place des habitant.es des quartiers prioritaires nantais dans chacune de ces trois ressources. Pour l’analyser, nous nous basons sur les discours des équipes de quartiers ainsi que des associations accompagnant les initiatives citoyennes, que nous avons rencontrées lors des entretiens.

##### *1. Les porteur.euses de projet*

Dans le deuxième chapitre de ce travail, nous avons constaté que les habitant.es des QPV sont rarement les fondateur.trices des structures émargeant au contrat de ville. Toutefois, ils et elles sont porteur.euses d’initiatives citoyennes qui sont généralement éphémères et concernent de petits événements. Selon les équipes de quartier, cette tendance s’explique par le fait que les habitant.es des QPV manquent de compétences et de connaissances pour porter un projet potentiellement soutenu par le contrat de ville. Ces équipes soulignent également le fait que les habitant.es n’ont ni les capacités ni la motivation pour monter ce genre de projet.

En étudiant la place des habitant.es dans le portage de projet, ce travail va au-delà de notre premier constat selon lequel ils et elles sont absent.es de ces ressources humaines. En effet, à partir des discours des équipes de quartiers nous essayons de comprendre pourquoi ils et elles en sont absent.es.

### La question de leurs compétences

Au sein des discours des équipes de quartier, le manque de compétences et de connaissances des habitant.es dans le domaine associatif, a été un argument récurrent pour expliquer le fait qu’ils et elles ne soient pas les fondateur.trices des structures émargeant au contrat de ville. Ainsi, monter une association ne serait pas une démarche accessible à tous, elle nécessite des compétences spécifiques. Parmi ces compétences, l’équipe de quartier de Bottière cite la gestion financière ainsi que la gestion de groupe. Elle souligne également la nécessité de pouvoir mobiliser des connaissances dans le fonctionnement associatif, ainsi qu’une expérience dans ce domaine. Finalement cette équipe parle d’un manque de professionnalisme des habitant.es des QPV, les empêchant de monter des projets : « *assez rapidement y a des difficultés qui se présentent plus liées au fonctionnement d’une association, la gestion d’un groupe, tout ce qui est lié à la gestion financière aussi*»188.

Ce manque de connaissances est également repris par le chargé de mission à la ville de Nantes. Selon lui, pour répondre à l’appel à projet du contrat de ville, les porteur.teuses d’une association doivent être familier.es des démarches institutionnelles et des différent.es acteur.trices sur les QPV. Il est également nécessaire de connaître le fonctionnement de ces institutions et le rôle de ces acteur.trices. Par exemple, dans la montée d’une action les acteur.trices public.ques et associatif.ves ont une gestion du temps différente : « *entre le*

188 Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière p. 11

#### *moment où il a une idée pour une action et que l’action se met vraiment en route, des fois il peut se passer quelques mois voir des fois une année ou deux* »189*.* Les habitant.es doivent donc connaître ces différences et être capables de les prendre en compte dans la montée de leurs projets. Cela fait écho aux travaux menés sur l’économie de la proximité190. Selon ces travaux, les innovations sociales entre autres proviennent de la proximité entre acteur.trices. Cette proximité peut être géographique, organisationnelle et institutionnelle. Par proximité organisationnelle est entendu un fonctionnement commun ainsi que des représentations communes. Par proximité institutionnelle est entendu un ensemble de normes et règles, un cadre commun. Ainsi, bien que les habitant.es des QPV soient géographiquement proches des acteur.trices public.ques, ils et elles sont éloigné.es dans leurs façons de faire et de s’organiser. Cet éloignement contraint un potentiel partenariat entre ces projets et les institutions publiques, comme l’inscription au contrat de ville qui est une forme de partenariat.

Cette non-proximité organisationnelle expliquerait donc le fait que les structures émargeant au contrat de ville ne soient généralement pas fondées par des habitant.es des QPV. Ensuite, le manque de compétences des habitant.es dans la gestion et le développement de projets associatifs ne leur permettrait pas de monter des projets long-termistes.

### La question de leur capabilité (A. Sen)

Selon Amartya Sen, même si des biens ou des dispositifs sont mis à disposition des individus, ils et elles n’ont pas la même liberté pour se les approprier. En effet, cette liberté dépend de leurs projets de vie et des moyens qu’ils et elles vont mettre en œuvre pour y parvenir. Chaque individu possède donc ce qu’A. Sen appelle des fonctionnements, qui représentent les grands objectifs de vie tels que « être heureux », « avoir suffisamment à manger », « être en bonne santé ». Chaque individu combine ainsi ses fonctionnements pour accéder à la qualité de vie qui lui correspond. Face à ces combinaisons se crée la notion de capabilité : « *La capabilité est […] un ensemble de vecteurs de fonctionnement, qui indique qu’un individu est libre de mener tel ou tel type de vie* »191 ; 192.

189 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 9

190 COLLETIS, Gabriel ; GIANFALDONI, Patrick ; RICHEZ-BATTESTI, Nadine, « Economie sociale et solidaire, territoires et proximité », in *Revue internationale de l’économique sociale : Recma*. 2005, n° 296, p. 8-

1. Disponible sur : <https://[www.recma.org /](http://www.recma.org/) >. [Consulté le 20 août 2018].

191 BESANCON, Emmanuelle, « Chapitre III. L’innovation sociale en pratiques solidaires : processus, résultat, impacts et changements », in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 49-82. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

192 Sen, A. (2000), *Repenser l’inégalité*, Paris : Seuil. p. 66

#### Les équipes de quartier rencontrées reprennent cette idée de capabilité sans la nommer. De cette façon elles expriment le fait que bien que la ville mette à disposition des quartiers prioritaires l’appel à projet du contrat ville, il s’agit d’un dispositif dont les habitant.es ne peuvent pas s’emparer. Leur schéma de vie et leurs fonctionnements ne leur donneraient donc pas la liberté de porter des projets structurés et long termistes, tels qu’attend le contrat de ville. Cette sous- partie est donc liée à celles sur les conditions de vie des habitant.es des QPV, abordée dans le deuxième chapitre de ce travail.

Durant nos entretiens, les équipes de quartier ont régulièrement répété le fait que les habitant.es des QPV manquent d’énergie et de disponibilité pour porter des projets. Leurs conditions de vie se détériorant avec un important taux de chômage sur ces territoires, ils et elles ont d’autres préoccupations et ne peuvent pas s’investir sur le long terme. Selon l’équipe de quartier du Breil : « *C’est un peu un leurre d’imaginer que dans les quartiers où les gens vont si mal (pas de boulot, pas de quoi finir la fin du mois, ça brûle, y a des problèmes de tranquillité publique) ils vont avoir l’énergie pour porter un projet et se constituer en association »193.*

#### Ainsi, pour monter une structure répondant à l’appel à projet du contrat de ville, les habitant.es des QPV se trouvent freiné.es par leurs capacités. Leur mode de vie ne leur permet pas de s’engager sur le long terme et de mobiliser l’énergie nécessaire au portage de ce type de projet.

### Les ambitions de ces ressources humaines pour leurs projets

Enfin, le conseil citoyen de Nantes Nord aborde un tout autre point expliquant que les habitant.es des QPV portent rarement de projets si ambitieux : il s’agit de leur motivation. Selon les deux représentants rencontrés, transformer les QPV en y développant des projets est avant tout le désir des professionnel.les et des acteur.trices public.ques : « *est-ce que justement il y a cette envie de se transformer et de transformer le quartier quoi ? Parce que parfois on a l’impression que c’est le désir en fait des professionnels* »194. Ce sont d’ailleurs avant tout ces professionnel.les et acteur.trices public.ques qui portent des projets sur Nantes Nord. Ainsi, les représentants du conseil citoyen soulignent le fait qu’il y ait une multitude de projets, d’actions publiques et de dispositifs qui se sont mis en place sur leur quartier, et ils le déplorent. Selon eux, cette omniprésence des services de la ville empêche le développement d’initiatives citoyennes : « *mon sentiment toujours c’est que tout le monde est la tête en l’air. On regarde*

193 Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie p. 14

194 Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

p. 18

##### *la ville, Nantes Métropole, l’Etat […] les habitants c’est pareil ils regardent la ville* »195. Ils

constatent également le développement d’un consumérisme de l’action publique et associative de la part des habitant.tes : « *ils [parlant des habitant.es] sont noyés en fait, ils sont noyés dans ce confort dans la consommation* »196.

A Nantes Erdre, l’équipe de quartier rencontrée parle aussi du fait que peu d’initiatives soient montées par les habitant.es du QPV. Selon cette équipe, cela s’explique par le fait que les habitant.es des QPV de Nantes Erdre ne partagent pas cette culture de l’engagement qui peut être présente dans d’autres quartiers. En effet, elle souligne que peu d’associations et d’acteur.trices relais sont présent.es à Nantes Nord, pour mobiliser les habitant.es : « *je me dis, est-ce que c’est parce qu’on a très peu d’acteurs associatifs ? C’est à dire que du coup culturellement la question de la mobilisation et de l’implication, elle ne vient pas de soi... ?*»197. Parallèlement, plus de projets sont montés dans les quartiers voisins. Les habitant.es des QPV de Nantes Erdre n’hésitent donc pas à sortir de leur quartier pour profiter des actions proposées à côté, et ne ressentent alors pas le besoin de créer la même chose chez eux.

#### Cette première sous-partie explique donc que les habitant.es des QPV ne sont pas les fondateur.trices des structures qui émargent au contrat de ville, par la non-proximité organisationnelle des acteur.trices, par leur capabilité et par leur volonté. Pour ces trois raisons, les initiatives citoyennes identifiées dans les QPV ne se transforment pas en projets soutenus par le contrat de ville, ou très rarement, selon les équipes de quartier.

195 Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

p. 19

196 Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

p. 20

197 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 23

##### *Les accompagnateur.trices de projets*

Cette deuxième sous-partie se penche sur un deuxième type de ressources humaines : les personnes qui bénévolement accompagnent les projets. Ainsi, notre objectif est d’observer la place des habitant.es dans ces ressources humaines. En se basant sur la théorie des ressources de B. Pecqueur, cette analyse nous permettra de mesurer l’ancrage des associations extérieures aux quartiers prioritaires nantais, sur ces territoires.

Dans cette deuxième sous-partie nous retrouvons les arguments concernant le manque d’habitant.es fondateur.trices des structures émargeant au contrat de ville : une proximité organisationnelle manquante et une disponibilité des habitant.es qui est relative à leurs conditions de vie.

### Leur proximité organisationnelle des associations classiques

Abordée à la fois par le conseil citoyen de Nantes Nord, et par le chargé de mission à la ville de Nantes, cette thématique souligne un décalage organisationnel entre les associations classiques montées par des acteur.trices extérieur.es aux QPV, et les habitant.es de ces quartiers. En effet, le fonctionnement d’une association implique un ensemble de démarches, un organigramme et un fonctionnement spécifique autour desquels se retrouvent les acteur.trices qui y sont habitué.es. Ainsi, les représentants du conseil citoyen de Nantes Nord nous ont fait remarquer que face à cette organisation, des habitant.es peuvent être déconcerté.es, ne pas se sentir intégré.es et ne pas trouver leur place198.

De la même façon, lorsque le chargé de mission à la ville de Nantes parle du rapport au temps différent entre les institutions publiques et les habitant.es des QPV, il souligne que ce rapport au temps provoque aussi un décalage entre les associations classiques et les habitant.es de ces quartiers199. Ce décalage renforce encore celui organisationnel annoncé par le conseil citoyen de Nantes Nord. Comme pour la sous-partie précédente, nous l’observons sous l’angle de l’économie de la proximité. Il semblerait donc que, tout comme les habitant.es des QPV ne partagent pas le même fonctionnement que les institutions publiques, ils et elles ne semblent également pas partager le fonctionnement des associations classiques. Ainsi, intégrer ce type de structure et surtout leur gouvernance qui est particulière codifiée, semble difficile.

198 Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

p. 5

199 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 9

**Leur disponibilité pour les projets que ces ressources humaines accompagnent**

#### Bien que les associations fondées par des acteur.trices extérieures aux QPV souhaitent, dans la plupart des cas rencontrés, intégrer des habitant.es dans leurs projets, nous avons observé dans le chapitre deux que cette intégration est difficile. En effet, le fonctionnement et le mode de vie des habitant.es les contraignent à s’engager sur le long terme. Tout comme dans la première sous-partie, nous rapprochons cette contrainte de la notion de capabilité énoncée par A. Sen. Les conditions de vie des habitant.es des QPV ne les laissent pas libres, selon les équipes de quartier, de prendre part à la gouvernance des associations. Ainsi, l’ancrage des associations issues de l’extérieur des QPV semble compliqué. Il s’agit toutefois d’une difficulté que ces associations ne sont pas les seules à rencontrer. Au sein des initiatives citoyennes également, les habitant.es des QPV ne parviennent pas à mobiliser autour de leurs projets.

Face à cette difficulté d’intégration des habitant.es dans la gouvernance des associations, les acteur.trices extérieur.es aux QPV proposent des missions éphémères afin que les habitant.es prennent tout de même part aux projets que ces associations proposent. Les habitant.es ne sont donc pas seulement bénéficiaires des projets portés et soutenus par le contrat de ville, ils participent également à la montée et au développement de ces projets. Le chargé de mission à la ville de Nantes que nous avons rencontré explique ce phénomène par une évolution des formes de bénévolat. Selon lui, ces évolutions ne concernent pas seulement les habitant.es des QPV mais se retrouvent souvent dans le monde associatif.

Nous observons donc qu’en règle générale, les associations extérieures aux QPV ne parviennent pas à intégrer des habitant.es de ces quartiers au sein de leur gouvernance200. Cela s’explique par le fait que ces habitant.es ont un mode de vie et un fonctionnement qui diffèrent de celui des organisations classiques. Toutefois, beaucoup de ces associations parviennent à mobiliser des habitant.es pour de petites tâches ponctuelles, et ainsi à les intégrer à leurs ressources humaines. Il s’agit de difficultés que rencontrent aussi bien les associations extérieures aux QPV que les initiatives citoyennes montées par des habitant.es. Ces initiatives sont souvent portées par des personnes ressources qui sont habituées à des modèles associatifs classiques et qui reproduisent un décalage avec les autres habitant.es de leur quartier.

200 Annexe 3 : Tableau des projets soutenus par le contrat de ville et présentés lors des entretiens

##### *Les salarié.es des associations*

Enfin, comme constaté dans notre cadrage théorique via les travaux de S. Mertens et de B. Pecqueur, les salarié.es des associations constituent également leurs ressources humaines. Selon

B. Pecqueur, cette ressource permet aussi d’analyser l’ancrage territorial des associations sur leur territoire.

Dans le deuxième chapitre de notre travail nous avons constaté que les salarié.es des associations émargeant au contrat de ville étaient rarement des habitant.es des QPV. Il s’agit pourtant de ressources humaines recherchées par les associations : par souci d’intégration dans le quartier elles souhaitent embaucher des habitant.es. Toutefois, selon les équipes de quartier, elles ne parviennent pas à trouver, parmi les habitant.es qui répondent à leur offre, les personnes correspondant à leurs attentes.

Dans la plupart des cas observés, il s’agit donc d’un objectif qui n’est pas atteint201. Les équipes de quartier l’expliquent principalement par le manque de compétences des habitant.es des quartiers prioritaires.

Nous l’avons constaté précédemment, les habitant.es des QPV manquent de connaissances et de compétences en ce qui concerne le milieu associatif C’est d’ailleurs ce qui explique leurs difficultés à se structurer en association. D’autre part, nous avons observé dans notre cadrage théorique que les habitant.es des QPV sont peu qualifié.es par rapport aux habitant.es des autres quartiers de la ville. Enfin, nous avons vu précédemment dans cette partie que la gestion des associations est une mission qui se professionnalise et qui implique connaissances et compétences en gestion financière, en gestion du collectif mais aussi dans le fonctionnement des subventions et des acteur.trices public.ques. Les associations à la recherche de salarié.es souhaitent donc embaucher des personnes qualifiées et expérimentées dans ce domaine. Qualités que n’ont à priori par les habitant.es des QPV.

Néanmoins, certaines associations parviennent à embaucher sur des postes spécifiques tels que les adultes relais. Ces postes sont aidés financièrement par l’Etat et doivent être occupés par des habitant.es de QPV. Ainsi, proposer un poste en adulte-relais implique automatiquement l’intégration d’habitant.es de quartiers prioritaires dans ses ressources humaines. Toutefois, il n’est pas imposé que ces habitant.es soient issu.es du même quartier que celui de l’association.

201 Annexe 3 : Tableau des projets soutenus par le contrat de ville et présentés lors des entretiens

#### Ainsi, certaines associations sont ancrées dans les QPV nantais selon la théorie développée par

B. Pecqueur, parce que leurs ressources humaines viennent de ces territoires. Pour autant, elles ne sont pas ancrées sur le QPV spécifique où elles engagent leurs actions parce que les adultes relais embauchés viennent d’autres quartiers prioritaires de la ville. Les équipes de quartier observent d’ailleurs qu’il est parfois préféré par les associations d’embaucher des habitant.es ne venant pas du quartier sur lequel elles travaillent car cette proximité peut mettre ces habitant.es en difficulté. Ainsi, l’équipe de quartier de Nantes Erdre partage son impression sur la question : « *je trouve que c’est compliqué d’être adulte relais et de travailler dans le quartier dans lequel tu habites, parce que du coup tu ne coupes jamais de ton boulot* »202

202 Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre p. 16

#### La première partie de ce chapitre s’est donc penchée sur les ressources humaines des associations émargeant au contrat de ville. Selon les travaux de B. Pecqueur, la territorialisation de ces ressources indique l’ancrage des associations sur leur territoire. Nous avons observé dans notre cadrage théorique que les associations comptent de manière générale trois types de ressources humaines : les bénévoles actif.ves qui sont selon nous les fondateur.trices des associations et les principaux.ales porteur.teuses de projet ; les bénévoles passif.ves qui accompagnent les actions, et les salarié.es.

* Parmi les associations étudiées, les bénévoles actif .ves ne constituent généralement pas des ressources humaines issues des quartiers prioritaires. En effet, les habitant.es ne s’y investissent pas parce qu’ils manquent de connaissances et de compétences, et parce que leur schéma de vie ne leur donne pas la liberté de saisir cette opportunité.
* Parmi ces associations, les salarié.es ne sont généralement pas non plus des ressources humaines issues des QPV. Encore une fois il s’agit d’une question de compétences et de qualification.
* Enfin, les associations émargeant au contrat de ville et issues d’une initiative extérieure aux QPV parviennent à obtenir, parmi leurs ressources humaines, des bénévoles pas- sif.ves issu.es des QPV. Ces associations n’ont donc pas un ancrage territorial optimal. En effet, une partie de leurs ressources humaines vient des territoires sur lesquels elles mènent des projets. De plus, cette partie ne s’implique généralement que brièvement dans le développement des actions portées par l’association.

Selon S. Mertens, une initiative citoyenne se développe en mobilisant certaines ressources telles que ses ressources humaines. En effet, l’autrice rappelle qu’une initiative ne parvenant pas à mobiliser ses ressources ne peut pas se stabiliser car les porteur.euses s’épuisent. Or, dans nos observations nous constatons qu’il s’agit d’une tendance récurrente au sein des QPV nantais : les initiatives citoyennes sont portées par quelques personnes ressources qui s’épuisent et ne parviennent pas à passer le relais.

B. Les ressources financières au sein des innovations sociales et des initiatives citoyennes

La seconde partie de notre dernier chapitre se penche plus précisément sur la question des ressources financières des initiatives citoyennes ainsi que des associations émargeant au contrat de ville. Il s’agit de ressources qui ont été étudiées par S. Mertens et par B. Pecqueur et présentées dans le cadrage théorique de ce travail.

Selon S. Mertens, les porteur.euses d’initiatives citoyennes doivent réussir à mobiliser des ressources financières pour émerger et se développer203. Pour B. Pecqueur, les associations actives sur un territoire sont jugées ancrées sur ce territoire si les ressources qu’elles mobilisent en sont issues204.

Dans ce travail nous nous penchons donc tout d’abord sur les initiatives citoyennes identifiées dans les QPV visités. Notre objectif est de savoir de quelle façon ces initiatives mobilisent des ressources financières et l’impact de ces ressources sur leur développement. Dans un deuxième temps, nous étudions les associations émargeant au contrat de ville, afin de savoir d’où viennent leurs ressources financières et d’estimer leur ancrage sur les quartiers dans lesquels ils interviennent.

Ce dernier point d’analyse se base essentiellement sur les discours des équipes de quartier mais aussi du chargé de mission à la ville de Nantes et des associations de quartier que nous avons rencontrés. Pour réaliser cette dernière partie d’analyse nous aurions souhaité nous pencher plus longuement sur les bilans financiers des structures rencontrées. Toutefois, par manque de temps pour collecter ces données, nous n’avons pas pu mettre en œuvre cette dernière partie d’analyse.

203 MERTENS, Sybille, « De l’initiative citoyenne à l’entreprise d’économie sociale », in *Les dossiers de l’économie sociale*. 2010, n°4, p. 10-25. Disponible sur Internet : <https://[www.saw-b.be /](http://www.saw-b.be/) >. [Consulté le 20 août 2018]

204 ARTIS, Amélie ; PECQUEUR, Bernard, « Comprendre la place et le rôle des entreprises de l’ESS dans le développement territorial », in *Renouveler la géographie économique*. Economica, « Broché », 2018, p. 138-152.

##### *La mobilisation de ressources financières pour les initiatives citoyennes*

Selon S. Mertens, une initiative citoyenne ne peut émerger et se développer sur le long terme que si les porteur.euses de ce projet parviennent à mobiliser des ressources financières. Ainsi, elle identifie deux formes de ressources financières qui permettent cette stabilisation et le développement des initiatives citoyennes :

* Les ressources financières issues d’un modèle marchand : celles-ci sont obtenues avec le développement d’un modèle économique qui implique donc la production d’un bien ou d’un service de la part de l’association, et sa vente. Les fruits de cette vente consti- tuent alors ses ressources stables.
* Les ressources financières issues d’un modèle non-marchand : ces ressources sont is- sues des pouvoirs publics qui, via des crédits spécifiques ou de droit commun, subven- tionnent et soutiennent ces initiatives.

Dans ce travail, nous nous penchons sur les ressources non-marchandes pour trois raisons :

* D’une part parce que les projets portés par les habitant.es des QPV et que nous avons identifiés sont, dans la majorité des cas, des projets concernant des thématiques hors marché. Elles répondent donc à un besoin auquel le marché ne peut répondre. Il s’agit par exemple de l’occupation de l’espace public, de la mise en place de cercles de dis- cussion ou encore de l’organisation d’événements communautaires.
* Ensuite, nous avons identifié comme projet porteur d’un processus d’innovation so- ciale, des projets subventionnés par la ville de Nantes via le contrat de ville. Nous nous sommes donc concentrées dès le début de notre étude sur des projets qui mobilisent des ressources financières non marchandes.
* Enfin, nous avons noté dans le cadrage théorique de ce travail que les habitant.es des QPV ont un revenu en moyenne plus faible que ceux des autres quartiers. Ainsi, le pouvoir d’achat sur ces territoires est plus faible. Les modèles marchands y sont donc moins présents.

Ainsi, pour mobiliser des ressources financières et développer leurs projets, les initiatives citoyennes qui émergent au sein des QPV nantais doivent parvenir à mobiliser des fonds publics comme par exemple le contrat de ville, spécifiquement dédié à ces initiatives et aux projets visant à améliorer les quartiers prioritaires.

### Initiatives citoyennes et contrat de ville

Pourtant, selon le chargé de mission à la ville de Nantes, l’appel à projet du contrat de ville ne correspondrait pas à la majorité des initiatives citoyennes qui se développent sur ces quartiers. En effet, il s’agit d’un dispositif exigeant plusieurs prérequis auxquels les initiatives citoyennes ne parviennent pas forcément à répondre.

Tout d’abord, le chargé de mission rencontré précise que pour répondre à l’appel à projet du contrat de ville, l’initiative doit remplir l’imprimé CERFA. Il s’agit d’un numéro obtenu suite à la déclaration initiale d’une association. Pour répondre à l’appel à projet du contrat de ville, le projet doit donc être porté par une association déclarée205. Suite à cette demande de subvention, un enchaînement de démarches administratives se met en place, incluant des instructions et des rencontres entre acteur.trices public.ques et porteur.euses de l’initiative206.

Ensuite, l’association doit d’ores et déjà être assez stable pour que les acteur.trices public.ques jugent qu’elle pourra porter à terme son projet. L’association doit donc avoir assez de visibilité pour savoir comment elle compte développer son projet sur plusieurs mois voire plusieurs années.

L’association doit également avoir assez de trésorerie pour commencer son projet sans la subvention du contrat de ville. En effet, il s’agit d’une instruction ayant lieu en fin d’année mais dont le financement n’est versé que durant l’année d’après. C’est-à-dire qu’une association peut avoir la certitude d’être subventionnée par le contrat de ville décembre 2017, mais ne toucher cette subvention qu’en juin 2018. Avant ça, cette association doit être capable de mener son projet sans l’appui financier de la ville de Nantes207.

Enfin, le projet porté par l’association et répondant à l’appel à projet du contrat de ville doit être assez structuré pour que les acteur.trices public.ques lui fassent confiance, mais également assez souple pour s’adapter aux révisions budgétaires. En effet, le contrat de ville est une subvention rassemblant les financements de plusieurs partenaires public.ques. Lors de l’appel à projet, chaque partenaire choisit les projets qu’il ou elle souhaite soutenir, ainsi que le montant accordé. De cette façon, un projet peut être soutenu par un ou plusieurs acteur.trices partenaires du contrat de ville, mais ceux et celles-ci peuvent ne pas rassembler la somme totale demandée

205 Association : demande de subvention. In Service-Public-Asso.fr, le site officiel de l’administration française. 1 Juin 2018.

206 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 11

#### par l’association. Pour monter le projet, cette association doit donc être assez flexible pour revoir son budget en fonction de la subvention finalement octroyée par le contrat de ville208.

Il semble donc essentiel pour les initiatives d’être proches de façon organisationnelle et institutionnelle du dispositif du contrat de ville, pour pouvoir en bénéficier. Dans cette analyse nous mobilisons à nouveaux les travaux relatifs à l’économie de proximité, de B. Pecqueur et

G. Colletis. Ainsi, ces prérequis exigés par le dispositif du contrat de ville montrent à nouveau que les initiatives citoyennes portées par des habitant.es des QPV ne peuvent répondre à l’appel à projet, et ce parce que leur fonctionnement est en décalage par rapport à cette institution. Selon le chargé de mission de la ville de Nantes, le contrat de ville n’est donc pas un dispositif approprié pour les initiatives citoyennes montées par les habitant.es des QPV. Il redirigerait plutôt ces projets vers les bureaux des projets.

##### *L’origine des ressources financières des associations émargeant au contrat de* ville

Comme nous l’avons vu dans notre cadrage théorique, les associations sont des structures ayant des ressources hybrides. Concernant leur financement, ces ressources peuvent être dues à des financements publics, à des dons aux cotisations de leurs adhérent.es et aux revenus des ventes que ces associations peuvent faire.

Ainsi, dans notre analyse des ressources financières des associations émargeant au contrat de ville, nous revenons sur chacun de ces types de ressources afin de voir lesquels sont mobilisés par les associations émargeant au contrat de ville, et s’ils sont issus des QPV sur lesquels s’inscrivent ces associations.

### Les financements publics

Toutes ces associations sont soutenues financièrement par le contrat de ville nantais 2018. Il s’agit d’un financement spécifique destiné à la montée d’un ou plusieurs projets portés par l’association sur un ou plusieurs quartiers prioritaires de la ville de Nantes. Il ne s’agit pas de subventions de fonctionnement permettant de stabiliser le projet global de l’association. La subvention du contrat de ville est versée annuellement aux associations. Elle peut être pluriannuelle si l’association est conventionnée par la préfecture. Dans ce cas, le projet qu’elle porte peut s’inscrire sur une durée supérieure à un an mais inférieure à trois ans. Le montant versé est déterminé de façon annuelle selon l’enveloppe de l’Etat pour la politique de la ville. En 2018, 230 associations ont répondu à l’appel à projet du contrat de ville et proposé un ou plusieurs projets. Pour soutenir ces projets, environ 650 000€ ont été attribués par l’Etat comme crédits spécifiques. La ville de Nantes a versé en 2018 environ 680 000€ à destination des associations actives sur son territoire. Néanmoins, dans cette somme sont compris les crédits de droit commun ainsi que les crédits spécifiques. La ville de Nantes a donc versé, sur cette somme, 280 000€ à l’adresse des projets soutenus par le contrat de ville209. Le contrat de ville propose donc des crédits spécifiques afin de soutenir une action et de lui permettre de se développer avant de pouvoir passer dans le droit commun. Lors de notre entretien avec le chargé de mission à la politique de la ville, celui-ci expliquait : « *normalement la politique de la ville*

*doit impulser, initier, soutenir des nouvelles actions qui après rentrent dans ce qu’on appelle le droit commun. Mais ce droit commun n’est pas forcément trouvé.* »210

Le droit commun représente l’ensemble des crédits qui ne sont pas spécifiques à un territoire, mais qui sont actifs sur l’ensemble des territoires action donnée : « *Par exemple une association sportive […] va être soutenue pour ses actions sportives mais pas forcément par des crédits qui sont liés à ce qu’on appelle la politique de la ville. Donc on appelle ça des crédits de droit commun.* »211. Ces crédits de droit commun peuvent être versés par tous les partenaires du contrat de ville mais de façon individuelle et pas dans le cadre du contrat de ville. Après avoir été convaincus par un premier projet soutenu via le contrat de ville, ces partenaires peuvent choisir de mobiliser leurs crédits de droit commun pour soutenir les associations portant des projets concernant leur angle d’action.

#### Toutefois, ce passage des crédits spécifiques aux crédits de droit commun ne semble pas effectif selon le chargé de mission à la politique de la ville de Nantes. En effet, il constate qu’en 2018, 80% des associations ayant émargé au contrat de ville avaient déjà émargé en 2017212. Certaines émargent au contrat de ville depuis plus de dix ans pour différents projets sans parvenir à passer dans le droit commun. Cette situation s’explique par la baisse générale des crédits accordés par les partenaires du contrat de ville de manière générale. Elle s’explique également par le fait que beaucoup de projets s’inscrivent sur des thématiques non créditées par l’Etat ou par les autres partenaires du contrat de ville. Pour expliquer ce phénomène, le chargé de mission à la ville de Nantes prend l’exemple de l’Association de la Fondation Etudiante pour la Ville (AFEV) et de son projet KAPS213 proposé depuis six ans au contrat de ville nantais214. Il explique que si l’association est parvenue à rentrer dans le droit commun avec des crédits de la ville de Nantes, ces actions liées aux KAPS n’en font pas partie. Ainsi, le projet KAPS reste crédité par le contrat de ville. Pour entrer dans le droit commun, il faudrait que le ministère du logement par exemple s’y investisse. Mais ce ministère n’a pas de ligne budgétaire pour des projets tels que le projet KAPS et ne peut donc pas investir des crédits pour ce projet.

Ainsi, petites associations comme grosses structures d’envergure régionale ou nationale connaissent les mêmes difficultés à entrer dans le droit commun. Les projets se développant sur

210 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 13 211 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 13 212 Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes p. 13

213 Il s’agit de colocations solidaires habitées par des étudiant.es qui mettent en place des actions solidaires pour animer la vie des quartiers prioritaires de leur ville. La Kolocation solidaire : qu’est-ce que c’est ? In *AFEV*.

#### les quartiers prioritaires semblent voués à être crédités spécifiquement pour la territorialisation de leurs actions. De cette façon, des initiatives citoyennes moins structurées et n’ayant pas encore prouvé leur utilité n’ont pas de place au contrat de ville, dans la mesure où certains projets ayant d’ores et déjà fait leurs preuves y sont toujours présents.

### Dons, cotisations et revenu de vente

Ce deuxième point aurait nécessité une étude statistique plus approfondie sur les bilans financiers des associations émargeant au contrat de ville que nous avons rencontrées. Néanmoins, dans la mesure où nous n’avons pas eu accès à ces documents, nous nous en tenons ici à des observations générales, à partir des entretiens menés auprès des équipes de quartier.

Ainsi, nous ne savons pas si les associations émargeant au contrat de ville ont tendance à bénéficier de dons et de mécénats ou non. Toutefois, la majorité des associations rencontrées ne lancent pas de campagnes de dons vers les particuliers. Elles peuvent par contre recevoir un ou plusieurs mécénats de la part d’entreprises qui ensuite profitent de déduction d’impôt. Cependant, nous avons constaté dans le cadrage théorique de notre travail que les quartiers prioritaires manquaient d’entreprises privées. Il s’agit d’ailleurs, pour certains quartiers, d’un axe de développement prioritaire inscrit sur le contrat de ville. Ainsi les associations émargeant au contrat de ville peuvent bénéficier de mécénat d’entreprises privées. Toutefois, les QPV manquent de ces entreprises sur leurs territoires et donc potentiellement de ces ressources.

Les cotisations concernent l’ensemble des adhérent.es d’une association. Ainsi, une association qui s’adresse principalement aux habitant.es des QPV aura une majorité d’adhérent.es issu.es de ces territoires et donc de cotisations ancrées sur ce territoire. Cette démarche dépend toutefois de la politique d’adhésion mise en œuvre par l’association. En effet, nous avons constaté que certaines associations, notamment les compagnies de théâtre, ont une politique d’adhésion spécifique. Si elles s’adressent aux habitant.es des QPV, il ne s’agit pas de leurs adhérent.es. Ces associations proposent l’adhésion à leurs partenaires.

Enfin, concernant le résultat de ventes, il ne s’agit pas des activités principales montées par les associations émargeant au contrat de ville. Il s’agit essentiellement d’associations non- marchandes, c’est pourquoi elles répondent à l’appel à projet. D’autre part, pour que le revenu de ventes soit une ressource financière issue des QPV, les client.es ciblé.es doivent en être issu.es également. Or, nous avons constaté dans notre cadrage théorique que les habitant.es des

QPV se singularisent par leurs faibles revenus. Ainsi, nous émettons l’hypothèse que les ressources financières issues de ventes ne viennent pas des habitant.es des QPV.

L’analyse de nos observations que propose cette dernière sous partie permet donc la présentation de nouvelles hypothèses qui peuvent être l’objet de travaux futurs sur cette question. Comme annoncé plus haut, elles sont le fruit d’un manque de temps pour la collecte et l’analyse de données concernant les ressources financières des associations émargeant au contrat de ville. Cette analyse nous a donc permis de dresser deux principaux constats.

Tout d’abord, celle-ci concerne les associations émargeant au contrat de ville qui, dans la plupart des cas, ne sont pas fondées par des habitant.es des QPV. En analysant leurs ressources humaines et financières, nous constatons qu’elles parviennent difficilement à s’ancrer sur les QPV. En effet, elles mobilisent difficilement des ressources issues de ces territoires, qu’il s’agisse de ressources humaines ou financières. Dans le cas des ressources humaines, elles parviennent surtout à mobiliser des volontaires ponctuels. Dans la plupart des cas, leurs ressources humaines actives ou salariées ne sont pas issues des QPV. Dans le cas des ressources financières, celles-ci sont principalement issues de financements publics qui ne viennent donc pas spécifiquement des QPV. Toutefois, elles mobilisent des ressources financières issues des QPV via les cotisations annuelles des adhérent.es.

Ensuite, notre analyse concernait également les initiatives citoyennes portées par les habitant.es des QPV. Selon S. Mertens, celles-ci ont aussi besoin de mobiliser des ressources humaines et financières stables afin de développer leurs projets. Pourtant, nous avons pu constater qu’il s’agit de ressources qu’elles mobilisent difficilement. En effet, ces initiatives rencontrent des difficultés à mobiliser des habitant.es des QPV autour de leurs projets et s’essoufflent. Elles ont également des difficultés à trouver des financements publics, et ce parce que leur structuration et leur fonctionnement est en décalage par rapport à celui des institutions publiques qui pourraient les financer.

# CONCLUSION

### Retour sur notre démarche

Ce travail de recherche a pour point de départ l’importance grandissante donnée à l’innovation sociale par le gouvernement français. En effet, nous avons constaté qu’il s’agissait d’une thématique prenant de plus en plus de place au sein des politiques publiques européennes et françaises, et ce depuis plusieurs années. Cette importance a notamment pris forme en 2018 avec la feuille de route ESS qui inaugure de nouveaux dispositifs visant la promotion de l’innovation sociale sur tous les territoires français. Suite à ce constat, nous avons souhaité revenir, dans ce travail, sur la définition du concept d’innovation sociale. Selon la littérature scientifique consultée, il s’agit d’un processus territorial faisant passer le territoire sur lequel il agit d’une situation A à une situation B. La situation B correspond à une amélioration du territoire donné, via la résolution d’un problème qui y avait été auparavant identifié.

Dans les discours publics qui ont accompagné la sortie de cette feuille de route ESS 2018, les différents signataires donnent très peu de définition de l’innovation sociale. Ils se penchent davantage sur les apports de ce processus en termes de développement des territoires, ainsi que sur la figure de l’innovateur.trice. Selon les discours publics donc, les innovateur.trices sur un territoire sont les citoyen.nes français.es qui y sont présent.es. Ils et elles sont détenteur.trices d’un ensemble de savoir-faire et d’une capacité d’innovation qui leur permettent de trouver des solutions à fort impact social. Au sein de nos recherches scientifiques, nous avons étudié cette figure de l’innovateur.trice sous la forme de la société civile. Selon les auteur.trices consulté.es la société civile représente les habitant.es d’un territoire, qui s’unissent et s’organisent au sein d’associations. Nos recherches sur l’innovation sociale développent davantage cette démarche en présentant l’organisation de la société civile comme le point de départ d’un processus d’innovation. En effet, les associations fondées cherchent à répondre à une difficulté identifiée sur le territoire duquel elles sont issues. Les auteur.trices étudiées parlent alors d’un processus bottom-up : un processus venant d’une initiative habitante.

Dans ce travail nous avons donc cherché à étudier l’organisation de la société civile et son impact sur l’émergence d’innovations sociales. Pour effectuer cette étude, nous avons choisi d’étudier un territoire concentrant des problématiques sociales auxquelles des innovations peuvent répondre. Au sein de nos recherches plusieurs auteur.trices du CRISES notamment, abordent le cas des quartiers prioritaires et le rôle des innovations sociales dans le développement de ces territoires. Il s’agit également de territoires où se développent

actuellement, en France, de nouveaux dispositifs mis en place pour promouvoir l’innovation. Ces différentes raisons nous ont poussées à baser notre travail sur les quartiers prioritaires, et plus précisément sur ceux nantais.

Sur ces territoires notre étude cherche à observer et à analyser les processus de développement d’innovations sociales par la société civile, c’est à dire par les habitant.es des QPV. De cette façon, nous souhaitons savoir comment ces habitant.es s’impliquent dans le développement du processus d’innovation sociale. Après avoir réalisé plusieurs entretiens exploratoires, nous émettons l’hypothèse que les habitant.es des QPV ne sont pas porteur.euses d’innovations sociales mais d’initiatives citoyennes. Selon S. Mertens une initiative citoyenne vient en amont du processus d’innovation sociale. En effet, si les porteur.euses de projet réussissent à mobiliser certaines ressources, ils et elles peuvent faire passer leur projet en un processus d’innovation sociale. Selon notre hypothèse, ce passage de l’initiative citoyenne à l’innovation sociale n’a pas lieu sur les QPV, parce que les habitant.es ne parviennent pas à mobiliser ces ressources.

Pour vérifier cette hypothèse, notre étude a été réalisée en trois étapes. Tout d’abord, nous avons identifié les porteur.euses de projets enclenchant un processus d’innovation sociale. Notre objectif était alors de savoir s’il s’agissait ou non d’habitant.es des QPV. Ensuite nous nous sommes concentrées sur les projets montés par les habitant.es et sur les ressources territoriales qui ont été mobilisées autour de ces projets. Notre objectif était alors de savoir si le fait que ces projets ne se transforment pas en un processus d’innovation sociale, pouvait être expliqué par des difficultés à mobiliser ces ressources. Enfin nous, nous nous sommes penchées sur les ressources territoriales mobilisées par les projets enclenchant un processus d’innovation sociale. Ainsi, notre objectif était de savoir si ces projets parvenaient mieux à mobiliser ces mêmes ressources que les initiatives citoyennes.

Dans cette étude, nous identifions comme projets porteurs d’innovation sociale sur les QPV nantais en 2018, les projets soutenus par le contrat de ville nantais 2018. En effet, le contrat de ville soutien les projets répondant aux enjeux identifiés par la ville, sur ses QPV. Il s’agit donc bien de projets transformant ces territoires, en répondant à une ou plusieurs problématiques qui y ont été identifiées. Nous avons également limité notre champ d’étude aux associations émargeant au contrat de ville, et nous n’avons donc pas pris en compte les projets proposés par les équipements publics tels que les collèges ou les lycées. Nous avons fait ce choix car selon la littérature scientifique le modèle associatif représente l’organisation de la société civile.

### Nos résultats

Dans un premier temps, ce travail nous a permis de confirmer notre hypothèse. En effet, les associations émargeant au contrat de ville 2018 n’ont, dans la majeure partie des cas, pas été fondées par des habitant.es des QPV. Elles ont été initiées par des personnes issues de l’extérieur de ces quartiers, qui parfois ont réussi à passer le relais à des habitant.es. Dans ces rares cas, nous pouvons dire que les projets soutenus par le contrat de ville sont portés par des habitant.es des QPV. Ils et elles font partie de la gouvernance et choisissent des axes de développement comme des actions menées par leur structure. Nous avons également constaté l’influence des acteur.trices public.ques dans l’arrivée de structures extérieures sur les QPV. Ainsi, les innovations sociales portées sur les quartiers prioritaires sont à la fois le fruit d’une solidarité philanthropique et démocratique. Philanthropique d’une part parce que de nombreuses associations viennent de l’extérieur des QPV mais s’y installent pour soutenir ses habitant.es et aider au développement des territoires. Démocratique d’autre part parce que les acteur.trices public.ques jouent un rôle dans cette arrivée des associations, via les tarifs attractifs des locaux associatifs par exemple. Ainsi, les habitant.es ne se forment pas en associations transformant leurs territoires.

Nous avons ensuite confirmé notre seconde hypothèse : les habitant.es des QPV sont porteur.euses d’initiatives citoyennes sur leurs quartiers. Ces initiatives ne prennent pas la forme de processus d’innovation sociale, car elles ne parviennent pas à mobiliser les ressources humaines et financières nécessaires. Nous expliquons ces difficultés à mobiliser des ressources humaines par la théorie de la capabilité de A. Sen. Ainsi, selon les équipes de quartier rencontrées, les habitant.es des QPV n’ont généralement pas la capacité de s’investir dans des initiatives citoyennes, car leurs fonctionnements ne leur en donne pas la liberté. Ensuite, nous expliquons la difficulté des habitant.es à mobiliser des ressources financières par la théorie de l’économie de proximité. Les façons de faire des habitant.es sont trop éloignées de celles des institutions publiques pour que celles-ci investissent dans les projets portés par des habitant.es. Les projets soutenus par le contrat de ville viennent de l’extérieur des QPV parce que les initiatives citoyennes ne parviennent pas mobiliser de ressources humaines et financières.

Enfin, nous confirmons dans cette étude que les ressources humaines et financières issues des QPV sont des ressources difficiles à mobiliser. En étudiant les associations émargeant au contrat de ville nous constatons que leurs ressources humaines et financières viennent rarement de ces territoires. Pour les mêmes raisons que les initiatives citoyennes, ces associations ne

parviennent pas à les mobiliser : les habitant.es des QPV n’ont pas les compétences attendues par ces associations, et ne se sentent également pas capables de s’impliquer dans leur gouvernance. Parce que ces associations sont souvent non-marchandes et mobilisent les subventions publiques pour leurs ressources financières, celles-ci ne sont pas non plus territorialisées. En reprenant la théorie des ressources territoriales de B. Pecqueur nous constatons donc que ces associations sont peu ancrées sur les QPV.

Nous concluons donc ce travail en constatant que les ressources humaines et financières sont difficiles à mobiliser sur les quartiers prioritaires nantais. Pour cette raison, les projets montés par les habitant.es de ces quartiers ne se transforment pas en processus d’innovation sociale. Pour que des projets transforment tout de même ces territoires, les acteur.trices public.ques mobilisent des associations extérieures aux QPV. Celles-ci se développent et s’appuyant sur des ressources humaines et territoriales extérieures, ce qui contraint leur ancrage sur ces quartiers. En définitive, en prenant l’exemple des quartiers prioritaires nantais et des projets soutenus par le contrat de ville nous observons que les innovations sociales ne sont pas le fruit du savoir-faire et des capacités d’innovation des citoyen.nes de ces quartiers.

### Limites et ouverture

Dans ce travail, nous partons du postulat selon lequel les projets soutenus par le contrat de ville sont porteurs d’innovations sociales. Nous le justifions par le fait qu’un des critères du contrat de ville est que ces projets répondent à un ou plusieurs enjeux identifiés par la ville sur les quartiers prioritaires. Néanmoins, le contrat de ville est censé être un dispositif tremplin. C’est- à-dire qu’il doit permettre aux associations de développer leurs projets et de prouver l’utilité sociale de ces projets sur les QPV. En prouvant cette utilité sociale, les associations sont censées accéder à des crédits de droit commun. Ainsi, dans la mesure où les projets étudiés ne sont pas passés dans le droit commun, nous nous demandons s’ils engendrent un processus d’innovation sociale.

D’autre part, nous partons du principe qu’une initiative citoyenne engendre un processus d’innovation sociale lorsqu’elle est soutenue par le contrat de ville. Ceci supposerait que ces initiatives citoyennes ne parviennent pas engendrer de processus sans le financement du contrat de ville. Elles n’ont pas ce financement pour des raisons de capabilité et de proximité organisationnelle. Or nous n’évaluons pas dans ce travail les autres critères du contrat de ville qui sont par exemple l’utilité sociale d’un projet. Nous partons finalement du principe qu’un projet porté par des habitant.es engendrerait la transformation du quartier s’il était financé. Nous

n’étudions pas non plus la possibilité d’un processus d’innovation sociale engagé dans le financement du contrat de ville. Or certains collectifs qui occupent par exemple l’espace public, ne sont pas financés par le contrat de ville. Pourtant, ils semblent transformer leur quartier et plus spécifiquement certains espaces publics tels que les halls et pieds des tours.

Le processus d’innovation sociale présent sur les quartiers prioritaires nantais aurait donc pu être davantage approfondi dans ce travail. En évaluant les différents projets portés sur ces territoires, nous aurions pu analyser l’ensemble des projets, qui selon nos critères, engendrent un processus d’innovation sociale. De cette façon nous aurions également déterminé si ces processus sont exclusivement portés par les projets soutenus par le contrat de ville ou non. Enfin, ce travail aurait pu être complété par plus de données chiffrées concernant le financement et le modèle économique des associations émargeant au contrat de ville. Nous aurions ainsi évité d’avoir à émettre des hypothèses sur ces financements.

# TABLE DES MATIERES

[REMERCIEMENTS 4](#_bookmark0)

[SOMMAIRE 4](#_bookmark1)

[INTRODUCTION 6](#_bookmark2)

* + [*Formulation de notre problématique 6*](#_bookmark3)

[L’importance actuelle de l’innovation sociale dans les politiques publiques, point](#_bookmark4) [de départ de notre problématique 6](#_bookmark4)

[Si l’innovation sociale est une solution nationale, d’où vient-elle ? 7](#_bookmark5)

[Les QPV, notre exemple de territoires innovants 8](#_bookmark6)

* + [*Présentation des hypothèses 10*](#_bookmark7)

[Les quartiers prioritaires nantais font naître des initiatives citoyennes qui se](#_bookmark8) [distinguent des innovations sociales, 10](#_bookmark8)

[Les habitant.es des quartiers ne sont pas porteur.euses d’innovations sociales, 10](#_bookmark9)

[Trois raisons sont données pour expliquer le manque d’émergence d’innovations](#_bookmark10) [sociales portées par les habitant.es des quartiers prioritaires 11](#_bookmark10)

* + [*Notre démarche et ses limites 12*](#_bookmark11)

[Périmètre de notre travail 12](#_bookmark12)

[Les entretiens semi-directifs 13](#_bookmark13)

* [Entretiens avec les associations et leurs limites 14](#_bookmark14)
* [Entretien avec les acteurs municipaux et étatique 14](#_bookmark15)

[L’exploitation des données 14](#_bookmark16)

* + [*Plan du travail 16*](#_bookmark17)

[REVUE DE LITTÉRATURE 17](#_bookmark18)

1. [Qu’est-ce que l’innovation sociale ? 18](#_bookmark19)
   1. [*La naissance de cette notion 19*](#_bookmark20)
   2. [*Son émancipation 22*](#_bookmark21)
   3. [*Ses multiples définitions 25*](#_bookmark22)
   4. [*La construction de notre définition 28*](#_bookmark23)

[Le concept d’innovation 28](#_bookmark24)

[Le concept de finalité sociale 28](#_bookmark25)

1. [L’innovation sociale et son ancrage territorial 32](#_bookmark26)
   1. [*Lien de causalité entre échelle territoriale et innovations sociale 33*](#_bookmark27)

[Emergence d’innovations à l’échelle locale 34](#_bookmark28)

[La place de l’innovation sociale dans le développement territorial 35](#_bookmark29)

* 1. [*Le cas particulier des quartiers prioritaires 39*](#_bookmark30)
  2. [*Spécificités des QPV nantais 42*](#_bookmark31)

1. [L’innovation sociale, l’aboutissement d’une initiative citoyenne ? 45](#_bookmark32)
   1. [*Qu’est-ce qu’une initiative citoyenne ? 46*](#_bookmark33)

[Définition de la notion de « société civile » 46](#_bookmark34)

[La société civile, actrice territoriale 47](#_bookmark35)

[La société civile, porteuse d’initiative citoyenne 49](#_bookmark36)

* 1. [*L’innovation sociale, une initiative citoyenne qui a réussi à se développer selon S.* Mertens 52](#_bookmark37)

[Les ressources, outils d’émergence des initiatives citoyennes 52](#_bookmark38)

[Le passage de l’initiative citoyenne à l’innovation sociale 53](#_bookmark39)

* 1. [*Les ressources territoriales, outils de développement selon B. Pecqueur 55*](#_bookmark40)

[Territoire et ressources, une approche économique 55](#_bookmark41)

[L’application de cette approche aux structures de l’ESS 56](#_bookmark42)

[L’ancrage territorial des structures porteuses d’innovation sociales 56](#_bookmark43)

[Le cas des innovations portées sur les quartiers prioritaires 57](#_bookmark44)

[RÉSULTATS DES OBSERVATIONS 60](#_bookmark45)

1. [Les associations porteuses d’innovations sociales dans les QPV 61](#_bookmark46)
   1. [*Quelles sont les associations porteuses de projets d’innovation sociale dans les QPV*](#_bookmark47)

[*? 62*](#_bookmark47)

[Les grosses structures associatives d’envergure régionale et nationale 63](#_bookmark48)

[Les associations plus localisées mais issues d’une initiative extérieure aux quartiers](#_bookmark49)

[...................................................................................................................................... 64](#_bookmark49)

[Les associations issues d’initiatives portées par les habitant.es des QPV 65](#_bookmark50)

* 1. [*De qui sont composées les associations émargeant au contrat de ville ? 67*](#_bookmark51)

[Les personnes habitant les QPV sont-elles touchées par les projets du contrat de](#_bookmark52) [ville ? 67](#_bookmark52)

[Les personnes habitant les QPV prennent-elles part à la gouvernance des](#_bookmark53) [associations émargeant au contrat de ville ? 68](#_bookmark53)

[Sont-elles salariées de ces associations ? 70](#_bookmark54)

* 1. [*Que font les associations émargeant au contrat de ville ? 72*](#_bookmark55)

1. [Les initiatives citoyennes dans les QPV 75](#_bookmark56)
   1. [*Quelles sont les initiatives citoyennes sur les QPV ? 76*](#_bookmark57)

[Initiatives structurées en association 76](#_bookmark58)

[Initiatives structurées en collectif 76](#_bookmark59)

[Initiatives individuelles 77](#_bookmark60)

* 1. [*De qui sont composés ces projets ? 79*](#_bookmark61)

[Des personnes ressources et militant.es 79](#_bookmark62)

[Des bénévoles ponctuels 80](#_bookmark63)

* 1. [*Que font ces initiatives citoyennes ? 82*](#_bookmark64)

[Projets événementiels exceptionnels 82](#_bookmark65)

[Evénements et rencontres régulières 82](#_bookmark66)

[Projets nécessitant un engagement long des bénévoles 83](#_bookmark67)

[Emeutes urbaines 2018, une forme d’initiative citoyenne ? 85](#_bookmark68)

[ANALYSE 87](#_bookmark69)

1. [Les ressources humaines au sein des innovations sociales et initiatives citoyennes 88](#_bookmark70)
   1. [*Les porteur.euses de projet 89*](#_bookmark71)

[La question de leurs compétences 89](#_bookmark72)

[La question de leur capabilité (A. Sen) 90](#_bookmark73)

[Les ambitions de ces ressources humaines pour leurs projets 91](#_bookmark74)

* 1. [*Les accompagnateur.trices de projets 93*](#_bookmark75)

[Leur proximité organisationnelle des associations classiques 93](#_bookmark76)

[Leur disponibilité pour les projets que ces ressources humaines accompagnent 94](#_bookmark77)

* 1. [*Les salarié.es des associations 95*](#_bookmark78)

1. [Les ressources financières au sein des innovations sociales et des initiatives citoyennes](#_bookmark79)

[98](#_bookmark79)

* 1. [*La mobilisation de ressources financières pour les initiatives citoyennes 99*](#_bookmark80)

[Initiatives citoyennes et contrat de ville 100](#_bookmark81)

* 1. [*L’origine des ressources financières des associations émargeant au contrat de ville* 102](#_bookmark82)

[Les financements publics 102](#_bookmark83)

[Dons, cotisations et revenu de vente 104](#_bookmark84)

[CONCLUSION 107](#_bookmark85)

[Retour sur notre démarche 107](#_bookmark86)

[Nos résultats 109](#_bookmark87)

[Limites et ouverture 110](#_bookmark88)

[TABLE DES MATIERES 112](#_bookmark89)

[BIBLIOGRAPHIE 116](#_bookmark90)

[Chapitres d’ouvrages et ouvrages collectifs 116](#_bookmark91)

[Articles de revus, de journaux, de magazines 119](#_bookmark92)

[Rapports 122](#_bookmark93)

[Sites internet 124](#_bookmark94)

[RESUME 126](#_bookmark95)

[ANNEXES 127](#_bookmark96)

# BIBLIOGRAPHIE

### Chapitres d’ouvrages et ouvrages collectifs

ARTIS, Amélie ; PECQUEUR, Bernard, « Comprendre la place et le rôle des entreprises de l’ESS dans le développement territorial », in *Renouveler la géographie économique*. Economica, « Broché », 2018, p. 138-152.

BESANCON, Emmanuelle ; CHOCHOY, Nicolas ; GUYON, Thibault, « Introduction générale » in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 9-

14. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

BESANCON, Emmanuelle ; GUYON, Thibault, « Chapitre II. Les principales approches de l’innovation sociale », in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan, « L’esprit économique », 2013, p. 29-48. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

BESANCON, Emmanuelle, « Chapitre III. L’innovation sociale en pratiques solidaires : processus, résultat, impacts et changements », in *L’innovation sociale*. Paris : L’Harmattan,

« L’esprit économique », 2013, p. 49-82. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/> >. [Consulté le 20 août 2018]

BEURET, Jean-Eudes, « Concertation (démarche de », in *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. Paris : GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible sur : < <http://www.participation-et-democratie.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

CAILLE, Alain ; LAVILLE, Jean-Louis, « Introduction », in *Associations, démocratie et société civile*. Paris : La Découverte, « Recherches », 2001, p. 7-13. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

CHALINE, Claude, « Améliorer cadre et conditions de vie », in *Les politiques de la ville*. Paris cedex 14 : Presses Universitaires de France, « Que sais-je ? », 2014, p. 70-100. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

CHANIAL, Philippe, « 4. Société civile, société civique ? Associationnisme, libéralisme et républicanisme », in *Association, démocratie et société civile*. Paris : La Découverte,

« Recherche », 2001, p. 141-161. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

DEFOURNY, Jacques ; DEVELTERE, Patrick, « Origine et contours de l’économie sociale au Nord et au Sud », in *L’économie sociale au Nord et au Sud*. Bruxelles : De Boeck University, 1999, p. 25-56.

FAURE, Alain, « Territoires/Territorialisation », in *Dictionnaire des Politiques Publiques*. Presses de Sciences Po, « Gouvernance », 2005, 430-436. Disponible sur :

<<http://www.hal.archives-ouvertes.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

KLEIN, Juan-Luis ; LAVILLE, Jean-Louis, « L’innovation sociale : repères introductifs », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 7-44. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

KLEIN, Juan-Luis, « Innovation sociale et développement territorial », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 115-142. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

LASCOUMES, Pierre, « Information », in *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. Paris : GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible sur:

< <http://www.participation-et-democratie.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

LAVILLE, Jean-Louis. « Innovation sociale, économie sociale et solidaire, entrepreneuriat social », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES, « Sociologie économique », 2014, p. 45-

80. Disponible sur : < <https://www.cairn.info/>>. [Consulté le 20 août 2018]

MOULAERT, Frank ; NUSSBAUMER, Jacques, « Pour repenser l’innovation : vers un système régional d’innovation sociale », in *L’innovation sociale*. Toulouse : ERES,

« Sociologie économique », 2014, p. 81-114. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

PECQUEUR, Bernard, « L’économie territoriale : une autre analyse de la globalisation », in *L’Economie politique*. 2007/1, N°33, p. 41-52. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

PERROUX, François, « III. Le renouvellement et ses conséquences dans de la théorie de la dynamique les principales directions économique », in *La pensée économique de Joseph Schumpeter. Les dynamiques du capitalisme*. Genève, Librairie Droz, « Travaux de Sciences Sociales », 1965, p. 71-178. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

PIROTTE, Gautier, « Conclusion », in *La notion de société civile*. Paris : La Découverte,

« Repères », 2018, p. 109-112. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

SEN, Amartya, *Repenser l’inégalité*. Paris : Seuil, 2000. 288 p.

ZETLAOUI-LEGER, Jodelle « Urbanisme Participatif », In *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*. Paris : GIS Démocratie et Participation, 2013. Disponible sur : < <http://www.participation-et-democratie.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

### Articles de revus, de journaux, de magazines

#### CARRINCAZCEAUX, Christophe ; CORIS, Marie ; LUNG, Yannick, « Les configurations spatiales de l’innovation », in *Hermès, La Revue*. 2008/1, n°50, p. 29-37. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

COLLETIS, Gabriel ; GIANFALDONI, Patrick ; RICHEZ-BATTESTI, Nadine, « Economie sociale et solidaire, territoires et proximité », in *Revue internationale de l’économique sociale : Recma*. 2005, n° 296, p. 8-25. Disponible sur : <https:/[/www.re](http://www.recma.org/)c[ma.org /](http://www.recma.org/) >. [Consulté le 20 août 2018].

DANDURAND, Louise, « Réflexion autour du concept d’innovation sociale, approche historique et comparative », in *Politique publique et innovation sociale*. 2005/3, n°115, p. 377-

382. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

FONTAN, Jean-Marc ; KLEIN, Juan-Luis ; TREMBLAY, Diane-Gabrielle, « Innovation et société : pour élargir l’analyse des effets territoriaux de l’innovation », in *Géographie, économie, société*. 2004/6, Vol. 6, p. 115-128. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

HILLIER, Jean ; MOULAERT, Frank ; NUSSBAUMER, Jacques, « Trois essais sur le rôle de l’innovation sociale dans le développement territorial », in *Géographie, économie, société*. 2004/2, Vol. 6, p. 129-152. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

HIRCZAK, Maud : MOALLA, Mehdi ; MOLLARD, Amédée *et al*., « Le modèle du panier de biens. Grille d’analyse et observations de terrain », in *Economie rurale*. 2008/6, n°308, p. 55-

70. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

INSEE, « Nantes : 53900 habitants dans les 15 QPV de l’agglomération – Les quartiers de la politique de la ville au sein de leur agglomération », in *INSEE Dossier Pays de la Loire*. 2017/3, n°3. Disponible au format PDF sur Internet : <<https://www.insee.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

LE CORROLLER, Cécile, « Mots et sens du territoire dans les démarches d’innovation sociale en Basse-Normandie », in *Géographie, économie, société*. 2012/3, Vol. 14, p. 287-302. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

LEXPRESS.FR avec AFP, « Emeutes à Nantes : début d’apaisement », in *L’Express*. 09/07.2018, sect. Société. Disponible sur : <<https://www.lexpress.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018].

MERTENS, Sybille, « De l’initiative citoyenne à l’entreprise d’économie sociale », in *Les dossiers de l’économie sociale*. 2010, n°4, p. 10-25. Disponible sur Internet :

#### <https:/[/www.sa](http://www.saw-b.be/)w[-b.be /](http://www.saw-b.be/) >. [Consulté le 20 août 2018]

NEZ, Héloïse, « Nature et légitimités des savoirs citoyens dans l’urbanisme participatif. Une enquête ethnographique à Paris », in *Sociologie*. 2011/4, Vol. 2, p. 387-404. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

PECQUEUR, Bernard, « L’économie territoriale : une autre analyse de la globalisation », in *L’Economie politique*. 2007/2, n°33, p. 41-52. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

RAYMOND, Richard, « La « société civile », ce « nouvel » acteur de l’aménagement des territoires », in *L’Information géographique*. 2009/2, Vol. 73, p. 10-28. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

RENAUD, Auriane ; SEMECURBE, François, « Les habitants des quartiers de la politique de la ville, la pauvreté côtoie d’autres fragilités », in *Insee Première*. 2016/5, n°1593. Disponible au format PDF sur Internet : <https:/[/www.insee.f](http://www.insee.fr/)r [/](http://www.insee.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

RICHEZ-BATTESTI, Nadine ; PETRALLA, Francesca ; VALLADE, Delphine,

« L’innovation sociale, une notion aux usages pluriels : Quels enjeux et défis pour l’analyse ? », in *Innovation*. 2012/2, n°38, p. 15-36. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

RICHEZ-BATTESTI, Nadine ; VALLADE, Delphine, « Editorial. Innovation sociale, normalisation et régulation », in *Innovations*. 2012/6, n°38, p. 5-13. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

ROCHE, Sébastian, « Emeutes de Nantes : « La police à tendance à confondre force et autorité » », in *Le Monde*.10/07/2018, sect. Idées. Disponible sur : <<https://www.lemonde.fr/>

>. [Consulté le 20 août 2018].

TELFIZIAN, Lisa ; TOUCAS-TRUYEN, Patricia, « En Bref » in *Revue internationale de l’économique sociale : Recma*. 2017/4, n°346, p. 16-24. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

TISSOT, Sylvie, « Identifier ou décrire les « quartiers sensibles » ? », in *Genèse*. 2004/1, n°54,

1. 90-111. Disponible sur : <[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

TISSOT, Sylvie, « Les sociologues et la banlieue : construction savante du problème des

« quartiers sensibles » », in *Genèses*. 2005/3, n°60, p. 57-75. Disponible sur :

<[https://www.cairn.info/](https://www.cairn.info/l-innovation-sociale--9782749239491-p-7.htm) >. [Consulté le 20 août 2018]

### Rapports

AVISE, « Cartographie des acteurs de l’accompagnement à l’émergence d’entreprises de l’ESS et d’innovations sociales ». Avril 2018. Disponible au format PDF sur Internet :

<<https://www.avise.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

AVISE, « L’Innovation Sociale », Mode d’emploi. Juillet 2015. Disponible au format PDF sur Internet : <<https://www.avise.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

BACQUE, Marie-Hélène, MECHMACHE, Mohamed, « Pour une réforme de la politique de la ville, ça ne se fera pas sans nous », Le Pouvoir d’Agir. Paris, juillet 2013. Disponible sur Internet : <https:/[/www.ladocumentationfr](http://www.ladocumentationfrançaise.fr/)a[nçaise.fr/](http://www.ladocumentationfrançaise.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

COMMISSARIAT GENERAL A L’EGALITE DES TERRITOIRE, « L’innovation, moteur de

développement économique et d’emploi dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville », Synthèse. Février 2017. Disponible au format PDF sur Internet :

<<https://www.avise.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

CONSEIL NATIONAL DES CHAMBRES REGIONALES DE L’ECONOMIE SOCIALE

(CNCRESS), « Loi relative à l’Economie Sociale et Solidaire du 31 juillet 2014 ». 20 Novembre 2014. Disponible au format PDF sur Internet : < <http://www.cncres.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

CONSEIL SUPERIEUR DE L’ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, « Rapport de

synthèse du Groupe de travail Innovation Sociale », Projet d’avis. Décembre 2011. Disponible au format PDF sur Internet : <<https://www.avise.org/>>. [Consulté le 20 août 2018]

MANUEL, Valls ; KANNER, Patrick ; EL KHOMRI, Myriam, « Décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans les départements métropolitains ». 31 Décembre 2014. Disponible sur Internet :

<<https://www.legifrance.gouv.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ; MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ; MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONAL,

« #Frenche IMPACT, Lancement de l’initiative French Impact et de l’accélérateur national d’innovation sociale », Dossier de presse. Janvier 2018, 7 p. Disponible au format PDF sur Internet : <https://ecologique-solidaire.gouv.fr / >. [Consulté le 20 août 2018]

MINISTERE DE LA COHESION DES TERRITOIRES ; MINISTERE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE ; MINISTERE DE L’EDUCATION NATIONAL,

« Lancement de l’initiative « French IMPACT » et de l’Accélérateur national d’innovation sociale », Communiqué de Presse. Paris, 18 Janvier 2018, 2 p. Disponible au format PDF sur Internet : <https://ecologique-solidaire.gouv.fr / >. [Consulté le 20 août 2018]

MINISTRE DES DROITS DES FEMMES, DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES

SPORTS, « Conseil citoyen, cadre de référence », 18 p. Disponible au format PDF sur Internet :

<<http://www.ville.gouv.fr/>>. [Consulté le 20 août 2018]

NANTES METROPOLE ; PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE, « Contrat de ville, 2015-

2020 ». 140 p. Disponible au format PDF sur Internet : <https:/[/www.na](http://www.nantesmetropole.fr/)n[tesmetropole.fr /](http://www.nantesmetropole.fr/) >. [Consulté le 20 août 2018]

RESO VILLES, « Les fiches territoires de Réso Villes. Nantes Métropole (Loire-Atlantique) ». Avril 2013. Disponible au format PDF sur Internet : <https:/[/www.resocilles.c](http://www.resocilles.com/)o[m /](http://www.resocilles.com/) >. [Consulté le 20 août 2018]

### Sites internet

Association : demande de subvention. In *Service-Public-Asso.fr, le site officiel de l’administration française*. 1 Juin 2018. Disponible sur :

< <https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271>> [Consulté le 20 août 2018]

Contrat adultes-relais. In *Service Public, le site officiel de l’administration française*. 4 Octobre 2017. Disponible sur :

#### < https:/[/www.servic](http://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1019)e[-public.fr/particuliers/vosdroits/F1019.](http://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F1019)>. [Consulté le 20 août 2018]

Dedans-Dehors. In *Lolab, résidences d’artistes 38 Breil / Nantes*. Disponible sur :

#### < https:/[/www.lol](http://www.lolab.org/mais-yes)a[b.org/mais-yes](http://www.lolab.org/mais-yes)>. [Consulté le 20 août 2018]

Du droit commun de l’Etat. In *Les services de l’Etat en Loire-Atlantique*. Disponible sur :

< [http://www.loire-atlantique.gouv.fr/Politiques-publiques/Politique-de-la-ville/Mobilisation-](http://www.loire-atlantique.gouv.fr/Politiques-publiques/Politique-de-la-ville/Mobilisation-du-droit-commun/La-mobilisation-du-droit-commun-novembre-2016/Du-droit-commun-de-l-Etat) [du-droit-commun/La-mobilisation-du-droit-commun-novembre-2016/Du-droit-commun-de-l-](http://www.loire-atlantique.gouv.fr/Politiques-publiques/Politique-de-la-ville/Mobilisation-du-droit-commun/La-mobilisation-du-droit-commun-novembre-2016/Du-droit-commun-de-l-Etat) [Etat](http://www.loire-atlantique.gouv.fr/Politiques-publiques/Politique-de-la-ville/Mobilisation-du-droit-commun/La-mobilisation-du-droit-commun-novembre-2016/Du-droit-commun-de-l-Etat). >. [Consulté le 20 août 2018]

FRANCOU, Anne. L’ACCOORD sur le territoire nantais (association pour la réalisation d’activités éducatives, sociales et culturelles de la ville de Nantes). In *Observatoire de la Réussite Educative*. Novembre 2017,

Disponible sur :

<<http://observatoire-reussite-educative.fr/ressources/les-observations-de-PoLoc/laccoord-> nantes>. [Consulté le 20 août 2018]

French Impact : innover au service de l’intérêt général. In *Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire*. 18 Janvier 2018. Disponible sur:

<<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/french-impact-innover-au-service-linteret-general/>

>. [Consulté le 20 août 2018]

Innovation sociale : De quoi parle-t-on ? In *Avise, portail du développement de l’économie sociale et solidaire*. Disponible sur :

#### < https:/[/www.avise.or](http://www.avise.org/decouvrir/innovation-sociale/innovation-sociale-de-quoi-parle-t-on)g[/decouvrir/innovation-sociale/innovation-sociale-de-quoi-parle-t-on](http://www.avise.org/decouvrir/innovation-sociale/innovation-sociale-de-quoi-parle-t-on)>. [Consulté le 20 août 2018]

La Kolocation solidaire : qu’est-ce que c’est ? In AFEV. Disponible sur :

< <http://rejoins.afev.org/kaps/>> [Consulté le 20 août 2018]

Les quartiers prioritaires de la politique de la ville (2014-2020). In *Système d’information géographique de la politique de la ville*. 8 Avril 2015. Disponible sur :

#### <https://sig.ville.gouv.fr/page/198/les-quartiers-prioritaires-de-la-politique-de-la-ville-2014- 2020.>. [Consulté le 20 août 2018]

MEGGLE, Caroline. Le haut-commissaire « rêve d’une Social French Tech ». In *Banque des Territoires*. 4 Octobre 2017. Disponible sur:

<https://www.caissedesdepotsdesterritoires.fr/cs/ContentServer?pagename=Territoires/Article s/Articles&cid=1250279826633 >. [Consulté le 20 août 2018]

Nos Missions. In *Avise, portail du développement de l’économie sociale et solidaire*. . Disponible sur:

#### <https:/[/www.avise.or](http://www.avise.org/nos-missions)g[/nos-missions](http://www.avise.org/nos-missions)>. [Consulté le 20 août 2018]

Politique de la ville : une efficacité entravée. In *Sénat, un site au service des citoyens*. Disponible sur :

#### < https:/[/www.senat.fr/rap/r07](http://www.senat.fr/rap/r07-071/r07-07145.html)-[071/r07-07145.html](http://www.senat.fr/rap/r07-071/r07-07145.html)>. [Consulté le 20 août 2018]

Politique publiques et innovation sociale. In *Le labo de l’économie sociale et solidaire*. 4 Mars 2014. Disponible sur:

< <http://www.lelabo-ess.org/politiques-publiques-et-innovation-sociale.html>>. [Consulté le 20 août 2018]

Qu’est-ce que le parcours emploi compétences (PEC) ? In *Service Public, le site officiel de l’administration française*. 4 Octobre 2017. Disponible sur :

#### < https:/[/www.servic](http://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F34543)e[-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F34543.](http://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits/F34543)>. [Consulté le 20 août 2018]

TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE. Clip French Impact : l’impact social au cœur de la transformation de la France. In *Youtube*. 18 Janvier 2018. Disponible sur:

<https:/[/www](http://www.youtube.com/watch?v=yA-vE6bPUec).[youtube.com/watch?v=yA-vE6bPUec](http://www.youtube.com/watch?v=yA-vE6bPUec) >. [Consulté le 20 août 2018]

# RESUME

En partant du concept d’innovation sociale, particulièrement présent au sein des politiques publiques actuelles, ce travail se penche sur la place des citoyens dans le développement de leur territoire. Ainsi, nous prenons pour cadre d’étude les quartiers prioritaires nantais et y observons les projets qui s’y développent, leur processus de développement et la place des habitant.es dans ce processus. Après avoir expliqué en quoi les projets se développant sur ces territoires, peuvent amener à un processus d’innovation sociale, nous observons les différentes formes de développement que ces projets peuvent prendre. Nous constatons deux formes de projets transformant les QPV nantais : les projets structurés, soutenus par le contrat de ville et n’impliquant que faiblement les habitant.es ; les projets portés par les habitant.es, qui se développent difficilement. Suite à ce constat sur nous détaillons, nous mobilisons les travaux de B. Pecqueur concernant les ressources territoriales. En étudiant les ressources financières et les ressources humaines mobilisées dans ces formes types de projets nous tentons d’expliquer leur processus de développement ainsi que l’implication habitant.es y étant présente.

# ANNEXES

Annexe 1 : Grilles des entretiens exploratoires Annexe 2 : Grilles des entretiens semi-directifs

Annexe 3 : Tableau des projets soutenus par le contrat de ville et présentés lors des entre- tiens

Annexe 4 : Tableau des initiatives citoyennes présentées lors des entretiens Annexe 5 : Tableau des projets proposés au contrat de ville 2018

Annexe 6 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Nord

Annexe 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière

Annexe 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud

Annexe 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre

Annexe 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil- Barberie

Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

Annexe 12 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Malakoff

Annexe 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes

**ANNEXE 1 : Grilles d’entretiens exploratoires**

**GRILLE D’ENTRETIENS EXPLORATOIRES – LES ECOSSOLIES**

**INTRODUCTION :**

Cadre de l’entretien :

* Un entretien observatoire mené dans le cadre de la réalisation d’un mémoire de recherche.
* Durée de 20 à 30 minutes estimée
* Souhait d’enregistrement audio

Sujet du mémoire : « Innovation sociale nantaise et quartiers prioritaires de la ville, une rencontre manquée en 2017 ? » Objectif de cet entretien :

* Avoir une première confrontation de mes lectures (cadre théorique) avec le terrain (cadre pratique)
* A partir de ma problématique, dégager des hypothèses à approfondir ensuite

Pertinence de votre présence :

* Expérience des projets d’innovation sociale qui se développent dans la métropole nantaise

**ETAPE 1 : En 2017, est-ce qu’il y a eu des porteurs de projets issus de QPV accompagnés par les Ecossolies ?**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Réponse négative** | **Réponse positive** | **Clarification de vocabulaire** |
| Pourquoi ?   * Comment analysez-vous cela ? * Quelles hypothèses peut-on en dégager ? | Caractéristiques des porteurs de projet ?   * Part de ceux issus des QPV par rapports aux autres accompagnés * Evolution de cette proportion par rapport aux années précédentes ? * *Caractéristiques* des porteurs de projet   issus de QPV ? | * « porteur de projet » * « projet d’innovation sociale » |
| Evolutions ?   * Par rapport aux années précédentes ? | Types de projets portés   * Est-ce qu’ils répondent à des besoins du quartier ? |

**ETAPE 2 : En 2017, est-ce qu’il y a eu des projets qui répondaient à des problématiques propres ou relatives aux QPV nantais ?**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Réponses négative** | **Réponse positive** | **Clarification de vocabulaire** |
| Pourquoi ?   * Comment analysez-vous cela ? * Quelles hypothèses peut-on en dégager ? | Caractéristiques des porteurs de projet ?   * Qui est-ce qui portait ce type de projet ? * D’où venaient-ils ? | * « besoin social » * « intérêt général » |
| Evolutions ?   * Par rapport aux années précédentes ? | Types de projets portés   * Part de ces projets rapports aux autres accompagnés * A quel(s) besoin(s)/problématique(s) ces   projets souhaitaient répondre ? |

**ETAPE 3 : En 2017, est-ce qu’il y a eu des projets qui se sont installés dans des QPV nantais ?**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Réponses négative** | **Réponse positive** | **Clarification de vocabulaire** |
| Pourquoi ?   * Comment analysez-vous cela ? * Quelles hypothèses peut-on en dégager ? | Caractéristiques des porteurs de projet ?   * Part de ces projets par rapports aux autres accompagnés * Evolution de cette proportion par rapport aux années précédentes ? * Motivation d’installation ? | o « territoire » ; « quartier » |
| Evolutions ?   * Par rapport aux années précédentes ? | Types de projets portés |

**CLOTURE :**

* D’autres points à aborder selon vous ?

**GRILLE D’ENTRETIEN OBSERVATOIRE – RESOVILLE**

**INTRODUCTION :**

Cadre de l’entretien :

* Un entretien observatoire mené dans le cadre de la réalisation d’un mémoire de recherche.
* Durée de 20 à 30 minutes estimée
* Souhait d’enregistrement audio

Sujet du mémoire : « Innovation sociale nantaise et quartiers prioritaires de la ville, une rencontre manquée en 2017 ? » Objectif de cet entretien :

* Avoir une première confrontation de mes lectures (cadre théorique) avec le terrain (cadre pratique)
* A partir de ma problématique, dégager des hypothèses à approfondir ensuite Pertinence de votre présence :
* Expérience du cadre spécifique des quartiers politique de la ville à Nantes et dans la région (Résoville)

**ETAPE 1 : L’innovation sociale au sein des QPV ?**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Questions principales ?** | **Questions complémentaires ?** | **Clarification de vocabulaire** |
| Votre analyse selon vos connaissances, votre expérience ? | * Est-ce qu’elle est présente ou non ? * Est-ce qu’elle est soutenue/ promue/ aidée par les pouvoirs publics ? * Qui la porte ? * Est-elle plutôt extérieure ou intérieure ? * Qui sont les porteurs ? * Y est-elle plus présente ou non ? | * « porteur de projet » * « projet d’innovation sociale » |
| Evolutions ?   * Par rapport aux années précédentes ? | Types de projets portés   * Est-ce qu’ils répondent à des besoins du quartier ? |

**ETAPE 2 : Les spécificités des QPV nantais**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Questions principales** | **Questions complémentaires** | **Clarification de vocabulaire** |
| Votre analyse selon vos connaissances, votre expérience ? | * Est-ce que ce sont des territoires ressources/moteurs ? * Politiques des collectivités territoriales   dans ce domaine ? | * « besoin social » * « intérêt général » |
| Comparaison avec d’autres villes ? | * L’innovation sociale est-elle plus   *développée* à Nantes qu’ailleurs ?   * Pourquoi ? * Qu’apprendre d’autres expériences dans l’ouest de la France voir ailleurs ? * Le cas de Saint Nazaire ? * Comment mieux comprendre/situer les quartiers nantais dans ce contexte ? |

**CLOTURE :**

* D’autres points à aborder selon vous ?

**ANNEXE 1 : GRILLE D’ENTRETIEN OBSERVATOIRE – OSEZ ENTREPRENDRE**

**INTRODUCTION :**

Cadre de l’entretien :

* Un entretien observatoire mené dans le cadre de la réalisation d’un mémoire de recherche.
* Durée de 20 à 30 minutes estimée
* Souhait d’enregistrement audio

Sujet du mémoire : « Innovation sociale nantaise et quartiers prioritaires de la ville, une rencontre manquée en 2017 ? » Objectif de cet entretien :

* Avoir une première confrontation de mes lectures (cadre théorique) avec le terrain (cadre pratique)
* A partir de ma problématique, dégager des hypothèses à approfondir ensuite Pertinence de votre présence :
* Expérience de l’entrepreneuriat dans les quartiers politique de la ville de Nantes (initiative Osez Entreprendre)

**ETAPE 1 : En 2017, est-ce que certains entrepreneurs accompagnés avaient un projet d’innovation sociale ?**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Réponse négative** | **Réponse positive** | **Clarification de vocabulaire** |
| Pourquoi ?   * Comment analysez-vous cela ? * Quelles hypothèses peut-on en dégager ? | Types de projets portés   * Quels types de projet étaient proposés ? * Quels besoins * Sur quel territoire souhaitaient s’installer ces entrepreneurs ? * Par des projets d’innovation sociale par   rapport au reste ? | * « porteur de projet » * « projet d’innovation sociale » * « besoin social » « problématique sociale » * « intérêt général » |
| Evolutions ?   * Par rapport aux années précédentes ? | Ressources mobilisées ?   * Sur ce type de projet, quels avantages peut avoir un porteur issu de QPV par rapport à un entrepreneur issu d’un autre quartier nantais ? * Sur ce type de projet, quels désavantages peut avoir un porteur issu de QPV par rapport à un entrepreneur issu d’un autre quartier nantais ? * Vers quelle structure se tourner pour être   accompagné ? |

**ETAPE 3 : En 2017, où souhaitaient s’installer les entrepreneurs accompagnés par Osez Entreprendre ?**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Pas en QPV** | **En QPV** | **Clarification de vocabulaire** |
| Pourquoi ?   * Comment analysez-vous cela ? * Quelles hypothèses peut-on en dégager ? | Pourquoi ?   * Est-ce que ça semble normal ? * Quelles hypothèses peut-on en dégager ? | o « territoire » ; « quartier » |
| Evolutions ?   * Par rapport aux années précédentes ? | Evolutions ?  Par rapport aux années précédentes ? |

**CLOTURE :**

* D’autres points à aborder selon vous ?

**GRILLE D’ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS – ÉQUIPE DE QUARTIER NANTES**

**INTRODUCTION :**

Sujet du mémoire : « L’innovation sociale dans les quartiers prioritaires de la ville de Nantes »

Objectif des entretiens :

* Identifier les associations soutenues par le contrat de ville et actrices sur les quartiers rencontrés
* Comprendre d’où viennent ces associations (savoir si elles sont issues d’initiatives citoyennes du quartier ou non)
* Tenter d’identifier d’autres initiatives citoyennes émergentes sur le quartier
* Identifier d’autres structures proches des initiatives citoyennes émergentes sur le quartier

Pertinence de votre présence :

* Expérience du territoire et connaissance des structures qui y sont présentes

Entretiens semi-directifs menés pour la réalisation d’un mémoire de recherche. Durée estimée d’environ 30 minutes

Souhait d’enregistrement audio

➢

➢

➢

Cadre des entretiens :

**ETAPE 1 : Selon vous, quelles sont les associations actives dans le quartier et partenaires du contrat de ville ?**

**Questions complémentaires Clarification de la question**

###### Que font ces associations sur le quartier ?

* + A quel.s besoin.s du quartier répondent-elles ?
  + Depuis combien de temps sont-elles sur le territoire

?

* + Qui pourrions nous contacter au sein de ces associations ?
  + Avez-vous des brochures / rapports d’activité 2017 / bilan financier que nous pourrions consulter ?

###### Ces associations sont-elles issues d’initiatives citoyennes ?

* + D’où viennent ces associations ?
  + Comment / pourquoi / par qui ont-elles été fondées

?

* + Qui en sont les membres aujourd’hui (membres du bureau)
* par « *active dans le quartier* » nous entendons des associations particulièrement présentes et visibles sur le quartier.
* pourquoi votre avis : pour votre expertise à la fois des initiatives, des habitant.es et des associations présentes sur le territoire.

**GRILLE D’ANALYSE**

L’appellation “*actives sur le quartier*” permet de limiter notre champ d’étude aux associations les plus présentes et les plus visibles selon l’appréciation des équipes de quartier.

En partant du postulat selon lequel une association est le résultat d’une initiative citoyenne si elle a été initialement portée par des habitant.es du quartier, nous allons regarder d’où viennent ces associations partenaires du contrat de ville. Celles-ci seront identifiées comme issues d’une initiative citoyenne si :

➔ les porteur.euses initiaux.ales sont des habitant.es du quartier

➔ si la gouvernance actuelle (conseil d’administration) est majoritairement constituée d’habitant.es du quartier

Cette étude nous permettra de savoir si les associations du quartier qui sont partenaires du contrat de ville et qui ont donc pour objet de répondre aux difficulté du territoire, viennent du quartier ou de l'extérieur.

### ETAPE 2 : Existe-t-il d’autres initiatives citoyennes qui répondent aux difficultés du quartier ?

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Questions complémentaires** | |  | **Clarification de la question** |
| Quelles sont ces initiatives ?   * Par qui sont-elles portées ? * A quel besoin répondent-elles ? // quels sont leurs objectifs ? * Sont-elles partenaires du contrat de ville ? | | Comment se développent-elles ?   * Ces initiatives se sont elles structurée juridiquement   ?   * Quels sont les projets longs-termistes de ces initiatives ? * Ont-elles ou projettent-elles d’embaucher ? * D’où viennent leurs fonds ? * Ont-elles mis en place une logique de marché ? (vente de biens et/ou de services) * Ont-elles mis en place une logique non-marchande   institutionnalisée ? (mobilisation de financements publics) | | o par « *initiatives citoyennes* » nous entendons un projet porté initialement par des habitant.es du quartier pour répondre aux besoins qu’elles et ils ont identifié sur leur territoire. |
| Vers quelle structure du quartier se tourner pour en savoir plus sur les initiatives citoyennes qui se développent ? | | | | |
| **GRILLE D’ANALYSE**  nous pensons que des initiatives citoyennes sont présentes sur les quartiers prioritaires étudiés, et qu’elles sont porteuses d’innovations sociales ; elles souhaitent répondre aux difficultés identifiées par les politiques de la ville sur le territoire. Pourtant, nous pensons que ces initiatives ne parviennent pas à se développer. Pour vérifier cette hypothèse, nous nous basons sur la théorie de Sybille Mertens selon laquelle, une initiative citoyenne soit s’essoufle, soit s´institutionnalise. Pour voir si elle s´institutionnalise nous regardons si :  ➔ Il y a une volonté de pérennisation (embauche ou projet d’embauche) ;  ➔ Une logique de marché (vente de bien et/ou de service) **ou** une logique non marchande institutionnalisée (mobilisation de fonds publics) est mise en place. | | | | |

**CLÔTURE :**

* D’autres points à aborder selon vous ?

**GRILLE D’ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS – STRUCTURES DE QUARTIER NANTES**

**INTRODUCTION :**

Expérience du territoire et connaissance des initiatives citoyennes qui y sont présentes

➢

Pertinence de votre présence :

Prendre connaissance de leur capacité de développement

➢

ville sur ces territoires ?

Identifier les initiatives citoyennes qui se développent dans les QPV nantais

Prendre connaissance de leurs projets, s’agit-il de projet d’innovation sociale / souhaitent-elles répondre aux besoins identifiés par la

➢

➢

Sujet du mémoire : « L’innovation sociale dans les quartiers prioritaires de la ville de Nantes »

Objectif de ces entretiens :

Entretien semi-directif mené pour la réalisation d’un mémoire de recherche. Durée d’environ 30 minutes estimée

Souhait d’enregistrement audio

➢

➢

➢

Cadre des entretiens :

**ETAPE 1 : Existe-t-il des initiatives citoyennes sur le quartier ?**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Questions complémentaires** |  | **Clarification de la question** |
| D’où sont issus ces initiatives ?   * Par qui sont-elles portées / Qui sont les membres ? * Pourquoi / Comment / Quand ont-elles été fondées ? * A quel.s besoin.s du quartier souhaitent-elles répondre ? * Sont-elles partenaires du contrat de ville ? | | | * par « *initiatives citoyennes* » nous entendons un projet porté initialement par des habitant.es du quartier pour répondre aux besoins qu’elles et ils ont identifié sur leur territoire. * pourquoi votre avis : pour votre expertise à la fois des initiatives, des habitant.es et des associations présentes sur le territoire. |
| **GRILLE D’ANALYSE**  Nous partons du postulat selon lequel d’autres initiatives citoyennes sont présentes dans le quartier si des dynamiques répondant aux trois critères ci-dessous sont identifiées sur le quartier :  ➔ projets portés par des habitant.es du quartier (on parle alors d’initiative citoyenne) ;  ➔ but de répondre aux besoins identifiés par les politiques de la ville sur ces territoires (on parle alors d’innovation sociale selon les attentes des politiques publiques) ;  ➔ initiative pas partenaires du contrat de ville | | | |

**ETAPE 2 : Comment se développent ces initiatives citoyennes sur le quartier ?**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Questions complémentaires** |  | **Clarification de la question** |
| * Les initiatives se sont elles structurée juridiquement ? * Quels sont les projets longs-termistes de ces initiatives ? * Ont-elles ou projettent-elles d’embaucher ? * D’où viennent leurs fonds ? * Ont-elles mis en place une logique de marché ? (vente de biens et/ou de services) * Ont-elles mis en place une logique non-marchande institutionnalisée ? (mobilisation de financements publics) | | | o par « *se développer* » nous entendons que l’initiative soit capable de s’institutionnaliser, soit de devenir pérenne. |
| **GRILLE D’ANALYSE**  Pour savoir si ces initiatives parviennent à se développer nous nous basons sur la théorie de Sybille Mertens selon laquelle une initiative citoyenne soit s’essoufle, soit s´institutionnalise. Pour voir si elle s´institutionnalise nous observons si :  ➔ Il y a une volonté de pérennisation (embauche ou projet d’embauche)  ➔ Si une logique de marché (vente de bien et/ou de service) **ou** une logique non marchande institutionnalisée (mobilisation de fonts publics) a été mise en place | | | |

**CLÔTURE :**

* D’autres points à aborder selon vous ?

**GRILLE D’ENTRETIENS SEMI-DIRECTIFS – ASSOCIATIONS PARTENAIRES DU CONTRAT DE VILLE**

**INTRODUCTION :**

Vous travaillez/êtes bénévoles dans cette association

➢

Pertinence de votre présence :

Savoir d’où viennent les ressources mobilisées par les associations actives sur le quartier et partenaires du contrat de ville

Savoir si ces associations sont ancrées dans le quartier sur lequel elles agissent

➢

➢

Sujet du mémoire : « L’innovation sociale dans les quartiers prioritaires de la ville de Nantes »

Objectif des entretiens :

Entretien semi-directif mené pour la réalisation d’un mémoire de recherche. Durée d’environ 30 minutes estimée

Souhait d’enregistrement audio

➢

➢

➢

Cadre des entretiens :

**ETAPE 1 : D’où vient et comment a été fondée l’association ?**

Ces informations nous permettront de retracer l’histoire de l’association et de mieux comprendre son implication et son ancrage dans le quartier

* D’où viennent ces associations ?
* Comment / pourquoi / par qui ont-elles été fondées

?

* Qui en sont les membres aujourd’hui (membres du bureau)

**GRILLE D’ANALYSE**

**Questions complémentaires**

**ETAPE 2 : Quelles sont ses ressources ?**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Questions complémentaires** |  | **Clarification de vocabulaire** |
| De quoi est constitué ses ressources volontaires ?   * A-t-elle des bénévoles ? * Que font ses bénévoles (missions) ? * Combien sont-elles/ils (les bénévoles) ? * Les bénévoles viennent-ils/elles du quartier ? * Est-elle (l’association) impliquée dans des réseaux d’acteur.trices sur le quartier ? * Participe-t-elle aux réunions de quartier ? * Monte-t-elle des projets avec d’autres acteur.trices du quartier ? | | | o par « ressources volontaires » nous entendons l’ensemble des réseaux d’acteur.trices, et des bénévoles sur lesquel.les compte l’association. |
| De quoi est constitué ses ressources participantes ?   * L’associations a-t-elle des salarié.es ? * Combien a-t-elle de salarié.es ? * Quelles sont leurs missions ? * Ces salarié.es viennent-elles/ils du quartier ? | | | o par « ressources participantes » nous entendons l’ensemble des ressources humaines détenues par l’associations |
| De quoi est constitué ses ressources économiques?   * Sur quelle logique de marché se base son activité ? * S’il s’agit d’une logique marchande // quel bien-service est vendu ? Dans quelle mesure est-il territorialisé ? * S’il s’agit d’une logique non marchande // d’où viennent les fonds ? Dans quelle mesure sont ils territorialisés ? | | | o par « ressources économiques » nous entendons l’ensemble des ressources économique détenues par l’associations |
| **GRILLE D’ANALYSE**  Selon la théorie développée par B. Pecqueur sur les ressources territoriales, une entreprise est ancrée sur son territoire lorsque ces principales ressources (travail et financières) sont spécifiques et issues de ce territoire. Dans le cas du milieu associatif, nous identifions deux type de ressources “travail”, celles issues du volontariat et celles employées.  Nous avons déjà constaté, dans les étapes précédentes, que les associations du contrat de ville n’étaient pas issues d’initiatives citoyennes. Afin de comprendre cette exogénéité des associations actives sur le quartier et partenaires du contrat de ville, nous nous basons sur leurs ressources. Dans la mesure où ces ressources viennent en majorité de l’extérieur du quartier, nous pouvons confirmer notre hypothèse : les associations partenaires du contrat de ville semblent parvenir à se développer sur les QPV car elles mobilisent des ressources extérieures à ces territoires contrairement aux initiatives citoyennes venant du territoire. | | | |

**CLÔTURE :**

* D’autres points à aborder selon vous ?

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ANNEXE 3 : TABLEAU DES INNOVATIONS SOCIALES** | | | | | | | | | | |
| **Nom des associations** | **Dans quel QPV sont-elles actives ?** | **Sont-elles installées (siège) sur le QPV ?** | **Depuis combien de temps porteuse de projet au contrat de ville**  **?** | **Sur quelle thématique travaille-t-elle**  **?** | **Année d'arrivée dans le quartier création** | **Sont-elles fondées par des habitant. es du QPV ?** | **Des habitant. es sont-ils impliqués dans la gouvernance (CA, Bureau...)**  **?** | **Des habitants sont-ils impliqués en tant que volontaires (bénévoles lors d'actions ponctuelles, à l'initiative de certains projets) ?** | **Les asso ont- elles des salariés ?** | **Ces salariés viennent-ils du quartier ?** |
| **L’Etoile du Cens** | Nantes Nord | Oui | longtemps |  | il y a 70 ans | Oui | Oui | Oui | Oui | Certains |
| **CSF** | Nantes Nord | Non | 3-4 ans |  | inconnue | Non | Non | Oui | Oui | Aucun |
| **Empower Nantes** | Nantes Nord | Oui | 3 ans |  | inconnue | Non | Ne sait pas | Oui | Oui | Aucun |
| **Alis 44** | Bottière-Pin sec | Oui | 12 ans |  | 10-12 ans | Non | Oui | Oui | Oui | Aucun |
| **Le triptic - Léo L** | Bottière-Pin sec | Oui | 8 ans |  | 8 ans | Non | Non | Oui | Oui | Aucun |
| **la Sagesse de l’Im Make a Move Ecopole**  **Nouvelle Voie CIDSS**  **Clos Toreau 13 L’Accavale**  **Petits spectateurs Manss**  **Bonne Garde Phitoriothéâtre Accord**  **Paq La Lune Association Cultu Accoord**  **Atelier Photograp** | Bottière-Pin sec Bottière-Pin sec Bottière-Pin sec Bottière-Pin sec Bottière-Pin sec Clos Toreau Clos Toreau Clos Toreau Clos Toreau Clos Toreau Clos Toreau Clos Toreau Nantes Erdre Nantes Erdre Nantes Erdre  Nantes Erdre | Oui Oui Non Non Non Oui Oui Oui Oui Non Non Oui Non Non Oui  Oui | 8 ans  8 ans  3 ans  2 ans  2 ans  7-8 ans  2 ans  1 an  1 an  3 ans  3 ans longtemps inconnu inconnu longtemps 3 ans |  | 8-10 ans  10 ans  4 ans  2-3 ans  2-3 ans  16 ans  5 ans  4 ans  3 ans  100 ans  1 an longtemps 5 ans inconnue longtemps 3 ans | Non Oui Non Non Non Oui Non Non Non Non Non Non Non Non Non  Non | Non Oui Non Non Non Oui Non  Ne sait pas Ne sait pas Non  Non Oui Non Non Oui  Non | Non Oui Oui Non Non Oui Oui Oui  Ne sait pas Non  Oui Oui Oui Non Oui  Oui | Oui Oui Oui Oui Oui Oui Oui Oui Oui Oui  Ne sait pas Oui  Non Oui Oui  Ne sait pas | Aucun Tous Aucun Aucun Aucun  Ne sait pas Ne sait pas Ne sait pas Ne sait pas Ne sait pas Ne sait pas Ne sait pas Aucun Aucun  Ne sait pas  Ne sait pas |
| **Fédération des A** | Nantes Erdre | Oui | 1 an |  | 40 ans | Oui | Non | Non | Ne sait pas | Ne sait pas |
| **Compagnie ALY** | Nantes Erdre | Oui | 2 ans |  | 1 an | Non | Non | Non | Oui | Aucun |
| **MixCité** | Nantes Erdre | Oui | 4 ans |  | 5 ans | Non | Oui | Oui | Ne sait pas | Ne sait pas |
| **Récup’Halvèque** | Nantes Erdre | Oui | 3 ans |  | 3 ans | Non | Oui | Oui | Non | Aucun |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **ANNEXE 3 : TABLEAU DES INNOVATIONS SOCIALES** | | | | | | | | | | |
| **Théâtre AMOC** | Breil-Malville | Oui | 3 ans |  | 3 ans | Non | Non | Non | Ne sait pas | Ne sait pas |
| **Vivre libre 44** | Breil-Malville | Oui | 4-5 ans | 4 ans | Non | Oui | Oui | Oui | Aucun |
| **Lolab** | Breil-Malville | Oui | 10 ans | inconnue | Non | Non | Non | Ne sait pas | Ne sait pas |
| **Iris Picture** | Breil-Malville | Non | 2 ans | 2 ans | Non | Non | Non | Ne sait pas | Ne sait pas |
| **Association Récré** | Breil-Malville | Non | 1 an | inconnue | Non | Ne sait pas | Ne sait pas | Ne sait pas | Ne sait pas |
| **Ping** | Breil-Malville | Oui | inconnu | 10 ans | Non | Non | Ne sait pas | Oui | Aucun |
| **Nantes lit dans la** | Malakoff | Oui | 10 ans | 10 ans | Non | Non | Oui | Oui | Ne sait pas |
| **Am’arts** | Malakoff | Oui | 7 ans | 2 ans | Non | Non | Non | Oui | Aucun |
| **Macaiba** | Malakoff | Non | inconnu | 20 ans | Non | Non | Oui | Oui | Aucun |
| **La malle à case** | Malakoff | Oui | inconnu | 12 ans | Oui | Oui | Oui | Oui | Aucun |
| **Danse et vis** | Malakoff | Oui | inconnu | 5 ans | Oui | Non | Oui | Oui | Certains |
| **Espace lecture** | Malakoff | Oui | inconnu | 10 ans | Non | Non | Non | Oui | Ne sait pas |

**ANNEXE 4 : Tableau des initiatives citoyennes présentées lors des entretiens**

|  |  |
| --- | --- |
| **Quartiers** | **Initiatives citoyennes** |
| NANTES NORD | Moments de rencontre et de convivialité sur l’espace public (organisation de repas, d’apéros/discussions), à l’échelle micro-locale. Il s’agit d’initiatives qui cherchent à faire face aux difficultés de tranquillité publique et de mauvaise occupation de l’espace public |
| NANTES NORD | Le festival du Québec est organisé en juillet 2018 sur les espaces publics, à destination des familles (jeux, animations, goûters, temps de partage). C’est une initiative des habitant.es qui a été soutenue par le bailleur social. |
| NANTES NORD | En ce moment, plusieurs sorties sont organisées (journées à la mer, cueillette de fruits et légumes) qui sont plutôt accompagnée par les centre socio-culturels de l’ACCORD. |
| NANTES NORD | Projets soutenus par le bureau des projets : vides greniers, composteurs collectifs, petits festivals de théâtre amateur. |
| BOTTIÈRE-PIN SEC | **La Ressourcerie :** un projet initialement porté par un groupe d’habitant.es souhaitant aller vers le développement durable et le réemploi. Une première association a été créée mais les difficultés d’organisation des habitant.es les ont amené (avec le soutien de l’équipe de quartier) à aller chercher Ecopole pour les épauler. *Une association qui en fait été composée de gens en très grande précarité et en fragilité aussi du coup et c’était plutôt des difficultés relationnelles en fait qui ont impacté la vie de l’association. Des gens en plus qui avaient des difficultés dans leur vie quotidienne donc c’est compliqué après pour eux de s’impliquer dans une association quand on a des soucis personnels.* |
| BOTTIÈRE-PIN SEC | **Le Collectif Grand Place :** collectif d’habitant.es de tout le quartier Doulon-Bottière, constitué en contestation au projet urbain Bottière-Pin sec. Ils impliquent aujourd’hui une dizaine d’habitant.es dont la moitié sont de Bottière-Pin sec. Le collectif s’est mis en place il y a 2-3 ans. Objectif de faire valoir la parole des habitants sur les projets proposés de requalification du quartier? |
| BOTTIÈRE-PIN SEC | **Les Sonneurs de Convivialité :** association fondée par une habitante il y a 10 ans, et qui est active sur le champ de la convivialité. L’association impliqué 5-6 bénévoles, n’a pas de salarié.es. C’est une association surtout portée par 1 habitant.es entourée ponctuellement de 5-6 bénévoles. Ca leur est déjà arrivé d’émarger au contrat de ville plusieurs années de suite. Il n’y a pas de salariés. Création d’événements festifs et puis des bourses aux vêtements, vide grenier... |

|  |  |
| --- | --- |
| BOTTIÈRE-PIN SEC | **1.2.3 Beau Soleil :** association créée par une habitante mais qui a des difficultés à se développer. L’association monte des projets autour de la convivialité et sur la thématique parents et enfants : des activités communes... |
| CLOS TOREAU | **L’école Diwan (école bretonne de nantes) sur le Clos Toreau :** l’école est au rez-de-chaussé et un parent de l’école a pris l’initiative de mettre un poulailler devant l’école. Cela permettait un programme pédagogique avec les enfants de l’école. Ca permettait aussi aux habitants que le souhaitaient, de venir s’occuper des poules, de récupérer les oeufs. |
| CLOS TOREAU | **Association solidarité internationale :** récupération de papier pour la revente et pour financer une école en Egypte. Une association basée au Clos Toreau, qui a installé des bacs sur le Clos Toreau pour faire appel aux habitants du Clos Toreau à la solidarité. C’est un genre d’initiative qui ne se fait pas souvent dans les quartiers prioritaires. Les bacs sont installés et les habitants reconnaissent et participent. Des animations pour décorer les bacs y a longtemps. |
| CLOS TOREAU | Des parcelles de jardin partagé ont été installées au coeur du quartier du Clos Toreau par le service des espaces verts de la ville. Il y a des habitants qui ont porté des initiatives d’inauguration d’une nouvelle parcelle et ils ont organisé un petit temps festif en se raccrochant à l’association l’Accavale pour obtenir des fonds. |
| CLOS TOREAU | Une association culturelle installée à la maison des confluences, qui a initié une action “Ecrire son quartier” sur l’espace public. L’association a créé un long ticket de caisse et a appelé ça “Le tour du Clos en 80 jours”. Le ticket a fait une espèce d’oeuvre artistique sur laquelle chacun avait dessiné et écrit. |
| CLOS TOREAU | Des habitants avaient proposé de mettre un composteur collectif. Ils étaient accompagnés par une association à Nantes qui s’appelle Compostri. Un composteur a été installé et les habitants ont mis en place des permanence pour tenir le composteur une fois par semaine. Le composteur est toujours là et c’était il y a 5-6 ans et c’était vraiment issu d’une habitante du Clos Toreau. |
| NANTES ERDRE | **BBQ sur la Halvèque :** projet proposé par les habitants de la Halvèque (notamment des habitants investis à l’Accoord). |
| NANTES ERDRE | **CSF :** Confédération national qui depuis un an à une section sur Port Boyer. Des habitants proposent tous les jeudis matins un café ouvert à tous et une permanence autour du logement et de la consommation à la maison des associations. Les habitants du quartier y participent et souhaitent créer une antenne de la CSF à la rentrée à Nantes Erdre. Elle sera ouverte aux habitants de tout Nantes Erdre. Ils ont aussi un projet de jardin collectif et sont présents dans les différentes instances sur le quartier.  Ils ont un rôle de relais auprès des habitants quand l’équipe de quartier a des infos à faire passer ou a besoin d’avoir des infos au niveau du quartier. |

|  |  |
| --- | --- |
| NANTES ERDRE | **Collectif du Port Boyer :** 4 habitants sur Port Boyer qui souhaitent monter un conseil citoyen. Selon eux, ce n’est pas normal qu’il y ait une loi depuis 2014 pour les Conseils Citoyens et qu’il n’y en ait toujours pas à Nantes Erdre. Souhaitent plus de sécurité et que ce soit propre. |
| BREIL-MALVILLE | **Nouvel an perse :** Temps de convivialité porté par une habitante. Événement iranien qu’elle organise une fois par an . |
| BREIL-MALVILLE | **Café des parents :** créé par un groupe de maman |
| BREIL-MALVILLE | **Avantard :** Associations qui a au moins 10-15 ans et qui vivote. C’est le regroupement de 15-20 habitants sur des temps. Au départ c’était plutôt bien structuré, dynamique, autour de l’acquisition de savoir faire plutôt artisanaux : ils fabriquaient des objets, les vendaient et payaient une formation pour apprendre la maroquinerie. Chaque années ils faisaient une formation et organisaient un temps convivial. C’est aujourd’hui un lieu où ils se réunissent et continuent à fabriquer des trucs qu’ils n’arrivent plus à vendre tellement c’est moche… Ce sont des personnes plutôt vieillissantes du quartier. Il n’y a pas de salariés et ils sont une vingtaine d’adhérents. |
| BREIL-MALVILLE | **Collectif autour d’un lieu d’accueil :** collectif en partie constitué d’habitants du quartier. Avait des locaux en propre qui viennent d’être incendié. Lieu d’accueil pour des habitants très fragilisés. Collectif rattaché à la paroisse (place forte de la paroisse dans le quartier). L’accueil avait lieu 2 après-midi par semaine et un temps était consacré à la prière ou la lecture de textes. Le deuxième était plus axé sur l’échange, les lamentations, le soutien. Le groupe d’accueillants bénévoles est accompagné financièrement par la ville, qui paye une association écoutant les accueillant et leur permettant de lâcher tout ce qu’ils ont pu entendre et de les former à l’accompagnement de publics très en difficulté. Ce collectif est actif depuis une douzaine d’années et doit comprendre une dizaine d’accueillants et 30-40 accueillis. |
| MALAKOFF | **Fête de la musique :** en 2016, un habitant constatait qu’il n’y avait pas de fête de la musique sur le quartier. Il a présenté son projet au bureau des initiatives et son projet a été accompagné. Le bureau des projets a subventionné l’organisation de cette fête de la musique. Cette fête aurait pu continuer d’une année sur l’autre mais ça s’est essoufflé du côté habitant et ça s’est arrêté. |
| MALAKOFF | **Festival de la chaussette :** festival qui revient tous les ans rue du Maréchal Joffre. C’est plusieurs commerçants qui l’organisent tous les ans. Ils se sont structurés en association. |

|  |  |
| --- | --- |
| MALAKOFF | **Fait Ton Jardin :** Fête de quartier dont la dernière édition était l’année dernière. Portée par des habitantes pendant 5 ans et financée dans le cadre du bureau des projets.  C’est arrêté parce que ça faisait beaucoup à porter pour le collectif. Le collectif s’appelait Les Idées’Elles, elles ne voulaient pas se structurer ni prendre de salariés par choix. Elles voulaient garder l’indépendance bénévole. |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

ANNEXE 5 - Tableau des projets répondant à l'appel à projet du Contrat de Ville

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Territoire** | **Territoire associé** | **Porteur du projet** | **Intitulé du projet** | **Thématique** |
| Agglomération |  | **100 000**  **ENTREPRENEURS** | **Entrepreneuriat dans les**  **quartiers prioritaires de l'agglo nantaise** | Emploi et formation |
| Agglomération | Nantes | **ADPS** | **Destination bivouacs** | Promotion de la jeunesse |
| Agglomération | Nantes | **AFEV** | **Kaps** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Agglomération |  | **ANAF** | **Cin@ps « Plus » pour personnes vulnérables quartiers prioritaires** | Solidarités et insertion sociale |
| Agglomération |  | **ASS PRO** | **Café des actifs (CPO)** | Emploi et  formation |
| Agglomération |  | **AUDENCIA BUSINESS SCHOOL** | **Cordée de la réussite - Brio** | Promotion de la jeunesse |
| Agglomération |  | **DECLIC MOBILITE** | **Développement des compétences à la mobilité** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **EGAE D'EGAL A EGALE** | **Projet d'animation de rencontres**  **thématiques sur l'axe transversal « égalité femmes- hommes »** | Égalités et LCD |
| Agglomération |  | **ENTREPRISES DANS LA CITE** | **Festival « Métiers à l’affiche »** | Promotion de la jeunesse |
| Agglomération |  | **ESCALADE ENTREPRISES** | **Quartiers & emplois (CPO)** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **ESCALADE ENTREPRISES** | **Déclic Métiers / Un jeune un pro (CPO)** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **ESPACES FORMATION** | **C.E.L.IO.S. (Centre d'Evaluation**  **Linguistique, d'Orientation et de Suivi)** | Égalités et LCD |
| Agglomération |  | **ESPACES FORMATION** | **Parcours de formation**  **linguistique à visée professionnelle pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la** | Égalités et LCD |
| Agglomération |  | **FACE LOIRE ATLANTIQUE** | **Favoriser l'insertion**  **professionnelle des jeunes sans qualification et des publics qualifiés issus des quartiers prioritaires par la mobilisation des entreprises du réseau de** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **FACE LOIRE**  **ATLANTIQUE** | **JUNIOR ACADEMY QPV Nantes** | Emploi et  formation |
| Agglomération |  | **FACE LOIRE**  **ATLANTIQUE** | **Code Académie**  **Numérique\_agglo Nantaise** | Emploi et  formation |
| Agglomération |  | **FACE LOIRE ATLANTIQUE** | **Animation, coordination et**  **déclinaison départementale de la Charte Entreprises et Quartiers en Loire-Atlantique** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **GEIQ PROPRETE NANTES 44** | **Préparation à l'accès à l'emploi dans le secteur de la propreté** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **IMS ENTREPRENDRE POUR LA CITE** | **Formations et mobilisation des entreprises pour agir en faveur de l'emploi dans les quartiers dits prioritaires (CPO)** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **JET** | **Micro Quartier** | Emploi et  formation |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Agglomération** | Nantes | **L’OUVRE BOITE 44** | **Coopératives Jeunesse de Service** | Promotion de la jeunesse |
| **Agglomération** |  | **LES BADAUDS ASSOCIES** | **Territoire@Média** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Agglomération |  | **LES ENTREPRISES POUR LA CITE** | **Formation et mobilisation des**  **entreprises pour agir en faveur de l’emploi dans les quartiers**  **dits prioritaires (CPO)** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **LES**  **ENTREPRISES POUR LA CITE** | **Déclinaison locale et animation**  **de la charte entreprises et quartiers** | Développement économique |
| Agglomération |  | **LES GENS DE LA LUNE** | **Chantier collectif culture et**  **quartier : appui logistique et organisation** | Développement culturel |
| Agglomération |  | **MAISON DE L'EMPLOI** | **Mobilisation des publics des**  **quartiers prioritaires vers les actions métiers / emploi de la Maison de l'emploi (CPO)** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **MAISON DE L'EMPLOI** | **Prévenir les discriminations a l'emploi (CPO)** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **MAISON DE**  **L'EMPLOI** | **Digital Job Ambition #2 (CPO)** | Emploi et  formation |
| Agglomération |  | **MAISON DE L'EMPLOI** | **Prévenir les discriminations a**  **l'emploi Agir contre les stéréotypes dans les**  **recrutements** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **MISSION LOCALE** | **PAL mobilisation et préparation alternance (CPO)** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **MISSION LOCALE** | **Pass'Sport vers l'Emploi** | Emploi et  formation |
| Agglomération |  | **MISSION LOCALE** | **Jeunes femmes en situation de monoparentalité** | Égalités et LCD |
| Agglomération |  | **MISSION LOCALE** | **Booster insertion** | Emploi et  formation |
| Agglomération |  | **MOZAIK RH** | **Inclusion économique des**  **jeunes diplômés de la diversité et des territoires moins privilégiés** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **NANTES**  **METROPOLE - COMMUNAUTE** | **Osez Entreprendre** | Emploi et formation |
| Agglomération | Nantes | **PARRAINS PAR MILLE** | **Développement du parrainage de proximité auprès des familles isolées, notamment**  **monoparentales** | Éducation et parentalité |
| Agglomération |  | **PARTAGE 44** | **Du langage professionnel à l'utilisation du numérique 2018** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **PARTAGE 44** | **Dispositif de**  **professionnalisation des intervenants à domicile 2018** | Emploi et formation |
| Agglomération | Nantes | **PASSEPORT AVENIR** | **Accompagner les jeunes de**  **milieux populaires dans leur réussite scolaire et professionnelle** | Promotion de la jeunesse |
| **Agglomération** |  | **PICK UP PRODUCTION** | **Actions culturelles développées en quartiers prioritaires** | Développement culturel |
| Agglomération |  | **PROJETS**  **SOLIDAIRES DANS LA CITE** | **Station de lavage lav-ecosoli** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **SRI** | **Prévention du décrochage scolaire des GDV** | Promotion de la jeunesse |
| Agglomération |  | **SYNERGIE** | **Parcours dynamique emploi** | Emploi et  formation |
| **Agglomération** |  | **TISSE METISSE** | **Citoyenneté/Vivre et**  **comprendre la laïcité au quotidien. Expérimentation** | Égalités et LCD |
| Agglomération |  | **TISSE METISSE** | **Agir contre les discriminations dans le domaine de l'Education** | Égalités et LCD |
| Agglomération |  | **TISSE METISSE** | **Former à la lutte contre les discriminations liées au genre** | Égalités et LCD |
| Agglomération |  | **UD CSF 44** | **Favoriser l’accès aux droits et**  **permettre à tous de prendre en main sa santé** | Solidarités et insertion sociale |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Agglomération |  | **UD CSF 44** | **Lutte contre la fracture numérique « médiation dans les e-démarches administratives »** | Solidarités et insertion sociale |
| Agglomération |  | **UN PARRAIN, 1**  **EMPLOI** | **Le Look de l'Emploi** | Emploi et  formation |
| Agglomération |  | **UN PARRAIN, 1 EMPLOI** | **Emploi : Devenez actrice !** | Emploi et formation |
| Agglomération |  | **UN PARRAIN, 1**  **EMPLOI** | **Coaching pro et QPV** | Emploi et  formation |
| Agglomération | Nantes | **UNIS CITE** | **Volontaires « Ambassadeurs sport et citoyenneté »** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Un été dans les quartiers (Ouest)** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Prévention** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Engagement éducatif des jeunes à l'ACCOORD** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Journalisme citoyen** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Bourses initiatives jeunes** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Hasard, un jeu vidéo sérieux éducatif et artistique** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Jeunes en culture** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Séjour interquartiers à la Montagne** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **ACCOORD** | **Français au quotidien :**  **consolidation de l’offre et coordination des parcours d’usagers** | Égalités et LCD |
| Nantes |  | **AFEV** | **Parcours d’excellence** | Éducation et parentalité |
| Nantes |  | **AFEV** | **Prévention des ruptures scolaires** | Éducation et parentalité |
| Nantes |  | **APIB** | **« Passeur » dans l'intégration bancaire** | Solidarités et insertion sociale |
| Nantes |  | **APIB** | **Vous avez dit fractures ? (VADF)** | Solidarités et insertion sociale |
| Nantes |  | **ASAMLA** | **Développement de**  **l'interprétariat dans le cadre de la politique de la ville** | Égalités et LCD |
| Nantes |  | **ASSOCIATION CULTURELLE LA PALISSADE** | **Projet sans intitulé mais**  **spectacle autour de la « Lettre à Nour’ » de Rachid Benzine sur la radicalisation** | Prévention et accès au droit |
| Nantes |  | **BABEL 44** | **Atelier F.O.S. vers l’emploi des jeunes 16-25 ans non francophones** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **BABEL 44** | **Atelier Français à visée professionnelle** | Égalités et LCD |
| Nantes | SH\_Bellev ue | **CAP FORMATION** | **Formation préparatoire au code**  **de la route – quartiers prioritaires Nantes** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **CAP FORMATION** | **Formation au code et au Permis de conduire pour les jeunes des quartiers prioritaires** | Promotion de la jeunesse |
| **Nantes** |  | **CDAD 44** | **Permanence accès au droit Nantes Est** | Prévention et accès au droit |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nantes** |  | **COMA TEATRO** | **Education créative** | Développement culturel |
| Nantes |  | **CREATIVE MAKER** | **Cinéma et numérique, apprendre, faire, partager** | Développement culturel |
| Nantes |  | **ELAN INTERCULTUREL** | **Accompagnement interculturel :**  **pour des expériences d’intégration réussies** | Égalités et LCD |
| Nantes | SH\_Bellev ue | **ENTREPRISES DANS LA CITE** | **Concours vidéo Réalise ton métier** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **EPA PAYS DE LA**  **LOIRE – ENTREPRENDRE POUR** | **INNOV’-EPA** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **FAL 44** | **Campagne Laïcité – Le Mois de la laïcité-Nantes** | Égalités et LCD |
| Nantes |  | **FAL 44** | **Les parents et l'école : outiller les parents dans leur relation à l'école-Nantes** | Éducation et parentalité |
| Nantes | Q03-  Dervallière s | **FAL 44** | **Formation action "lutte contre**  **les discriminations" à destination des personnes et des agents de la fonction publique territoriale et d'Etat et**  **des acteurs de proximité-Nantes** | Égalités et LCD |
| Nantes |  | **FAL 44** | **Formation de formateurs à la médiation par les pairs-Nantes** | Éducation et parentalité |
| **Nantes** |  | **FAL 44** | **Appui à la consolidation des modèles associatifs dans les QPV agglo nantaise** | Emploi et formation |
| Nantes |  | **GRAINE D’EUROPE** | **6 seconds for Europe** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **LE KIOSQUE NANTAIS** | **Le triporteur KN à la rencontre**  **des habitants des quartiers prioritaires** | Développement culturel |
| Nantes |  | **MOTIVACTION DEVELOPPEMENT** | **Chantier Ecole CAP LOIRE 2018** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **NOUVELLES VOIES** | **Actions collectives d'information et de prévention sur les droits fondamentaux** | Solidarités et insertion sociale |
| Nantes |  | **NOUVELLES VOIES** | **Accompagnement administratif et d’accès aux droits** | Solidarités et insertion sociale |
| Nantes |  | **PARTAGE 44** | **Atelier professionnel aux**  **techniques de ménage et de repassage** | Emploi et formation |
| **Nantes** |  | **PICK UP PRODUCTION** | **Stages, initiations et découverte du hip hop** | Développement culturel |
| Nantes | Agglomér ation | **POLICE LOISIRS JEUNESSE 44** | **Séjour à la journée (CPO)** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes | Agglomér ation | **POLICE LOISIRS JEUNESSE 44** | **Séjour de découverte du milieu équin** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes | Agglomér ation | **POLICE LOISIRS JEUNESSE 44** | **Séjour activités nautiques et action citoyenne** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes | Agglomér ation | **POLICE LOISIRS JEUNESSE 44** | **Séjour découverte sport aquatique et milieu naturel** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes | Agglomér ation | **POLICE LOISIRS JEUNESSE 44** | **Séjour à la montagne** | Promotion de la jeunesse |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nantes | St- Herblain | **RE CREATION** | **Stage pour promouvoir la réussite éducative et prévenir le décrochage scolaire** | Éducation et parentalité |
| Nantes |  | **TISSE METISSE** | **Action jeunes "Atelier goutez politique" et à thème** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **UNIVERSITE DE NANTES** | **Cordées de la réussite 2017- 2018** | Promotion de la jeunesse |
| Nantes |  | **VILLE DE NANTES** | **ASV** | Santé |
| Nantes |  | **VILLE DE NANTES** | **PRE** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **ACCOORD** | **Place aux filles** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **ARLENE** | **Territoire cousu main** | Cadre de vie et développement durable |
| Q02-Bellevue | Agglomér ation | **ASSOCIATION PÉPINIÈRE JEUNESSE** | **Regards des jeunes sur le cinéma : découverte du festival de Cannes** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **ASSOCIATION PÉPINIÈRE JEUNESSE** | **Marcher pour réussir/Népal** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue | Agglomér ation | **C'WEST** | **Sauté santé – Health move** | Sports |
| Q02-Bellevue |  | **C'WEST** | **Ticket vers l'avenir** | Promotion de la jeunesse |
| **Q02-Bellevue** |  | **C'WEST** | **Vivre l'engagement par la pratique des sports émergents** | Sports |
| Q02-Bellevue |  | **CARRE COURT** | **Vague de mosaïque** | Cadre de vie et développement durable |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **CIE LA LUNE ROUSSE** | **Voyages extraordinaires**  **2016/2018** (projet triennal sur le quartier Grand | Développement culturel |
| Q02-Bellevue |  | **COLLEGE DEBUSSY** | **Devenir citoyen** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **COLLEGE DEBUSSY** | **Les 50 ans du collège** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **CORTO LOISIRS** | **Mystérieux Mercredis de Bellevue (Les MVB)** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **CSF BELLEVUE BOURDERIES** | **Lien école famille** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **CSF BELLEVUE BOURDERIES** | **Vie de la cité** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **DE L’ESTRAN GIOCO COSI** | **Atout petits à Bellevue** | Éducation et parentalité |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Q02-Bellevue** |  | **DES FEMMES EN FIL** | **Creacouture (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| **Q02-Bellevue** | Q10-  Bottière/Pi n Sec | **DES FEMMES EN FIL** | **Dévelop'action (CPO)** | Développement économique |
| Q02-Bellevue |  | **DES FEMMES EN FIL** | **Demande de subvention**  **exceptionnelle dans le cadre de la suppression des CUI-CAE, cofinancement du poste de direction, renouvelable jusqu'en** | Développement économique |
| Q02-Bellevue |  | **EMULSION** | **Contribution et portage financier aux actions du collectif La Cité des Femmes (CPO)** | Égalités et LCD |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev  ue | **EMULSION** | **Des Images pour oeuvrer à**  **l’égalitéE (CPO)** | Égalités et LCD |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **ENVIRONNEMENT S SOLIDAIRES** | **Amélioration du cadre de vie de l'habitat social sur le territoire du Grand Bellevue.** | Cadre de vie et développement durable |
| Q02-Bellevue |  | **HB2** | **Cours et stage de danse hip Hop et Jazz** | Développement culturel |
| Q02-Bellevue |  | **ID NUMERIC** | **Réduction de la fracture numérique dans les quartiers -e- égalité / e-inclusion (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **LA MAISON DES FAMILLES** | **Aller vers les familles vulnérables** | Solidarités et insertion sociale |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **LA MALLE CREATIVE** | **Divers’ Cité** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q02-Bellevue |  | **LA YAYE** | **Festival Le grand T(i)écar** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q02-Bellevue |  | **LES GENS DE LA LUNE** | **Bulles et déambulles artistiques**  **: 2 parcours d'éducation artistique et culturelle en REP+** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **LES PETITS DEBROUILLARDS** | **Vivre ensemble au Grand Bellevue** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **LES QUAIS DE LA MEMOIRE** | **Formation numérique** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **LES QUAIS DE LA MEMOIRE** | **Renforcer les liens intergénérationnels** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **LES QUAIS DE LA MEMOIRE** | **Atelier sur l’homophobie** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **LES QUAIS DE LA MEMOIRE** | **Atelier artistique** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **LES QUAIS DE LA MEMOIRE** | **Le labo** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **LES QUAIS DE LA MEMOIRE** | **Silence, ça tourne en bas des Tours 4** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **LES QUAIS DE LA MEMOIRE** | **Mémoire de quartier** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q02-Bellevue |  | **MAKIZ'ART** | **Paroles de filles – volume III** | Égalités et LCD |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q02-Bellevue |  | **MELTING'POTES** | **Réalisation d’un court-métrage sur la thématique des nouvelles technologies** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **MELTING'POTES** | **Activité éducation, soutien**  **scolaire et accompagnement personnalisé, accès à la culture et aux activités sportives et accompagnement de projets à** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **MELTING'POTES** | **diffusion d’une série documentaire sur la thématique de l’Exil et de l’immigration** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **MISSION LOCALE** | **Pacte de la deuxième chance** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **NANTES BELLEVUE BOXE** | **Séjour à Royan** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **OCEAN** | **Passerelles citoyennes d'OCEAN (CPO)** | Cadre de vie et développement durable |
| Q02-Bellevue |  | **RAPI** | **Animation place des Lauriers** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q02-Bellevue |  | **REGART'S** | **VVV - 4ème orientation : Projet pour les adolescents (CPO)** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue |  | **REGART'S** | **2ème orientation : "la réussite éducative"** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **REGART'S** | **1ère orientation : "dynamique de quartier"** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q02-Bellevue |  | **REGART'S** | **"Vivre ensemble, tous égaux !" (CPO)** | Égalités et LCD |
| Q02-Bellevue |  | **REGART'S** | **3ème orientation : "multi Regarts" (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| Q02-Bellevue |  | **RESEAU MOM'ARTRE** | **Education et soutien à la**  **parentalité au sein du quartier des Bourderies (CPO)** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **STYLE ALPAGA** | **Ateliers de créations textiles** | Promotion de la jeunesse |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **SYSTEME B** | **Le bal de Bellevue** | Développement culturel |
| Q02-Bellevue |  | **TATCHA CIE** | **Ados 11-15 ans : théâtre et citoyenneté** | Éducation et parentalité |
| Q02-Bellevue |  | **UFOLEP** | **Ufo’street** | Sports |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **UNACOD** | **Mendès France en fête** | Cadre de vie et développement durable |
| Q02-Bellevue |  | **VOUS ETES ICI** | **Tour d'y voir – un observatoire de la ville et du Grand Bellevue. Découverte extraordinaire d'un quartier ordinaire** | Cadre de vie et développement durable |
| Q02-Bellevue | SH\_Bellev ue | **VOUS ETES ICI** | **Portraits d’habita(n)ts – les petites maisons du Grand Bellevue** | Cadre de vie et développement durable |

**dPerosdtiuncation,déecsriptuurbel,icrésaélilsoaigtinoéns,**

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q03-  Dervallières | Q07-Breil | **ACSD** | **Le développement du sport au féminin** | Sports |
| Q03-  Dervallières | Q07-Breil | **ACSD** | **Séjour pour toutes et tous** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières | Q07-Breil | **AMICALE LAIQUE DERVALLIERES** | **Promotion, découverte et**  **appropriation par les habitants du secteur associatif de proximité** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q03-  Dervallières |  | **ATELIER BRICOLAGE DES DERVALLIERES** | **Le Ressort** | Cadre de vie et développement durable |
| Q03-  Dervallières |  | **CIE FRASQUES** | **Service Scénique Obligatoire ! (CPO)** | Développement culturel |
| Q03-  Dervallières |  | **CLCV** | **Urbanisme et cohésion sociale pour mieux vivre ensemble** | Cadre de vie et développement durable |
| Q03-  Dervallières |  | **COMPAGNIE DES BORBORYGMES** | **La parole au Krakatoa** | Développement culturel |
| Q03-  Dervallières |  | **ENTREPRISES DANS LA CITE** | **Place ô gestes** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières |  | **FRAGIL** | **Le mag citoyen des jeunes Nantais** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières |  | **FREDONIA** | **Parcours Ilead** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières |  | **ID'ECOLE** | **Les parents DANS l’école** | Éducation et parentalité |
| Q03-  Dervallières |  | **L’ATELIER DE**  **L’OISEAU BEGUE** | **Mise en scène d’un récit choral (Créa partagée)** | Développement culturel |
| Q03-  Dervallières | Q02-  Bellevue | **LA LUNA** | **Actions collectives (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| Q03-  Dervallières |  | **LA LUNA** | **L'habiter ici, l'habiter ensemble** | Cadre de vie et développement durable |
| Q03-  Dervallières |  | **LA PRESQU'ILE** | **Bonne pioche** | Éducation et parentalité |
| Q03-  Dervallières |  | **LE DERNIER SPECTATEUR** | **Polis Séquences** | Cadre de vie et développement durable |
| Q03-  Dervallières |  | **LE DERNIER SPECTATEUR** | **Marchands d’Histoires (suite Maladie de la mémoire)** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières |  | **LES DEUX RIVES** | **Immersion au temps des châteaux** | Éducation et parentalité |
| **Q03-**  **Dervallières** | SH\_Bellev ue | **LES GENS DE LA LUNE** | **La culture, c'est quoi pour vous**  **: une enquête socio-poétique pour une remise en culture** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q03-  Dervallières |  | **LES PETITS DEBROUILLARDS** | **Animer l’espace public aux Dervallières** | Cadre de vie et développement durable |
| Q03-  Dervallières |  | **LIRE** | **Nous d’ici et d’ailleurs** | Lien social et mobilisation citoyenne |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q03-  Dervallières | Q02-  Bellevue | **METALLO SPORT CHANTENAYSIEN** | **Stage culturel et sportif**  **« Espagne »** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières | Q02-  Bellevue | **METALLO SPORT CHANTENAYSIEN** | **Stage multi activités estival Oléron** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières | Q07-Breil | **NITRAMENCO** | **Power Team – Création d’un spectacle autour du cinéma à l’école** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières | Q07-Breil | **NITRAMENCO** | **Entrainement aux entretiens + réalisation CV vidéo** | Emploi et formation |
| Q03-  Dervallières | Q07-Breil | **NITRAMENCO** | **Entrainement entretiens pros et réalisation de court métrage** | Emploi et formation |
| Q03-  Dervallières |  | **PULSART** | **La forêt humaine** | Développement culturel |
| Q03-  Dervallières |  | **RADIO ALIZE MULTICOLORE** | **Donner l'accès à l'expression**  **des jeunes et des habitants par la radiophonie** | Promotion de la jeunesse |
| Q03-  Dervallières |  | **RADIO ALIZE MULTICOLORE** | **Accompagner les créateurs**  **d'entreprise dans le développement de leur réseau et la communication de leur activité grâce à la radiophonie** | Développement économique |
| Q03-  Dervallières | Q07-Breil | **SOUND’ACTION** | **Poésie en Mouvement – Nina**  **Kibuanda (créa partagée 2018/2020)** | Développement culturel |
| Q05-Malakoff |  | **ACCOORD** | **Commission programmation culturelle** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff |  | **ACCOORD** | **Lutter contre l’isolement des familles et favoriser le vivre ensemble** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q05-Malakoff |  | **ACCOORD** | **Prévention des conduites à risque** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff |  | **ACCOORD** | **Liens parents ados** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff |  | **ACCOORD** | **Préfiguration d’une Web radio** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff | Q11-Clos Toreau | **ACCOORD** | **La mixité comme levier à l’estime de soi et des autres** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff |  | **ACCOORD** | **Echanges citoyens solidaires**  **(suite du projet « solidarité par l’action »)** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff | Q07-Breil | **AUDENCIA BUSINESS SCHOOL** | **Parcours d’excellence** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff |  | **CEMEA PAYS DE LA LOIRE** | **Sénégal et Malakoff** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff |  | **CONSEIL**  **CITOYEN MALAKOFF NANTES** | **Vivre ensemble à Malakoff** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q05-Malakoff | Nantes | **DANSE ET VIS** | **Sportons-nous bien!** | Sports |
| Q05-Malakoff |  | **DANSE ET VIS** | **Bouge ta rue ! - Malakoff** | Sports |
| Q05-Malakoff | Nantes | **DANSE ET VIS** | **Family Sport Nature** | Sports |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q05-Malakoff |  | **DANSE ET VIS** | **Atelier d’expression spectacle** | Sports |
| Q05-Malakoff |  | **ENTRAIDE**  **SCOLAIRE AMICALE (ESA)** | **Ensemble, aidons les à réussir à Nantes Malakoff** | Éducation et parentalité |
| Q05-Malakoff |  | **ESPACE LECTURE** | **Livre, ouvre toi !** | Éducation et parentalité |
| Q05-Malakoff |  | **FEPEM**  **(FEDERATION DES PARTICULIERS**  **EMPLOYEURS DE** | **Emploi à domicile et bien vieillir, un levier d'inclusion dans les quartiers.** | Emploi et formation |
| Q05-Malakoff |  | **LA CLE DES COULEURS** | **Le collectif vagabond** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q05-Malakoff |  | **LA MALLE A CASE** | **Bal Populaire à Malakoff « Rêvons l'Egalité ensemble !** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q05-Malakoff |  | **LA RESSOURCERIE DE L'ILE** | **La ressourcerie mobile** | Cadre de vie et développement durable |
| Q05-Malakoff |  | **LAPIN A PLUMES** | **Fais pas genre** | Égalités et LCD |
| Q05-Malakoff |  | **LES AM'ARTS ETC.** | **Les Rendez-Vous du Camt'art** | Développement culturel |
| Q05-Malakoff |  | **LES AM'ARTS ETC.** | **La bonne rumeur** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q05-Malakoff |  | **LES FILMS DU FUNAMBULE** | **Je me souviens (création partagée?)** | Développement culturel |
| Q05-Malakoff |  | **MACAIBA** | **Ateliers de percussions**  **brésiliennes à Malakoff et**  **organisation d’une après-midi festive la « Mala’festa »** | Développement culturel |
| Q05-Malakoff |  | **NANTES LIT DANS LA RUE** | **Lire et grandir ensemble** | Éducation et parentalité |
| Q05-Malakoff |  | **NANTES METROPOLE FUTSAL** | **Fut’Taf** | Promotion de la jeunesse |
| Q05-Malakoff |  | **P’TIT**  **SPECTATEUR ET CIE** | **Parcours d’éducation multiculturelle** | Éducation et parentalité |
| Q05-Malakoff |  | **PETITES GRAINES POUR GRANDIR** | **"L'Atelier des Parents" - Malakoff** | Éducation et parentalité |
| Q05-Malakoff |  | **PETITES GRAINES POUR GRANDIR** | **"L'Atelier en Famille" - Malakoff** | Éducation et parentalité |
| Q05-Malakoff |  | **PETITES GRAINES POUR GRANDIR** | **L'Atelier des enfants "Mon Moment à Moi"** | Éducation et parentalité |
| Q05-Malakoff |  | **PEUPLE ET CULTURE 44** | **Voyage à la Ferme** | Éducation et parentalité |
| Q05-Malakoff | Q02-  Bellevue | **PULSART** | **Salut à toi** | Développement culturel |
| Q05-Malakoff |  | **PULSART** | **Transmissions** | Développement culturel |
| Q05-Malakoff |  | **RACING CLUB NANTAIS** | **Tout Malakoff bouge** | Sports |
| Q05-Malakoff |  | **RESEAU**  **D'ECHANGES RECIPROQUES DE SAVOIRS DE** | **Aller vers et faire avec à Malakoff et Revenir avec ..** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q05-Malakoff | Q11-Clos Toreau | **SPORTING CLUB DE NANTES** | **Académie Sport Citoyenneté Santé** | Éducation et parentalité |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q05-Malakoff |  | **SPORTING CLUB DE NANTES** | **Football au féminin** | Sports |
| Q05-Malakoff |  | **SPORTING CLUB DE NANTES** | **Les stages** | Sports |
| Q05-Malakoff |  | **YAMAAYIGUI** | **Rencontres africaines et musicales de Yamaayigui** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q07-Breil | **Q03-**  **Dervallièr es** | **ACCOORD** | **Les Olympiades de la rue** | Promotion de la jeunesse |
| Q07-Breil | Q03-  Dervallière s | **GENERATION MEDIATEURS** | **Formation au « mieux vivre ensemble », à la gestion des conflits et à la médiation par les pairs** | Prévention et accès au droit |
| Q07-Breil |  | **IRIS PICTURES** | **Destination Breil (Créa partagée)** | Développement culturel |
| Q07-Breil |  | **LOL-AB** | **Dedans/dehors** | Développement culturel |
| Q07-Breil |  | **PING** | **Atelier partagé du Breil** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q07-Breil |  | **THEATRE AMOK** | **"Petits boulots pour"... : Questionner, rechercher, inventer du travail** | Emploi et formation |
| Q07-Breil |  | **VIVRE LIBRE 44** | **Bien-être physique et psychique** | Santé |
| Q07-Breil |  | **VIVRE LIBRE 44** | **Café associatif « Au petit bonheur »** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACCOORD** | **Watt’Else** | Cadre de vie et développement durable |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACCOORD** | **Plus de 30 ans de culture Hip Hop en France** | Promotion de la jeunesse |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACCOORD** | **La culture à la portée de porte** | Développement culturel |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACCOORD** | **La plage Nantes Nord** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACCOORD** | **Scop ados : les ti chefs** | Promotion de la jeunesse |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACCOORD** | **So Nord** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACCOORD** | **CUB (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACCOORD** | **Séjour ados** | Promotion de la jeunesse |
| Q08-Nantes Nord |  | **ACMNN** | **Médiation vers les publics vulnérables pour développer un lien social de proximité** | Solidarités et insertion sociale |
| Q08-Nantes Nord |  | **ALLOGENE** | **Replay (créa partagée ?)** | Développement culturel |
| Q08-Nantes Nord |  | **ASSOCIATION**  **L'ETOILE DU CENS** 11 | **Stages été** | Promotion de la jeunesse |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q08-Nantes Nord |  | **ASSOCIATION**  **L'ETOILE DU CENS** | **Stages** | Promotion de la jeunesse |
| Q08-Nantes Nord |  | **ASSOCIATION**  **L'ETOILE DU CENS** | **Académie football : réussite éducative et citoyenneté** | Éducation et parentalité |
| Q08-Nantes Nord |  | ASSOCIATIO  N TERRITORIA LE DES  **PUPILLES DE** | **AParTé (Accompagnement PARentalité ProximiTE)** | Éducation et parentalité |
| Q08-Nantes Nord |  | **COLLEGE STENDHAL** | **Egalité filles/garçons** | Égalités et LCD |
| Q08-Nantes Nord |  | **COLLEGE STENDHAL** | **Prévention des violences et comportements sexistes** | Égalités et LCD |
| Q08-Nantes Nord |  | **CSF NANTES NORD** | **Semaine 100/sans écran 4ème édition** | Éducation et parentalité |
| Q08-Nantes Nord |  | **CSF NANTES NORD** | **La place de la femme dans l'espace public** | Égalités et LCD |
| Q08-Nantes Nord | Q07-Breil | **DE L’ESTRAN GIOCO COSI** | **Atout petits à Bout des Landes et au Breil** | Éducation et parentalité |
| Q08-Nantes Nord |  | **DIPP** | **Vlipp [at] Nantes nord (CPO)** | Promotion de la jeunesse |
| Q08-Nantes Nord |  | **EMPOWERNANTE S** | **Empowernantes au Nord** | Solidarités et insertion sociale |
| Q08-Nantes Nord |  | **ENTREPRISES DANS LA CITE** | **Les films et le choix Nantes Nord** | Promotion de la jeunesse |
| Q08-Nantes Nord |  | **KWEZY** | **Miroir de la Cité** | Promotion de la jeunesse |
| Q08-Nantes Nord |  | **LA FOURMI-E** | **La Tour part en voyage - La Boissière (création partagée)** | Développement culturel |
| Q08-Nantes Nord |  | **LEO LAGRANGE OUEST** | **Femmes - Hommes : quelle**  **place dans l'espace ? Quartiers Nord** | Égalités et LCD |
| Q08-Nantes Nord | Orvault | **MAISON DE L'EMPLOI** | **Ensemble vers l’emploi seniors Nantes Nord** | Emploi et formation |
| Q08-Nantes Nord |  | **METEORES** | **Waving – Création**  **chorégraphique participative et médiation culturelle en quartiers Nantes Nord** | Développement culturel |
| Q08-Nantes Nord |  | **METISSE A NANTES** | **Ateliers a destination des adultes et familles** | Solidarités et insertion sociale |
| Q08-Nantes Nord |  | **PAQ'LA LUNE** | **Aide au fonctionnement du Conseil citoyen Nantes Nord** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q08-Nantes Nord |  | **PAQ'LA LUNE** | **Chantiers artistiques à Nantes**  **Nord : animations et médiation sociale en pied d’immeuble, pratiques artistiques et**  **résidences d’artistes (CPO 2018-** | Développement culturel |
| Q08-Nantes Nord |  | **UFCV** | **Mécanord (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer |  | **ACCOORD** | **Fête autour des abeilles et de la nature** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer |  | **ACCOORD** | **Séjour journalisme à Paris** | Promotion de la jeunesse |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer | Q10-  Bottière/Pi n Sec | **ACCOORD** | **L’expression par les arts** | Promotion de la jeunesse |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer |  | **ACCOORD** | **Mémoire et histoire de la Maison de quartier : expression citoyenne** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer |  | **ACCOORD** | **Allez vers les publics pré-ados** | Promotion de la jeunesse |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer | Q10-  Bottière/Pi n Sec | **ACCOORD** | **Allez vers les publics au coeur des quartiers** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer | Q10-  Bottière/Pi n Sec | **ALYOPA** | **De Toi à Moi – Métamorphoses (quartiers Est)** | Promotion de la jeunesse |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer |  | **AMICALE LAIQUE DE PORT BOYER** | **Semaine « Tous photographes à Port Boyer » - Cadres de Vies** | Cadre de vie et développement durable |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer |  | **ASSOCIATION**  **CULTURELLE DE L’ETE** | **Médiation autour d’une séance**  **de cinéma d'Aux heures d'été au Port Boyer (CPO)** | Développement culturel |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer |  | **ASSOCIATION**  **CULTURELLE DE L’ETE** | **La Tournée des Batignolles (CPO)** | Développement culturel |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer |  | **CLOS TORREAU XIII** | **Découverte de la vie sociale et de la citoyenneté – Ranzay** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer |  | **COLLEGE RUTIGLIANO** | **La citoyenneté au quotidien** | Éducation et parentalité |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer |  | **COLLEGE RUTIGLIANO** | **Le mal être de l'adolescent et le décrochage scolaire** | Éducation et parentalité |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer | Q10-  Bottière/Pi n Sec | **FEDERATION DES AMIS DE L’ERDRE** | **Club nature du Port Boyer** | Éducation et parentalité |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer |  | **HUIT VIRGULE SEPT (8,7)** | **Tenir journal** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer | Nantes | **MIXCITE** | **Ouverture sur la culture, le civisme et la citoyenneté** | Promotion de la jeunesse |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer | Nantes | **MIXCITE** | **Accompagnement des jeunes**  **dans leur Projet Personnel et Professionnel** | Promotion de la jeunesse |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer |  | **MIXCITE** | **Séjour** | Promotion de la jeunesse |
| Q09-Halvêque- Ranzay-Port Boyer |  | **PAQ'LA LUNE** | **Chantiers artistiques à Nantes**  **Erdre : animations et médiation sociale en pied d’immeuble, pratiques artistiques et résidences d’artistes (CPO)** | Développement culturel |
| Q09-Halvêque-  Ranzay-Port Boyer |  | **THEATRE-NUIT** | **Batignolles / St-Jo : un projet théâtral de quartier** | Développement culturel |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **ACCOORD** | **Ecoute en coeur pour agir ensemble** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **ACCOORD** | **Bottière Plage** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **ACCOORD** | **L’empreinte individuelle et/ou collective de « qui je suis »** | Lien social et mobilisation citoyenne |

13

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q10-  Bottière/Pin Sec | Q09-  Halvêque- Ranzay- Port Boyer | **ACCOORD** | **Séjour dans les alpes** | Promotion de la jeunesse |
| Q10-  Bottière/Pin Sec | Q08-  Nantes Nord | **ALIS 44** | **Accompagnement aux E-**  **démarches, sensibilisation et appropriation progressive de l'outil informatique (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| Q10-  Bottière/Pin Sec | Q11-Clos Toreau | **ALIS 44** | **Ateliers Alphabétisation Numérique (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **ASSOCIATION**  **DES PARALYSES DE FRANCE** | **Semaine « Bouge les lignes »** | Égalités et LCD |
| Q10-  Bottière/Pin Sec | Q09-  Halvêque- Ranzay- Port Boyer | **CIDFF** | **Femmes Ensemble vers l'Emploi** | Égalités et LCD |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **CLOWN EN EVEIL** | **Estime de soi au service de la**  **relation à l’autre, pour le renforcement des compétences psychosociales** | Emploi et formation |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **COMPAGNONS BATISSEURS** | **Expérimentation d'une action d'Auto-réhabilitation accompagnée Quartier Bottière Pin Sec** | Cadre de vie et développement durable |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **DES FEMMES EN FIL** | **Couture loisir** | Solidarités et insertion sociale |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **DOULON FUTSAL CLUB** | **Echange de jeunes Nantes / Laval** | Promotion de la jeunesse |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **DOULON FUTSAL CLUB** | **La prévention c'est la sécurité** | Promotion de la jeunesse |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **ECOPOLE** | **Lieu Ressource Dédié au ré-**  **emploi et à la réparation au sein**  **du quartier Bottière, par et pour les habitants (CPO)** | Cadre de vie et développement durable |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **ENTENTE SPORTIVE PIN SEC** | **Accompagnement éducatif lié à la scolarité** | Éducation et parentalité |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **FOYER SOCIO**  **EDUCATIF DU LP LEONARD DE VINCI** | **Améliorer et pacifier les relations garçons-filles, favoriser le vivre ensemble** | Égalités et LCD |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **LA SAGESSE DE L'IMAGE** | **La sortie cinéma, élément d'un parcours d’inclusion sociale et culturelle (CPO)** | Solidarités et insertion sociale |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **LA SAGESSE DE L'IMAGE** | **Le ciné-débat citoyen : dialogue et participation habitants sur enjeux de société** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q10-  Bottière/Pin Sec | Q09-  Halvêque- Ranzay- Port Boyer | **LEO LAGRANGE OUEST** | **New TV Nantes Est Web TV** | Promotion de la jeunesse |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **MAKE A MOVE** | **Le sport de haut niveau outil de**  **l’éducation aux valeurs de la République pour les jeunes des quartiers prioritaires** | Sports |
| Q10-  Bottière/Pin Sec | Q09-  Halvêque- Ranzay- Port Boyer | **MAKE A MOVE** | **L’atelier chorégraphique de danse hip hop outil de mixité sociale** | Promotion de la jeunesse |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **MAKE A MOVE** | **Festival jeunesse Nantes Danse Hip Hop** | Promotion de la jeunesse |
| **Q10-**  **Bottière/Pin Sec** |  | **MEDIA- PITCHOUNES NANTES** | **Projet d'actions d'éducation à la citoyenneté par le sport** | Sports |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **MUSIKAL'EST** | **Création partagée : la musique cubaine** | Développement culturel |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **TRUST** | **Trust you (CPO)** | Promotion de la jeunesse |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **TWO POINTS** | **Atelier ouvert (CPO)** | Éducation et parentalité |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **TWO POINTS** | **Arts plastiques, architecture et BD Manga** | Promotion de la jeunesse |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **TWO POINTS** | **Point de Vue (Créa partagée)** | Développement culturel |
| Q10-  Bottière/Pin Sec |  | **UFCV** | **L’Utile Atelier** | Solidarités et insertion sociale |
| Q11-Clos Toreau |  | **ACCOORD** | **Un été tout terrain – Anim’plein air pour tous** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q11-Clos Toreau |  | **ACCOORD** | **Destination planète solidaire** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q11-Clos Toreau | Q11-Clos Toreau | **ACCOORD** | **Expo urbaine** | Promotion de la jeunesse |
| Q11-Clos Toreau | Q10-  Bottière/Pi n Sec | **ACCOORD** | **Social sport project** | Promotion de la jeunesse |
| Q11-Clos Toreau | Rezé | **ASC BONNE GARDE** | **Offre culturelle intergénérationnelle** | Développement culturel |
| Q11-Clos Toreau |  | **CEMEA PAYS DE LA LOIRE** | **Le Clos en débat – Clos Toreau** | Lien social et mobilisation citoyenne |
| Q11-Clos Toreau |  | **CEMEA PAYS DE LA LOIRE** | **Parentalité : enjeux, problématiques et accompagnement pour les 7/17 ans** | Éducation et parentalité |
| Q11-Clos Toreau | Q05-  Malakoff | **CEMEA PAYS DE LA LOIRE** | **Coopérative Jeunes de Service**  **– Clos Toreau et Malakoff** | Promotion de la jeunesse |
| Q11-Clos Toreau |  | **CLOS TORREAU XIII** | **Découverte de la vie sociale et de la citoyenneté – Clos Toreau** | Sports |
| Q11-Clos Toreau |  | **CLOS TORREAU XIII** | **Stages vacances** | Promotion de la jeunesse |
| Q11-Clos Toreau | Q05-  Malakoff | **FITORIO THEATRE** | **Du c(h)oeur des femmes** | Développement culturel |
| Q11-Clos Toreau |  | **L'ACAVALE** | **Les rendez-vous sur le quartier- Le Clos Toreau** | Éducation et parentalité |
| Q11-Clos Toreau |  | **LA SAUCE LUDIQUE** | **Ludorama 2018** | Éducation et parentalité |
| Q11-Clos Toreau |  | **P’TIT**  **SPECTATEUR ET CIE** 15 | **Parcours d’éducation multiculturelle** | Éducation et parentalité |

Appel à projets du contrat de ville 2018 **Ville de Nantes - Départ.CVST - 20/09/2018**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Q11-Clos Toreau |  | **TAKE OVER/MANSS** | **La culture urbaine pour tous** | Développement culturel |
| St-Herblain | Q02-  Bellevue | **STUDIO D’EN HAUT** | **Qui suis-je ?, séries de courts- métrages intergénérationnels** | Développement culturel |

### ANNEXE 6 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Nord

* Equipe de quartier, bonjour,
* Oui allo bonjour, Floriane Lepré au téléphone,
* Oui ?
* Je vous appelle pour l’entretien, je suis bien avec Julie Boulestreau…
* Oui oui oui
* Très bien, parfait. Du coup cet entretien c’est un entretien semi directif, que je réalise du coup comme je vous l’ai dit hier pour mon mémoire. La durée estimée c’est environ 30 minutes...
* Ouais…
* … et je voulais vous demander si c’est d’accord pour que j’enregistre cet entretien ?
* Oui
* Très bien. Du coup le thème de mon mémoire c’est l’innovation sociale dans les quartiers prioritaires de la ville de Nantes. Et l’objectif de cet entretien pour moi c’est d’abord d’identifier les différentes associations qui sont soutenues par le contrat de ville, qui sont partenaires du contrat de ville dans les quartiers prioritaires qui vous concernent…
* Ouais
* ...afin de, un peu comprendre d’où elles viennent et leur impact sur le quartier, et tenter d’identifier d’autres initiatives citoyennes émergentes et de voir un peu les différences entre ces associations partenaires du contrat de ville et d’autres initiatives citoyennes.
* OK
* est ce que ça vous va ? Du coup je pensais tenir cet entretien en deux étapes, avec deux questions principales. Mon objectif a moi c’est vraiment que vous, vous vous exprimiez. Du coup je vais être un peu… enfin je vais poser des questions assez courtes et je vous laisse après y répondre et puis si vous avez d’autres questions sur ces questions je vous laisserai…
* Ouais
* ...je vous laisserai me les poser. Alors la première question c’était : “Selon vous quelles sont les associations qui sont les plus actives dans le quartier et qui sont partenaires du contrat de ville ?”
* Du coup question, vous voulez que je les cite ? que je vous donne des titres d’asso ?
* Ouais, je veux bien que vous me donniez quelques noms d’asso qui, selon vous, sont particulièrement…
* Pardon ?
* Je veux bien que vous me donniez quelques noms d’associations qui selon vous sont particulièrement présentes sur le terrain et qui sont partenaires du contrat de ville.
* Alors du coup celles qui ont déposé surtout des demandes y en a plusieurs à Nantes Nord. Du coup qu’est ce que je peux vous citer… Alors vous avez d’abord plusieurs projets qui ont été déposés dans le cadre de… enfin l’ACCOORD qui est une association conventionnée pour tout ce qui est animation socioculturelle à l’échelle de la ville. Donc, ils ont déposé plusieurs dossiers. Voilà, pour des propositions d’actions là sur toute la période estivale particulièrement.
* Mmmh
* On a ensuite une association sportive qui s’appelle l’Etoile du Sens qui propose beaucoup de choses liées au football et à ce titre là, enfin en parallèle du coup, notamment sur la période estivale mais aussi tout au long de l’année scolaire. Ils proposent une académie du football qui propose particulièrement des temps d’accompagnement à la scolarité, des actions citoyennes de sensibilisation à la citoyenneté heu… En amont et en aval des séances de football.
* D’accord…
* Voilà, ils proposent également des stages d’été avec des sorties autour des questions liées à la citoyenneté et pas du tout centrées que sur le sport ou que sur le football en particulier sur la période estivale. Voilà.
* Mmh
* Heu… qu’est ce qu’on a… la CSF c’est une association du coup qui propose… enfin qui a déposé deux projets par exemple : un projet particulièrement autour de la semaine sans écran donc c’est du coup tout un travail qui est mené. Elle a plusieurs branches cette association. Là du coup c’est plutôt le volet éducation, enfin lien à l’école. Donc, ils proposent tout une semaine d’actions notamment en mobilisant le collège et les écoles du quartier avec un dispositif “médiateur à l’école” sur du coup pas d’écran pendant une semaine et ils proposent toute une semaine d’animations autour du jeu, de la parentalité des choses comme ça… Qu’est ce que je pourrais donner… y a Empower Nantes comme autre association
* Oui
* Je vais peut-être pas toutes vous les citer hein ?
* Non non non non citez-moi s’il vous plaît celles qui sont actives. [rires]
* Empower Nantes: c’est une association du quartier qui rayonne à l’échelle de la ville qui a deux axes principaux : un projet qui s’appelle bénévolat donc qui est autour du bénévolat pardon, donc c’est faire se rencontrer la demande et le besoin de bénévolat ponctuel d’associations, de structures ou de porteurs de projets et des gens qui cherchent justement à être bénévole mais on est plutôt sur un volet d’engagement partiel, temporaire, pas forcément d’un engagement ou d’un militantisme fort dans la durée mais voilà, d’avoir envie de donner un coup de pouce ponctuellement sur une action ou un projet. Donc ça c’est un des volets de l’asso, et le second volet ça c’est Solingua, et là on est sur du coup pareil, une rencontre entre le besoin et le manque de traduction autour de la langue en fait.
* D’accord.
* Du coup sur plusieurs actions, dans plusieurs contextes notamment tout le volet aussi quotidien, la quotidienneté des habitants. Y a des besoins parfois de faire du lien entre un besoin de démarche administrative du jardin des habitants par exemple et le lien dans lequel il va faire ses démarches et autres, donc voilà. On est sur un exemple particulier. Donc voilà c’est une association qui développe sur un des quartiers prioritaires du grand quartier Nantes Nord. Elle est ancrée sur un des QPV et elle développe du coup beaucoup d’actions de lien social avec les acteurs de proximité, elle fait beaucoup de médiation sociale… heu… voilà.
* D’accord.
* Je peux vous dire, y en a d’autres mais heu… [rire]
* Nan merci c’est déjà bien... donc sur le quartier Nantes Nord, y a plusieurs quartiers prioritaires…
* Oui
* Alors y en a combien et c’est lesquels s’il vous plaît ?
* Alors y en a enfin trois dans le nouveau découpage. Donc vous avez La Boissière,
* Oui.
* La Petite Sensive
* D’accord…
* Et le plus gros qui est du coup c’est le nouveau découpage donc Bout des Landes, Bout des Pavés, Chêne des Anglais.
* D’accord, et ces quatres associations que vous m’avez cité elles sont actives sur quels QPV chacune d’entre elles ?
* Les associations que je vous ai cité ?
* Oui.
* Alors je pense qu’elles ont des rayonnements… Alors l’ACCOORD ça rayonne à l’échelle de la ville mais à l’échelle du grand quartier Nantes Nord, sur chacun des QPV y a un centre socio-culturel donc ils sont sur chacun de ces QPV là.
* D’accord.
* Donc l’étoile des sens, elle est plutôt sur… ça touche l’ensemble des quartiers mais elle va, elle est plutôt ancrée sur Bout des Pavés-Chêne des Anglais-Bout des Landes.
* D’accord
* Qu’est ce que je vous ai cité je ne sais plus… la CSF sur la semaine sans écran on est Petite Sensive, Bout des Pavés, Chêne des Anglais, Bout des Landes… enfin Bout des Pavés-Chêne des Anglais.
* Mmmh
* Empower Nantes - la Boissière
* Ouais.
* Heu… voilà
* Ca c’était CSF ?
* Pardon ?
* Ca c’était CSF, l’association CSF ? qui est sur Petite Sensive, Bout des Landes et la Boissière ?
* Heu… ouais ouais.
* Et Empower Nantes ?
* Et Empower Nantes - La Boissière plutôt.
* Ha oui d’accord
* Après c’est des associations qui… enfin voilà il y a des liens entre l’ensemble des acteurs
* Bien sur, j’imagine. Et ces associations, elles sont partenaires du contrat de ville depuis combien de temps

?

* Heu… alors…
* A peu près hein !
* Ben… la CSF ça fait trois ans… trois-quatre ans.
* Ouais
* Empower Nantes ça fait que deux ans seulement je pense.
* D’accord
* L’étoile du sens ça fait longtemps
* D’accord
* Et même sous la version CUCS
* D’accord
* Ils y étaient déjà, ils émergeaient déjà au CUCS. Et l’ACCOORD aussi
* D’accord. Juste, je veux bien que vous me donniez une petite précision sur le fonctionnement des partenariats dans le contrat de ville, c’est des renouvellements annuels c’est ça ?
* Alors heu… globalement oui ils déposent annuellement un appel à projet pour ces assos, y en a quand même certains qui sont conventionnées.
* D’accord
* L’ACCOORD notamment, y a, on en a d’autres conventionnées du coup dans le cadre des conventions. Enfin voilà il y a des conventions sur trois ans. Voilà. Donc y a quelques associations qui sont conventionnées et les autres elles re-déposent annuellement.
* D’accord, d’accord. Et du coup sur les quatre associations que vous m’avez cité y a seulement l’ACCOORD qui est conventionnée c’est ça ?
* Heu oui je pense pas que la CSF soit conventionnée encore, nan. Parmis les exemples que je vous ai cité oui je pense que c’est les seules.
* D’accord, d’accord. Et du coup elles sont, ces associations dites moi si je me trompe, elles sont sélectionnées si elles répondent à des besoins identifiés sur le quartier par la ville de Nantes ?
* Alors heu… Nan déjà elles déposent librement un appel à projet.
* Biensur
* Ensuite elles sont rencontrées à l’échelle du territoire, pas uniquement par la ville. Par la ville et collaboration avec l’Etat, il y a une ligne du préfet qui est référent pour le quartier. La CAF, enfin les partenaires du contrat de ville ne fait, enfin les signataires et le conseil départemental à minima. Et puis du coup il y a temps en fait, il y a une organisation un peu spécifique. Il y a des temps de… on leur propose en fait un temps à l’échelle du quartier avec ces partenaires là pour qu’ils viennent présenter en amont, enfin un peu leur projet, leurs intentions. En échange on en discute. Ensuite ils déposent un appel à projet et nous ça nous permet en fait de pouvoir émettre un avis de principe. Donc effectivement ce qu’on regarde c’est le lien au territoire, enfin que ça réponde bien aux thématiques du contrat de ville principalement et puis aux enjeux du territoire. Mais globalement, l’ensemble des acteurs du territoire qui émargent au contrat de ville sont globalement des asso enfin des acteurs qu’on connait et ils ont tous fait attention à répondre à un besoin réel du territoire ou des habitants.
* D’accord ouais.
* Donc après ce qui pourrait faire que éventuellement il y ait un avis défavorable ou ajourné ça pourrait être le fait que par exemple on soit sur quelque chose qui nous semble être déjà financé par ailleurs dans l’année ou des choses comme ça ou alors que ce soit trop fragile et qu’il faut d’abord qu’on le soutienne d’une autre manière pas via le contrat de ville et qu’ils reviennent l’année prochaine au contrat de ville.
* D’accord, du coup vous avez parlé des besoins auxquels répondent les associations dans le quartier et que c’était ça qui faisait aussi un petit peu la décision…
* Ouais…
* Mais du coup pour les quatre associations que vous m’avez donné à quelle besoin est-ce qu’elles répondent sur le quartier ? Selon le contrat de ville, dans quelle case un petit peu est-ce qu’elles rentrent ?
* Alors… heu bah beaucoup…
* [rire] bah c’est une bonne nouvelle !
* Alors il y a beaucoup d’enjeux sur ce territoire, il y a des enjeux spécifiques aux micro-quartiers, y a des enjeux en lien au grand quartier donc heu est-ce que vous connaissez le quartier ? Non pas forcément ?
* Non pas spécifiquement, j’ai lu dessus…
* Ouais alors on est sur un quartier Nantes Nord qui depuis deux ans a lancé un projet global, donc projet de renouvellement du territoire sur différents volets : le développement économique et l’emploi ; le cadre de vie et la cohésion sociale. Donc ça fait un travail long qui depuis deux ans est très dialogué avec les habitants, qui a aussi un diagnostic un peu poussé, et un plan de ville qui donne les orientations de ce que pourrait être le quartier dans 10 ou 15 ans, les attentes et les besoins qu’il y aurait. Là on est dans une phase où tout ce plan va être présenté à l’ANRU (l’agence nationale de renouvellement urbain) par madame le maire bientôt, et de voir un peu sur quel volet ou à quelle hauteur l’Etat peut accompagner dans ce projet. Sur tout l’ensemble de ce travail qui a été fait, ça a été aussi énormément partagé et travaillé avec l’ensemble des acteurs dont ces relais là et les associations pour qu’on ait une lecture partagée et collective de tous les enjeux du quartier en général. Enfin ils vivent aussi sur ces territoires et leurs actions elles émergent aussi ou leur volonté d’action soit de leurs échanges avec les habitants soit de leur vision du quotidien du quartier du coup elles sont globalement plutôt réaliste et très ancrée aux réalités de vie de ce quartier et à ses besoins. Donc ça répond, bah y a des propositions de travailler, je vous donne certains exemple, dans les actions proposées y a des choses qui permettent de travailler avec l’animation des

espaces publics qui est un enjeu du territoire. Alors il y a différents aspects pour l’aborder : y a la question du genre sur les espaces publics notamment qui est travaillé et la place des femmes et des hommes partagée ou pas sur ces espaces là. La question, quand je vous évoquais, l’Etoile du sens, on est sur la question du lien social, du lien à une tranche d’âge plutôt les ados donc ce public là c’est un enjeu aussi quotidien de travailler avec eux sur la question de citoyenneté. Sur le projet d’Empower Nantes on a à la fois des enjeux pareil de médiation sociale et le côté travail pareil sur la barrière de la langue, justement travailler sur la question de l’accès au droit, d’une certaine manière faciliter l’accès aux droits des uns et des autres en accompagnant, en essayant de lever certains freins dont la barrière de la langue écrite et orale. Et puis une présence sociale quotidienne en fait avec une association qui est ancrée dans le quartier. Après y en a pas mal… on a aussi des assos qui résident dans des rez-de-chaussés de collectifs, de tours sur les micros quartiers donc qui habitent les tours, qui proposent des actions culturelles un peu quotidiennes, dans les pieds d’immeubles, dans les halles, autour des immeubles. Donc là on est sur le quotidien des gens et à la fois via des leviers comme la lecture et l’écriture qui sont des marqueurs un peu des actions du micro-quartier. A la fois on amène un peu en proximité une forme de culture auprès des gens et c’est un moyen d’aller vers et d’aller à la rencontre et de pouvoir échanger, discuter sur le quotidien des gens et de les orienter, de les accompagner. Donc bon voilà ce sont des choses comme ça.

* D’accord, et du coup l’animation de l’espace public c’est plutôt l’ACCORD qui fait ça ?
* Non c’est collectif. L’animation des espaces publics, elle est collective. Il y a beaucoup de directions municipales qui sont territorialisées chez nous dans ce quartier. Ca veut dire qu’il y a des référents et des agents dédiés qui travaillent directement sur ce territoire. Il y a plusieurs acteurs sur ce quartier. Oui, l’animation de l’espace public et les actions d’aller vers les habitants y en a plusieurs et elles sont collectives. Y a des cafés mobiles qui s’organisent, donc c’est une petite structure mobile qui propose du café et qui est animée du coup par différents acteurs : y a des travailleurs sociaux, y a des animateurs, y a des éducateurs, y a des agents, il peut y avoir des acteurs associatifs… donc ils vont vers les habitants, ils proposent un temps d’échange et de convivialité sur l’espace public comme ça : un petit café, et l’idée c’est de discuter avec les gens : à la fois de prendre de l’information à la fois d’en donner sur l’offre du quartier, sur l’offre d’animation, sur les ressources qui existent. On a aussi un triporteurs qui sert à la fois pour aller sur les sorties d’écoles faire de l’information et de l’échange auprès des familles, mais elle est aussi parfois utilisée et prêtée aux acteurs du quartier pour avoir d’autres usages. En tout cas, pour aller se déplacer sur l’espace public, il y a les jardins d’habitants, y du coup ces actions dans les halles et sur l’espace public. Y a des actions qui s’appellent “Détour de lecture” et là on est plus sur de l’action culturelle donc avec l’association PaQ’la Lune, les bailleurs sociaux qui sont impliqués, les ludobibliothèques, la médiathèque… voilà donc il y a des lectures sur l’espace public aussi… voilà donc on a tout un tas d’actions de ce type là et ça implique globalement collectivement l’ensemble des acteurs du quartier.
* D’accord, et si on revient sur les quatre associations initiales que vous m’avez citées : on a donc L’étoile du sens qui fait plutôt du lien social, Empower Nantes qui fait plutôt de la médiation sociale qui travail sur l’accès aux droits et la barrière de la langue, CSF vous diriez que c’est à quel besoin plutôt que ça répond ?
* Bah plusieurs, ils travaillent à la fois sur la question de la parentalité et à la fois sur les actions du genre.

Enfin là c’est nouveau, sur la question des femmes et de l’espace public.

* D’accord, et pour l’ACCOORD ce serait plutôt quoi ?
* Alors l’ACCOORD c’est 30 personnes et ils sont sur tous les volets. Ils touchent à la fois les familles, à la fois les ados/ les jeunes, à la fois les enfants, voilà c’est notre structure d’éducation populaire quoi et d’animation socioculturelle donc voilà. Après on a aussi des compagnies culturelles qui déposent un appel à projet du contrat de ville et qui proposent des créations partagées avec les habitants.
* D’accord, merci. J’aimerais bien revenir maintenant, donc toujours sur ces quatre associations et savoir un petit peu si vous pouvez me donner ces informations, si vous les connaissez, d’où elles viennent ces

associations et comment elles sont arrivées sur les quartiers, enfin sur chacun des quartiers où elles sont présentes quoi. Est-ce que vous connaissez… ?

* Bah l’ACCOORD en fait c’est un peu un parrain. On est quand même sur de la délégation de service public donc voilà ça vaut pas forcément le coup qu’on s’interroge dessus, je pourrai vous en citer d’autres sinon. Alors d’où elles viennent ? Alors l'Étoile du Sens c’est historique je crois que ça fait, si je ne dis pas n’importe quoi, ils ont fêté leurs 70 ans donc ça fait 70 ans qu’ils sont sur le quartier donc on est sur une association historique du territoire. Il y en a d’autres… Qui a toujours proposé ce type d’offres sportives plutôt autour du football et qui s’est développée, qui je pense s’était plutôt organisée autour des bénévoles à l’époque, il y a longtemps et qui s’est structurée et qui a quelques salariés aujourd’hui et qui du coup propose à ces salariés formés du coup un peu à la médiation et du coup on est quand même plutôt sur un public d’hyper proximité.
* Et vous diriez que c’est vraiment une association qui vient du quartier ? Qui a été portée initialement par des habitants du quartier ?
* Au bah oui !
* D’accord.
* Oui, pareil pour la CSF parce que la CSF du coup c’est des grosses structures un peu nationales sauf qu’après il y a des antennes ou des branches par villes ou par secteur, et là c’est issu du quartier dans la mesure où se sont des parents d’élèves à la base qui ont porté les projets de la semaine dans écran et c’est par ce biais là que l’asso c’est installée, enfin a pris ses quartiers ici. Et après du coup, ils ont souhaité aller développer d’autres champs de travail avec notamment un groupe de femmes du quartier et tout ça mais c’est pareil, c’est issu des parents d’élèves des écoles du quartier.
* D’accord,
* Pour Empower Nantes c’est une association qui n’a pas émergée du quartier mais qui était une association qui est à l’échelle de Nantes et qui cherchait à s’implanter sur un quartier et qui est venue s’implanter ici et qui maintenant rayonne à la fois sur l’échelle de la ville et de la métropole mais qui travaille parallèlement de manière forte sur le quartier sur lequel ils sont installés.
* D’accord ils se sont intégrés
* Voilà, après il y en a d’autres qui sont venus, qui sont pas forcément issus du quartier mais qui sont venus et qui sont installés maintenant depuis plus d’une dizaine d’années. Celle que je vous citais là notamment qui sont installés dans des logements en pieds d’immeubles : à la fois ça répondait à un besoin de l’association de vouloir s’installer sur ce territoire et on a peu de locaux à proposer pour des résidences d’artistes ou de compagnies. Et à la fois un enjeu nous de les garder parce que le travail qu’ils font en proximité est intéressant. Et un enjeu pour le bailleur qui lui avait un logement de disponible à avoir dans sa tour une asso qui travaille sur une dynamique avec ses habitants au quotidien voilà. Donc c’est, ces plusieurs enjeux qui fait parfois la rencontre et l’installation d’une asso à un endroit, et du coup on se met d’accord sur quels sont les enjeux de chacun, quels sont les enjeux qu’on partage et du coup quelles sont les conditions d’accompagnement, de soutien financier, matériel ou par le biais de locaux… enfin bref.
* D’accord. Et de façon général, pour les associations qui sont partenaires du contrat de ville à Nantes Nord vous diriez que c’est plutôt des associations qui sont issues du quartier ou qui se sont installées ou qui s’installent, qui s’intègrent aux quartiers après leur création ?
* Les deux. Après y a un peu des deux, y a des assos qui sont là depuis longtemps, qui sont issues du quartier, y a de nouvelles asso, de nouveaux projets, de petites assos, c’est variable…
* D’accord, y a pas de grandes tendances qui se démarquent…
* Bah y a nos assos relai, structurantes du quartier qui émargent systématiquement : Léo Lagrange, l’Accoord, PaQ’la Lune, le collège Stendhal a émargé aussi à l’appel à projet, enfin ils présentent deux projets. Voilà et puis on a des petits porteurs de projets ou des nouvelles initiatives ou des assos qui sont moins, enfin qui sont bien ancrés au territoire mais qui sont moins importantes et qui déposent aussi des actions selon les années enfin voilà c’est variable.
* D’accord… Dans le quartier, dans tout le quartier Nantes Nord y a à peu près combien d’associations partenaires du contrat de ville ?
* Bah cette année si je peux vous dire ?
* Oui oui
* [compte] une quinzaine, on en a pas… c’est pas énorme en fait chacun présente au moins, facilement deux projets, donc y a plus de projets que ça mais y a une petite douzaine d’asso, enfin d’asso j’enlève les collèges
* Bien sur ouais ouais
* On va dire une douzaine et après ils présentent souvent deux actions.
* D’accord, et dans ces douze associations, combien sont conventionnées ?
* [compte] je dirais trois
* D’accord…
* trois ou quatre
* et c’est lesquelles ?
* L’ACCOORD, PaQ’la Lune, l’EclectiC Léo Lagrange… [réfléchit]... j’ai un petit doute sur l’Etoile du genre, je suis pas sûre, nan je pense pas
* D’accord
* Après je vous les ai pas toutes citées alors…
* Oui oui bien sur, et du coup dans ces trois associations, elles sont toutes issues du quartier ou de l’extérieur initialement ?
* Après issu du quartier c’est compliqué… pas forcément… y en a deux on est vraiment sur des conventions importantes et c’est des grosses structures en fait qui ont des délégations de service public, et d’autres assos qui sont là depuis longtemps et du coup qui sont conventionnées maintenant avec nous
* Donc celles qui sont conventionnées c’est plutôt des grosses associations qui se sont installées dans le quartier…
* Ouais
* ...mais qui ont acquis aussi de l’expérience…
* Ou des pas forcément des grosses associations mais des acteurs qui sont là depuis longtemps et qui sont fortement structurés ouais…
* D’accord
* On finit par les conventionner parce qu’ils émargent à plusieurs enfin voilà c’est plus simple pour tout le monde, on s’engage sur un plan d’actions à trois ans, collectivement, ça assoit aussi leur stabilité entre guillemet
* Ouais
* Ca assure la pérennité des actions au territoire quoi… voilà
* Oui oui, on a pris un peu de retard, je suis un peu plus lente que ce que je pensais. J’arrive à la deuxième phase de questionnement qui insiste plutôt sur ce que moi j’appellerai des initiatives citoyennes, c’est à dire qu’on parlait d’associations jusqu’alors, associations plutôt stables puisque partenaires du contrat de ville. Maintenant je voulais parler plutôt des initiatives citoyennes, donc certaines associations sont issues d’initiatives citoyennes. D’autres initiatives citoyennes sont juste toutes récentes ou n’ont pas encore eu le temps de se stabiliser. En tout cas je parle ici de projets portés vraiment par des habitants du quartier. Est-ce qu’il y en a vers Nantes Nord, comment se développent-elles ?
* Alors oui, il y en a, de manières… Alors on a déjà là je sais pas si on peut parler d’initiatives citoyennes… on fait partie des structures dans lesquelles il y a un conseil citoyen d’installé.
* Oui
* Quand même donc on a un conseil citoyen qui est installé depuis maintenant 2 ans, qui est extrêmement bien structuré, qui mobilise du coup une diversité d’habitants du quartier et qui du coup accompagne les structures. Qui est indépendant de la politique publique, qui accompagne et soutient des initiatives citoyennes et qui en génère aussi. Enfin voilà, qui les rend donc plus visible et qui donne plus de corps on va dire. Voilà donc quand même on a ça. Donc à la fois on est dans l’autonomie et l’initiative citoyenne et à la fois on est dans un collectif qui a quand même une identité et qui est quand même globalement assez structuré. Donc il fait pas partie des assos non plus donc il faut quand même le mettre dans le paysage. Ensuite oui des initiatives citoyennes indépendantes de structures associatives, il y en a régulièrement, de différentes natures. Ca peut être des volontés de, sur les question d’occupation de l’espace public notamment, des volontés de générer des moments de rencontre et de convivialité donc ça passe souvent par l’organisation d’un repas, soit en ce moment d’apéros discussions sur des micros secteurs un peu dédiés. Pas à l’échelle de tout le grand quartier donc selon les enjeux de chaque micro quartier on est sur un quartier qui a globalement des grosses grosses difficultés de tranquillité publique et de mauvaise occupation des espaces publics, avec des pressions très fortes sur les populations. Donc on a des initiatives d’habitants qui font des apéros au pied de leurs immeubles pour aussi occuper ces espaces publics et les halles qui sont mal occupés on va dire à d’autres moment de la journée ou voilà.
* D’accord,
* Il y a des initiatives… soit il y a des volontés citoyennes qui… la particularité à Nantes Nord c’est que souvent les initiatives citoyennes elles trouvent écho auprès d’une structure ou d’un professionnel qui va les soutenir. Alors ça peut être ou les centres socio-culturels de l’ACCOORD, ou la ville, la collectivité, ou le bailleur et même si ça reste des initiatives citoyennes, souvent elles sont soutenues et accompagnées par une de ces portes d’entrée, de ces partenaires. Ce qui fait que voilà ça facilite la visibilité et la réalisation de ces initiatives là. Là par exemple cette semaine il y a toute une semaine qui s’appelle les festivals de Québec et qui est organisée aussi sur les espaces publics, qui propose à destination des familles donc des jeux, des animations pour la journée, des goûters et des temps de partage sur les différentes cultures ou

origines des uns et des autres avec des défilés de costumes traditionnels, avec des repas partagés, enfin voilà. Ca c’est une initiative d’un collectif d’habitants qui a été du coup soutenu et accompagné par les bailleurs chez lesquels ils résident et du coup chacun est venu apporter ce qu’il pouvait apporter autour dans les partenaires.

* D’accord
* Ca peut être des volontés des initiatives citoyennes à pas mal sur des volontés d’organiser sur cette période des sorties, par exemple une journée au bord de la mer, une journée dans un étang, aller faire de la cueillette de fruits et légumes, aller se balader… Et ça du coup c’est souvent, y a plusieurs portes d’entrées, ils vont vers les centres culturels du coup qui sont organisés pour, qui ont des dispositifs pour bah s’il y a une volonté le jeudi soir en en discutant, bah que ça puisse être mis en oeuvre dès la semaine d’après donc on a des dispositifs pour ça, pour accompagner, pour trouver des fonds on va dire, voilà. Là y en a pas mal là chaque jours des propositions. On a aussi nous un espace dédié qui s’appelle le bureau des projets à la ville de Nantes. Et du coup c’est un comité d’animation constitué d’habitants volontaires qui sont engagés pour un an et d’élus, enfin des élus de quartier et des élus thématiques. Et ce comité va en fait, les porteurs de projets remplissent un petit dossier qui est partagé, discuté avec nous pour les aider à le remplir, en fonction des actions qu’ils veulent mener. Ensuite ils vont présenter leurs projets, c’est assez réactif puisqu’il y a un compté d’animation tous les mois. Ils vont présenter leurs projets auprès de ce comité d’animation donc ce collectif d’habitants et qui valident ou pas la demande. Et puis ça leurs permets de mettre en oeuvre après derrière leurs actions. Du coup on a plein d’actions. Il y a eu des propositions d’organiser un petit festival de théâtre amateur. Donc ça c’est des initiatives qui sont extérieures qui sont pas forcément portées par des habitants. Il y a eu des… y a pas mal d’organisations de vides greniers par exemple… voilà… je m’étale mais heu…
* Est-ce que parmis ces initiatives y en a qui sont structurées ?
* … y a aussi des voilà… beaucoup des choses autour du développement durable. Les habitants individuellement ou collectivement sont beaucoup autour d’organiser la mise en place de composteurs collectifs et de mobiliser autour de chez eux les familles, les parents à utiliser les composteurs. Ils font de la médiation donc là aussi après nous on active des ressources des assos qui peuvent les accompagner mais ça c’est pas mal des initiatives qui sont proposées autour du jardinage aussi pas mal. Voilà dans les initiatives aussi il y a tout ce qui est potagers partagés… voilà ce genre de choses… bon je pourrai ne pas arrêté parce qu’il y en a…
* Ouais bien sur je comprends… Dans toutes ces dynamiques est-ce qu’il y en a certaines qui sont structurées en association ?
* Heu… là dans ce que je vous ai cité nan, du coup c’est plutôt des initiatives soit d’habitants…
* De collectifs ouais…
* Soit de petits collectifs, quand je dis “petit collectif” c’est que c’est un groupe d’habitants mais qui n’a pas de statut, qui est pas organisé particulièrement, qui s’est juste mis en groupe pour ce projet là.
* Y a certains groupes d’habitants qui peut fonder des associations ?
* Oui ça peut oui oui, ça peut ensuite aboutir… bah parfois en fait selon les projets qui se portent ça devient compliqué parfois d’être en association, enfin ça devient compliqué même si on essaye de faciliter les initiatives comme ça qui viennent du collectif, parfois en fonction de l’ampleur du projet et ça devient compliqué pour eux d’être en collectif ou alors il faut qu’ils trouvent une asso, enfin on les accompagne pour ça, mais une association partenaire qui puisse les soutenir parce que rien que parfois pour verser des subventions on peut pas verser des subventions à des habitants…
* Bien sur, et à des collectifs...
* Donc du coup ça devient parfois des clefs de blocage qu’on essaye de débloquer notamment le bureau des projets sert à ça donc voilà. On peut débloquer des fonds jusqu’à 1000€ sans être constitué en association mais après effectivement ils peuvent rencontrer quelques… donc en fonction des projets parfois, soit ils trouvent des asso partenaires, soit ils se posent la question de se constituer en associations.
* Et ça ça se fait beaucoup ? De se structurer en associations ,
* De se structurer en association derrière ?
* Ouais !
* Beaucoup… ça s’est beaucoup fait… aujourd’hui moins je dirais… enfin on est plus vigilent à… se constituer en asso n’est pas forcément la réponse parce que ça peut être aussi lourd et engageant. Une asso il faut faire des AG il faut organiser un bureau… et parfois ça peut être lourd pour les personnes, donc on est… en tout cas on les aiguille pas systématiquement dans cette voie là. On essaye juste de faire en sorte collectivement que leurs actions puissent émerger. On trouve toujours des solutions avec des partenariats à droits à gauche et pas forcément à les pousser à se constituer en asso parce qu’en fait on s’est retrouvé avec beaucoup d’asso comme ça pour aller plus vite pour structurer comme ça pour répondre à une initiative, et ça met parfois plus en difficulté le porteur de projet qu’autre chose et du coup après ça fait des asso qui se sont retrouvées sans savoir ce qu’était une asso, la gestion de bénévoles, la gouvernance… voilà et puis avec des volontés individuelles derrière d’insertion professionnelle ou de se créer un emploi et la structure associative n’est pas toujours la réponse enfin…
* Bien sûr
* Il faut parfois aller voir vers d’autres structures de l’économie sociale et solidaire enfin… voilà donc on est assez vigilent dans l’accompagnement des porteurs de projets à avoir une palette beaucoup plus diversifié dans le paysage que juste la structure associative…
* Qui est-ce qui fait cet accompagnement des porteurs de projets ?
* Alors c’est un accompagnement collectif de la ville de Nantes. Donc nous à l’échelle de du quartier, de l’équipe, de la direction de la vie associative et de la jeunesse, de centres socio-culturels ACCOORD, et puis voilà quand il y a un projet en fait on ne rencontre pas chacun individuellement, on s’organise en fonction de la nature du projet pour le rencontrer directement à plusieurs et puis l’aiguiller tout de suite bien les porteurs de projets vers les bons interlocuteurs et pas de les balader 50000 fois en fonction du public qu’ils visent ou en fonction du territoire enfin en fonction du secteur du quartier ou en fonction du sujet enfin de la thématique de leur projet.
* D’accord
* Voilà donc souvent on a enfin y a souvent aussi les bailleurs à Nantes qui sont impliqués voilà, et puis après ça peut être d’autres partenaires : la CAF ou alors … on voit en fonction de la nature du projet. Et les collègues de la maison de l’emploi-mission locale peuvent faire complément voilà.
* D’accord. Les structures qui seraient les plus proches des initiatives citoyennes sur les quartiers Nantes Nord ce serait lesquelles ou laquelle selon vous ? Le conseil citoyen ?
* Bah de fait le conseil citoyen c’est un collectif. En fait ils sont pas du tout… alors nous le conseil citoyen de Nantes Nord, parce qu’il y a plusieurs formules à l’échelle de la métropole, il y a plusieurs conseils citoyens ils se sont pas tous organisés de la même manière. Celui-ci reste un collectif, ce n’est pas une association, ils ont fait le choix de ne pas être une association donc ça reste un collectif d’habitants donc

c’est représentatif d’un collectif d’initiatives citoyennes. Après y en a d’autres, enfin y en a pas mal et puis… [réfléchit]... et puis en fait y en a qui sont éphémère parce qu’on est sur un pan, un moment, dans le cadre des (...) pour les voisins par exemple enfin du mois de mai, ce ne sont que des initiatives individuelles et citoyennes d’habitants qui décident d’organiser des repas collectifs dans la rue ou sur l’espace public enfin, donc il y a pas mal de choses… y en a une qui… mais maintenant je pense qu’elle s’est constituée en association mais à la base… c’est initiatives plurielles donc c’est un collectif de femmes du quartier qui est maintenant une association, qui a été accompagné par l’ACCOORD aussi, le centre socio-culturel en soutien. Et du coup elle qui a la volonté de travailler la question des femmes en générale, de la place des femmes dans la société, de la place des femmes sur l’espace public. La question de la place des femmes tout court. Voilà donc elles ont fait pas mal d’actions. Ca c’était une initiative… enfin voilà elles souhaitaient se constituer en collectif et pas en association. Ca s’en est une… Y en a pas mal d’autres… après je pourrais peut-être vous envoyer des choses…

* Bah écoutez oui je veux bien je pense que moi dans mes questionnement et dans mes demandes d’explications, j’ai fait à peu près le tour sur ces questions de lien entre, enfin sur ces questions d’associations à la fois partenaires du contrat de ville, leur ancrage dans le quartier et les initiatives citoyennes. Est-ce que vous pourriez m’envoyer par mail quelques autres éléments comme une liste exhaustive des associations partenaires du contrat de ville ? Ca vous pourriez me l’envoyer ?
* Ouais
* Et peut-être un contact vers le conseil citoyen pour que je puisse aller aussi mener des entretiens auprès de ces structures ?
* Oui, je vous donnerai les contacts, pas de soucis.
* Parfait, et parmis les associations partenaires du contrat de ville, si jamais vous avez aussi des rapports d’activités qui me permettraient aussi d’en savoir plus sur chacune de ces structures sans nécessairement aller les déranger en plein mois de juillet [rire]
* Je vais regarder ce que j’ai ouais.
* Ca marche, bah écoutez pour moi j’ai fait…
* Je vais prendre votre mail par contre
* Oui, alors mon adresse mail c’est [floriane.lepre@etu-iepg.fr](mailto:floriane.lepre@etu-iepg.fr)
* ETU c’est ça ?
* Oui c’est ça
* Ok ça marche
* Bah écoutez merci pour tout, merci pour vos réponses
* Bah de rien, vous avez du coup vous faites le tour des autres quartiers nantais ?
* Oui, alors en fonction de ceux qui peuvent me répondre, qui ont le temps et qui ont de la disponibilité en ce moment, sachant qu’on est à la fois dans une période de vacances et à la fois dans une période de trouble dans certains quartiers nantais…
* Oui
* Du coup je ne peux pas passer dans... certains quartiers n’ont absolument pas le temps, ce que je comprends complètement donc j’essaye de faire le tour oui grossièrement.
* Oui, ok, bon bah bon courage,
* Merci beaucoup
* Je vous envoie ça du coup.
* Super, merci beaucoup, bonne journée à vous,
* Merci au revoir.

### ANNEXE 7 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Bottière

- Equipe de quartier Doulon-Bottière Bonjour ?

- Oui allo bonjour, Floriane Lepré au téléphone, je souhaiterais parler avec Dominique Garcion s’il vous plaît ?

- Oui c’est moi

- Ha très bien, je vous appelle à propos de l’entretien

- Ouais

- Est-ce que vous avez du temps ?

- Comment ? Je vous entends pas très bien ?

- Est-ce que vous m’entendez mieux comme ça ?

- Heu…. un peu ouais

- Bon, je vais essayer j’espère que ça va le faire, est-ce que vous avez du temps pour l’entretien

- Ouais on avait parlé d’une petite demi-heure ?

- Ouais, ça vous va ?

- Ok ça va

- Ok, alors je vais vous rappeler un petit peu mon travail, je travaille sur l’innovation sociale dans les quartiers prioritaires politique de la ville

- Nan, excusez moi là je vous entends vraiment pas bien, ça va être compliqué

- Est-ce que vous m’entendez mieux comme ça ?

- Là ouais, là c’est mieux

- Ok je vais essayer de rester comme ça, donc je travaille sur les quartiers prioritaires dans… l’innovation sociale dans les quartiers prioritaires de la ville de Nantes, et plus précisément sur les associations inscrites au contrat de ville. Du coup je fais ces entretiens sous la forme d’entretiens semi-directifs, d’une durée d’environ trente minute, est-ce que ça vous dérange si j’enregistre cet entretien ?

- Non allez y a pas de soucis

- D’accord, première question donc vous êtes sur le territoire Bottière Pin-Sec. Est-ce que le quartier politique de la ville sur ce territoire c’est bien la Bottière ?

- Heu… Bottière-Pin Sec, le quartier prioritaire c’est Bottière-Pin Sec

- D’accord donc en fait tout votre territoire c’est le quartier prioritaire ?

- Ouais,

- D’accord, sur ce territoire combien d’associations vous avez de conventionnées par le contrat de ville ?

- une vingtaine

- Une vingtaine conventionnées pour 3 ans ?

- Heu non, ha oui sur 3 ans on doit en avoir une seule je crois bien

- D’accord, c’est quelle association ?

- Alice 44

- D’accord, est-ce que vous pouvez m’en dire un peu plus sur cette association donc : ça fait combien de temps qu’elle est conventionnée au contrat de ville ?

- Alors ça doit faire… sur 3 ans ça doit faire 4 fois maintenant peut-être…

- 4 fois qu’elle est conventionnée sur trois ans ?

- Ouais… voilà c’est une association qui est dans le recyclage des ordinateurs

- D’accord

- Voilà donc ils récupèrent des vieux ordinateurs auprès d’entreprises, ils les remettent en état et ils les revendent à un tarif vraiment modeste aux publics en précarité quoi

- D’accord, est-ce que cette association est installée directement sur le quartier prioritaire ?

- Oui, elle est sur la rue de la Bottière, vraiment au coeur du quartier prioritaire

- D’accord, et à quels besoins est-ce qu’elle répond sur le territoire précisément ?

- C’est au niveau de la fracture numérique, donc leur intervention c’est la lutte contre la fracture numérique donc c’est effectivement accompagner des populations qui sont en précarité à s’équiper en matériel et puis elles accompagnent aussi dans la formation pour l’usage de ce matériel. Y compris un peu dans l’accompagnement sur des e-démarches parce que c’est vrai que c’est un besoin important au niveau des publics qui sont sur le quartier, des gens qui ont un accès difficile à tout ce qui est e-démarches et donc voilà ils ont besoin de cet accompagnement

- D’accord, et cette association elle a été créée il y a combien de temps, à peu près !

- Je pense que c’est une association qui doit avoir une bonne dizaine d’année, peut-être un peu plus… douze ans peut-être…

- D’accord, et est-ce que vous en savez un peu plus sur comment est-ce qu’elle a été fondée, par qui et pourquoi elle est arrivée sur le territoire ?

- Alors j’ai pas trop l’historique, c’était à l’époque d’un monsieur qui était lui même en situation précaire et qui de part sa formation avait des compétences au niveau numérique et qui a fondé cette association, qui en a été salarié à un moment et puis quand l’association s’est développée il y a eu un peu une scission entre cette personne là puis la nouvelle présidence et du coup lui a quitté l’association et y a une autre équipe qui a pris le relais

- D’accord…

- Et elle est arrivée sur le quartier en fait au moment où on a ouvert la maison de quartier de la Bottière, donc y a des associations qui se sont positionnées pour utiliser des locaux dans cette nouvelle maison de quartier, Alice en faisait partie pour pouvoir diffuser des cours à l’usage des logiciels libres Linux, donc voilà ils mettaient en place des ateliers pour lesquels il y a des financements du contrat de ville. Donc dans cette nouvelle maison de quartier. Et puis du coup de fil en aiguille, ils ont cherché à s’implanter un peu plus dans le quartier, au delà des ateliers qu’ils pouvaient y faire et il y a eu une opportunité de locaux et puis voilà c’est comme ça qu’ils sont arrivés et c’est vrai que nous au niveau de la ville on a un peu encouragé à ce qu’ils puissent s’implanter sur le quartier parce qu’on trouvait leur démarche intéressante

- D’accord, et du coup ce monsieur qui a fondé un petite peu l’initiative, l’association il venait du quartier ?

- Alors non il n’était pas forcément du quartier ce monsieur

- D’accord, et du coup c’est après combien de temps que l’association s’est installée dans le quartier ?

- Après sa création ?

- Ouais

- Bah je dirais 2-3 ans quoi

- D’accord, donc elle a été créé dans un autre quartier, au bout de 2-3 ans elle s’est installée progressivement à la Bottière ?

- Oui c’est ça, ils avaient des locaux boulevard Schuman donc pas trop dans le secteur et en tout cas pas sur un site prioritaire et du coup voilà. Bon c’est une association qui dès le départ avait une vocation, enfin un rayonnement plutôt nantais, elle était pas spécialement attachée à un quartier

- Et donc du coup ils ont décidé de se rapprocher d’un quartier prioritaire et l’opportunité à fait que ça a été Bottière Pin-Sec ?

- Voilà

- D’accord, et du coup de quelle manière est-ce que les habitants sont aujourd’hui impliqués dans l’association et dans la vie de l’association ?

- Alors, c’est une association qui fonctionne avec beaucoup de bénévoles, dont des bénévoles du quartier. Pas que parce que bon, comme je vous dit, c’est une association qui a un rayonnement nantais et maintenant métropolitain mais du fait de leur présence sur le quartier je pense qu’ils mobilisent plus facilement des habitants du quartier donc y en a effectivement un certain nombre qui sont dans le conseil d’administration. Voilà, enfin oui au niveau du conseil d’administration quoi

- Ok, ils sont aussi impliqués dans la gouvernance de l’association, ils sont pas simplement public

- Nan tout à fait ouais

- Aujourd’hui est-ce que vous savez combien d’adhérents est-ce qu’il y a à peu près dans cette association ?

- Là comme ça je suis pas capable de vous dire après je pourrais regarder dans les…

- Dans les rapports d’activité ou dossier ouais ?

- Ouais ouais

- Et le nombre de salariés ?

- Alors ils sont trois salariés

- D’accord, c’est depuis combien de temps qu’ils sont autant de salariés ? C’est récent leur développement ou ça fait déjà…

- Non ça fait déjà un moment qu’ils ont des salariés….enfin moi depuis qu’ils sont sur le quartier je leur ai toujours connu des salariés donc plutôt des contrats aidés sauf une salariée qui est en contrat de droit commun depuis 3-4ans.

- Donc c’est un CDI la dernière salariée ?

- Ouais

- Ok d’accord et le contrat de ville est-ce que vous pouvez me donner, je sais pas si vous communiquer ces informations, mais une échelle de leur financement, c’est un financement important qu’ils ont ? Peut-être que toutes les associations conventionnées ont le même financement, j’avoue que je ne m’y connais pas assez pour savoir…

- Bah c’est pareil de tête… alors attendez je peux essayer de rechercher si vous voulez je peux avoir ça dans l’ordinateur…

- Après si vous avez un fichier peut-être que vous pourrez me l’envoyer plus tard ?

- Ouais ?

- Ouais si c’est plus facile pour vous

- Donc je vous envoie les infos qui manquent par exemple : alors le montant du financement…

- Ouais, et le nombre d’adhérents si vous avez

- D’accord

- D’accord donc ça c’était l’association conventionnée qui est sur le quartier.

- Sur trois ans c’est la seul

- D’accord, et sur les associations pas conventionnées donc partenaires vous en avez une vingtaine vous m’avez dit ?

- Alors oui on a une vingtaine d’associations oui qui sont au contrat de ville

- Est-ce que vous pouvez m’en citer quelques unes qui sont particulièrement présentes et actives sur le quartier ? Je vais pas prendre les vingt parce que ça va être un trop lourd boulot pour moi de toutes façons et qu’on n’a pas forcément le temps mais au moins une… ouais 5-6 ?

- Alors, on a donc Alice 44, on a au niveau de la jeunesse on a Léo Lagrange avec la structure le triptyque là. Dans les assos un petit peu fard on a aussi la sagesse de l’image qui est une association qui est arrivée sur le quartier un petit peu comme Alice 44 c’est à dire qui était à l’origine pas forcément

une association du quartier mais qui a été intéressée pour intégrer la maison de quartier à l’époque où ça s’est ouvert.

- D’accord,

- Donc ça c’est dans les associations un petit peu historique… Make a move qui est une association plutôt en direction de la jeunesse autour de la danse voilà. Après alors si y a Ecopole qui est financée également pour une petite ressourcerie qui fonctionne sur le quartier. Qu’est ce qu’on a encore ? Donc après ça va être des associations plus récentes, alors oui on a des associations plutôt autour de l’accès aux droits, une association comme Nouvelle Voie qui n’est pas une association de quartier à l’origine et du coup qui a des interventions sur le territoire et qui nous intéressait parce que ça faisait sens par rapport à une structure notamment au Pin Sec qu’on a ouvert y a quelques années et du coup l’intervention de Nouvelle Voie dans le cadre du contrat de ville est intéressante. Dans le même style le CIDSS qui est aussi pas une occupation du quartier mais dont les interventions pouvaient croiser les enjeux du territoire du coup ils émargent au contrat de ville.

- D’accord, sur ces 6 associations maintenant je vais essayer d’en savoir plus un petit peu comme je vous ai posé les questions sur Alice 44, sur leur… alors déjà c’est 6 associations, à part Nouvelle Voir et CIDSS, les quatre premières sont installées sur le quartier c’est ça ? Sur le QPV

**?**

- Oui

- D’accord et chacune depuis combien de temps est-ce qu’elles sont au contrat de ville à peu près ?

- Alors… [réfléchit] le triptyque, make a move ça fait 8 ans

- Alors le triptyque vous ne me l’aviez pas donné mais je la rajoute y a pas de soucis

- Heu, c’est Léo Lagrange, j’ai du dire Léo Lagrange

- Ha oui c’est ça

- Léo Lagrange c’est l’association puis le Triptyque c’est la structure qui est sur Pin Sec

- D’accord, donc depuis combien de temps vous m’avez dit 3 ans c’est ça

- 8 ans

- 8 ans excusez moi, au contrat de ville ok et Make a Move aussi c’est ça ?

* Pareil
* La sagesse de l’image ?
* Alors ouais ça doit être à peu près quelque chose comme ça aussi

- D’accord, Ecopole ?

- Alors Ecopole ça doit faire je dirais 3 ans

- D’accord, et Nouvelle Voie ?

- Heu, Nouvelle Voie ça doit être 2 ans

- Ok, et le CIDSS ?

- Et CIDSS pareil

- 2 ans

- ça doit faire 2 ans

- D’accord, et chacune de ces associations, sur le contrat de ville à quel besoin elles répondent ?

**Enfin je sais qu’il y a des catégories, des piliers sur le contrat de ville et donc voilà…**

- Oui alors Make a Move, le Triptyque on va être plus sur la citoyenneté des jeunes, on va être plus là dessus. Nouvelle Voie, CIDSS ça va concerner plutôt l’accès aux droits. Ecopole comme Alice 44, alors Ecopole c’est beaucoup la question de la mobilisation des habitants.

- D’accord et la sagesse de l’image ?

- Et la sagesse de l’image alors sur le champ plutôt de la précarité, l’accès à la culture, l’accès aux droits on est un peu là dessus aussi, voilà pour des publics précaires.

- Et chacunes de ces associations, d’où est-ce qu’elles viennent ? Déjà quand est-ce qu’elles ont été créé, par qui et comment est-ce qu’elles sont arrivées sur le territoire ?

- Alors CIDSS, Léo Lagrange on est plutôt sur des associations avec un rayonnement bien au delà du quartier ou de la ville même. Léo Lagrange c’est une fédération nationale donc voilà….

- Mais du coup il est arrivé sur le quartier y a combien de temps ?

- Alors, sur le quartier Léo Lagrange c’est je dirais peut-être autour de 8 ans

- D’accord, parce que c’était un quartier prioritaire ou parce qu’ils sont présents dans tous les quartiers nantais ?

- Non non parce que c’était, ça répondait à un besoin sur le quartier, il nous fallait un opérateur sur la question des 16-25 ans et du coup c’est Léo Lagrange qui a remporté le marché et du coup ils ont mis en place des projets spécifiques qui émargent au contrat de ville pour répondre à des enjeux notamment on a au niveau des 16-25 une cible prioritaire, donc il y a beaucoup d’enjeux autour… heu oui des enjeux autour de la citoyenneté des jeunes, autour de leur autonomie notamment, de leur insertion sociale et voilà

- et CIDSS vous m’avez dit c’est un peu pareil ça veut dire qu’il y a un rayonnement national aussi.

- Oui oui c’est une grosse association et du coup ils sont arrivés depuis 2-3 ans sur le quartier, mais comme… je pense qu’ils sont venus sur le quartier comme ils sont allés sur d’autres sites prioritaires, y a pas un histoire particulière avec la Bottière.

- Oui…

- En fait y a un peu ces catégories dans le contrat de ville, y a des associations qui soient sont originaires entre guillemet du quartier, soit qui sont créée sur le quartier ou qui ont vraiment à un moment, leurs intérêts leurs enjeux ont croisé ceux du territoire, voilà. Et sinon il y a des associations qui n’ont pas spécialement d’histoire avec le quartier mais qui viennent parce que c’est un site prioritaire. Ca peut

pour autant croiser des enjeux du territoire et faire que voilà leur action sur le quartier elle est intéressante.

- Bien sur !

- Des fois ça marche, pas toujours quoi

- Et pour Make a Move, Ecopôle et Nouvelle Voie c’est plutôt à l’origine du quartier ou... ?

- Alors Nouvelle Voie donc eux ils sont arrivés, c’est pas une association qui émanent du quartier par contre nous quand ils sont venus, on attendait vraiment un besoin sur le quartier pour répondre aux questions de l’accès au droit et du coup on a vraiment vu un intérêt à leur présence

- Ca fait combien de temps qu’ils sont arrivés sur le quartier à peu près ?

* Bah je dirais 2-3 ans aussi, 2 ans.
* D’accord,
* Voilà, Make a Move c’est une association avec des gens qui sont quand même issus du quartier donc voilà cette association elle a voilà, plus une histoire avec le quartier.

- C’est des habitants du quartier qui l’ont fondé ?

- Oui, une habitante ouais

- d’accord, et c’était y a combien de temps ?

- Une dizaine d’année,

- Ha oui, ouais… Et Ecopole ?

- Alors Ecopole en fait c’est nous qui sommes un peu allé les chercher, Ecopole c’est pareille ils ont un rayonnement qui dépasse largement le quartier, et puis c’est une grosse association, enfin c’est une grosse structure. On est allé un peu les chercher parce qu’il y avait sur le quartier un projet avec des habitants mais qui connaissait des grandes difficultés dans le fonctionnement et y avait besoin d’une structure qui puisse accompagner vraiment ces habitants pour maintenir leurs activités et du coup c’est Ecopole qui est intervenue et qui ont pris un peu le relais sur ce projet de ressourcerie, c’est une petite ressourcerie.

- Et ils sont arrivés y a combien de temps ?

- Alors bah je dirais quatre ans maintenant

- D’accord, alors que eux ils sont créés depuis combien de temps ?

- Heu je serais pas capable de vous dire, c’est vieux, peut-être une vingtaine d’années, je sais pas trop…

- j’irai chercher les informations y a pas de soucis. Pour chacune de ces associations, de quelle manière les habitant.es sont impliqués dans la vie de l’association ?

- Alors bah c’est variable selon les associations donc sur CIDSS, Nouvelles Voie je dirais que c’est plutôt des associations qui sont dans la… pas la prestation mais un petite quand même, c’est plus des permanences, c’est des pour le CDISS c’est un peu des remises à niveau, enfin un travail pour favoriser

l’insertion professionnelle des personnes un peu éloignées donc c’est plus je dirais, le public est plutôt bénéficiaire que impliqué dans l’association.

- Oui

- Voilà, pour ce qui est de Léo Lagrange, Triptyque les jeunes sont impliqués dans les actions de l’association c’est à dire qu’ils sont associés à l’organisation d’activités. Ils travaillent beaucoup autour de la citoyenneté donc c’est vraiment à ce niveau là que… ouais sur l’organisation de manifestation que les jeunes s’impliquent.

- Pour autant y a des habitants dans la gouvernance ?

- Nan

- Ouais, d’accord

- Make a Move c’est pareil, les jeunes sont un peu associés à l’organisation d’événements de l’association, ils ont un festival annuel là dans lequel les jeunes sont assez, enfin sont sollicités et assez impliqués dans la mise en oeuvre. Voilà, la Sagesse de l’Image c’est pareil, les adhérents, les habitants sont plutôt bénéficiaires je trouve que partie prenante du fonctionnement de l’association.

- Ouais, la sagesse de l’image elle est arrivée il y a combien de temps dans le quartier à peu près ?

- Je dirais 8-10 ans

- Oui d’accord

- Voilà, et puis Ecopole pour le coup, alors y a Ecopole la structure mère je dirais entre guillemet et puis y a le 60B qui est le projet concernant la Bottière, et sur ce projet là les habitants sont objectivement complètement partie prenante. C’est eux qui… y compris dans la gouvernance, même s’ils ne sont pas en association mais ils sont vraiment, ils assurent vraiment le fonctionnement de cette petite structure ouais qui est le 60B

- D’accord, et maintenant plutôt sur la taille de ces associations, j’ai l’impression que c’est des associations qui sont quand même très diversifiées en termes de taille

- Ouais

- Le nombre d’adhérents vous l’avez peut-être pas mais le nombre de salarié pourra me donner déjà une image de la taille de l’association

- Alors, donc bah Ecopole, sur le quartier pour ce qui concerne l’action qui émarge au contrat de ville, y a une personne qui est en adulte relais, donc là contrat aidé. Après Ecopole ils sont, y a pas mal de salariés dans la structure en fait

- Une dizaine vous direz ?

- Comment ?

- Une dizaine ? un peu moins ?

- Oui, je pense que c’est… non non je pense que c’est de cet ordre là.

- D’accord, ce salarié adulte relais c’est, vous savez s’il est issu du quartier ?

- Oui, alors c’est une personne qui a habité sur le quartier alors après…

- Est-ce qu’il y a grandit on sait pas…

- Nan elle y a pas grandit, elle y a habité un temps mais on ne peut pas dire que ce soit une personne issue du quartier

- D’accord

- Voilà, elle y a habité un temps mais…

- D’accord.

- Voilà pour Ecopole, la Sagesse donc y a un salarié qui est le fondateur en fait de l’association

- Pareil, il vient du quartier ?

- Nan

- D’accord

- Léo Lagrange donc au niveau du triptyque ils sont 3 salariés mais c’est pareil, ils font partie d’une fédération qui est nationale donc je ne sais pas combien de salariés ils ont mais c’est assez énorme.

- Oui oui j’en ai entendu parlé beaucoup. Et ces trois salariés viennent du quartier ?

- Non pas du tout

- D’accord

- Voilà, et Make a Move y a une salariée qui est quelqu’un effectivement issue du quartier

- D’accord. Et Nouvelle voie ?

- Nouvelle Voie et CIDSS… y a une salariée qui intervient mais elle n’intervient pas que pour le quartier, au niveau de l’association, je sais pas du tout combien de salariés ils sont

- J’irai voir y a pas de soucis

- Ouais, je sais pas trop et CDISS je sais pas combien ils sont sur Nantes je sais pas peut être 5 quand même à revérifier

- D’accord, et y a une intervenante spécifique sur le quartier ou un intervenant ou alors ils se relaient ?

- Pour Nouvelle Voie oui y a une salariée mais qui va faire des permanences quoi, elle intervient sur d’autres permanences dans d’autres quartiers

- Et sur CIDSS ?

- Bah y a une personne qui est sur l’action Bottière mais bon c’est pas à plein temps, donc c’est une personne qui fait d’autres choses aussi au niveau de l’association

- Bien sur, d’accord bah merci pour toutes ces réponses sur les associations partenaires. Maintenant si vous avez le temps j’aimerais bien parler d’un nouvel axe qui est les initiatives

**citoyennes sur le quartier prioritaire. Si vous avez le temps, vous m’arrêtez quand vous avez plus le temps.**

- Ouais

- C’est pour savoir si vous pourriez me citer quelques projets qui sont dans le quartier et qui sont vraiment porté par des habitants à l’origine. Ca peut être des associations ou des collectifs.

- Alors, justement l’action qui a beaucoup évoluée mais qui est accompagnée aujourd’hui par Ecopole, c’est une action qui avait vraiment été initiée par des habitants à l’origine, et qui a impulsé une dynamique sur le territoire autour de la question du développement durable et du réemploi et ça a été une action assez intéressante pour ça

- Donc c’est les habitants qui sont allés chercher Ecopole pour les accompagner, accompagné par la ville et d’autres acteurs qui sont allés…

- Bah à l’origine oui, après on est allé chercher Ecopole quand l’association a connu des difficultés mais au départ c’était vraiment constitué en collectif et puis en association autour du projet d’une ressourcerie et c’était vraiment une initiative d’habitants quoi

- Et vous savez pourquoi l’association a un moment a eu du mal à fonctionner par elle même et à dû s’appuyer sur Ecopole ?

- C’est une association qui en fait été composée de gens en très grande précarité et en fragilité aussi du coup et c’était plutôt des difficultés relationnelles en fait qui ont impacté la vie de l’association. Donc c’est vrai que c’était, c’est important qu’il y ait une structure autre qui aide…

- Les gens n’arrivaient pas à s’entendre entre eux ?

- Oui parce que c’est des gens en plus qui avaient des difficultés dans leur vie quotidienne donc c’est compliqué après pour eux de s’impliquer dans une association quand on a des soucis personnels

- Bien sur,

- Voilà ça veut dire une implication, un engagement qui peut être un petit peu variable en fonction de la situation personnelle, voilà donc ça fait des tensions dans le groupe donc voilà

- Est-ce que vous avez d’autres projets/actions de ce type qui se sont développés dans le quartier, d’autres exemples ?

- Alors après bah c’est un peu, enfin c’est autre chose mais on a un collectif d’habitants aussi qui s’appelle le collectif Grand Place et qui s’est plutôt constitué autour du projet urbain, enfin du projet global Bottière Pin-Sec. Il y a un projet de rénovation urbaine et voilà ce collectif qui s’est créé, qui n’est pas que d’habitants du quartier d’ailleurs,

- Et ça a été à l’initiative des habitants la création de ce collectif

- Ouais

- D’accord et ça fait combien de temps ?

- Alors ça doit faire maintenant 2-3ans

- D’accord, et ils sont toujours resté en collectif ?

- Oui, ils sont toujours en collectif

- D’accord, et ils répondent… leur rôle c’est quoi, c’est de représenter les habitants c’est… ?

- Bah en fait ils sont vraiment constitués pour pouvoir… oui faire valoir la parole des habitants sur les projets qui sont proposés de requalification du quartier

- D’accord et ils sont combien à peu près ?

- Un peu en opposition au projet d’ailleurs plus que… alors ils sont, bah je sais pas trop, un noyau d’une petite dizaine de personnes, alors après d’habitants vraiment du quartier, peut-être la moitié je pense

- D’accord, est-ce que vous avez d’autres exemples comme ça ?

- Alors après, oui on a d’autres… j’ai par exemple l’association des Sonneurs de Convivialité, alors qui n’a pas fait de demande de contrat de ville cette année mais qui en a fait plusieurs années de suite et qui est vraiment une association issue d’une habitante du quartier, plutôt sur le champs de la convivialité, de l’animation du quartier. Donc c’est une association qui doit avoir 8-10 ans, avec assez peu de bénévoles

- D’accord, ils ont des salariés ?

- Non, il n’y a pas de salariés

- D’accord, et donc ils représentent, les 5-6 bénévoles c’est donc les 5-6 personnes qui tiennent l’association ?

- Oui, alors bon y a une personne la présidente qui porte quand même beaucoup les choses, donc elle est aidée par quelques bénévoles mais plus ou moins liés, elle, elle porte vraiment l’association et c’est quelqu’un qui est vraiment issu du quartier, et qui a à coeur de faire des choses pour son quartier

- Et du coup ils créent des événements, des rencontres ?

- Oui c’est ça, c’est plutôt des événements, il y a des événements festifs et puis des choses comme une bourse aux vêtements, vide grenier… enfin voilà ce type de…

- D’accord, est-ce que vous avez d’autres exemples comme ça ?

- Alors, après on a, il y a eu beaucoup de tentatives, on a par exemple plus récemment une association qui s’est créée qui s’appel 1 2 3 Beau Soleil. C’est une association créée par une habitante mais qui a un petit peu de mal à se développer. Enfin pour l’instant voilà, en fait il y a pas mal d’initiatives autour de tout ce qui est convivialité en fait, certains qui ont envie de se retrouver... là pour la dernière dont je vous parle c’est plutôt pour faire des choses parents et enfants, des activités communes pour les parents et les enfants. Voilà, après souvent c’est des envies d’une ou deux habitantes ou habitants et puis qui sont pas forcément suivies. Souvent c’est des gens qui ont pas du tout d’expérience dans le domaine de la vie associative donc assez rapidement y a des difficultés qui se présentent plus liées au fonctionnement d’une association, la gestion d’un groupe, tout ce qui est lié à la gestion financière aussi donc… Souvent voilà c’est des envies et puis qui se transforment pas forcément en vrai projet parce que voilà les personnes rencontrent des difficultés dans la mise en oeuvre quoi.

- Je comprends ça m’amène à vous présenter mon hypothèse finale que j’ai conclus après plusieurs entretiens et donc je vous demande si vous la confirmeriez : Est-ce que vous pensez comme moi que les associations les plus actives dans les quartiers sont plutôt issues de l’extérieur du quartier et que de l’intérieur les habitants ont plus de mal à développer une association et à la structurer ?

- Non je dirais pas ça, je trouve que… parce que y a quand même des associations issues du quartier qui sont dynamiques. Après effectivement il y a des vrais, c’est vrai que souvent ce sont des associations qui sont quand même sur un pant de fragilité qui nécessite un accompagnement un peu important de la part de la collectivité notamment

- Et comment est-ce que vous expliqueriez ces fragilités et ce besoin d’accompagnement ?

- Bah je pense que c’est lié au profil des personnes qui proposent ces associations là, c’est pas du tout des pros de la vie associative, bah voilà, les connaissances de la vie associative fait que les difficultés quand elles se présentent bah voilà ils ont du mal à les gérer et voilà, puis bah face à ce…. ça se percute aussi souvent avec des difficultés dans la vie personnelle et quotidienne. Voilà, quand au quotidien, on rencontre des difficultés bah c’est compliqué après de s’investir, de faire vivre un groupe, une association quoi. Du coup ça a des répercussions souvent sur la vie de l’association

- Pour autant, face à ces difficultés de développement, est-ce que vous sentez quand même que les habitants du quartier ont une envie de faire changer les choses et de prendre en main des initiatives, des projets ?

- Oui, oui y en a, après c’est vrai qu’on est quand même confronté à la difficulté de mobiliser des habitants globalement quoi. Y a des gens qui ont des vrais envie de faire des choses pour le quartier, mais qui eux même ont du mal à mobiliser d’autres habitants. Globalement c’est quand même quelque chose que… c’est une difficulté qui est assez récurrente quoi, les habitants se mobilisent pas beaucoup. Alors quand il y a des choses qui sont proposées, ils sont présents, ils donnent un coup de main etc. Mais c’est assez ponctuel, l’engagement à plus long terme on a vraiment du mal

- D’accord ouais, donc autant y en a quelques uns qui peuvent être moteurs, autant dans l’implication commune et dans le démarage y a plus de difficultés.

- Ouais, l’envie de faire

- D’accord, bah je vous remercie pour toutes ces réponses, je relis mes questions mais je pense avoir fait le tour de mon côté…

- Par contre je veux bien prendre une adresse mail pour vous envoyer les infos qui manquaient

- Alors mon adresse mail c’est [floriane.lepre@etu-iepg.fr](mailto:floriane.lepre@etu-iepg.fr)

- D’accord

- Du coup ce que moi j’essaye de faire c’est un peu de voir, en faisant une liste des associations au contrat de ville, de voir d’où elles viennent et leur histoire un petit peu et leur importance dans le quartier. Du coup si vous avez des données sur ces associations, des listes des associations partenaires ou conventionnées au contrat de ville je suis preneuse si vous pouvez les communiquer. De la même façon si jamais vous avez des rapports d’activité que vous pouvez m’envoyer de ces associations, ce sera toujours plus facile pour moi de trouver des informations dans les rapports d’activité plutôt que de les appeler en plein mois de juillet parce que je pense que beaucoup sont en vacances

- Après sur la communication des rapports d’activité ça me parait un petit peu délicat

- Je comprends y a pas de soucis, je peux voir toujours sur, je sais que certaines associations ont des sites internets et les informations sont plutôt accessibles, après c’est vraiment des informations sur oui plutôt l’historique de l’association et le nombre d’adhérents, le nombre de

**salariés, enfin ce genre d’informations que je vais aller chercher, pour comparer les structures entre elles.**

- Ok

- Dernière petite question à propos des initiatives citoyennes est-ce que vous auriez, vous m’avez parlé de plusieurs associations qui mettaient en place, qui étaient auprès des habitants. Est-ce que vous auriez le contact d’une structure ou d’une personne qui serait plus auprès de ces initiatives citoyennes ? Que je pourrais contacter aussi ?

- Alors, qui serait une personne d’un collectif ou d’une asso ?

- Oui ou d’une maison de quartier… qui serait plutôt proche des initiatives et qui travaillerait avec elles dans leur développement

- Ha d’accord, bah oui je peux vous envoyer l’adresse du collègue de la maison de quartier qui est plutôt sur l’accompagnement oui des associations, d’accord je vous envoie son contact

- Je veux bien si y a pas de soucis pour vous

- Ok, non non

- Bah je vous remercie beaucoup

- Bah je vous souhaite une bonne journée et je vous remercie encore pour toutes ces informations

- D’accord, merci et puis éventuellement quand vous aurez rédigé votre, enfin c’est un mémoire que vous faites ?

- Oui c’est ça et un article avec

- D’accord bah même si c’est pas l’ensemble du document, une petite synthèse au moins

- Ca m’intéresse en tout cas

- D’accord bah je vous enverrais ça alors

- Ok merci.

### ANNEXE 8 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Sud

- [Equipe de quartier Nantes, bonjour,

- Oui bonjour je suis Floriane Lepré je souhaiterais parler avec...

- Je vous entends très mal s’il vous plaît

- Ha alors… est-ce que vous m’entendez mieux comme ça ?

- Là je vous entends mieux

- Donc je suis Floriane Lepré et je voulais savoir si je pouvais parler avec Madame Claire Perre s’il vous plaît ?

- Et vous êtes ?

- Floriane Lepré

- Corinne Lepré attendez…

- Floriane

- Pardon ?

- Floriane

- Floriane, et elle vous connaît ?

- J’ai un entretien avec elle de prévu à 10h ce matin … Allo ?

- Hallo, oui vous disiez ?

- Que j’ai un entretien de prévu à 10h

- D’accord, attendez]

- Allo ?

- Oui bonjour Floriane Lepré au téléphone

- Oui bonjour

- Je vous rappelle suite à l’appel que je vous ai passé mardi y a 4 jours, concernant mon mémoire

- Ouais tout à fait,

- Est-ce que vous avez le temps ? Est-ce que vous pouvez répondre aux quelques questions que j’ai préparé ?

- Alors, par contre j’ai le temps mais je vous entends très mal donc ça va peut être pas être facile… vous m’entendez bien ?

- Heu… Oui moi je vous entends très bien… le soucis c’est que… est-ce que vous m’entendez mieux comme ça ?

- Allez-y je vous dirais si vraiment je comprends pas ce que vous dites

- Ca marche, j’espère que ça va aller. Alors, tout d’abord je voulais vous rappeler un petit peu le cadre de l’entretien…

- Ouais…

- … donc c’est un entretien semi-directif qui est mené pour la réalisation d’un mémoire de recherche. Ce mémoire de recherche il est encadré à la fois par Sciences Po Grenoble, mon université et Emmanuel Bioteau mon directeur de mémoire de l’université d’Angers, et il porte sur l’innovation sociale des quartiers prioritaires de la ville de Nantes. L’entretien je l’ai estimé à environ 30-40 minutes, et je voulais savoir si ça vous dérangeait si j’enregistrais cet entretien ?

- Non non allez y.

- Très bien. Du coup l’objectif ça va être vraiment pour moi de comprendre… donc est-ce qu’on est bien d’accord que sur Nantes Sud le seul quartier prioritaire politique de la ville c’est le quartier Clos toreau, c’est bien ça ?

- Tout à fait c’est bien ça.

- Donc mon entretien il va vraiment se baser sur simplement ce territoire…

- Ouais…

- ...et l’objectif ça va vraiment être d’avoir plus de visibilité sur le contrat de ville, et sur les associations donc soutenues par le contrat de ville sur ce territoire et les autres initiatives citoyennes qui s’y mobilisent.

- D’accord

- Tout d’abord combien d’associations du Clos Toreau sont conventionnées au contrat de ville, à peu près ?

- Alors, il y en a… [réfléchit] Alors elles sont pas forcément du Clos Toreau…

- D’accord

- ...elles peuvent être d’un autre quartier du quartier, ou n’être pas du quartier mais proposé un projet sur ce quartier là…

- D’accord

- ...du Clos Toreau à proprement parlé il y en a [compte] 4 pour cette année plus une association qui s’appelle l’Accoord dont vous avez peut-être déjà entendu parlé qui…

- Oui

- ...s’occupe sur Nantes de l’ensemble des centres socioculturels et qui a par ailleurs une délégation de services publics pour les centres de loisir et l’accueil des ados.

- D’accord, mais du coup les 4 que vous m’avez cité c’est les quatre qui sont conventionnés ou qui sont juste partenaires ? Parce que je sais qu’il y a des associations qui sont conventionnées pour plusieurs années d’affilées, et d’autres qui sont…

- Alors non on n’a pas d’associations qui sont conventionnées pour plusieurs années, là c’est vraiment… les associations dont je vous parle c’est celles qui ont été soutenues cette années dans le cadre de l’appel à projet du contrat de ville.

- D’accord, et du coup y en a 4

- Voilà, mais à proprement parlé y a pas d’associations conventionnées sur le Clos Toreau dans le cadre du contrat de ville

- D’accord, à part l’ACCORD qui est conventionnée de toute façon sur toute l’agglomération

- Ouais

- D’accord, et du coup ces quatre associations est ce que vous pouvez me donner leur nom ?

- Bien sur, alors après il y en a… donc je vous ai parlé de ces quatre associations, après il y en a deux autres qui sont du quartier… enfin il y en a une autre qui est du quartier et une autre qui est pas installée sur le quartier mais qui propose un travail sur le quartier Clos Toreau.

- D’accord,

- Du coup les associations du Clos Toreau à proprement parlé c’est une association d’abord qui s’appelle Clos Toreau 13.

- D’accord

- Qui est une association à l’origine de rugby à 13, mais qui propose des actions sportives à destination de la jeunesse, sous la forme de stages vacances sur la vie sociale, la citoyenneté tout ça...

- D’accord

- Voilà, il y a une association qui s’appelle l’Accavale qui propose surtout des animations d’occupation d’espace public. Une association qui s’appelle Petits Spectateurs et Compagnie

- Alors, vous pouvez répéter s’il vous plaît ?

- Petits Spectateurs et Compagnie

- D’accord,

- Voilà qui elle est sur la médiation culturelle. Et puis une association qui s’appelle Manss, et là c’est autour de la culture urbaine, le hip-hop, la danse hip-hop

- D’accord… et les deux autres associations c’est…

- Alors les deux autres associations y a l’association sportive et culturelle Bonne Garde

- Bonne Garde…

- Voilà, qui est une grosse association du quartier Nantes Sud, c’est à dire, pour ce qui concerne le découpage ville du grand quartier pour lequel on travaille, qui est une association à la fois culturelle autour du cinéma, de la danse etc. et puis à l’origine elle propose de la gymnastique, les sports d’équipe, du tennis de table… voilà.

- D’accord

- Elle qui propose cette année un projet culturel intergénérationnel, et puis l’autre association qui s’appelle Phitoriothéâtre qui là est une association théâtrale et qui porte un projet depuis quelques années maintenant, en lien avec le Clos Toreau et un autre quartier prioritaire qui est Malakoff.

- D’accord

- Voilà

- Et chacun de ces, du coup j’en ai noté 6, de ces 6 associations depuis combien de temps est-ce qu’elles sont partenaires du contrat de ville à peu près chacune d’entre elles ?

- Alors, la première le Clos Toreau 13 ça fait longtemps, je vais avoir du mal à vous dire depuis combien de temps parce que j’ai pas révisé [rire]

- [rire] y a pas de soucis vous avez une estimation de ce que vous appelez “longtemps” à peu près ?

- Je vous dirais que ça fait au moins 7-8 ans

- D’accord

- Voilà, mais peut-être plus, j’ai pas revérifier, moi je suis là, je travaille sur ce quartier depuis 5 ans et demi donc c’est vrai que je sais pas forcément peut-être depuis combien de temps ces associations sont là…

- Ecoutez c’est une estimation qui me va très bien

- Ouais, ça vous va, très bien… sur l’Accavale ça fait, sur le Clos Toreau c’est la deuxième année.

- D’accord

- Petits Spectateurs et Compagnies pour le Clos Toreau c’est la première année.

- D’accord

- Manss c’est la première année également

- D’accord

- Bonne Garde, l’association Bonne Garde c’est maintenant la troisième année, et puis Phitoriothéâtre c’est la troisième année également.

- Très bien. Et est-ce que vous pourriez me dire sur quel volet du contrat de ville est-ce que chacune de ces associations sont actives ? Parce que j’ai un petit peu… Oui allez y répondez

- Oui alors du coup le Clos Toreau 13 c’est… Alors j’ai plus en tête, sous la main les…

- Les intitulés ?

- Les piliers du Contrat de ville donc je vais vous le faire rapidement, le Clos Toreau 13…

- Je les ai moi si vous voulez les piliers du contrat de ville

- Pardon ?

- Je les ai moi sous la main les piliers du contrat de ville si vous voulez…

- D’accord, Clos Toreau 13 c’est plutôt la cohésion sociale

- Ouais

- ...par le biais du sport et de la promotion de la jeunesse

- Ouais

- … l’Accavale c’est à la fois la cohésion sociale et l’éducation et parentalité

- Ok

- Spectateurs et Compagnie c’est pareil plutôt éducation et parentalité

- D’accord

- Après ça c’est nos propres sous thématiques pour…

- Oui oui

- Manss c’est plutôt, on l’a calé plutôt du côté du développement culturel, comme Phitoriothéâtre.

- D’accord

- Et puis Bonne Garde pareil, développement culturel là c’est en fonction de la nature des projets, on les range dans différentes thématiques.

- D’accord, je finis juste de noter… Voilà, super, et autre question du coup sur chacune de ces associations : Est-ce que vous pourriez me dire un peu plus d’où elles viennent, c’est à dire quand est-ce qu’elles ont été fondées à peu près, pourquoi et quand est-ce qu’elles sont arrivées sur le quartier ?

- Ouais, alors du coup je vais commencer par [réfléchi]... excusez moi en même temps je regarde...

- Y a pas de soucis...

- Je vais prendre des anti sèches… alors le Clos Toreau 13 c’est une association qui vient du Clos Toreau, d’où son nom d’ailleurs [rire]

- D’accord

* ...qui a été fondée par des habitants du Clos Toreau en fait, qui ont en premier lieux créé une association donc de rugby à 13, donc qui est un rugby un peu différent du rugby classique. Du coup c’est une association qui a… [réfléchi]... ça fait un moment [rire]
* [rire] D’accord
* Heu… je regarde sur le dossier… quand est-ce qu’elle a été créée ? 2002. Oui donc ça fait un certain nombre d’années qu’elle existe en tant qu’association. Sur le quartier ! Et c’est une association qui, du fait de sa création par des habitants du Clos Toreau, est bien connue et bien ancrée dans les structures du Clos Toreau et bien connue par les familles.

- D’accord

- … du Clos Toreau, et donc sur les associations, j’ai mangé le début de la question.

- Oui c’était simplement voilà d’où elles viennent et comment elles se sont installées sur le quartier et qui en a été les fondateurs. Donc vous avez répondu à ces questions. Aujourd’hui est-ce que vous savez qui est-ce qui porte l’association ? C’est toujours des habitants ?

- C’est toujours oui oui, le président est toujours le fondateur de l’association.

- D’accord.

- Globalement les gens qui tiennent l’association sont des gens du Clos Toreau.

- D’accord

- L’Accavale alors c’est une association qui a été créée plus récemment mais pas sur le territoire je crois

- D’accord

- Elle a été créé sur le quartier nantais qui est l’île de Nantes, je sais pas si vous avez en tête la géographie de Nantes ?

- Si si en fait je suis de Nantes

- Pardon ?

- Je suis de Nantes en fait

- Ha vous êtes de Nantes bah voilà ! Donc si vous êtes de Nantes c’est bon. Du coup du côté de l’île de Nantes, du côté de Beaulieu

- Oui,

- Du coup cette association a été créée par des gens qui ont baigné dans l’éducation populaire on va dire, et qui avaient vraiment comme ambition de travailler sur l’espace public, d’aller au devant des publics qui étaient moins en lien avec les structures…

- D’accord donc c’est plutôt des professionnels ?

- Alors ceux qui ont créé ça c’est… est-ce qu’ils étaient professionnels de l’éducation populaire je ne sais pas mais je crois que oui entre autres. Après ça a été animé principalement au départ par des bénévoles puis progressivement il y a eu des salariés mais en tout cas ils avaient oui cette formation, notamment par le biais des CENEA

- D’accord

- Ca a été créé sur l’île de Nantes en 2013 et ils ont souhaité proposer un projet dans un autre quartier et du coup ils se sont rapprochés du Clos Toreau parce que Beaulieu est finalement assez proche

- Oui

- Et du coup ils sont d’abord allés un peu en exploration. Et puis par ailleurs ils travaillent pas mal sur l’île de Nantes avec l’équipe d’éducateurs spécialisés, l’équipe de rue qui est la même équipe que celle du Clos Toreau donc ça créé aussi des passerelles dans le partenariat donc du coup ils sont venus au Clos Toreau échanger avec les structures et puis voilà, formuler des propositions qui ont plutôt reçu un bon accueil et il se trouve que, ça c’est fait un peu par hasard, ils avaient des locaux associatifs dans lesquels ils ne pouvaient plus rester parce qu’ils étaient trop à l’étroit et il y a eu une opportunité qu’ils s’installent sur le Clos Toreau. Maintenant leur siège est au Clos Toreau même s’ils continuent leurs

actions sur l’île de Nantes puisqu’ils sont bien ancrés sur l’île de Nantes aussi et ils ont un bon lien avec eux, et avec les jeunes là bah. Ce qui est intéressant de cette association c’est que sur l’île de Nantes elle a commencé sur l’espace public souvent ça fait venir les petits plutôt les 8 enfin les 7-10 ans on va dire, et du coup à force, enfin maintenant ils ont autour d’eux des ados qui s’impliquent un peu dans le projet et tout ça donc sur la durée c’est intéressant dans l’action sur ce public.

- Et du coup ça fait combien de temps qu’ils sont sur le quartier Clos Toreau ?

- C’est la deuxième année

- D’accord, donc ils ont été créé en 2013 et c’est en 2016 qu’ils sont arrivés sur le…

- 2016 ouais

- D’accord, et aujourd’hui leur siège est au Clos Toreau et leurs… c’est une association donc leurs membres, est-ce qu’ils impliquent des habitants du quartier ou ça reste les fondateurs initiaux et les membres initiaux de l’association ?

- Non alors c’est… alors je vais avoir du mal à vous dire pour l’île de Nantes mais ça c’est étoffé avec des gens qui peuvent effectivement venir sur… enfin des parents qui viennent sur des actions et qui s’impliquent aussi. Alors c’est pas très rapide et ils ont des bénévoles qui plutôt me semble t-il proviennent de l’île de Nantes puisqu’ils sont de l’île de Nantes. Sur le Clos Toreau c’est encore assez récent, deux ans c’est…

- Bien sur

- Surtout que ça doit plutôt être un an et demi, disons qu’ils ont vraiment commencé la régularité début d’année dernière.

- D’accord ouais, merci. Et concernant Petits Spectateurs et Compagnie ?

- Alors Petits Spectateurs et Compagnie c’est une association qui s’est créée sur le quartier Nantes Sud puisqu’elle s’est installée à l’ouverture de la maison de quartier qui a ouvert en 2012, donc… je re-vérifie mais il me semble.. oui non même un petit peu après, 2014 en fait. Mais vraiment sur Nantes Sud avec l’ambition en s’installant à la maison des confluences… je sais pas si vous visualisez, la maison de quartier elle est posée à l’entrée du Clos Toreau.

- D’accord

- Elle est assez récente donc du coup 2012, elle est arrivée dans le cadre du projet de renouvellement urbain du Clos Toreau, et du coup l’ambition de cette association ça a été de s’installer dans cette maison de quartier pour justement être entre le quartier prioritaire et le reste du quartier, dans un objectif de mixité mais d’aller aussi au devant des publics du quartier prioritaire. Elle a fait des actions vers le public du Clos Toreau, mais elle n’a déposé un dossier au contrat de ville pour le Clos Toreau que cette année.

- D’accord

- Voilà, parce que c’était pas le moment avant etc.

- Et qui est-ce qui l’a fondée cette association ?

- Pardon ?

- Qui ont été les fondateurs de l’association ?

- Et bien je ne sais pas [rire], exactement je ne sais pas, je suis pas sure que ce soit des gens qui étaient particulièrement du quartier, mais c’est des gens qui avaient vraiment cette volonté de travailler sur la médiation culturelle. C’est vraiment une association, alors c’est un peu particulier de dire ça, mais c’est vraiment une association de médiation culturelle, c’est à dire qu’au long de l’année ils proposent des séquences de stages, d’ateliers je sais pas comment dire, autour d’une thématique culturelle pour emmener les enfants et ados vers, plutôt des enfants d’ailleurs, vers la découverte de différentes thématiques culturelles : le cinéma, la photo, le théâtre, l’art plastique etc. C’est vraiment… donc ils vont vers des structures aussi, ils font venir des artistes, c’est vraiment une ambition de faire découvrir les différentes pratiques et les pratiques culturelles quoi.

- D’accord. Et d’accord ouais du coup, merci, je regarde si j’ai pas loupé des questions… oui leurs membres aujourd’hui c’est les mêmes ? Vous savez pas trop qui est-ce qui les compose ?

- C’est difficile parce qu’on a surtout à faire aux salariés

- Ouais,

- Donc les membres à proprement parlé du conseil d’administration c’est vrai que je les connais pas… enfin je les connais peut-être comme ça de vue mais je les connais pas forcément dans l’action à proprement parlé quoi

- D’accord, ça me fait pensé du coup à une question que je vous ai pas posée sur les trois associations dont vous m’avez parlé dans le détail jusqu’à présent, elles sont toutes des salariées ?

- Alors, oui

- Clos Toreau 13 aussi ils ont des salariés ? Ils ont une équipe de salariés sur laquelle ils s’appuient etc ? Ou c’est des bénévoles ?

- Oui oui oui alors le Clos Toreau 13 ils ont un salarié en adulte relais qui lui est justement un peu médiateur avec le reste du quartier. Après ce qui est compliqué avec le Clos Toreau 13 c’est qu’ils ont une partie de leurs… compliqué, c’est pas très compliqué mais… ils ont une partie de leurs actions qui sont dans cadre du contrat de ville et ils ont aussi une école de sport quoi donc du coup qui est pas forcément financée par le contrat de ville, qui est financée par la collectivité, par le droit commun on va dire, et ils ont des salariés qui sont liés plus dans cette école de sport même si bien évidemment ils peuvent interagir aussi dans le cadre des actions liées au contrat de ville.

- D’accord

- Voilà, l’adulte relais étant un peu plus en lien avec le quartier prioritaire.

- Ouais.

- Parce qu’ils interviennent pas que sur le quartier prioritaire, ils interviennent aussi sur un autre quartier prioritaire au Nord Est de Nantes, je crois que c’est au Ranzay si je dis pas de bêtise.

- D’accord, du coup la quatrième association : Month ? Ca s’écrit bien comme le “mois” ?

- Manss : M.A.N.S.S

- Ha oui non pas du tout comme je l’avais écrit

- C’est pas grave [rire], alors Manss c’est une association qui est à la fois jeune et vieille si je puis dire parce que la personne qui s’occupe de cette association a vaqué si je puis dire dans plusieurs structures du même genre : un coup comme salariée, et puis c’est elle qui a créé cette association. Après elle essaye maintenant de quitter la présidence pour se salarier… Enfin tout ça est assez compliqué. C’est une jeune femme en fait. Elle a créé l’association en 2015. Une jeune femme qui est danseuse, danseuse qui fait partie d’un groupe semi-professionnel, qui a créé cette association, avec les erreurs ou en tout cas la façon d’aborder les associations qui est peut-être à son âge, peut-être… c’est une association qui est entre la structure pour porter sa compagnie professionnelle, et la structure pour accompagner ses ateliers… enfin voilà, sur le mode de financement on sent que c’est pas très claire…

- C’est un peu bancal

- … elle a besoin d’apprendre un petit peu comment une association fonctionne, ça fonctionne pas comme une entreprise [rire]. Mais voilà c’est vraiment une association qui là pour le coup est assez intéressante dans la proposition parce qu’elle part vraiment de ce qu’elle a vécu et de ce qu’elle a envie de transmettre aux jeunes qui vont vouloir participer aux ateliers. Et elle n’est pas du quartier me semble t-il mais elle pourrait être d’un quartier du genre La Bottière ou quelque chose comme ça.

- D’accord

- La fondatrice. Alors maintenant je crois qu’elle a réussi à passer la main à un membre du bureau et à devenir plus ou moins coordinatrice de l’association. Et du coup pour la composition de l’association qui est quand même relativement récente, elle est beaucoup composée de gens qui dansent en fait.

- Ouais, et du coup son installation dans le quartier c’est pourquoi ? Vous savez ?

- Parce que justement celle qui a fondé l’association elle faisait partie d’une association du même genre qui travaillait ici et elle a eu de bons contacts, et par ailleurs avec son groupe semi-professionnel, disons je dis “semi-professionnel” je sais pas exactement, c’est pareille je suis pas archi-spécialiste de tout ça mais…

- Pas de soucis

- … comme ils participent à des compétitions et qu’ils montent assez haut dans compétitions de hip-hop, je sais pas si on dit compétition d’ailleurs mais voilà

- Ouais,

- … ils ont aussi avec son groupe répété à la maison de quartier ici… donc je crois qu’ils ont trouvé voilà, entre elle qui bossait dans une association précédemment, plus ils ont pris de créneaux à la maison de quartier pour répéter, elle a trouvé son… enfin un bon accueil etx. Et du coup elle a demandé, enfin elle a maintenant un bureau partagé à la maison de quartier

- D’accord

- Donc voilà son siège social est bien dans le quartier

- Ouais, et du coup l’association Bonne Garde ?

- Alors Bonne Garde c’est une association très très ancienne puisqu’elle a été créé au moment où la loi 1905 a été votée donc…

- Ha oui !

- … elle a maintenant plus de 100 ans. Donc c’est une association qui à l’origine était plutôt une association type patronage là en lien avec le diocès et voilà, qui s’est après décroché de ça mais enfin c’est parti de là.

- Ouais…

- C’est une très grosse association puisqu’ils ont 1400 adhérents quelque chose comme ça, qui a donc un gymnase qui sert à sa partie gymnastique qui est une très grosse partie de l’association et puis la gymnastique ça doit représenter 800 adhérents, et puis pareille bien classé au niveau départemental et régional et termes de compétition. Ils ont par ailleurs un cinéma qui leur sert également de salle de spectacle, un cinéma associatif qui a connu des moments difficiles mais qui tourne plutôt bien maintenant. Une salle donc de cinéma ça sert aussi de salle de spectacle, ils font chaque année une revue théâtrale un peu sur...ça pourrait s'apparenter à la cloche ça vous parle ?

- Non pas du tout

- C’est du théâtre assez boulevard avec beaucoup de décors, beaucoup de costumes, des plumes enfin voilà

- D’accord

- Mais qui est une grosse activité de l’association pendant quelques mois parce que tous les décors, tous les costumes sont fabriqués par des bénévoles etc donc c’est un gros travail de l’association. Et puis par ailleurs ils ont des sections sportive de type ping-pong, zumba etc.

- D’accord

- Ils accueillent également une compagnie de théâtre en résidence depuis quelques années. Si j’en parle c’est parce que le projet de cette année c’est un projet qui est en partenariat avec cette compagnie de théâtre.

- D’accord

- Et ils se sont inscrits dans le cadre du contrat de ville il y a maintenant trois ans et les premiers dossiers, les deux premières années c’était des projets autour du cinéma.

- D’accord

- Voilà, puisque le cinéma enfin voilà, le fait d’avoir une cinéma c’est, c’est un bon outils on va dire pour des projets. C’était plus particulièrement en direction des ados, et cette année ils ont proposé un projet qui est plutôt un projet qui se ferait sur deux ans, qui est un projet plus autour du théâtre et plus inter-générationnel.

- D’accord

- Voilà, alors pour vous dire est-ce que les bénévoles et le conseil d’administration a bougé : bien sur. Moi depuis que je suis arrivée enfin c’est le troisième président, parce que c’est une très très grosse association donc c’est pas toujours facile avec des sections au sein de l’association, avec des présidents de section...enfin voilà c’est complexe a accompagné. Ils ont 280 bénévoles, je pense que c’est de bénévoles actifs

- Ha oui, d’accord c’est énorme

- Oui oui c’est énorme [rire]

- Et du coup leur lien avec le quartier Clos Toreau ?

- Alors c’est vraiment… alors leur lien, d’abord faut savoir que je vous l’ai pas dit mais en parlant de cette association ça me fait associer… à l’occasion de l'arrivée de la maison de quartier, avant que la maison de quartier soit construite, il y a eu tout un travail qui rassemblait des associations qui étaient un peu réparti à différents endroits du quartier. Y a eu tout un travail de réflexion sur “qu’est ce qu’on attend d’une maison de quartier” etc. etc. Donc il y a eu des liens qui se sont créé et qui viennent un peu de façon épisodique mais des liens qui se sont créé entre différentes associations, dont cette association Belle Garde qui a trouvé voilà un bon moyen aussi d’être plus en lien avec des associations qu’elle connaissait moins. Ca, et puis après les volontés des présidents, des derniers présidents ces cinq dernières années ça a été de dire : on est un équipement de quartier Nantes Sud, et du coup aussi au Clos Toreau, et on a envie de créer ces liens et de travailler sur des projets qui concernent le public du Clos Toreau qui est plus éloigné, plus fragile etc. Depuis au moins 4-5 ans ils ont multiplié les projets, notamment les projets en lien avec le cinéma puisque c’est un levier parfois plus simple. Ils ont multiplié les projets pour aller vers et pour faire venir les publics du Clos Toreau. C’est vraiment…

- …une volonté…

- Une démarche proactive quoi

- Ouais

- Une vrai objectif de l’association

- Et les habitants du Clos Toreau dans cette association est-ce qu’ils y sont enfin, dans la gouvernance en tout cas est-ce qu’ils y sont présents ? Ils y sont investi ?

- Alors dans la gouvernance pas que je sache

- D’accord

- En revanche dans le bénévolat ça commence ouais à prendre un peu de gens qui voilà qui ont découvert l’association, donc oui, après c’est pas si vieux que ça que les projets se multiplient en direction du Clos Toreau donc je pense que ça prend un peu de temps mais voilà, ça fait que ça commence à venir et surtout l’objectif premier avant d’associer des habitants à la gouvernance c’est déjà que les habitants du Clos Toreau se sentent autorisé à aller jusqu’à ce cinéma, jusqu’à cette association etc. Ce qui commence à être le cas.

- D’accord

- Ca c’est plutôt une bonne chose, et effectivement la façon d’être proactive de l’association porte ses fruits de ce point de vue là. Il y a eu, alors pas dans le cadre du contrat de ville mais il y a eu en fin de l’année dernière la projection d’un film où il y a eu particulièrement de la médiation qui a été faite vers le Clos Toreau, l’Accoord s’en est, le centre socioculturel s’en est saisi et du coup il y a eu un groupe important d’habitants du Clos Toreau qui est allé voir cette projection là bas et ça a créé des échanges de discussion etc. Après c’est, les gens vont au cinéma d’une façon plus ponctuelle. Là il y avait, voilà, ils étaient vraiment une soixantaine à aller là bas, des jeunes, des familles, voilà ça prend quoi, on sent que Bonne Garde réussie à se faire reconnaître aussi de la part des acteurs du Clos Toreau comme étant un partenaire du quartier et à part entière quoi, pas seulement en haut du quartier Nantes Sud et déconnecté du Clos Toreau, c’est aussi intéressant.

- D’accord, merci. Du coup pour l’association Phitoriothéâtre ?

- Alors Phitoriothéâtre, comment c’est créé l’association je ne sais pas, à vrai dire c’est une compagnie de théâtre donc je connais pas forcément les… l’origine de cette compagnie de théâtre, par contre comment le projet est arrivé sur le quartier, ça a commencé avec Malakoff. Cette association portée en particulier par une comédienne a voulu proposer un projet avec les femmes de Malakoff, en lien avec l’Accoord et du coup il y a eu des liens qui se sont créés par le biais de l’Accoord entre Malakoff et Clos Toreau et elle a fait un premier projet culturel sur Malakoff qu’elle a voulu prolonger en lien avec Clos Toreau particulièrement avec les ados parce qu’elle connaissait des animateurs ados qui intervenaient au Clos Toreau donc voilà c’est un peu par le biais de l’humain que ça s’est retrouvé au Clos Toreau et du coup c’est des projets qui ne concernent pas énormément d’habitants mais qui sont extrêmement intéressant parce que c’est vraiment du théâtre dialogue entre les ados et les adultes voilà, donc du dialogue de génération et c’est très intéressant comme projet, qui est assez qualitatif en terme culturel.

- D’accord, c’est arrivé quand au Clos Toreau ?

- C’est la troisième année cette année. Mais cette année ça s’est re-raccroché plus avec Malakoff, voilà

- D’accord, avec plus de partenariats etc.

- Ouais.

- D’accord, et de quelle manière est-ce que ça implique les habitants du quartier ? C’est vraiment dans la représentation théâtrale que les habitants sont impliqués ?

- Alors c’est un projet assez complet et complexe si je puis dire parce que… du coup celui de cette année je suis pas bien rentrée dedans mais je vais vous parler de celui de l’année dernière. Du coup il y avait des rencontres, des interviews de jeunes vers des plus âgés, des photos et puis après effectivement la représentation sur scène mais ça ne partait pas que d’un travail de représentation théâtrale, ça partait d’abord de dialogues, d’échanges entre des ados et des adultes.

- Ok, donc c’est une compagnie qui vient de l’extérieur du quartier mais qui fait vraiment participer les habitants dans la mise en scène de leurs projets

- Complètement, avec une vrai… alors c’est d’autres créations, mais un vrai projet construit, c’est pas juste mené sur scène c’est vraiment… voilà ce projet se construit avec des échanges avec les habitants adultes et ados.

- D’accord, super. Et enfin, on n’a pas du tout parlé de l’Accoord, est-ce qu’on peut y revenir rapidement. J’en ai beaucoup entendu parler, est-ce qu’ils ont un centre socioculturel sur le quartier, sur Clos Toreau en particulier ?

- Oui, alors l’Accoord, le centre socioculturel est installé dans la maison de quartier

- D’accord

- Donc y a un travail qui est plus étroit on va dire avec la maison de quartier qui elle…

- Et ils sont dans le quartier il y a combien de temps ?

- Oula depuis très longtemps, depuis très très longtemps, je vais remonter aux années 1980, après je… voilà je peux pas vous dire exactement. Le centre socioculturel était au… alors si vous connaissez un petit peu le Clos Toreau c’est un quartier qui était complètement coupé du reste de Nantes Sud jusqu’à 2006 et l’arrivée du bus way puisque c’était la fin de l’autoroute qui arrivait là en fait. Donc il y avait une passerelle pour aller du quartier du Clos Toreau vers le reste du quartier notamment Super U etc.

- D’accord

- Et donc le centre socioculturel était vraiment au coeur de ce quartier et le Clos Toreau fonctionnait un peu en… alors pas en autonomie c’est pas vraiment… mais fonctionnait avec lui-même surtout principalement et assez peu avec le reste du quartier. Et du coup avec le projet urbain ça a réouvert le quartier donc le centre socioculturel a été réinstallé dans la maison de quartier avec l’ambition de se dire le centre socioculturel c’est pas que pour le public du Clos Toreau mais le centre socioculturel c’est aussi pour le reste du quartier, ça permet aussi aux habitants de se rencontrer, d’échanger, de se croiser. Voilà donc c’était avec cet objectif mais ça fait très longtemps que le centre socioculturel est là.

- D’accord, et aujourd’hui il implique les habitants du quartier ? Il l’a toujours fait ?

- Oui il l’a toujours fait et puis la structuration des centres socioculturel à l’Accoord il y a ce qu’ils appellent un conseil d’équipement c’est à dire un espèce de conseil d’administration pour le centre socioculturel du quartier donc là il est plutôt assez dynamique et actif le conseil d’équipement. Il est composé d’une vingtaine d’habitants qui ne sont pas tous du Clos Toreau d’ailleurs même si c’est la majorité. D’une vingtaine d’habitants, là en l'occurrence depuis 2 ans je crois la présidence de ce conseil d’équipement est assurée par 4 personnes, 4 co-présidentes, ça aussi c’est une particularité du Clos Toreau qui est intéressante à observer, et ils travaillent très en lien avec les associations. Enfin, il y a eu des périodes moins fastes, moins partenariales avec le centre socio-culturel mais là on a vraiment un travail intéressant avec le centre socioculturel, la ludothèque, la bibliothèque, le centre de loisir… donc c’est… y a une vrai dynamique et de partenariat et de travailler sur l’interquartier et de faire se rencontrer les différents publics, les différents adhérents du centre socioculturel, du centre de loisir.

- D’accord, est-ce que vous pouvez me faire un petit point rappel sur l’association l’Accoord, de manière très générale, c’est une association qui est née dans la ville de Nantes, qui est née à l’échelle nationale ?

- Nan c’est ville de Nantes, clairement. Alors il y a un historique que je connais pas suffisamment bien pour tout vous raconter parce que je suis pas nantaise à l’origine donc voilà

- Y a pas de soucis,

- Donc c’est une association qui existe depuis longtemps, qui anime les centres socioculturels et les centres de loisir de la ville de Nantes depuis longtemps donc c’est une grande histoire entre la ville de Nantes et l’Accoord. Y a une partie délégation de services publics qui est donc sur les centres de loisir et les secteurs ados, ados pour la ville de Nantes c’est 12-15. Donc ça c’est délégation de service public et par ailleurs y a une convention d’objectifs avec le centre socioculturel et le secteur de coup jeune qui est plutôt 16-25.

- D’accord

- Donc la DSP voilà, y a des choses faites dans la délégation de service public pour les centres de loisir mais à la limite pour la convention d’objectif elle se fait à partir de grands principes pour l’ensemble de la ville elle se fait quartier par quartier. On travaille plus finement sur les enjeux de tels quartiers en lien avec le centre socioculturel voilà. Ca c’est assez intéressant puisque du coup on peut affiner vraiment avec le directeur du centre socioculturel et éventuellement le secteur jeune et la ligue des bibliothèques on peut voilà, vraiment cibler des enjeux très territoriaux très…

- Et donc c’est une association qui est présente sur chaque quartier nantais c’est ça ?

- Oui, absolument

- D’accord, et donc sur tout le quartier Nantes Sud, y en a qu’un seul centre socio-culturel et il est au Clos Toreau, ou y en a plusieurs ?

- Absolument, non y en a qu’un

- D’accord,

- Sur Nantes Sud y en a qu’un, y a d’autres quartiers, je vais prendre Nantes Nord par exemple, qui est un très gros quartier, y en a 4… enfin trois maintenant mais… voilà.

- D’accord

- Alors qu’ici y en a qu’un, à la limite je vous cache pas que c’est sans doute plus facile aussi d’avoir une cohérence à l’échelle du quartier Nantes Sud, d’avoir qu’un seul centre socio-culturel

- J’imagine…

- D’ailleurs y a un quartier dans le quartier Nantes Sud qui est Piermil Saint Jacques, y a des habitants de Piermil qui sont dans centre d’équipement du centre socioculturel du Clos Toreau donc c’est intéressant les passerelles que ça peut créer entre les quartiers.

- Ouais. Merci, je vois que je déborde un peu sur le temps que je vous avez dit, j’ai encore un axe que j’aimerai aborder sur le quartier, est-ce que vous auriez le temps ?

- Allez-y

- Alors cette fois-ci c’est plutôt sur ce que moi j’appellerais des initiatives citoyennes sur le quartier. Je vous remercie pour toutes les infos sur les associations inscrites au contrat de ville. Maintenant je me demandais s’il y avait d’autres projets qui étaient spécifiquement portés par des habitants, donc à l’initiative des habitants qui ont émergé ces dernières années sur le quartier du Clos Toreau ? Est-ce que vous pouvez m’en citer quelqu’uns ?

- Alors, oui il y en a eu ces dernières années en effet, il y en a d’autant plus facilement qu’on a un dispositif qui s’appelle le bureau des projets

- Oui

- Je sais pas si vous en avez entendu parler déjà ?

- Oui à Nantes Nord ils m’en avaient parlé aussi ouais

- Voilà, donc le bureau des projets c’est un dispositif qui permet de proposer des initiatives pour des petits… avec des… enfin des petits budgets, modérés… des initiatives qui sont présentés à un comité d’animation composé d’habitants qui donnent leur point de vue ou en général, c’est rarement rejeté mais qui permet un petit peu d’affiner le projet en fonction de là où il se déploie, du lien avec les habitants etc. Et dans ce cadre là, et puis avant on avait ce qui s’appelle le Fond d’Initiatives Locales qui était aussi un petit financement pour des initiatives habitantes ou associatives enfin, même si c’est porté par des associations c’est souvent des habitants qui viennent. Du coup il y a eu plusieurs projets soutenus dans ce cadre là. Voilà alors je vais avoir du mal à tous vous les citer mais je vais vous donner quelques exemples,

- Oui je veux bien s’il vout plait

- Par exemple je prends, il se trouve, alors c’est un peu par hasard entre guillemets, il se trouve qu’il y a une antenne de l’école Diwan qui est l’école bretonne de Nantes, sur le Clos Toreau et y a un parent de

l’école Diwan, ils sont en rez de chaussée d’un immeuble, il y a deux classes, voilà, il y a un parent de l’école qui a pris l’initiative de mettre un poulailler devant l’école qui permettrait aux enfants de l’école d’être pédagogique avec les enfants mais aussi aux habitants qui ont le souhait de venir s’occuper des poules, de récupérer des oeufs. Donc ça c’était une initiative qu’on a soutenu dans le cadre du bureau des projets qui était assez intéressante et originale, voilà.

- D’accord,

- Voilà, il y a une association qui est portée par des habitants du Clos Toreau qui est une association qui a une vocation de solidarité internationale, qui fait de la récupération de papier pour la revente pour financer une école en Egypte. Voilà. Mais il se trouve que c’est une association qui est basée sur le Clos Toreau mais qui a installé des bacs sur le Clos Toreau pour faire appel aux habitants du Clos Toreau à la solidarité, voilà, et c’est intéressant parce que ce genre d’initiatives ne se fait pas forcément souvent dans les quartiers prioritaires. Donc ça fonctionne bien, y a ces bacs qui sont installés et les habitants qui reconnaissent le système. Y a eu, y a longtemps maintenant, c’était avant que j’arrive, y avait eu aussi une animation pour décorer les bacs qui récupèrent le papier et puis voilà qui est plutôt intéressant. Après, alors pas forcément porté par des habitants mais d’une certaine manière si, y a des parcelles de jardin partagé au coeur du Clos Toreau qui sont donc installés par la ville, par le service des espaces verts, et y a des habitants qui ont, y a une nouvelle parcelle qui a été installée récemment et du coup des habitants ont portés des initiatives un peu d'inauguration de cette parcelle de jardin nouvelle et du coup ont organisé un petit temps festif en se raccrochant avec les associations qui interviennent aussi avec l’Accavale notamment… voilà donc ça c’était des initiatives supplémentaire, qu’est ce que je peux vous dire encore comme initiatives sur le quartier… Il y a eu une association qui avait… là pour le coup une association culturelle mais qui est installée à la maison des confluences, qui avait initié une proposition sur l’espace public d’écrire son quartier, mais d’écrire au sens l’écrire avec des mots, et qui avait décidé d’en faire une long ticket de caisse, alors ne me demandez pas, ils avaient trouvé la technique, donc ils ont appelé ça le tour du Clos en 80 jours et du coup ça a fait une espèce d’oeuvre artistique avec ce long ticket sur lequel chacun avait dessiné, écrit etc. C’est chouette cette proposition d’écriture.

- D’accord…

- En initiative il y avait des habitants proposés… si en initiative il y avait des habitants qui avaient proposé de mettre un composteur collectif accompagné par une association à Nantes qui s’appelle Compostri. Un composteur a été installé, ils ont mis en place des permanence pour tenir le composteur une fois par semaine. Voilà. Le composteur est toujours là et c’était y a 5-6 ans et c’était vraiment issu d’une habitante du Clos Toreau.

- D’accord…

- Donc voilà il y en a un certain nombre qui émerge de temps en temps et c’est plutôt initié par des associations qui ont des envies et qui, associations qui mettent dans leurs projets des habitants du quartier, soit à l’inverse un ou deux habitants et qui font appelle à une association ressource pour les accompagner. Il y en a voilà, de façon régulière.

- D’accord, et ces projets ils sont plutôt, enfin comment ils sont structurés ? Ils sont souvent structurés autour d’une association ? Ca peut être complètement…

- Alors, la majeur partie du temps s’est raccroché à une association même si c’est pas toujours le cas mais pour une raison assez simple c’est des raisons de quand il y a des choses à financer, mais si on peut parfois ville de Nantes payer des choses sans que les habitants aient besoins de dépenser de

l’argent mais ça facilite l’organisation du projet de pouvoir s’adosser à une association qui peut avancer un peu l’argent et voilà.

- Et les associations auxquels les habitants se raccrochent c’est des associations d’habitants aussi ?

- Non pas forcément c’est des associations dans le quartier. Je réfléchis… là le projet des bacs c’est une association du quartier donc c’est porté par l’association elle-même. Le projet de jardin je me demande s’ils s’étaient pas appuyé sur une association de jardiniers qui est un peu plus loin dans le quartier qui n’est pas sur le quartier du Clos Toreau en tant que tel. Voilà donc c’est… après ça peut être porté par des habitants du quartier pas en association. Mais y a pas à proprement parlé d’association d’habitants sur le quartier.

- D’accord

- Y a des collectifs d’habitants mais qui du coup sont pas formés en association donc voilà c’est… on n’a pas effectivement d’association qui n’aurait que comme objectif d’être une association d’habitants. On a plutôt des petites associations qui oeuvrent essentiellement sur le quartier et qui peuvent être support. Je pense par exemple y avait l’association des parents d’élèves qui était porté par une structure plus grosse qui s’appelle la CSF, qui est une association de locataires mais qui a une antenne sur le quartier du Clos Toreau et du coup les parents d’élèves avaient porté un projet, c’était un projet de sortie en famille vers des spectacles. Evidemment c’est une association de parents d’élèves de la CSF pour déposer le dossier en fait. Et c’était clairement porté par des parents de l’école du Clos Toreau.

- D’accord, donc y a quand même des associations qui émanent du quartier, enfin des habitants du quartier en tout cas.

- Oui malgré tout oui, qui sont constituées d’habitants du quartier tout à fait.

- Et qui sont fondés par des habitants du quartier aussi ?

- Bah le Clos Toreau 13 dont on parlait tout à l’heure qui sont soutenues par le contrat de ville c’en est un exemple. L’association qui fait de la solidarité international s’en est un autre exemple. Après l’association l’Accavale par exemple c’est pas fondé par des gens du quartier mais ça intervient principalement sur le quartier.

- Ouais, et pour revenir aux petites initiatives que vous m’avez cité, comment est-ce que ce type d’initiatives se développent-elles dans le quartier ? Est-ce qu’elles vont vers… donc vous avez dit qu’elles allaient souvent vers d’autres associations pour avoir plus de poid et récupérer des financements, est ce qu’elles ont tendance à aller vers une structuration ou c’est simplement des projets éphémères ?

- Non c’est plutôt des projets éphémères en fonction d’idées voilà qui arrivent comme ça ou en fonction de l’actualité, ou d’une opportunité qui se présente ou… voilà ces initiatives… elles ont pas… enfin celles dont je vous parlais elles ont pas vocation à se répéter dans le temps mais… et puis nous on les accompagne plutôt donc l’idée de dire : bah si vous avez un projet, venez nous voir mais c’est pas forcément pour que du coup ça devienne une activité récurrente comme les associations qui sont installées. Et puis après il y a des associations qui ne demandent pas du tout de financement ou… voilà il y a un collectif de femmes qui une fois par semaine se retrouve dans les halles pour boire du thé et ça n’a rien à voir enfin ils ont pas besoin de financements, ils amènent leur thé, de temps en temps elles font des gâteaux etc. C’est des initiatives qui ne demandent pas de… qui sollicitent pas de moyens en fait. Enfin si ce n’est l’équipement mais pas de moyens financiers.

- Ouais, bien sur

- Et là pour le coup c’est des initiatives qui sont récurrentes mais c’est plutôt des petites choses de convivialité qui se mettent en place parce qu’il y a quelques femmes là qui se connaissent bien et qui aiment bien proposer aux autres de les rejoindre.

- Dernière question un petite peu de conclusion : lors de mes entretiens exploratoires qui m’ont amené à réaliser ce mémoire sur cette thématique j’ai eu de forts retours sur le fait que dans les quartiers prioritaires nantais les habitants sont très rarement moteurs de… enfin fondateurs ou ils vont très rarement se mettre ensemble enfin actuellement pour faire une grande association et essayer de transformer leur territoire. Vous en tant que membre de l’équipe de quartier est-ce que vous pouvez aussi observer ce manque d’engagement ou… d’implication des habitants dans l’objectif de changer radicalement leur territoire, leur quartier ?

- Oui et non [rire] oui et non parce que on a sur le Clos Toreau des mobilisations intensives sur des décisions bien sur la durée sur des questions d’aménagement du quartier. Et là on se dit : certe ils ne se mobilisent pas sur révolutionner le quartier, reposer tous les enjeux du quartier et se dire qu’est ce qu’on fait pour la jeunesse. Mais par contre quand il y a un aménagement qui leur plaît pas ils savent parfaitement se mobiliser donc je dirais pas que les habitants ne sont pas engagés. Après c’est un certain nombre d’habitants qui ont du poid, qui savent se faire entendre etc. Mais c’est pas tous les habitants en effet, mais malgré tout quand il faut s’engager ils sont là. Après j’aurais tendance à dire que enfin… dire que les habitants des quartiers ne s’engagent pas… je pense qu’il faut aussi aller regarder sur des habitants, enfin aller comparer avec des quartiers qui sont pas prioritaires.

- Bien sur !

- Moi je considère qu’on attend énormément des habitants des quartiers prioritaires sur manifester leur envie de changer les choses etc. Et qu’on en demande parfois mois à des gens qui sont pas de quartiers prioritaires donc y a deux poids de mesure. Moi je considère que sur le quartier Clos Toreau, je vais pas parler au nom de tous les quartiers prioritaires donc sur le quartier du Clos Toreau qui est un quartier prioritaire relativement petit par rapport à d’autres quartiers de Nantes, y a une réelle mobilisation des habitants sur des petites choses. Parfois sur des plus grosses choses, sur des mobilisations sur certains aménagements avec lesquels ils sont pas d’accord mais sur le volet convivialité, sur le volet participation à des événements etc. moi je trouve qu’il y a quand même je sais pas la moitié je suis incapable de mesurer y a une bonne partie des habitants qui se mobilisent, qui sont là, qui participent. Après c’est la taille du quartier peut-être qui faite ça. Et puis après voilà, on s’est bien qu’il y en a comme partout que ça n’intéresse pas, qui ne peuvent pas, mais voilà je pense que ça c’est un peu partout

- Bien sur, merci beaucoup pour toutes ces informations,

- Et bah je vous empris et bon courage du coup pour la rédaction du mémoire

- Merci, dernière question pratique : est-ce que ce serait possible pour vous de m’envoyer par mail le contact de l’équipe de quartier de Château à Rezé ?

- Ouais, alors c’est pas une équipe de quartier, parce qu’ils ont pas d’équipe de quartier à Rezé, c’est un service politique de la ville. Donc je peux vous envoyer ça par mail si vous voulez, je vais prendre votre adresse mail.

- Oui, alors c’est [foriane.lepre@etu-iepg.fr](mailto:foriane.lepre@etu-iepg.fr)

- Ok et bah ça je vous envoie ça dans la foulé.

- Merci, et si jamais vous avez des rapports d’activité des associations dont vous m’avez cité je les veux bien parce que je vais continuer mes recherches et à la place de déranger des associations en

**plein mois de juillet qui sont surement pas disponibles, si jamais y a des rapports d’activité de disponible moi ça m’intéresse aussi.**

- Ok bah je vais regarder ce que je trouve

- Voilà, et question finale, est ce qu’il y a un contact vers les bureaux des projets, est-ce qu’il y a une personne en charge du bureau des projets que je pourrais contacter sur la question plus particulière des initiatives ?

- Alors sur l’ensemble de la ville ?

- Heu, non sur le quartier Clos Toreau, à bah éventuellement mon collègue oui qui suit ça ou une autre collègue qui est à la maison de quartier vers laquelle je peux vous orienter

- D’accord

- Mais par contre elle ne revient que début Août

- Ha ça va être compliqué

- Ouais c’est la difficulté de l’été

- Ouais je vais voir comment je m’organise, merci beaucoup

- Je vous en pris bonne journée au revoir.

**ANNEXE 9 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Nantes Erdre**

**F- Première question très fermée : Donc Nantes Erdre c’est le quartier**

C- Oui

F- Dans ce quartier, il y a des quartiers prioritaires, c’est lesquels ?

C- Trois

F- Trois quartiers prioritaires, c’est lesquels ?

C- Donc Port Boyer, Halvèque, et Ranzay île de Sein

F- D’accord, et du coup dans ces quartiers, vous avez des associations partenaires du contrat de ville. Vous en avez combien à peu près ? Sur tout Nantes Erdre ?

J- Après ça dépend des années…

F- En 2018

J- En 2018 on doit arriver à 20… 20 associations, après on va dire plutôt 20 projets C- Ouais c’est ça !

J- Après, on doit avoir une dizaine d’asso

F- D’accord, sur tout le quartier Nantes Erdre, et ces 10 associations, elles sont sur quels quartiers prioritaires à peu près ?

J- Elles sont réparties sur les trois

F- Il n’y en n’a pas une qui est spécifique selon les projets…

C- Ha si !

J- Après si, en fait chaque association développe des projets qui sont rattachés à des territoires. Par exemple sur la Halvèque: c’est plus l’Accoord qui a des projets cette année. Après on a sur Port Boyer l’Atelier Photographique de l’Erdre. Pour donner des exemple, PaQ’la Lune sur Ranzay île de Sein, et puis on a quelques associations qui ont des projets sur plusieurs quartiers. Par exemple l’Association Culturelle de l’Eté qui organise les Rendez-vous de l’Erdre ont un projet qui se développe sur le Ranzay, la Halvèque, Port Boyer… mais on va dire majoritairement c’est plutôt une association, un projet, un quartier.

F- D’accord, et les associations, elles ne sont pas spécifiques à un quartier forcément, c’est les projets qui sont spécifiques à un quartier c’est ça ?

J- Si quand même, on va dire que les asso sont quand même spécifiques à un quartier…

C- Sauf certaines comme disait Justin, qui du coup ne sont pas forcément rattachées, qui ne viennent pas du tout de notre quatre. L’ACE par exemple, elle n’est pas du tout domiciliée sur Nantes Erdre. Et c’est pour ça qu’elle propose des projets sur différents quartiers prioritaires de Nantes Erdre. Après les assos du Port Boyer développent essentiellement des actions et des projets en direction du Port Boyer. Celles de la Halvèque, pareille et celles du Ranzay pareille… J’allais dire île de saint mais on n’a pas d’asso à l’île de Sein.

F- D’accord, et parmis cette dizaine d’associations est-ce qu’il y en a qui sont conventionnées pour 3 ans.

J- Oui

F- C’est lesquelles ?

J- Là il y en a deux : l’Association Culturelle de l'Été et PaQ’la Lune

F- D’accord, et PaQ’la Lune c’est plutôt sur quel quartier ?

C- Ranzay

J- PaQ’la Lune ils sont sur le Ranzay île de Sein

F- Et l’Association Culturelle d'Été ?

J- Ils sont sur les trois quartiers

F- D’accord, est-ce que vous pouvez me citer, parmis la dizaine d’associations, en plus de ces deux associations conventionnées, celles qui sont, selon vous, les plus actives et qui reviennent le plus souvent au contrat de ville ?

C- Bah l’Accoord

J- On a aussi à certaines périodes… en fait il y avait une consigne qui faisait qu’ils déposaient plus mais on va dire depuis 2 ans où c’est de nouveau possible. Du coup on a l’Accoord.

F- Ils ne sont pas conventionnés l’Accoord ?

C- Non

J- Non, parce qu’ils ont une délégation de services publics avec la ville de Nantes... C- Ils ont une convention d’objectifs d’Etat…

J- En suite en asso vraiment active du quartier : la Fédération des Amis de l’Erdre. Ensuite… après ce qui est particulier c’est qu’en fait depuis 2-3 ans on voit un peu monter en puissance des projets sur le quartier et des associations qui portent des projets. Parce que le quartier Nantes Erdre, par rapport à d’autres quartiers prioritaires, on est plutôt sur des petites échelles avec souvent un seul bailleur… et du coup on n’a pas forcément une richesse associative qui peut exister sur d’autre quartier. Et on va dire depuis 5 ans il y a un travail qui a été fait pour dynamiser le quartier au travers de projets…

C- Que vous avez accompagné là à l’équipe.

J- Voilà, par l’équipe de quartier. Et donc là, depuis 2-3 ans, on a des associations qui sont plus impliqués sur le quartier. La Fédération des Amis de l’Erdre qui y était déjà mais qui…

C- Mais moins sur le quartier !

J- Mais qui propose un projet dans le cadre du contrat de ville. On a l’Atelier Photographique de l’Erdre sur Port Boyer qui pendant 3 ans va travailler sur un projet autour de la photo dans le cadre des projets partagés avec une autre association qui s’appelle Le Bruit de mon Oeil, qui à partir de ce projet photo, ce sont investis dans le quartier. Et donc aujourd’hui c’est vraiment un acteur du quartier qui participe à différents projets. Donc là cette année, ils ont déposé un projet photo dans le cadre du contrat de ville. On a également la compagne ALYOPA qui est une compagnie qui propose un projet autour du théâtre.

F- Compagnie comment vous avez dit ?

J- ALYOPA

F- D’accord, et ça c’est sur le théâtre

J- Oui ça c’est sur le théâtre, en direction des jeunes.

F- D’accord, qui est plutôt sur quel quartier ?

J- Là ils sont basés à Port Boyer mais le projet rayonne sur les trois quartiers prioritaires.

F- D’accord

J- Voilà…

C- MixCité ?

J- Ha oui l’association MixCité aussi, qui fait de l’accompagnement à la scolarité

F- D’accord, qui est sur…

C- Ranzay

J- Eux ils sont surtout à Ranzay. Après vu qu’on est sur l’accompagnement à la scolarité, ils rayonnent sur les trois quartiers… ils sont sur le public collègiens-lycées, et on va dire les trois quartiers sont concernés à l’échelle de Nantes Est.

C- Et les kapseurs ils sont pas ? J- Non

C- L’AFEV elle n’est pas conventionnée ?

J- Heu non c’est financé par la ville mais pas sur le quartier. C’est…

C- Moi j’étais sûre que le dispositif Kapseur, il était conventionné tu vois J- Ouais mais c’est à l’échelle nantaise en fait

C- Métropole ouais !

F- Et les kapseurs ils sont sur quel quartier ?

J- Sur le Ranzay et Port Boyer

F- D’accord, et du coup si je prends ces [compte]

J- Je n’ai pas tout cité !

F- Non non c’est bien ça me suffit, j’en ai 7 là. L’Association Culturelle d’Eté, PaQ’la Lune, L’Accoord, la Fédération des Amis de l’Erdre… la Fédération des Amis de l’Erdre ils sont sur quel quartier ?

J- Ils sont basés à Port Boyer mais après leur activité de l’association, c’est la préservation et la valorisation de l’Erdre, qui rayonne ensuite de Sucé sur Erdre jusqu’à…

C- Oui [s’adressant à Justin], tu as fait un travail d’accompagnement pour développer une action particulière pour les gamins du Port Boyer, ce qu’ils ne faisaient pas avant

J- Un club nature en fait

F- D’accord. Et du coup chacune de ces associations maintenant je… enfin si vous connaissez un peu leur historique, je voudrais savoir d’où elles viennent ces associations. Comment elles se sont intégrées au quartier, insérées sur le quartier ?

C- La FAE c’est historique, c’est les amis du quartier. C’était au delà des berges de l’Erdre, c’était vraiment une Fédération des Amis de l’Erdre. Donc tu avais des ASA, donc des Associations Syndicales… Autonomes ? Ouais, des regroupement de copropriétaires dans le lotissement, tu avais l’Association des Castors de l’Erdre… et tous ces gens là se sont retrouvés parce qu’ils étaient Amis de l’Erdre. Et ils ont développé… l’objectif de la

FAE à la base c’était vraiment de créer des projets en lien avec l’histoire, la mémoire, le fait de créer des événements un peu fédérateurs autour de l’Erdre et du quartier. Donc du coup de la FAE est né Bâtissons Nos Retrouvailles, sur l’histoire du quartier parce qu’on a une histoire industrielle assez incroyable avec l’usine des Batignolles, avec des… comment ça s’appelle ? Des citées dortoires en bois, des maisons en bois… enfin bref à un moment donné ça a switché et donc ils ont revu leurs statuts associatifs et ils ont été beaucoup plus sur le développement durable, l’environnement et donc la préservation de l’Erdre. Mais historiquement c’était pas du tout ça. Du coup, ça agace profondément les historiques évidemment. Je te dis ça [s’adressant à Justin] parce que j’ai encore eu Madame.. une des fondatrices].

J- Après…

C- MixCité on a été les chercher J- Oui on a été les chercher.

F- Mais du coup juste la FAE c’était combien de temps à peu près que ça s’est créé ?

C- Dans les années 1970 ?

J- On n’était même pas encore sur le quartier… C- On n’était même pas encore né !

F- D’accord, et c’était des habitants plutôt du quartier ?

C- Ouais

J- Ouais mais…

C- Historiquement... J- Ha oui !

C- Historiquement, aujourd’hui pas du tout. Historiquement oui et aujourd’hui pas du tout

F- D’accord, historiquement c’était des habitants du quartier et ça a été repris par des…

C- Bah ça s’est professionnalisé !

J- C’est que les statuts, la vocation de l’association a changé. Et qu’ils sont vraiment sur la préservation et la valorisation de l’Erdre qui concerne toutes les communes qui bordent l’Erdre donc…

C- Ils pourraient être n’importe où ailleurs en fait. Ils se trouvent qu’ils sont à Port Boyer, mais c’est comme ça mais ils pourraient être ailleurs.

J- Y a des liens qui sont faits avec toutes les communes en fait, que ce soit La Chapelle Sur Erdre, Sucé Sur Erdre, Nantes, Carquefou… pour…

C- Et c’est plus du tout une fédération, ils continuent à garder le nom mais c’est plus une fédération. Par ailleurs, ils adhèrent à Ecopole qui est lui, un collectif d’associations environnementales. Mais la FAE, sur l’innovation sociale non. On ne peut pas dire qu’ils participent de l’innovation sociale sur Port Boyer.

J- Non !

C- Là c’est parce que Justin a travaillé de longue haleine pour qu’ils puissent développer un club nature et c’est la galère. Ils ont du mal à toucher les gamins du Port Boyer.

F- Ha d’accord, donc du coup les habitants du quartier ne sont plus du tout…

C- Pas à la FAE.

F- Ouais d’accord

J- Non, il n’y a pas d’ancrage on va dire…

C- Par contre l’Atelier Photographique de l’Erdre : Oui. C’est que des gens du quartier. Par contre pas forcément du quartier prioritaire. C’est du grand quartier.

J- En fait l’Atelier Photographique regroupe deux amicales laïques : l’Amicale Laïque de Port Boyer et l’Amical Laïque de Saint Joseph de Porterie. Et du coup, ils ont fusionné leurs deux clubs photos ce qui fait que voilà ceux qui sont adhérents n’habitent pas forcément les quartiers prioritaires, mais de part les projets qui se développent, il se trouve qu’aujourd’hui ils travaillent sur le quartier du Port Boyer sachant qu’historiquement dans le centre socio-culturel du Port Boyer, il y a un labo photo qu’ils utilisaient mais bon de manière un peu on va dire privée. Et là depuis 3 ans, ils commencent à ouvrir un peu plus leur activité, leur labo photo tout ça.

C- Et donc aux gens du quartier, donc c’est super. Ils partent du principe que tout le monde peut savoir utiliser l’outil photographique et donc du coup ils ouvrent leurs ateliers aux gens du quartier.

F- D’accord, donc il y a une vrai participation des habitants. Par contre, donc c’est une association, l’Atelier Photo de l’Erdre ?

C- C’est une section..

J- C’est une section des amicales laïques

C- Des deux amicales laïques, mais elle n’a pas un statut…

J- C’est pas une association. Du point de vue du contrat de ville, c’est l’Amicale Laïque du Port Boyer qui a déposé le dossier.

C- Ouais c’est ça, donc c’est une section

J- Ce qui ne nous a pas facilité la tâche mais… C’est eux qui ont déposé pour cette section parce que ce n’est pas une asso donc ils ne pourraient pas déposer au contrat de ville

C- Ouais c’est ça !

F- D’accord

J- Après, pour répondre un peu à votre question sur ce côté un peu historique, comment sont créées les asso… La particularité de nos quartiers prioritaires, c’est qu’on n’a pas forcément des asso qui sont historiques, présentielles, ancrées dans le quartier, très dynamiques…

C- On a eu !

J- Bah on a eu par le passé

C- L’amicale laïque de Port Boyer elle était au top !

J- Par exemple l’Amicale Laïque de Port Boyer, mais aujourd’hui on est plutôt dans une phase de relance, de nouvelles asso qui sont présentes dans le paysage quoi, pour mener ce travail un peu de dynamisation, de mobilisation des habitants, d’implication… Donc c’est vrai qu’on a beaucoup été chercher des associations qui ne sont pas forcément du quartier, ou par rapport aux besoins du quartier, on a sollicité nos collègues, des différentes directions municipales pour voir comment les actions pourraient se mettre en place. Par exemple sur le Ranzay qui aujourd’hui et depuis 2015 avec la nouvelle géographie prioritaire, le Ranzay île de saint fait partie de la politique de la ville. Donc par rapport à ces sites là on a fait tout un travail de diagnostic pour connaître les besoins du territoire et du coup c’est comme ça qu’est ressortie l’idée du besoin d’accompagnement à la scolarité et MixCité est arrivé sur le quartier avec tout un travail avec les bailleurs, de

l’éducation… Pareil pour PaQ’la Lune, il y avait cette volonté de se réapproprier l’espace public, d’aller vers les habitants et c’est comme ça aussi que cette association est arrivée.

F- D’accord

J- Sur la Halvèque aussi on a travaillé comme ça pour que l’Association Culturelle de l’Eté qui était déjà présente sur le quartier avec le cinéma pleine air à Port Boyer, soit encore plus présente au travers d’un projet qui s’appelle la tournée des Batignolles où le principe c’est qu’avant les Rendez-vous de l’Erdre, il y a plusieurs concerts qui se font aux pieds d’immeubles. Donc ça c’est pareille, c’est une action un peu qu’on a été chercher pour aller là. Eux ont un peu travaillé cette dynamique au niveau du territoire…

C- Et tu as réussi quand même [s’adressant à Justin] à les ancrer sur le territoire. Parce que MixCité quand même dans son administration c’est que des gens majoritairement du quartier qui en font partie !

F- Alors que c’était une association qui a été appelé de l’extérieur du quartier c’est ça ?

J- C’est ça

C- Ha complètement, en fait l’association est venue voir la direction d’éducation pour lui dire qu’elle avait un projet d’accompagnement à la scolarité pour les collégiens et les lycéens, et au même moment le diagnostic qui avait été conduit par l’équipe de quartier identifiait un besoin d’accompagnement à la scolarité pour les collégiens et lycéens. Donc du coup la directrice d’éducation a fait le lien avec l’équipe de quartier, et du coup grâce à l’équipe du quartier y a eu un travail avec le bailleur social pour qu’ils puissent avoir un local, ça a pris des années parce que du coup le local n’était pas accessible, agréable, il fallait faire des travaux…

J- Il y avait des travaux, auparavant c’était une entreprise, du coup l’entreprise partait, enfin toutes les conditions étaient réunies en fait pour…

C- Et en fait l’association à l’époque MixCité, elle s’en fichait complètement de savoir où est-ce qu’elle allait atterrir pour peu qu’elle réponde à un vrai besoin. Et là en fait… l’association a croisé le diagnostic et du coup elle a compris assez vite que sur ce quartier là, il y avait un vrai vrai gros besoin.

F- D’accord, mais c’était une association qui… enfin c’est une association nationale comme l’AFEV ?

J- Non

C- Ha non non pas du tout, en fait c’est un ancien permanent d’une association des Dervallières qui en partant trouvait dommage en fait de ne pas avoir abouti à un vrai projet d’accompagnement à la scolarité tel qu’il l’entendait. Il a fait une thèse et quand il a fini sa thèse, il est revenu pour présenter son projet à la direction d’éducation et ça s’est fait comme ça. Mais non non MixCité c’est une petite association…

F- D’accord, donc c’était un porteur de projet ? Il avait déjà fondé son association ?

C- C’était un porteur de projet avec des anciens qu’il avait accompagné dans leur scolarité. Et les jeunes qu’il a eu, les jeunes au collège et au Lycée ont voulu monter avec lui ce projet et du coup eux ils en avaient bénéficié et voilà.

F- Et tous ceux là qui étaient fondateurs et qui n’étaient pas du quartier, aujourd’hui ils sont toujours administrateurs et au conseil d’administration ?

C- Ouais

F- Mais ils se sont entourés de plein de gens du quartier ?

C- De gens d’ici : il y a les parents, des parents des gamins accompagnés, il y a des gamins qui ont été accompagnés et qui font partie…

J-... du CA…

F- Ouais donc elle a complètement réussi, même si ce n’est pas une dynamique qui vient des habitants du quartier…

C- Ha elle s’est complètement… Là aujourd’hui je ne pense pas que le quartier comprendrait que MixCité disparaisse.

J- Ha non !

C- Ce n’est pas possible tu vois. A la différence de la FAE qui était historiquement du quartier, ancrée etc. Et qui du coup, il n’y aurait pas eu le bout de l’équipe de quartier, il y aurait moins d’ancrage au territoire. MixCité c’est dingo quoi !

F- Et c’est il y a combien de temps qu’ils sont arrivés ?

C- 2012 ?

J- 2012… ils ont dû arriver en 2013 ! C- Ouais ça fait 5 ans ouais c’est ça

F- D’accord, et ils sont sur quels quartiers vous avez dit ?

C- Ranzay, domicilié à Ranzay

F- D’accord, mais du coup ça fait pas doublon avec les Kapseurs ?

J- Non parce que les Kapseurs ce n’est pas le même projet.

F- Il n’y en a aucun qui fait une bénévolat…

J- Bah peut-être qu’ils font mais pas sur le quartier en tout cas… en fait là…

C- Depuis quand ? Ca m’agace ça que les kapseurs fassent de l’accompagnement à la scolarité, ça m’énerve ! J- Non mais à titre personnel ils pourraient parce qu’ils ne sont pas…

C- Ha oui ils pourraient à titre personnel, être bénévole mais à MixCité J- Ou ailleurs…

C- Mais pas à l’AFEV ! Non non à Port Boyer en fait les kapseurs du Port Boyer font de l’accompagnement à la scolarité.

F- D’accord

C- Mais normalement ceux du Ranzay…

J- Ceux du Ranzay c’est… ils sont plus dans la colocation solidaire avec cette idée d’avoir un projet en lien avec les habitants

F- Accompagner les associations non ils ne le font pas ?

J- Non c’est plus… l’idée c’est plus d’avoir un projet un peu de solidarité, de voisinage… C- Ils ne sont pas très ancrés au territoire

F- Non

C- Ils dorment ici mais on n’a pas réussi à…

J- Mais autant sur le Port Boyer c’est identifié et leur mission c’est d’être sur de l’accompagnement à la scolarité et du coup ils accompagnent des enfants qui sont scolarisés à l’école Port Boyer et sur la Halvèque on est pas du

tout sur… Sur le Ranzay on n’est pas sur le même projet, l’idée c’est plus d’avoir un projet en direction des habitants qui peut être de tout ordre parce qu’on n’a pas réfléchi…

C- Là il faut qu’on reprenne les choses avec eux parce qu’ils ne sont pas en lien avec les besoins du territoire quoi. C’est des opportunités qui font…

F- Ils ont envie de créer un truc mais ils ne sont pas forcément conscient de…

C- Non mais là par exemple tu en as un qui a intégré l’appartement, qui était tahitien donc il veut faire de la danse tahitienne. Enfin… je ne suis pas sûre que le quartier ait besoin de danse tahitienne, et je n’ai rien contre la danse tahitienne

F- Oui oui je comprends

C- Mais voilà, non non il faut qu’on reprenne les choses avec l’AFEV, parce que c’est un vrai beau projet le projet des kapseurs et pour peu que du coup les salariés et services civiques de l’AFEV fassent plus le lien je pense avec les besoins du quartier.

F- Et puis les identifier et les présenter aux kapseurs parce que…

C- Mais là je donne l’impression d’être dure mais ce n’est pas ça c’est qu’on n’a pas eu de bol en fait, on en a deux au Ranzay des appart ?

J- On a deux appartements au Ranzay

C- Et sur un des appartement on a perdu… ils ont été obligé de recommencer le recrutement. J- Vous connaissez le principe des kapseurs ?

F- Ouais ouais

J- D’accord. Donc on a pas mal d’asso qui sont on va dire bien ancrées aujourd’hui sur le quartier, où on s’est appuyé sur le contrat de ville pour les faire émerger. On peut citer l’exemple de Récup’ Halvèque, qui pareille, qui est parti d’un projet qu’on a travaillé pendant 3 ans avec le bailleur La Nantaise d’Habitation sur la Halvèque. La problématique c’était les encombrants, les déchets et le bailleur souhaitait plutôt aller moins sur un projet sur le côté verbalisation, réglementation tout ça… mais c’était plutôt sur un projet à dimension sociale donc pendant 3 ans le projet a été porté par Ecopole avec l’idée de proposer des ateliers autour du développement durable, l’éco-geste enfin tout ce packaging. Avec des ateliers toutes les semaines, une personne salariée d’Ecopole qui est dédiée sur ce projet mais ce qu’on avait en tête nous sur ces trois ans c’est que au bout des trois ans ce projet continue mais qu’il soit porté par des habitants du quartier. Mais donc du coup on a réussi à atteindre cet objectif, donc là cette action elle est locale, elle propose des ateliers, un programme d’ateliers autour du développement durable + une ressourcerie. On a fait ce même travail avec une chorale du quartier qui s’appelle La Chor’Halvèque qui est partie d’un projet de création partagée qui a entre autre bénéficié d’un financement politique de la ville avec cette idée derrière : on va là dessus…

C- On consolide l’après… J- Et on consolide…

F- D’accord, aujourd’hui Récup’Halvèque l’association, son Conseil d’Administration, son Bureau c’est des habitants du quartier ?

J- Que des habitants du quartier C- Que des habitants du quartier **F- D’accord**

J- Et c’est que des habitants du quartier qui… C- Méga-investis

J- Qui ont au départ été présents aux ateliers, qui ont repris ensuite le projet…

F- D’accord, et sur les autres que vous m’avez cité : Donc MixCité ils sont très ancrés avec beaucoup de participation des habitants. Pour la compagnie Alyopa ?

J- Bah c’est pareille Alyopa on a fait le même travail l’année dernière. La compagnie avait envie de travailler autour de l’expression des jeunes, donner la parole aux jeunes…

F- C’est une compagnie qui vient d’où ?

J- Eux à la base, ils sont parisiens mais ils se sont installés sur Nantes au Port Boyer. Ils avaient envie de proposer un projet de théâtre aux jeunes du Port Boyer. Du coup ils arrivaient, ils ne connaissaient personne, donc nous notre rôle au niveau des équipes de quartier, c’est d’accompagner des projets, de faire des mises en lien avec les acteurs du quartier, de mettre dans la boucle également nos collègues de la direction thématique, puisque souvent les asso sont rattachées à une direction thématique. Donc là c’était la direction de la jeunesse. Du coup on a fait venir nos collègues des directions thématiques pour voir comment on pouvait accompagner ce projet, comment ce projet pouvait se réaliser sur le quartier parce que proposer un projet théâtre et danse en direction des jeunes plus de 16 ans dans un quartier prioritaire c’est… [rire], c’est un pari ! Du coup on a mené ce travail pendant 1 an, ils ont rencontré les acteurs jeunesse du quartier, au départ on était que sur le Port Boyer mais bon on s’est dit que sur le Port Boyer ça risque d’être compliqué à réaliser donc on a élargi à l’ensemble des quartiers prioritaires. Ils ont participé à pas mal de temps forts du quartier, différents… Bon on a de la chance, l’association, la compagnie était vraiment partante pour jouer le jeu de s’impliquer dans le quartier. Ce qui va au delà du financement qu’ils ont eu dans le cadre du contrat de ville. Du coup le projet il y a pu se réaliser l’année dernière. Ils ont travaillé pendant une semaine avec 8 jeunes sur le projet théâtre qui se sont produits sur le quartier, sur une action sur l’attraction qu’on fait sur l’Est : Rancard à l’Est, et du coup cette année ils poursuivent mais il y a déjà le bénéfice de l’année dernière qui va leur faciliter les choses. Et puis ce qui est bien c’est que l’asso en plus, pour faciliter son travail a recruté une personne là. Donc voilà, l’idée c’est un peu la logique de fonctionnement d’une équipe de quartier qu’on est amené à faire ce travail au niveau du territoire. Mais ce n’est pas spécifique à la politique de la ville…

C- Oui, comme pareille sur Saint Jo ou sur la Beaujoire quoi.

F- Et cette compagnie elle est arrivée il y a combien de temps sur Port Boyer ?

J- Bah du coup ça va faire un an. Enfin à la rentrée ils seront sur une deuxième année... Allez ça fera deux ans à partir de la rentrée.

C- Mais ils ont eu envie de s’investir tout de suite en arrivant dans le quartier. J- Dans le quartier oui

C- C’est quand même pas mal ! Parce que You and Music qui étaient sur le quartier ils ne se sont pas trop… J- Bah on a fait des tentatives mais on n’a pas réussi

F- Et ils ont réussi à impliquer du coup des jeunes dans leur compagnie ?

J- Des jeunes du quartier

C- Bah 8 sur les 16-25 ans c’est pas mal ! Surtout ceux de Port Boyer !

F- Et est-ce que c’est une association du coup ?

J- Oui compagnie mais ça reste une association dans les statuts tout ça…

F- Dans leur gouvernance est-ce qu’il y a des habitants qui se sont impliqués plus que dans la participation aux activités ?

J- Non eux ce sont vraiment des comédiens ceux qui portent le projet et du coup voilà ils sont sur la pratique, il n’y a pas forcément l’idée que les habitants s’investissent…

F- Il n’y a pas un conseil d’administration ?

J- Si si il y en a

C- Oui mais à la mode compagnie donc ce n’est pas pareille. J- C’est une compagnie

C- C’est pas comme une association entre guillemet classique J- C’est une compagnie, du coup

C- Ils ont pris le statut d’association parce que ça doit être plus souple dans leur mode de gestion et de mise en oeuvre de leurs interventions. Pour moi ils seraient en compagnie compagnie.

J- Eux ce qui les intéressent c’est la pratique avec les gens et l’activité, plutôt qu’ils soient dans le Bureau. Le Bureau de l’asso c’est en gros ça permet aux artistes de vivre de leur activité à la base

C- Oui c’est ça

F- Vous avez dit qu’ils avaient un salarié maintenant ?

J- Ils ont recruté une personne spécialement pour ces projets là

F- D’accord, et cette personne…

C- Ils ont plus qu’un salarié ?!

J- Bah après les autres ce sont des intermittents !

C- Oui c’est ça, ils ont recruté un poste de coordination

J- Un poste de coordination qui a été créé pour ces projets théâtre proposé dans le cadre du contrat de ville.

F- Et cette personne salariée elle est issue du quartier ?

J- Elle n’est pas issue mais ils ont cherché ! Ils nous ont donné l’info, si on connaissait quelqu’un… Donc on n’a pas trouvé une personne du quartier pour ce poste là qui est quand même assez pointu. Par contre ce qui est intéressant c’est que la personne elle a travaillé sur le quartier pour… dans l’Association Culturelle de l'Été. Donc elle connaît le quartier, elle connaît les acteurs,

C- Les gens

J- Voilà elle est arrivée ici, elle n’est pas complètement perdue quoi

F- D’accord, et du coup pareille l’Association Culturelle d’Eté, de l’Eté, elle vient d’où ? Son historique ?

J- Bah vous êtes nantais ?

F- Ouais…

J- Vous connaissez les Rendez-vous de l’Erdre ?

F- Ha oui !

J- Bah voilà

C- Bah c’est l’association qui le porte !

F- Ha [rire] je ne savais pas du tout

J- Qui porte les Rendez-vous de l’Erdre, qui porte aux heures d’été, la programmation de ciné pleine air, les concerts du Mardi et du Jeudi au château.

C- Et comment ça se fait qu’ils sont arrivés à Nantes Erdre ?

J- Bah comment ça se fait ? C’est dans notre logique de manque de ressources locales… C- Vous avez été les chercher ?

J- On a identifié la culture… C- Comme levier important

J- Comme levier important du quartier. Du coup on les a rencontré, c’était à l’époque de… C- Ha ouais…

J- Je venais d’arriver sur le quartier

F- C’était l’époque de quoi ?

C- De la chargée de quartier n°2

J- Voilà, et du coup je venais d’arriver sur le quartier et voilà on avait fait d’autres projets culturels et on souhaitait continuer. Notamment “Un quartier au Musée”.

C- D’accord

J- Et du coup on a rencontré l’ACE, on a échangé… enfin à la base on a échangé déjà avec nos collègues de la culture parce qu’il faut savoir qu’une équipe de quartier n’a pas de budget donc on ne peut pas décider de faire tout seule [rire]

C- Non

J- Du coup on travaille avec nos collègues des directions de quartier… C- On peut intimider…

J- On travaille avec nos collègues des directions thématiques, on partage nos enjeux du quartier, voilà et on a échangé avec nos collègues de la culture en disant qu’on aimerait continuer à travailler sur cet axe culturel, est-ce qu’au niveau des acteurs vous pensez qu’il y en a qu’il serait intéressant de rencontrer. Et eux ils ont pensé à l’ACE, donc on les a rencontré, on leur a présenté le quartier, ce qu’on souhaitait… Ensuite ils sont revenus vers nous avec un projet…

C- Ce qui est rigolo c’est qu’ils auraient très bien pu le faire…

J- Sachant qu’ils étaient déjà présent dans le quartier via “Aux heures d’été” avec une séance de ciné de plein air au Port Boyer, ça, ça existait déjà !

C- Haaaa… mais parce que ça existait dans tous les quartiers ! J- Bah non c’est pas dans tous les quartiers nantais ça !

C- Ca a commencé que… ha oui ? Bah je ne sais pas !

J- Bah il y a des quartiers où… C- … où il n’y en a pas ?

J- Où par exemple, il n’y en a pas sur Bottière C- Ha ouais…

J- C’est parce que ce n’est pas prévu sur Bottière

C- D’accord, bah au Jardin des Plantes c’est assez vieux c’est pour ça… J- C’est pas si vieux que ça au jardin des plantes…

C- Ha ouais ?

J- C’est pareille, ça fait partie des sites qu’ils ont développé… Du coup ils sont revenus vers nous avec cette proposition de tournée des Batignolles. Sachant que l’idée c’était que une semaine avant on développe une action, un artiste vienne sur le quartier, se produise en bénévole sur différents lieux, avec un temps forts… On a un studio de répétition sur le quartier avec un temps fort au studio où là ils viennent avec une formation un peu plus importante, on ouvre, les habitants continuent les différentes… viennent… mais la finalité c’est aussi que les habitants, vue que les Rendez-vous de l’Erdre portent sur le quartier, et du coup avec l’idée que les habitants…

C- Y aillent !

J- Aillent aux nuits de l’Erdre

C- Il y a une idée de médiation culturelle importante

J- C’est ça, on est dans la médiation culturelle et c’est… donc c’est comme ça que ça s’est construit et…

F- C’était il y a combien de temps qu’ils se sont installés sur le quartier du coup ?

J- C’était… ça doit faire…. 8 ans ? C- 8-9 ans maintenant

J- 8-9 ans ouais, après le projet qu’il y a aujourd’hui c’est vraiment des acteurs du quartier, le projet on l’a fait évolué…

C- Ils interviennent dans les écoles…

J- Depuis 3 ans ils interviennent dans les écoles du secteur Halvèque C- Sur temps scolaire…

J- On a élargi le projet à d’autres secteurs du quartier parce qu’au départ on était plus sûr… depuis 3 ans, il y avait un concert qui se fait un Ranzay, cette année on va faire un concert à l’île de saint et puis c’est pareil, ils ont renforcé les liens avec les acteurs du quartiers : l’Accoord, PaQ’la Lune,

C- C’est un vrai acteur important

J- Et nous on a retravaillé aussi le cirque plein air qui… ouais ils avaient envie de quitter le quartier parce qu’ils ne voyaient pas de lien avec le quartier au niveau du cirque plein air, on a lutté plusieurs années et du coup on a réussi à faire en sorte qu’il y ait un travail qui se fasse avec l’Accoord pour…

C- C’est pour ça que c’est les ados qui ont choisi cette année le film ? J- Ha non non, ils ne participent plus au choix du film !

C- Ha oui parce que c’est pourri cette année, on n’était pas content... “ma vie de courgette” J- Bah y avait du monde pourtant…

C- [avec un air très surprise] Y avait du monde ? J- Bah je suis venu !

C- T’es venu !! C’est vrai ??

J- C’était plein ! C’était blindé ! J’ai pas trouvé de place pour stationner C- Parce que c’est glauquissime le scénario…

J- Ha ouais mais là haut là il n’y avait pas de place

C- Ha bah c’est super ! Parce que j’avais l’impression que Baptiste me disait que c’était le club ado qui avait choisi le film cette année

J- Ha non non c’est fini ça

C- D’accord… excuse nous [à moi] !

J- Mais après avec le travail qui se fait avec le centre Accoord c’est sur, la scénographie, toute cette partie là en fait. Et puis ensuite il y a eu des restitutions avec des productions partagées avec Les Bruits de mon Oeil… c’est plus là dessus…

C- Et tu as vu qu’il y avait max sécurité ? J- Ha bah à chaque séance !

C- Nan elle nous a dit Christelle que c’était une première pour ce ciné en plein air là ! J- Bah l’année dernière ils étaient là. Bah moi j’ai toujours vu une équipe de sécurité C- Ha ouais ?

J- Bah pour surveiller l’accès

C- Oui et pour éviter des débordements J- Ouais nan mais il y a toujours eu…

C- Ok bah elle avait l’air de dire en réunion de veille que du coup c’était exceptionnel

J- Bah elle les a remarqué que cette année [rire] Peut être qu’il y avait une sécurité renforcée mais… C- Ok

J- Bon on digresse [rire]

F- Du coup cette Association Culturelle d'Été elle est dans le quartier, est-ce qu’elle a dans son CA et dans son bureau des habitants du quartier ?

J- Non on est vraiment dans une association nantaise…

C- Elle est rue de Strasbourg, Elle est domiciliée pas du tout dans le quartier

F- Ha d’accord

J- On est vraiment dans…

C- Elle intervient de manière régulière mais ponctuelle en fait J- Oui ponctuelle…

C- Elle est vraiment accolée à la tournée des Batignolles en fait,

J- C’est vraiment lié au projet qu’ils déposent au contrat de ville, qui répondait aux envies du quartier auxquelles on ne pouvait pas répondre parce que on n’a pas d’association culturelle qui peut proposer ce type de projet quoi

C- Donc du coup dans leur conseil d’administration ce n’est pas du tout des gens des quartiers, pas du tout. Par contre, elle intervient dans tous nos événements. Là par exemple sur la Halvèque il y a un dispositif qui est porté par l’Accoord depuis plusieurs années qui s’appelle la Bouillotte Voyageuse où l’idée c’est de permettre aux jeunes et aux familles et d’abord et avant tout aux ados, d’avoir un côté un peu apéro, barbecue et concert. Et donc jeudi dernier c’était un des…

J- C’était le groupe qui va se produire…

C- C’était le groupe qui va se produire aux Rendez-vous de l’Erdre… bah un des groupes des Rendez-vous de l’Erdre ?

J- Non non c’est le groupe qui va se produire dans la tournée des Batignolles !

C- Oui, mais du coup c’est un des groupes des Rendez-vous de l’Erdre, et du coup ils sont venus faire un set dans le cadre de la Bouillotte voyageuse.

F- D’accord

C- Quand nous on a fait notre rencontre de quartier au printemps donc au mois de mai sur la thématique de la culture, et du coup le saxophoniste de ce groupe là est venu faire des petits impromptus.

J- Donc c’est une association qui est présente en tant qu’acteur du quartier pour…

C- Pour présenter ce qu’ils font etc. C’est vraiment un acteur qui n’habite pas le quartier, qui ne mobilise pas dans sa vie statutaire mais qui est vraiment un acteur incontournable de…

F- Ouais il est très présent et il fait vivre le quartier ?

C- Ha complètement ! J- Oui oui

F- D’accord, mais pas forcément en faisant participer les habitants dans la construction…

C- Mais je pense que s’ils proposaient, je ne suis pas sûre que… J- Après c’est un festival, on est quand même sur un festival

F- Oui c’est une thématique qui est vraiment…

C- Ce qui est le plus important…

J- Après ce qui est important c’est nous,c’est le travail de médiation.

C- C’est ça, qu’ils fassent venir nos familles aux Rendez-vous de l’Erdre ce qui est un peu quand même bobo quoi

J- Médiation, accès à la culture, que les gens puissent participer aux concerts, que les enfants puissent être éveillés…

C- Au monde qui les entoure

J- Voilà à l’art puisqu’ils sont sur les thématiques du Jazz, C- Ils peuvent même essayer les instruments…

J- En fait c’est tout ce travail là qui est important dans leur présence sur le quartier parce que ce sont des petites graines qui sont semées, qui sont difficilement mesurables mais qui ont un impact sur les gens qui participent et voilà je pense que certains ça leur fait du bien d’être présent aux concerts, d’aller aux Rendez-vous de l’Erdre, de savoir que les gamins à l’école vont jouer avec des instruments du musique tout ça. Ils sont également présent dans les fêtes d’école. Et il y a vraiment.

C- Il y a une vrai participation à la vie du quartier

J- C’est pas uniquement, je dépose le dossier, je fais mon projet… Bon de toute façon si c’était ça on ne soutiendrait pas le projet, mais on n’est… voilà il n’y a pas de résistance, on est vraiment dans une démarche où ils ont compris un peu…

F- Et ce travail de participation à la vie du quartier ils le font spécifiquement à Nantes Erdre ?

C- Ouais !

F- Pas dans tous les quartiers ?

C- Non ! Ils auraient pu faire la même chose à nantes Nord parce que du coup tu as l’Erdre des deux côtés, bah non.

J- Enfin après si… dans d’autres quartiers ça se fait mais c’est plus sur le ciné pleine air. C- Mais là le gros boulot de médiation qu’on a nous, personne d’autre ne l’a

J- Ha non ça c’est sur

C- Alors qu’ils auraient très bien pu, c’est ce que je disais à Floriane, c’est que du coup ils auraient très bien pu proposer la même chose à Nantes Nord

J- Ha oui à Nantes Nord ou à Bellevue, ou… C- Bah si !

J- C’est parce que nous on a été les chercher ! C- Oui parce que…

J- Et puis bon a été les chercher donc… Ils auraient pu se dire…

C- Ouais c’est bizarre que l’équipe de quartier de Nantes Nord elle n’est pas eu envie de nous piquer l’idée ! J- Parce qu’ils ont des acteurs… ils ont plétor d’asso…

C- Ouais ils ont un théâtre universitaire…

J- Ils ont pléthor d’asso sur le quartier, et le théâtre universitaire aussi…

F- Et du coup l’association PaQ’la Lune c’est quoi ?

C- C’est une compagnie à la base qui est devenue une association, une compagnie de théâtre

F- Et sur le quartier comment ils sont…

C- Bah c’est ce que disait Justin en fait, il y a eu le diagnostic du Ranzay, il y a eu un besoin d’ouverture culturelle et d’occupation des halles d’immeubles…

J- D’aller vers les habitants, de présence sur l’espace public… C- Des problèmes de tranquillité publique

J- C’est un quartier qui a des problèmes de tranquillité, de relations de voisinage tout ça, donc l’idée c’était d’avoir un acteur qui soit à l’aide dans l’aller vers, dans la présence sur l’espace public, dans…

C- Et ils faisaient ça à Nantes Nord, et ils cherchaient, pour équilibrer leur budget ? C’est bien de dire comme ça

? Ils cherchaient un autre quartier et donc du coup au moment où la ville re signait une convention avec la compagnie à l’époque, c’était une compagnie de création artistique de théâtre. Bah du coup l’équipe de quartier était en lien avec la direction de la culture et la direction de la culture a dit : “on va essayer le Ranzay”, et c’est comme ça que c’est arrivé.

F- Et c’était y a combien de temps ? A peu près ?

C- Pareille que MixCité y a 5 ans. C’est la même année, les deux sont arrivés en même temps… Le Clos Toreau 13 par contre [s’adressant à Justin] le rugby tu les as fait venir après ?

J- C’était y a deux ans.

C- Mais voilà, et du coup, depuis la mayonnaise a bien pris et là en fait la préfecture a signé avec eux un adulte relais donc du coup on a quelqu’un de dédié pour le quartier du Ranzay et de l’île de saint. A terme Port Boyer mais pour l’instant la focale elle est vraiment fixée sur Ranzay et île de saint et pour conforter la présence et le développement d’ateliers de l’asso PaQ’la Lune.

F- Et ce salarié ou cette salariée ils sont du quartier ?

C- Bah elle est d’un quartier obligatoirement il me semble parce que pour être… J- Oui oui oui

C- ...adulte relais, mais elle n’est pas du quartier J- Il faut habiter un quartier prioritaire...

C- … Ce que je trouve plutôt intelligent parce que je trouve que c’est compliqué d’être adulte relais et de travailler dans le quartier dans lequel tu habites, parce que du coup tu ne coupes jamais de ton boulot, alors que là… je crois qu’elle habite au Breil ou au Dervallière, un des deux. Du coup hop, elle vient, elle connaît l’environnement d’un quartier prioritaire mais voilà au moins elle vient bosser puis elle rentre chez elle ailleurs le soir.

F- Tous les adultes relais c’est forcément d’un quartier prioritaire ?

J- Heu oui oui

C- Normalement oui !

J- Ha oui c’est obligatoire !

C- C’est obligatoire d’habiter un QPV oui !

F- Mais par contre c’est souvent que volontairement c’est des habitants d’autres quartiers

J- Non !

C- Ha non moi j’ai eu plein de gens pour qui c’est leur quartier où ils travaillaient et où ils habitaient… Moi je trouve ça infernal !

J- Après c’est, libre à chaque asso de faire son recrutement donc… S’ils veulent recruter une personne qui habite le quartier…

C- Bah je pense que tu peux avoir, pour certains c’est plus pratique

J- Pour une personne des fois qui sont déjà dans l’asso en fait, et il se trouve que pour faire avancer le projet de l’asso…

C- Asma elle habite pas Nantes Nord ? J- Heu je ne sais pas…

C- Enfin bon bref…

J- Non après y a des personnes ça ne les dérange pas de travailler dans leur quartier…

C- Mais c’est pareil là du coup PaQ’la Lune ce qui est chouette c’est que du coup ils ont entendu, Justin a organisé un nouveau partenaire pour réunir tous les gens qui travaillent : institution ou association, sur le quartier du Ranzay et île de saint ? Et île de saint ! Et du coup, partage du coup des constats : tient qu’est ce qu’on pourrait faire, qu’est ce qu’on devrait faire ? Et du coup les assos disaient : bah ce qui serait bien c’est de mettre du concret dans l’opérationnel parce que bon des réunions pour se réunir… on sait que vous en êtes friand à la ville… Et en fait, PaQ’la Lune a porté la première fête du quartier du Ranzay et c’est vraiment PaQ’la Lune qui a porté avec un protocole très clair, très exigeant : Tu viens manger mais tu apportes ta bouffe. Donc comme ça, pour eux c’était une manière aussi de mobiliser et d’impliquer les habitants. Bon comme c’était la première c’était un peu compliqué…

J- Il y a eu un peu d'incompréhension

C- Il y a eu un peu d’incompréhension parce que la plupart du temps quand on fait des événements dans le quartier soit on a un stand où les gens peuvent acheter ou soit la ville paye. Donc là c’était un peu surprenant mais c’était un partie-pris très important pour l’association PaQ’la Lune. Et c’était bien !

F- Et l’association PaQ’la Lune du coup elle n’est pas basée sur le quartier, elle intervient sur le quartier mais…

C- Pas du tout !

J- Non, elle est basée à Nantes Nord

C- Elle est basée depuis 1 an à Nantes Nord, avant elle était en plein centre ville, et c’est pas du tout des gens ni de Nantes Nord, ni des quartiers

F- D’accord, ils y interviennent, ils y font participer des habitants mais alors la participation elle ne vient pas.

J- Bon après je pense que dans leur CA il y a des habitants de Nantes Nord maintenant.

C- Bah oui peut-être, moi j’ai rencontré les gens du Bureau et j’ai vu un bout du CA et il me semblait que du coup c’était plutôt des artistes ou des enseignants… j’ai pas vu de gens du quartier quoi.

J- C’est ce qu’il nous a dit à une certaine époque oui…

C- En tous cas ils ont revu tous leurs statuts et dans leurs orientations, l’idée de s’ancrer véritablement dans les quartiers dans lesquels ils interviennent donc à Nantes Nord et à Nantes Est, est un vrai engagement…

J- Mais par rapport… tes questions tu as l’air assez attachée au fait… Bureau, CA, pourquoi ce...

F- Oui, en fait ça me permet de me donner un ordre idée dans l’implication des habitants dans l’association. Pour moi il y a différents stades d’implication des habitants : le premier stade ils sont

**touchés par l’action qui est mené et donc du coup ils participent aux ateliers ; deuxième stade ils vont être bénévoles durant les ateliers pour tenir un stand, troisième stade ils vont vraiment s’impliquer sur le long terme en étant au Bureau. Et c’est pour savoir sur ces associations où est-ce que ça se situe à peu près quoi, et comment est-ce que les habitants de Nantes Erdre, enfin des quartiers prioritaires de Nantes Erdre s’impliquent un peu dans la vie associative. Et du coup c’est un petit peu mon deuxième axe maintenant qu’on a discuté bien des associations inscrites au contrat de ville qui sont dans le quartier et qui se développent. Si on se concentrent plus sur les habitants et les projets qui peuvent se développer par eux-mêmes, elle est comment l’implication dans la vie associative du quartier ?**

C- Alors, moi je ferais une différence entre des habitants qui peuvent s’impliquer et proposer des projets… on a un dispositif qui s’appelle le Bureau des Projets qui permet du coup à des individuels ou à des petits collectifs qui ne se retrouverait pas forcément dans l’engouement associatif de pouvoir déposer des projets et être force de proposition et porteur d’initiative.

F- Ouais

C- Donc ça, je trouve que ça fonctionne particulièrement bien à Nantes Erdre, pas forcément des quartiers prioritaires. C’est très varié. On n’a pas beaucoup de projets qui émanent…

J- Il y a des projets de barbecues sur la Halvèque, où là c’était les habitants des quartiers dont certains investis dans l’Accoord qui ont porté ce projet.

C- Port Boyer on n’a rien eu

J- Sur Port Boyer, je réfléchis on n’a pas eu de projet C- Ranzay… non plus

J- … non plus

C- et île de Sein non plus J- Non,

C- Alors qu’on a des gens dans le comité d’animation de ces quartiers. C’est rigolo ! On a des gens qui font partie du comité d’animation du bureau des projets mais pour autant on n’a pas beaucoup de projets des quartiers prioritaires.

J- Après il y a des kapseurs aussi qui ont déposé un projet l’année dernière… C- Ouais mais pour moi les kapseurs c’est… je ne les compte…

F- Je les compte difficilement comme des habitants…

C- Moi aussi ! C’est pas des habitants ! J- … Bah ils y habitent…

F- C’est vrai

C- Après quand tu vois aujourd’hui comment c’est compliqué dans le monde associatif de manière générale la mobilisation, alors de mobiliser du coup des gens des quartiers prioritaires ce serait encore plus compliqué ! Je te jure que si on leur demande de noter des collectifs… parce que regarde la CSF, elle ne dépose pas au contrat de ville

J- Si, ils ont déposé

C- Ha ! Parce que du coup la CSF elle a du monde quand même…

J- Si, ils ont déposé un projet sur l’activité jardin et puis l’activité de la fracture numérique. Ils ont proposé une permanence pour travailler au truc… tout ce qui est accès au droit, numérique tout ça !

C- En fait ma question c’est est-ce que il faut absolument mobiliser en association pour être mobilisé dans son quartier ? Parce que regarde quand on lance des concertations ou on fait des réunions publiques, on a du monde

! En réunion publique on a du monde, dans nos quartiers prioritaires. On est en train de réfléchir depuis plus d’un an sur l’arrivée d’un futur équipement, une future maison de quartier au niveau de la Halvèque, on a vraiment des gens du quartier qui viennent pour réfléchir, pour donner leur avis, leur expertise d’usage etc. Le diagnostic que tu avais engagé [s’adresse à Justin] sur Port Boyer c’est avec des habitants aussi !

J- Quand on avait fait sur la démarche…

C- en fait du coup est-ce qu’il faut absolument être en association ? Je ne sais pas… C’est ton sujet ! Mais oui…

F- Je ne prend pas de partie pris là dessus

J- Ouais mais du coup on va dire qu’il y a différents, ouais… on peut dire qu’il y a différents niveau et effectivement il y a l’offre de la ville type bureau des projets qui permet à des habitants de participer et voilà ça s’est concrétisé au travers du projet bbq, même si bon voilà, on n’en a pas pléthor. Mais il y a cette possibilité là.

C- C’est un projet qui leur tenait à coeur quoi ! C’est ça le bureau des projets, c’est des projets qui leur tiennent à coeur, de manière habitant d’un bout du quartier

J- Après il y a des démarches… là je reste toujours sur l’ordre institutionnel, on a des démarches de gestion de proximité où l’idée c’est que les habitants et techniciens participent à l’amélioration du quartier, d’après un diagnostic avec les habitants. Actuellement on a des projets qui sont en cours au niveau des jardins familiaux…

C- Qui émanent du diagnostic partagé avec des habitants…

J- Voilà, où il y a des habitants qui participent aux différents ateliers qu’on a mené, que ce soit des enfants, des jeunes, des adultes, pour faire des propositions, voir comment on peut aménager les… transfo au niveau de la maison des asso du Port Boyer. Donc ça c’est un projet qu’on travaille sur deux ans avec un maître ouvrage paysagiste qui gère le projet et avec qui on a passé une commande pour… sur la co-construction et du coup on a fait des propositions pour que les enfants, les jeunes, les adultes participent. Après on a des projets associatifs comme je disais tout à l’heure Récup’ Halvèque. Là on est dans un projet, on va dire porté par des habitants du quartier qui pour certains habitent celui prioritaire et d’autres à proximité du site prioritaire avec leur local, leur activité… C’est l’un des partenaires du quartier sur lequel on sollicite sur… par rapport à des projets qu’on peut mener sur… qui peuvent être mené sur la Halvèque ou par rapport à des démarches comme le projet de future maison de quartier.

C- Mais eux du coup on ne peut pas dire que les habitants… ils participent aux activités, ils peuvent prendre part à l’association et au projet dans les statuts de l’association. A Récup’ Halvèque je suis d’accord.

J- Ensuite on a la CSF, alors là c’est une confédération nationale, mais du coup qui depuis un an a une section sur Port Boyer

C- La Halvèque aussi non ?

J- Ouais mais… Port Boyer… Halvèque je… c’est un peu… leur présence je… C- Donc Port Boyer !

J- Ouais ! Port Boyer où là en fait voilà il y a des habitants du quartier qui proposent tous les jeudis matins un café ouvert à tous les habitants du quartier, une permanence autour du logement, de la consommation… à la maison des associations. Donc là c’est les habitants du quartier qui y participent. Et donc là à la rentrée il y a surement l’idée de créer une antenne locale mais propre à Nantes Erdre. Du coup… qui sera ouverte aux habitants aussi bien Halvèque, Ranzay… St Jo si les habitants souhaitent s’y investir. Donc du coup, il y a les

actions qu’ils développent : la permanence, le café, là ils sont sur un projet de jardin collectif, ils sont présent dans les différentes instances sur le quartier.

C- La particularité c’est qu’ils touchent les locataires autour du Port Boyer

J- Ils ont un rôle de relais auprès des habitants, quand on a des infos à faire passer, on a des fois besoin d’avoir des infos au niveau du quartier. Il y a également un gros travail sur île de saint du coup où au départ il y a eu un diagnostic comme c’était un nouveau quartier prioritaire Ranzay île de Sein, et on ne connaissait pas très bien quand c’est passé en politique de la ville en 2015. Donc il y a eu un diagnostic de fait pour mieux connaître les habitants et connaître ses besoins. Derrière ça a débouché sur un projet du bailleur où là il y a eu un travail au niveau de Nantes Métropole Habitat et des habitants du quartier qui étaient…

C- Bien mobilisés ! ils ont mobilisés !

J- Pour participer à ce projet de site où l’idée c’était de transformer le parc, donc ils souhaitaient avoir des jardins…

C- Mais là il n’y avait pas d’asso

J- Non il n’y avait pas d’asso, mais beaucoup d’habitants C- Mais une belle mobilisation

J- Une belle mobilisation des habitants. On remet à neuf les jeux, ensuite nous du coup derrière ça nous a permis aussi de poursuivre ce travail avec les habitants avec les bailleurs et les habitants avec les concerts qui vont avoir lieu sur l’île de Seinen août. Souvent c’est différentes étapes, différents projets qui font que à un moment donné il y a des habitants qui s’investissent. Alors ça peut passer par un événement associatif, ou par la présence sur des marches qu’on va faire sur le quartier, ou peut-être à un moment donné le bureau des projets ça va leur parler et il y a un projet qui va parler à ces habitants là… Voilà un peu comment ça se manifeste sur le quartier.

F- D’accord, donc les habitants sont mobilisés, ils se mobilisent au sein des associations…

J- Et après on a l’Accoord

F- Ouais…

J- L’Accoord quand même qui est présent sur la Halvèque et sur Port Boyer, donc avec une délégation de services publics pour les centres de loisir et puis ensuite une convention sur le volet animation sociale et culturelle qui eux, bah ont pour mission de développer la vie sociale sur ces quartiers là. Et donc du coup, bah les habitants qui sont bénéficiaires des activités, pour beaucoup, ce sont des habitants du quartier. Pareil, dans leur conseil d’équipement il y des habitants du quartier qui participent…

C- Ca ne peut être que des habitants du quartier de toute façon. C’est rare que ça soit des habitants hors quartier J- Et c’est pareil souvent, le président du conseil d’équipement c’est souvent un habitant du quartier

F- D’accord, et du coup les habitants oui ils ont l’air en tout cas mobilisés… Est-ce que pour autant ils sont moteurs et porteurs de projets ?

J- Du coup je réfléchis… Il faut quand même aller… C- Il faut quand même aller les chercher !

J- Faut quand même aller les chercher…

C- Tu vois le bureau des projets, tu vois on n’en a eu qu’un !

J- Faut quand même aller les chercher parce qu’on est sur un quartier où on n’a quelques asso locales qui développent leurs projets. Et du coup ce qui fait qu’on est quand même dans cette idée d’aller chercher… Si

pendant trois ans on n’avait pas développé le projet de création partagé avec ce projet autour de la photo sur Port Boyer, on essaie de voir comment on poursuit… je ne suis pas sûr que l’atelier photo de l’Erdre aujourd’hui aurait déposé un projet au contrat de ville, ou serait présent sur le projet des sources, ils font tout un travail de documentation photo, sur les Rendez-vous de l’Erdre, ils travaillent avec l’association culturelle sur des documentations photos qui seront exposées ensuite dans différents lieux. Je pense que si on n’avait pas eu ces accroches, c’est pas sûr qu’on aurait eu cette envie d’association, d’y aller quoi.

C- A part la CSF de Port Boyer, quelle association s’est montée comme ça ? En lien étroit avec des envies… J- Bah des asso historique tu vois par exemple PB ?

C- Oui mais PB… ils sont attachés à l’école du Port Boyer mais c’est quand même des gens qui habitent essentiellement à la Boissière. Tu vois ce que je veux dire ?

J- Ha un moment donné ils étaient…

C- Oui mais tu me disais que c’était aussi beaucoup d’usagers pas forcément du quartier prioritaire tu vois ? Donc à part la CSF, et parce que Camille elle est permanent à l’UD CSF et que du coup elle habite le quartier, qu’elle a monté ce projet là. J’en vois pas d’autre en fait depuis que je suis arrivée moi. Parce que Récup’ Halvèque vous n’auriez pas été derrière, est-ce que l’association serait venue ?

J- Ha bah non ça ne ce serait pas fait !

C- Chorhalvèque c’est pareille, MixCité, PaQ’la Lune, c’est pareille. Donc non, la réponse est non.

F- Et vous n’avez pas de… alors peut-être pas monté en association mais des collectifs d’habitants ?

C- Ha si ! A Port Boyer J- On en a un oui

C- Mais c’est super, c’est vraiment extra et ils sont 4 et ils ne sont pas contents… ils se sont montés en collectif pour nous dire que tout ce qu’on fait c’est pas bien quoi, on n’est pas compétent.

F- Et ils sont 4…

C- Et ils sont 4, et ils te disent qu’ils sont 40 mais en fait ils sont 4. Mais je pense qu’ils peuvent, en fait tu vois, sur Port Boyer tu vas avoir des familles qui vont plutôt se sentir à l’aise à l’Accoord. Parce que tu as une équipe de salariés, parce que c’est cool, parce que ça touche les enfants, les adolescents… tu vois c’est très famille. La CSF on va être plutôt sur un public de maman monoparentales, de personnes un peu isolées… qui sont plutôt dans l’esprit: “je suis locataire, j’ai envie de rencontrer du monde et de connaître un peu mes droits”. Tu vois ? Donc ils sont sur le même quartier, mais ce n’est pas les mêmes familles qui vont se retrouver à la CSF ou à l’accord du Port Boyer. Et le collectif, c’est encore une autre frange de la population, de gens qui ne se retrouvent pas aujourd’hui dans un système associatif classique, donc ils ont monté leur collectif pour ça. Alors du coup c’est aussi financier parce que du coup quand tu montes une association il faut que tu payes. Donc ça ils ne voulaient pas payer. Mais c’est des gens qui vont avoir une grosse envie de s’impliquer de manière… genre en Conseil Citoyen. Leur parti pris c’est de dire : Pourquoi ? Vous êtes illégal de ne pas avoir encore de conseil citoyen ! C’est pas normal ! La loi date de 2014 donc tout ce que vous faites là sur le Port Boyer, vous arrêtez tout parce qu’il faut d’abord que ce soit validé par le Conseil Citoyen. Et c’est vraiment des gens qui sont… mais par contre c’est des gens qui sont plutôt futés ! Ils ont une expertise intéressante mais au même titre que la CSF, au même titre que les gens de l’Accoord tu vois ? Et du coup tout ce petit monde donne le paysage en fait du Port Boyer.

F- Ce collectif il est plutôt là pour représenter des…

C- Des pas contents !

F- Oui d’accord, pas pour porter un projet ?

J- Bah leur projet…

C- Ha non ! Non je ne pense pas… J- C’est pas très clair

C- Je ne pense pas. Ils ont envie de dire que ce que nous faisons n’est pas bien. Pour autant ils ne proposeront pas… en tout cas on n’en est pas encore là. Je pense qu’il faut qu’on entende leur revendication, qu’on travaille la relation de confiance puisqu’on ne peut pas juste dire… Je le dis en rigolant qu’ils ne sont pas contents. Mais je pense qu’il y a un travail de confiance à instaurer avec eux pour que peut-être ils soient force de propositions et qu’ils puissent prendre des initiatives positives et constructives, j’entends pour le quartier. Mais d’ici là Justin sera parti…

J- On n’en est pas encore là… c’est sûr…

C- La c’est compliqué… à côté de ça moi je trouve qu’ils ont raison quand ils disent qu’on saucissonne et que du coup on n’a pas de vision globale. Alors on le reconnaît tous les deux. Et que avant de penser à faire des projets d’aménagements, de voiries, bah il faut que ce soit sécurisé et que ce soit propre. Bah ils ont raison ! C’est ce que tu demandes là où tu habites ! C’est que tu puisses rentrer chez toi tranquille et que du coup ça ne soit pas trop dégueulasse. Bah eux c’est pareil. Mais ils sont… ouais. Mais ils ne sont pas encore force de propositions.

F- D’accord, bah écoutez je crois que j’ai fait le tour. Est-ce qu’il y a d’autres choses que vous n’avez pas dit parce que les questions n’étaient pas là dessus, mais qui enrichirerait cette discussion ? Sur les associations mais surtout sur les habitants et leur implication dans la vie associative du quartier ?

J- Non je pense que…

C- Bah déjà si on peut les impliquer tout cours dans la vie du quartier ce serait bien, après dans la vie associative pour moi c’est un autre volet. Je trouve que c’est compliqué de… en tous cas sur les quartiers prioritaires de Nantes Erdre… peut-être moins sur la Halvèque que sur Port Boyer et Ranzay… Parce que île de Sein ça va, ils se mobilisent bien en fait. Mais c’est tout petit aussi, il n’y a 400 logements… Je trouve que c’est compliqué. J’ai travaillé dans d’autres quartiers où ça me paraissait moins complexe la mobilisation.

J- Après il y a cette particularité… c’est marcelé notre quartier…

C- Oui mais tu vois quand on mobilise sur Port Boyer je trouve que c’est compliqué… alors là tu vois je suis contente que tu me dises que le ciné en pleine air, il y avait plein de monde… après est-ce que c’est des gens du quartier, peut-être pas....

J- Bah y a un peu de tout mais franchement c’était bien… je crois que c’est la première fois que j’ai vu ça…

C- Merde ! Faut que j’appelle Christelle ! Bref, mais du coup je trouve que la mobilisation de manière générale elle n’est pas…

J- Mais bon ce n’est pas propre à…

C- Non mais je trouve que tu vois, par exemple par rapport à Bellevue ou par rapport à Malakoff… quoique Malakoff c’est peut-être...

J- Il ne faut pas s’amuser à comparer…

C- Non non je ne compare pas je dis juste que la mobilisation est compliquée, voilà.

F- D’accord, ils participent mais il faut aller les chercher, ils ne sont pas moteurs.

C- Ils ne sont pas moteurs du tout !

F- Non…

C- A la différence d’autres quartiers, sans faire de comparaison !

F- Et comment ça se fait ? Il y a une particularité ?

C- Bah en fait en discutant avec toi je me dis, est-ce que c’est parce qu’on a très peu d’acteurs associatifs ? C’est à dire que du coup culturellement la question de la mobilisation et de l’implication, elle ne vient pas de soit... ? Parce qu’à Bellevue t’as gavé d’associations, bah l’Accoord t’en a gavé aussi donc… Est-ce que c’est parce que… est-ce qu’il faut mettre le paquet là dessus ? Je ne sais pas...

J- Après c’est un quartier, au global, c’est un quartier qui est morcelé en plusieurs micro quartiers. C- Tu vois, du pont de la tortière jusqu’au Gachet tout en haut là bas.

J- Si on sort du quartier prioritaire, il y a quand même une richesse associative qui fait que ce que les habitants n’ont pas à la Halvèque ils vont le trouver…

C- A Saint Jo !

J- S’ils veulent faire du foot ils vont à Saint Jo… C- Ouais ou à l’Eraudière…

J- Ou s’ils veulent faire de la danse ils peuvent aller à côté de la selle Bonheur. C- Mais ils n’y vont pas…

J- Il doit y en avoir… on ne les connaît pas tous les habitants du quartier…

C- Bah moi, quand ils m’ont donné les chiffres à l’amical laïque, c’est beaucoup Saint Jo et ce qui rayonne du côté des lotissements résidentiels.

J- Par rapport aux gens du Ranzay qui vont aujourd’hui à la maison de quartier de la Bottière quoi… C- Ha oui ça c’est vrai

F- En tous cas des habitants qui se diraient : ma situation ne me convient pas, je prends les choses en main et je vais emmener tous les habitants avec moi et on va tout changer dans le quartier, ça il n’y a pas forcément.

C- Bah à part le collectif de quartier quoi

F- D’accord bon, bah écoutez merci beaucoup pour toutes ces réponses !

C- Bah de rien Floriane !

### ANNEXE 10 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Breil-Barberie

- Du coup mon mémoire porte sur l’innovation sociale dans les quartiers prioritaires nantais mais ça je vous l’ai dit, et je m’intéresse plus particulièrement aux associations inscrites au contrat de ville et à leur rôle et leur ancrage sur le territoire. Première question : votre territoire vous couvre comme quartier prioritaire simplement Breil Barberie ?

- Alors Breil Barberie c’est le nom du grand quartier de ville, dont est responsable Jacques Cartier avec son équipe. et au sein de ce grand quartier qu’est Breil Barberie y a un micro quartier qui s’appelle le Breil ou Breil Malville, vous pouvez le trouver sous ces deux dénominations, qui est le quartier politique de la ville

- D’accord, et dans ce quartier Breil Malville, vous avez combien d’associations conventionnées au contrat de ville, c’est à dire conventionnées pour 3 ans ?

- Bah conventionnées c’est pas vraiment, elles sont pas conventionnées, qui présentent des projets à l’appel à projet annuel mais elles sont pas forcément conventionnées. La convention c’est autre chose, conventionnées c’est sur plusieurs années, c’est un contrat entre l’Etat et l’asso pour assurer des financements pluriannuels. Aucune des asso du Breil n’est conventionnée.

- D’accord, qu’est ce qui ferait qu’une association soit conventionnée ?

- C’est déjà qu’elle le souhaite, que l’Etat pense que son activité, sa structuration, sa gouvernance est suffisamment forte et stabilisée pour pouvoir être à peu près assuré que son activité perdurera sur 3 ans, enfin que le projet qu’elle conduit a du sens sur plusieurs années, ce qui n’est pas forcément le cas sauf d’une association du quartier mais sinon les autres elles peuvent très bien déposer un projet en 2018 et pas en déposer en 2019 ! Le contrat de ville c’est pas pour les fonctionnements reguliers, c’est bien pour du projet.

- Du coup parmis les associations partenaires et simplement en 2018 y en a combien à peu près ?

- J’ai très peu de, 2018 je pense que c’est 5 asso seulement. Alors, c’est compliqué parce que y a un appel à projet, les asso déposent leur projet, certains projets sont retenus dans l’appel à projet stricto-sensus. D’autres projets sont orientés ville-vacances et c’est aussi des financements de l’Etat. D’autres sont orientés sur le projet actuel de santé… donc voilà y a différents guichets donc c’est un peu compliqué quoi.

- Ceux qui sont vraiment retenus au sein du contrat de ville c’est ceux qui répondent aux enjeux inscrits par le contrat de ville c’est ça ? Et s’ils y répondent pas et qu’ils apportent quand même quelque chose ils vont vers d’autre financement ?

- Nan, tout ça entre dans le contrat de ville, mais c’est des instructions différentes, donc globalement sur le Breil on doit avoir 6 asso en 2018, ce qui est très peu. Et dans ces asso il y a des grosses asso comme je sais pas si vous connaissez l’ACCOORD, c’est la grosse asso qui est entre guillemet para-municipale, sur le champ de l’animation socio-culturel par exemple

- Est-ce que vous pouvez me citer chacune de ces 6 associations ?

- Alors il y en a peut être un peu plus que 6 si on prend tous les différents guichets ? Donc la première c’est le Théâtre AMOC. Deuxième, Vivre Libre 44, ensuite on a l’association Lolab, l’association Iris Picture, Génération Médiateur, Style Alpaga...

- Ouais y en a combien ? Y en a encore beaucoup ?

- Oui… Non [rire] mais y en a qui n’ont pas été retenues !

- Ha d’accord, et parmis celles qui ont été retenues ?

- Vous voulez que celles qui ont été retenues ?

- Ouais

- C’est pas pareil, en plus c’est très compliqué ces asso elles ont des projets inter-quartiers. Donc vous voulez juste les asso qui n’agissent que dans le quartier et qui ont été retenues ?

- Non, des associations qui agissent dans le quartier mais pas forcément que dans le quartier mais qui ont été retenues et qui ont des subventions cette année par le contrat de ville.

- Oui, donc ça moi je ne peux pas vous répondre parce que moi je n’instruis, l’équipe de quartier n’instruit que les projets d’association qui n’interviennent que dans le quartier, ou prioritairement dans le quartier. Quand elles sont inter-quartier c’est directement une instruction au niveau central de notre direction. Si elles interviennent sur 2 voire 3 quartiers on regarde où l’intervention est la plus forte et on confie l’instruction au quartier où l’action est la plus forte. Voilà y a des asso qui interviennent carrément sur tous les quartiers de Nantes, qui sont plutôt suivies notamment sur tout ce qui est accompagnement vers l’emploi. Donc elles peuvent très bien intervenir au Breil mais dans 5-6-7 autres quartiers dont hors Nantes et alors là c’est plus une instruction par Nantes Métropole… bah oui tout ça est très compliqué en soit.

- Je comprends, et dans les associations que vous m’avez cité, elles sont toutes…

- Alors je vais vous reciter celles vraiment ancrées Breil et à qui on a instruit le dossier d’accord ? C’est ça un peu votre demande ?

- Ouais

- Donc AMOC oui, Vivre Libre 44 oui, Lolab oui, Iris Picture oui, alors Génération Médiateurs j’ai un doute, je ne suis pas sûre que ça a été retenu, je pense qu’il n’y a pas eu d’argents de mis donc on va oublier. Style Alpaga c’est interquartier, c’est pas nous qui avons attribué. Association Récréation ça c’est nous, celle là elle n’a pas été retenue, j’en parle pas. Ca c’est pas nous qui avons instruit, Ping, l’association Ping, et voilà donc ça fait 6.

- D’accord, je n’ai pas forcément besoin en fait d’une liste exhaustive mais en tous cas ce que je recherche moi c’est de voir à peu près dans les associations qui sont particulièrement présentes dans les quartiers, qui sont subventionnées par le contrat de ville donc pour lesquelles la ville a jugé que leurs actions répondaient aux besoins du quartier, c’est comme ça que je l’avais lu un petit peu dans ma grille. De voir un petit peu de quoi est-ce qu’elles sont composées, comment est-ce qu’elles s’ancrent sur le quartier. Donc c’est pas grave si j’ai pas toutes les associations…

- D’accord, dans ce cas là on peut éliminer Framenco et puis l’ACCOORD.

- D’accord, donc là j’en ai listé 7, maintenant je vais vous demander ce que vous connaissez, c’est normal que vous connaissez pas par coeur toutes ces structures, un petit peu plus d’informations sur chacune de ces structures pour connaître un petit peu leur histoire et leur ancrage sur le quartier. Déjà chacune, elles sont installées sur le quartier ?

- Pas forcément

- Alors lesquelles sont installées sur le quartier et lesquelles ne le sont pas ?

- Alors vous voulez dire installer à demeure, toute l’année avec des locaux en propre ? Ou installer aussi le temps du projet ? Le temps de présence ?

- Oui qu’il y ait une présence et qu’ils aient oui pas forcément le siège social mais en tous cas des locaux.

- Alors AMOC oui a des locaux et est là toute l’année, Vivre libre aussi, Lolab aussi, bah l’ACCOORD bien sur, PING. Voilà.

- L’association récréation du coup ils sont pas sur le quartier ?

- Nan eux ils sont pas sur le quartier. C’est la première fois qu’on travaille avec eux donc c’est le projet que je maîtrise le moins très franchement. Je vous l’ai dit au téléphone, c’est pas moi qui est instruit les dossiers c’est mon collègue en développement qui est en congé. Voilà donc lui il saurait beaucoup plus, c’est lui qui suit toutes les réunions,

- Vous savez d’où elle vient à peu près l’association récréation ?

- Non pas du tout

- Elle vient juste de proposer son premier projet sur le quartier ?

- Oui

- Et c’est un projet qui parle de quoi à peu près ?

- Alors c’est plutôt un projet de lutte contre le décrochage scolaire avec des stages de maîtrise des émotions, sur la communication bienveillante, la méditation, l’estime de soi, la peur de l’échec. Voilà la pensée positive, préparer notamment aux examens. Donc c’est plutôt une association de cohésion.

- D’accord. Et donc sur contrat de ville ils ont différents piliers et donc chacune des associations quand elle est financée par le contrat de ville elle doit répondre à un ou plusieurs de ces piliers c’est ça ?

- Ouais, plutôt un

- L’association récréation vous savez sur quel pilier elle se porte plutôt ?

- Vous savez les piliers du contrat de ville on s’en occupe pas trop, c’est de la paperasse [rire] Nous on regarde surtout si ça correspond aux enjeux du quartier. On a un schéma de développement de quartier avec 6 enjeux et donc on instruit plutôt les propositions les projets d’asso en fonction de ces enjeux repérés collectivement pour la durée du mandat municipal, voir si ça répond, si ça s’inscrit bien aux enjeux repérés sur le quartier

- C’est quoi les enjeux ?

- La réussite éducative très clairement,

- C’est un enjeux identifié sur le quartier par l’équipe de quartier ?

- Ha oui très fortement oui !

- Et c’est quoi les 5 autres du coup ?

- Alors le schéma de développement de quartier n’est pas qu’à l’échelon du quartier du Breil, il est à l’échelon de Breil Barberie, du grand quartier. Donc on a un premier enjeu qui comprend quand même assez peu le Breil, c’est tout ce qui est développement urbain. Le Breil n’est plus trop concerné parce que le projet urbain y était assez large dans les années 2000. On a un deuxième enjeu qui est la gestion urbaine et ses axes de proximité, alors on l’as pas appelé comme ça mais je résume. Un troisième qui est plutôt sur le champs justement de l’animation socio-culturelle avec la solidarité. Un quatrième qui est plutôt sur le champ des publics vulnérable, la prévention.

- Prévention à quoi ?

- Prévention des vulnérabilité justement et accompagnement. Et la réussite éducative donc et le sixième c’est la jeunesse. Et je pourrais vous donner le nom des axes, des enjeux, des objectifs, y a des actions…

- Tout ça c’est précisé dans le contrat de ville ?

- Donc ensuite pour nous le contrat de ville grosso-modo c’est qu’on extrait de notre schéma de développement de quartier toutes les actions qui concernent les quartiers prioritaires.

- Et le schéma de développement du coup il est accessible je sais pas en ligne ?

- Il n’est pas public

- Non il n’est pas public, d’accord, c’était ça ma question. Du coup l’Association Récréation c’est plutôt sur la réussite éducative et c’est la première fois qu’ils mènent un projet sur le quartier. Les autres associations donc vous m’avez dit qu’elles étaient installées sur le quartier. Est-ce que vous savez à peu près depuis combien de temps les autres elles sont inscrites au contrat de ville ? Enfin, elles sont suivies ?

- Alors AMOC c’est relativement récent je dirais que ça doit être leur troisième année. Eux ils sont plutôt sur l’accès à l’emploi par le théâtre. Vivre Libre 44 eux ils ont plusieurs projets en fait, il y a un projet qui est l’animation d’un café associatif du quartier, qui n’est pas qu’un café, qui est un lieu de vie sociale, d’ailleurs il est labellisé espace vie social par la CAF. Et c’est un lieu duquel partent un tas d’actions à la fois sur la distribution alimentaire, des sorties culturelles, enfin voilà le but c’est plutôt de valoriser les capacités et savoirs faire des habitants. Donc chacun apporte ce qu’il sait faire. Et puis ils ont aussi des ateliers plus de bien être physique et psychique. C’est un autre projet qui est plutôt orienté contrat local de santé pour le coup, mais c’est toujours le contrat de ville. Lolab alors…

- Mais du coup Vivre Libre 44 ça fait combien de temps à peu près qu’ils sont…

- 4-5 ans, je peux me tromper, c’est approximatif

- C’est un ordre de grandeur.

- Lolab eux ils sont là depuis longtemps, je dirais au moins 10 ans, même plus, au moins 10 ans. Alors eux leur projet pour lequel ils ont demandé des subventions du contrat de ville, c’est d’ouvrir davantage l’équipement dans lequel ils disposent de locaux qui est un pôle associatif en fait qui est décrit par les professionnels et les habitants comme trop peu ouvert sur le quartier et donc là leur projet c’est de faire un peu de la médiation, enfin de coordonner un petit peu les cations des professionnels de ce pôle et de les amener à s’ouvrir davantage aux habitants du quartier.

- C’est un peu réunir les différentes associations pour qu’elles travaillent ensemble ?

- En tout cas ils vont être sur la sensibilisation et être un peu référent, l’asso référente parmis d’autres asso du pôle sur cet enjeu d’ouverture et eux directement de part leur action qui est d’accueillir en fait des artistes, ils vont aussi du coup faire en sorte que les artistes accueillis sortent des murs et aillent sur l’espace public au contact des habitants. Alors Iris Picture eux, c’est la deuxième année qu’ils interviennent sur le quartier. C’est dans le cadre d’un dispositif nantais qui s’appelle les créations partagées, je sais pas si vous en avez entendu parler… Voilà, donc c’est leur deuxième année de création partagée et c’est plutôt sur le champ de la photo.

- Et Ping ?

- Alors Ping ils sont aussi dans le pôle associatif qu’on appelle le 38 Breil, eux c’est le numérique, tout ce qui est numérique. C’est un très grosse asso nantaise qui est logée là un peu par hasard, comme d’autres, mais qui du coup quand même a une action quartier notamment par un atelier bricolage, atelier réparation, à la fois informatique… on peut tout réparer. C’est une salle ouverte à tous les habitants, avec plein d’outils, des machines à coudres, voilà.

- Et juste, je reviens sur Lolab y a un truc que j’ai pas bien compris, leur rôle du coup c’est de réunir un petit peu les associations du pôle associatif mais donc seulement celles qui sont au 38 Breil ?

- Pas les réunir, être référent, un peu asso référente dans un enjeu qui est d’ouvrir davantage le pôle associatif. Donc, c’est plutôt vers eux qu’on va se tourner, ça va être plutôt notre interlocuteur privilégié du pôle associatif, parmis d’autres professionnels, et concrètement ils font le lien avec les autres asso qui sont du pôle.

- D’accord, donc ils sont pas représentants de toutes les asso du Breil…

- Nan !

- ...mais simplement du 38

- Oui, mais la plupart des asso sont au 38… enfin parmis celles que j’ai cité là…

- toutes celles elles sont au 38 ?

- Pas toutes mais AMOC est au 38, PIng, Lolab, voilà.

- D’accord, est-ce que vous pouvez me dire toutes ces associations, oui donc l’ACCOORD ça fait plus de 10 ans qu’ils sont…

- sur l’ACCOORD oui alors là ça fait 30 ans, 40 ans [rire]

- qu’ils sont accompagnés par le contrat de ville ?

- Eux c’est plutôt des projets VVV (Ville, ville-vacances)

- Et chacune, donc on parlait des enjeux du quartier tout à l’heure, chacune de ces associations à quels enjeux est-ce qu’elles sont, vers quels enjeux est-ce qu’elles sont tournées ? Association récréation c’était la réussite éducative,

- AMOC c’est plutôt accompagnement vers l’emploi, Vivre Libre c’est la cohésion sociale clairement, Lolab aussi, Iris aussi via la culture, c’est plutôt une association culturelle finalement, qu’est ce que j’ai dit d’autres ?

- Ping ?

- Ping pareil cohésion sociale

- D’accord, et maintenant est-ce que vous pouvez m’en dire un peu plus sur leur histoire, c’est à dire à peu près quand, je veux pas forcément une date exacte mais, elles ont été fondées et où ? Est-ce qu’elles ont été fondées dans le quartier, par qui ? pourquoi ? Ou alors comment est-ce qu’elles sont arrivées dans le quartier ? Qu’est ce qui a fait qu’elles soient là aujourd’hui maintenant au contrat de ville à répondre à un besoin du quartier ?

- Alors on est dans un quartier où justement la dynamique associative est faible, c’est pas un terrain militant, pas d’amicale laïque, voilà… Donc y a pas mal de temps, on s’est dit que parce qu’il y avait une opportunité de locaux disponibles, notamment c’était une ancienne école. On s’est dit qu’il fallait faire venir des asso de l’extérieur pour faire vivre davantage le quartier, plutôt sur le registre de la culture et de la jeunesse parce que c’est là où on était particulièrement faible et donc la naissance du 38 Breil y a une dizaine d’années. Donc les asso du 38 Breil, à part 3 d’entre elles qui sont elles vraiment issues du quartier, les autres viennent de l’extérieur.

- D’accord et ça c’était, donc la création du 38 Breil c’était y a 10 ans vous m’avez dit ?

- J’ai pas la notion du temps moi, ça fait 22 ans que je suis là… [rire]

- Je comprends

- C’est grosso modo

- Et donc du coup lesquelles parmis celles que vous m’avez cité viennent de l’extérieur, et lesquelles…

- Ping clairement, Lolab un peu mais pas tant que ça parce qu’avant qu’on ait ce projet là ils avaient déjà, étaient déjà intervenus dans le quartier mais c’est pas des habitants du quartier qui ont créé l’asso, ils habitaient pas loin mais un peu hors du quartier. Dans toutes ces asso aucune n’a été créée par un habitant du quartier.

- D’accord, même Vivre Libre 44 ?

- Non elle n’habitait pas le quartier

- D’accord, donc c’est à chaque fois des…

- C’est des opportunités, je pense de… alors il faudrait lui demander en fait. Au départ elle était plutôt sur les Dervallières, sur des activités de bien-être, elle avait ce projet d’un café, elle n’a pas trouvé de locaux aux Dervallière et le quartier le plus proche des Dervallière c’est le Breil, et elle avait déjà développé ses activités de bien-être au Breil du coup on a insisté pour qu’elle vienne au Breil.

- Et elle voulait absolument être sur un quartier prioritaire

- Ha oui tout à fait

- Et c’est une association qui a combien d’année ?

- Vivre libre, je pense que c’est une association qui est ancienne, je peux pas vous dire, mais en tous cas sur le quartier ça fait pas si longtemps que ça.

- Sur le quartier ça fait combien de temps à peu près ?

- 4 ans je dirais, 4-5 ans peut-être.

- D’accord, et c’est une ancienne association et ils ont saisi une opportunité y a 4 ans pour s’installer

- Voilà mais je pense que l’asso existe depuis bien plus longtemps que ça

- Et Ping ça fait combien de temps qu’ils existent ça fait longtemps aussi ?

- Oh oui aussi mais je sais pas franchement

- Et ils sont arrivés y a 10 ans à peu près dans le quartier ?

- Voilà

- Et Iris Picture vous le savez ?

- Non non moi la date de naissance des assos je la connais pas !

- Depuis combien de temps ils sont arrivés dans le quartier ?

- 2 ans

- à oui, Iris Picture vous me l’aviez dit, et AMOC ?

- 3 ans

- Ca marche merci. Et l’ACCOORD depuis toujours ?

- Oui [rire]

- C’est bon ACCOORD je crois que je connais. Et chacune de ces associations, ma prochaine question c’est plutôt comment est-ce qu’elles intègrent les habitants. Du coup elles viennent de l’extérieur, elles ont proposé quelques choses aux habitants, est-ce qu’aujourd’hui les habitants sont bénévoles de ces assos ? Est-ce qu’ils sont dans gouvernance ?

- Absolument pas

- Dans aucune des asso ?

- Aucune

- Même pas Vivre Libre

- Vivre Libre est peut-être l’association la mieux ancrée effectivement par son café associatif. Et très facilement les clients du café passent du statut entre guillemets client au statut accueillants bénévoles. Donc y a une grosse équipe maintenant d’accueillants bénévoles, ils doivent être une quinzaine. Et puis ils sont force de propositions sur tout le programme d’activité, y a une vrai place des habitants.

- D’accord

- Voilà, après Iris Picture c’est une création partagée donc voilà ils vont aller au devant des habitants et certains vont participer à des degrés variables à la création partagée mais ils ont absolument aucune place dans la gouvernance des assos…

- Ni à Vivre libre 44, ils arrivent pas en gouvernance pour autant ?

- Dans vivre libre 44 ?

- Ouais, est-ce qu’ils font partie du CA ou du bureau ?

- Je pense que c’est en tout cas dans la philosophie de l’association. Maintenant, est-ce qu’ils y sont parvenus ? C’est que eux qui pourront vous le dire. Enfin quasiment. Moi je ne sais pas aujourd’hui si au CA de l’asso, il y a des habitants du Breil, je suis incapable de vous dire. Ca c’est le genre de chose, c’est mon collègue qui pourrait vous dire, pas moi.

- Je pourrais toujours… il revient la semaine prochaine ?

- Ouais

- Pour les informations manquantes…

- Oui si vous avez des compléments…

- Si je les trouve pas par d’autres biais sur internet ou quoi… Maintenant dernière question, la taille de ces associations par le nombre de salariés, est-ce qu’il y en a qui n’ont pas de salariés parmis celles que vous m’avez cité ?

- Je pense qu’ils en ont tous

- ACCOORD ils ont combien de salariés sur le territoire

- Je sais pas

- Et AMOC vous savez

- Est-ce qu’il est vraiment salarié ou est-ce que c’est au cachet ? Je sais pas, c’est du théâtre je sais pas du tout, c’est des choses que j’aurais pu retrouver ailleurs dans les documents mais là franchement… Y a d’autres collègues qui sont assez au fait aussi c’est la vie associative qui est juste au dessus.

- D’accord,

- Voilà parce que c’est eux qui ont après, qui ont le suivi précis du fonctionnement de chaque asso. Nous on est dans l’instruction des projets quoi. On est dans l’accompagnement, dans la médiation, dans le lien… Voilà on n’est pas sur le suivi du fonctionnement classique des asso quoi. Le nombre d’emplois aidés tout ça, ça on s’en fout un peu quoi. Enfin on s’en fout pas si à un moment donné on les supprime et que ça met à mal leur activité, mais sinon on n’est pas dans le suivi, c’est juste une gestion technique quoi.

- Et au dessus vous m’avez dit c’était quoi ?

- Alors c’est la direction vie associative jeunesse, qui est comme la plupart des actions de la ville, sectorisée. Il se trouve que l’équipe de secteur ouest nantes c’est le bureau juste au dessus

- D’accord donc c’est même pas les mêmes secteurs que sur les quartiers…

- Ha non chaque direction a ses propres secteurs qui a minima ne coupent pas les quartiers en deux, si possible, ce n’est pas toujours le cas. Voilà

- D’accord,

- Bon les logiques sont pas tout à fait les mêmes, il pourrait pas y avoir… on est 11 quartiers bon après... Chaque direction se découpe en onze ça fait un peu compliqué quand même… L’autre question c’est, oui sur les contrats aidés je revérifiais quand même…

- Non sur les salariés

- Sur les salariés plutôt oui ?

- Oui sur le nombre de salariés ?

- Ha ouais on sait pas non plus ça

- D’accord, voilà j’ai fait un petit peu le tour des questions sur les associations partenaires. Si vous avez encore le temps je veux bien revenir sur les initiatives citoyennes sur le quartier

- Mmh, ça va être rapide,

- Est-ce qu’il y a des projets qui ont été monté ces dernières années, portés par des habitants. Alors soit ça a été…

- Oui, oui quand même parce que y a aussi un dispositif dont vous avez peut-être entendu parlé, le bureau des projets

- Ouais

- Voilà [rire] Donc c’est vrai que l’air de rien ça a été un levier quand même pour que des habitants soient force de proposition mais ça reste quand même très à la marge quoi, on a une très très grande difficulté à générer une mobilisation des habitants, que ce soit… même pour venir s’informer sur des projets, la première marche quoi, alors pour en porter… Là on n’y est pas là. Bon pour autant il y a eu quelques projets quand même il ne faut pas exagéré. Qu’est ce qu’il y a eu ? Voilà, des temps de convivialité par exemple. C’est peut-être une asso d’ailleurs. Y a un groupe de maman aussi qui a créé un Café des Parents.

- Et du coup c’est, je reviens juste sur les temps de convivialité, ils se sont structurés, c’est des habitants qui ont créé…

- Alors c’est plutôt une asso en fait mais elle est un peu toute seule alors…

- C’est une association d’habitants ?

- Non c’est un temps ponctuel une fois par an, c’est le nouvel an perse, elle organise tout une manifestation pour fêter le Nouvel An Perse parce qu’elle est iranienne d’origine. Voilà donc c’est un temps événementiel.

- Et c’est une association créée par une habitante du quartier ?

- Alors l’habitante est-ce qu’elle habite le quartier très franchement… elle fait ça ici elle est investie ici, je pense qu’elle habite le quartier oui

- D’accord, donc là c’est une des habitante du quartier qui… elle est toute seule à porter l’association ?

- Je pense oui, enfin sur le papier il doit y avoir d’autres noms mais nous… enfin voilà c’est typiquement le genre de trucs c’est mon collègue qui peut vous répondre, je suis désolée de vous renvoyer mais il vaut mieux que ça soit claire. Parce que je ne sais pas, je ne vais pas l’inventer.

- Bien sur

- Mais je pense qu’elle habite le quartier.

- D’accord

- Parfois on a des habitants aussi qui ont habité le quartier, qui n’y habitent plus mais qui restent investi, donc c’est peut-être son cas à elle je ne sais plus.

- Du coup le café des parents aussi, est-ce que vous avez d’autres exemples de petits projets comme ça qui sont montés par des habitants ?

- Qu’est ce qu’il y a eu sur le Breil ? C’est plutôt hors Breil qu’on voit des projets…

- Parce que le bureau des projets c’est pas spécifiquement sur le quartier prioritaire ?

- Ha non c’est pour tout Nantes donc où qu’on habite c’est pour tous les nantais, c’est pas un dispositif spécifique quartier politique de la ville. Là comme ça j’en vois pas d’autre, je peux pas regarder mais là... il y en a eu un de refusé…

- Pourquoi il a été refusé ?

- Parce que le budget était pratiquement consacré à payer des billets d’avion pour des artistes africains…

- Ha oui,

- Y a des critères… Ha si y a eu une association qui a eu… alors quand c’est des asso, et que ça dépasse… quand c’est des asso c’est sous forme de subventions. On passe devant le bureau des projets, devant le comité d’animation qui est constitué d’habitants pour le coup, donc des habitants du Breil donc c’est aussi une forme d’investissement dans la vie du quartier quand même. Il y a des habitants du Breil qui sont dans le comité d’animation. Et puis ils présentent leur projet, le comité d’animation qui est présidé par l’adjointe du quartier, délibèrent et puis ils reviennent et bien sur on leur dit : “bah voilà

… on a retenu votre projet et donc on a décidé de vous octroyer x euros”. Ils ont aussi une fonction d’accompagnement quand même, d’aider le porteur de projet à mieux éventuellement si besoin structurer le projet, ils ont aussi une fonction par leur connaissance un peu transversale des projets, de faire des liens, dire : “vous savez qu’un tel pourrait peut-être vous aider parce qu’il fait si, il fait ça”. Et donc il y a eu une asso aussi qui a eu une aide, c’est une asso qui est présente dans le quartier depuis un moment mais je ne l’ai pas cité parce qu’elle n’a pas déposé de dossier là en 2018. C’est Nous and Co qui a eu une subvention, il y a quelques années aussi du contrat de ville sur une dynamique qu’on essaye de mettre en oeuvre sur le quartier sur la thématique de l’économie du partage. Alors eux leur projet aujourd’hui c’est de développer une boutique du partage, alors c’est un peu plus qu’un projet parce qu’ils ont quand même le local déjà donc ils ont démarré. Voilà, donc eux du coup ils avaient plutôt eu un accompagnement financier assez important, je crois que c’était 3000€ au moins, voir plus, via le Bureau des projets.

- D’accord, pour monter ce projet là de boutique du partage.

- Ouais. Ca et puis ils font aussi des, ils accompagnent aussi des collectifs d’habitants qui veulent développer des boîtes utiles. Et puis ils animent quand même un groupe de travail à l’échelle du quartier sur plus globalement l’économie du partage, en essayant justement de fédérer les différents

acteurs et de créer des outils pour les rendre un peu plus visible, les faire connaître en fait auprès des habitants.

- D’accord, et eux ils viennent du quartier ?

- Non.

- D’accord pas du tout. Et est-ce que y a des habitants du quartier qui s’impliquent ?

- Je dirais non, pour l’instant

- Et d’autres exemples d’association du quartier, pas forcément du contrat de ville mais qui ont été…

- Alors, on a qu’une seule je crois [rire] on en a peut-être deux aller… Y a une asso qui s’appelle les Avantares. C’est une asso alors là ancienne pour le coup, qui a au moins 15 ans, 10-15 ans au moins, qui vivote. C’est vraiment le regroupement d’une quinzaine, vingtaine d’habitants sur des temps, au départ c’était plutôt bien structuré, dynamique, autour de l’acquisition de savoir faire plutôt artisanaux on va dire. Donc on fabrique des objets, on les vend ça nous paye une formation pour aller apprendre la maroquinerie je ne sais quoi, voilà. Chaque années elles se faisaient une formation plus un petit temps convivial bon voilà. Maintenant c’est devenu plutôt un lieu où elles se réunissent, elles continuent à fabriquer des trucs qu’elles arrivent plus à vendre tellement c’est moche, enfin j’exagère un peu mais… [rire].

- Et elles c’est des personnes du quartier ?

- Ouais, plutôt vieillissantes.

- C’est une association ? C’est structuré ?

- Oui oui, y a un président, oui c’est structuré…

- Y a pas de salariés ?

- Y a pas de salariés non.

- Vous savez combien il y a d’adhérents à peu près ?

- Je dirais 20

- Ouais d’accord, on n’est pas non plus sur une grosse association très active sur le quartier…

- Et en même temps, pour ces 20 là elle est importante ! Parce que c’est un, c’est des temps réguliers où ils se retrouvent, où ils partagent, où des fois ils s’engueulent mais bon. Voilà et puis il y a un collectif aussi mais alors c’est pas sous format associatif, y a un collectif en partie constitué d’habitants du quartier mais pas que je pense, qui est là plutôt, qui avait des locaux en propre qui viennent d’être incendié donc ils en ont plus mais bon… et là c’est vraiment un lieu d’accueil pour des habitants vraiment très très fragilisés. et c’est rattaché à la paroisse parce qu’en fait dans le quartier y a eu une place forte de la paroisse, où les gens, mais avant que j’arrive donc ça date, me parlaient d’un éducateur lié à la paroisse. Il y a eu une place forte de la paroisse. Alors y a pas d’Amical Laïque, y avait pas de CFPC mais y avait la paroisse.

- Et du coup ce collectif il est composé en partie d’habitants du quartier

- Ouais, les accueillant sont en partie des gens du quartier

- D’accord, et ils ont des locaux et ils accueillent dans ces locaux

- Voilà, alors c’était deux fois par semaine, c’était deux après-midi par semaine

- D’accord

- Alors il y a un temps, comme ils sont rattachés à la paroisse quand même, il y a un temps où il peut y avoir prière ou texte en tout cas, lecture de texte. Et puis un deuxième temps pas du tout, où là c’est plutôt l’échange, des lamentations, du soutien, et c’est vraiment, c’est un groupe d’accueillants bénévoles que nous on accompagne financièrement : enfin nous, la ville par une association qui est plutôt pour qu’ils puissent lâcher tout ce qu’ils ont pu entendre, les former à l’accompagnement quoi de publics très très en difficulté quand même.

- Ouais, d’accord

- Et puis ils ont des subventions mais pas du contrat de ville.

- Et c’est un collectif, ils arrivent à avoir des subventions ?

- Oui, heu en fait c’est pas des subventions, c’est qu’on paye directement l’association qui les accompagne. Ca doit être Cherche et Rencontre… je sais plus. L’asso voilà qui depuis des années leur propose une fois par an ou même plusieurs fois dans l’année je ne sais plus exactement, mais des temps pour se… livrer un peu tout ce qu’ils ont pu entendre, les difficultés qu’ils ont pu rencontrer, quelle posture j’aurais du avoir…

- Et ce collectif ça fait combien de temps qu’il est actif ?

- Ca fait longtemps, une douzaine d’années au moins.

- Et il brasse combien de personnes à peu près ?

- Dans les accueillants ou les accueillis ?

- Les deux ?

- Les deux, bah je dirais qu’il doit y avoir une équipe d’une dizaine d’accueillants et pour les accueillis je ne sais pas, 30 j’en sais rien ça peut être 40.

- D’accord, merci. J’arrive à la fin de toutes mes questions. Je voulais juste conclure en vous présentant l’hypothèse que moi je fais dans le cadre général, dans les quartiers prioritaires nantais après toutes les recherches que j’ai pu faire, et vous la confronter, vous donner votre... que vous me donniez votre retour sur cette hypothèse : c’est que dans les quartiers prioritaires nantais, les associations principalement actives sur le quartier ne viennent pas du quartier et que les, si les habitant.es montent des associations c’est plutôt des initiatives… ce que moi j’appelle des initiatives citoyennes c’est à dire des petits projets qui ont du mal à se développer, à se structurer et à avoir un impact plus important sur le quartier. Qu’est ce que vous en diriez de cette hypothèse ?

- Ca me semble compliqué de généraliser. Je pense qu’il y a des réalités quand même assez différentes d’un quartier à l’autre, je ne sais pas si vous avez eu l’occasion d’aller rencontrer déjà les collègues de Nantes Nord ou de Bellevue ?

- Oui oui, enfin Bellevue non parce qu’ils n’ont absolument pas le temps en ce moment ce que je comprends

- Ouais, il y a une vrai richesse associative et je pense des habitants du quartier. Je connais moins bien les autres quartiers, Dervallières aussi quand même… Je pense que le Breil c’est un des quartiers quand même où là ce que vous dites est vrai, en même temps je viens de me rendre compte que j’ai oublié de vous parler d’une asso quand même créée par les gens du quartier qui s’appelle Breil, Jeunesse, Solidarité. Il y en a eu qui ont vécu, qui sont morte. C’est aussi le lot des asso de quartier forcément, sur le Breil c’est pas des grosses asso structurées, il y en a qui viennent mais dans ce cas là elles sont plutôt ou nantaises ou nationales. Genre l’AFEV par exemple, les grosses asso comme ça.

- Dans les associations que vous m’avez cité, qui sont actives dans ce quartier là c’est des associations qui… enfin PiNg ils sont actifs que dans le quartier sinon ?

- Ha non PiNg c’est une association nantaise

- D’accord, et les autres ? C’est plutôt des associations nantaises qui font, qui vivent hors du quartier aussi ou qui sont plutôt centrées sur le quartier ?

- Celles que j’ai cité ?

- Ouais, l’ACCORD je sais mais...

- Non elles sont plutôt, Lolab c’est quand même assez centré sur le quartier mais accueil des artistes de partout voilà. AMOC pour l’instant est sur le quartier, mais sur un projet, c’est à dire un début et une fin comme tout projet. Les autres, Iris c’est pour un temps donné donc non. L’asso vraiment très quartier c’est vivre libre. Si on reste sur le contrat de ville après y a d’autres asso qui interviennent comme l’AFEV qui fait de l’accompagnement à la scolarité,

- Elle n’est pas au contrat de ville l’AFEV ?

- Si, mais j’en avais pas parlé parce que…

- Oui parce qu’elle est inter-quartier

- Elle intervient sur quasiment peut-être pas tous les quartiers nantais politiques de la ville mais une bonne partie. Mais y a plein d’autres asso qui interviennent mais pas que sur le quartier quoi

- Et sur les associations que vous avez cité du coup c’est que des associations qui interviennent sur votre quartier ?

- Aujourd’hui, AMOC un jour elle aura un projet ailleurs, elle a déjà eu des projets ailleurs, mais aujourd’hui elle s’est basée sur le quartier pour le temps de 3 ans, pour mener à bien un projet, mais voilà demain elle ira peut-être ailleurs. Et on a eu un tas d’asso qui sont venues et qu’on n’a plus revue je veux dire, qui sont venues monter un projet, c’est le principe de l’appel à projet quand même, l’appel à projet du contrat de ville il n’est pas pour une subvention au fonctionnement pendant 15 ans, même si c’est un peu comme ça que ça se traduit c’est un vrai soucis parce que du coup les nouveaux projets il n’y a plus de place. Donc nous on pousse aussi pour les projets qui ont un début et une fin sur un an, deux ans, trois ans voilà, et puis après on passe à autre chose.

- D’accord

- Donc oui, sur votre hypothèse, voilà elle correspond assez bien à la réalité du Breil parce que c’est vrai que des assos créées, portées par des habitants du quartier, très souvent repose sur cet habitant qui peut s’épuiser, qui peut déménager qui peut mourir, qui peut voilà… et souvent il n’y a pas la relève. Je vois

le café associatif, si la présidente n’est pas là c’est fini quoi. Et pourtant, c’est son boulot, elle a constitué un groupe d’une quinzaine de bénévole, elle a un conseil d’administration costaux, mais n’empêche que voilà, si elle s’en va c’est fini à mon avis. Et ça on en a connu des asso qui ont existé, qui n’existent plus, qui étaient créées par des habitants du quartier, depuis 20 ans que je suis là j’ai dû en connaître pas énormément mais 6 ou 7 peut-être. Qui ont vécu quelques années puis qui… mais ça fait partie aussi de la vie associative partout ça, c’est normal.

- Mais c’est spécifique à une vie associative de quartier, de proximité parce que des plus grosses associations qui ont, qui arrivent à se créer un équilibre économique, qui arrivent à avoir des salariés etc.

- Oui mais dans les quartier elles sont assez rares celles-là, vous avez les amicales laïques les choses comme ça mais l’ACCOORD c’est même plus une association c’est, alors elle a un statut associatif mais...

- C’est pas une association non plus créée par des habitants l’ACCOORD ?

- Je ne pense pas mais alors là ça remonte à tellement loin…

- Oui oui, du coup il y a ce passage d’une association structurée avec des salariés, avec un modèle économique, et le type d’association comme moi j’appelle d’initiatives citoyennes portées par des habitants, ça a du mal à, les initiatives citoyennes ont du mal à se transformer en association qui, avec un modèle économique qui se structure, qui salarie, qui a un impact tout de suite plus important et…

- Bah en même temps même les assos qui sont au 38 Breil elles sont nées quelque part, elles sont nées dans un quartier, elles sont nées d’initiatives d’habitants, toutes associations nées d’initiatives d’habitants. Après, ça veut pas dire qu’on reste dans un rayonnement uniquement de quartier. En même temps les gens ne vivent pas exclusivement dans des quartiers quoi. C’est à dire, une association qui a pu naître dans un quartier, genre Style Alpaga par exemple elle est née à Bellevue, d’habitants du quartier, mais maintenant ils viennent travailler au Breil, enfin voilà il y en a plein d’association qui viennent travailler au Breil dont je ne vous ai pas parlé. Voilà on n’est pas enfermé dans un territoire, même si la ville elle a cette idée, ou l’Etat que voilà, la limite c’était ça. Et style alpaga je pense que ça fait quand même 20 ans ou 30 ans que ça existe. Donc il y a quand même des assos qui naissent d’initiatives habitantes, qui se structurent…

- D’habitants de quartiers prioritaires ?

- Oui, prioritaires, qui se structures parce qu’elles sont reconnues et accompagnées par des institutions ; notamment la ville mais pas forcément que, la CAF aussi peut accompagner, l’Etat aussi peut accompagner et parce qu’à un moment donné elles se structures, elles trouvent un modèle effectivement avec des salariés, et que tant que les politiques publiques ne mettent pas à mal cet accompagnement, notamment avec les contrats aidés et tout ça, voilà, elles peuvent fonctionner.

- Oui donc y en a quand même. Y en a pas qui sont nées au Breil et qui continues à être actives sur le Breil aujourd’hui...

- Mais dans d’autres quartier oui, notamment Bellevue, Nantes Nord aussi il y a des grosses asso à Nantes Nord, je vous dit je connais moins bien l’Est mais il doit y en avoir aussi. Malakoff aussi j’imagine. Mais au Breil, c’est un plus petit quartier, enfin quoique dans le nombre d’habitants on n’est pas plus petit que Malakoff qui ont 3600 je crois donc on n’est pas plus petit mais il faut aussi voir, souvent ces asso qui sont nées dans les quartiers et qui ont réussi à perdurer elles sont nées il y a assez longtemps, dans un terreau je pense qu’il y avait un militantisme beaucoup plus fort dans les quartiers

qu’aujourd’hui. Et en plus le Breil c’est vraiment un quartier qui n’était pas là dedans. Et aujourd’hui c’est quand même très compliqué parce que les habitants vont très mal quand même. Et je pense que l’énergie pour porter un projet, moi je vois la difficulté qu’ils ont. Même à passer d’une récrimination à un début de comment on fait ensemble pour trouver des réponses, bah c’est extrêmement compliqué. J’ai l’impression que leur simple énergie elle est pour dire ce qui ne va pas quoi. Mais alors après prendre 1 heure pour essayer d’imaginer des réponses ensemble c’est déjà trop quoi. On voit bien, l’association de jeunes aussi la BJS qui portait un projet d’équipement sportif machin, quand il a fallu construire le projet avec eux ça a été extrêmement compliqué quoi, bon après les jeunes sont un public un peu difficile mais voilà, pour dire que c’est un peu un leurre quoi d’imaginer que dans les quartiers qui vont si mal, les gens vont si mal, ils n’ont pas de boulot, ils n’ont pas de quoi finir la fin du mois enfin je sors des trucs connus et archi-connus, où là en plus ça brûle, y a des problèmes de tranquillité publique donc voilà. Alors toutes cette énergie pour porter un projet et se constituer en association, c’est beaucoup beaucoup demander. On voit même dans les nouveaux modes de communication que sont les conseils citoyens, alors au Breil y en a pas encore, on va en mettre en place normalement, on va proposer qu’il se mette en place là à la rentrée, mais là où s’est mis en place, quand on fait des points régulièrement bah voilà les habitants au bout d’un moments ils y sont plus quoi. On passe de 20-30 à 4-5. Ha nan mais nous on fait des rencontres de quartier 2 fois par an où on invite pas mal d’habitants bah ceux du Breil on a du mal à les avoir quoi

- Mais ça c’est spécifique au Breil aussi ?

- Non

- La mobilisation citoyenne est difficile dans les quartiers

- C’est compliqué. Alors à géométrie variable quand même, parce que là où il y a des forts relais associatif, d’associations d’habitants du quartier c’est plus facile, et on passe par ces associations pour mobiliser. Quand il n’y en a pas… nous on n’a pas d’associations communautaires par exemple dans le quartier. Alors qu’on a quand même une proportion de personnes d’origines étrangères ou issues de l’immigration assez importante. Donc on n’a pas ce relais là quoi, non plus. Voilà !

- D’accord, bah écoutez merci pour toutes ces informations, j’ai pris note et j’ai enregistré, je vous remercie

- Bah je vous en pris, n’hésitez pas rappeler mon collègue, donc Alexandre Guéremy.

### Annexe 11 : Retranscription de l’entretien mené auprès d’administrateur.trices du Conseil Citoyen Nantes Nord

R- De toutes façons on dira que c’est pas nous (rire)

F- De toutes façons je n’ai pas le droit de mettre de noms, on doit tout anonymiser

J- D’accord

F- Du coup mon entretien voilà, moi je travaille sur un projet de mémoire, je suis étudiante à Sciences Po Grenoble et du coup je fais un travail sur l’innovation sociale dans les quartiers prioritaires Nantais. Donc moi à l’origine je suis de Nantes et j’ai fait mon stage de fin d’étude à Nantes c’est pour ça que j’ai voulu travailler sur cette question à Nantes absolument, et dans cette démarche là, je suis allée voir toutes les équipes de quartier, enfin bref toutes celles qui étaient disponibles, de Nantes, pour savoir un petit peu comment se développaient les associations dans les quartiers, d’où est-ce qu’elles venaient, si elles venaient plutôt des habitants ou plutôt d’habitants extérieurs au quartier et comment elles étaient soutenues notamment via le contrat de ville. Lesquelles étaient soutenues, lesquelles l’étaient moins etc. Et une fois que j’ai fait toute cette démarche, maintenant ce que je recherche c’est d’avoir une approche moins ville, mais plutôt habitants, et d’aller voir les structures qui sont les plus proches des habitants. Et du coup c’est suite à mon entretien avec l’équipe de quartier de Nantes Nord, qu’ils m’ont conseillé d’aller vous voir, qu’ils m’ont donné vos contacts pour en savoir un peu plus sur les dynamiques associatives et l’engagement des habitants dans les quartiers. Dans le quartier spécifique Nantes Nord donc mon territoire c’est vraiment les quartiers prioritaires, donc il y en a trois à Nantes Nord et vous du coup le conseil citoyens vous…

R- Un seul conseil citoyen pour les trois QPV

F- D’accord, et ce n’est pas simplement les QPV sur lesquels vous travaillez… ?

R- Si

F- Ha d’accord, c’est pas…

R- ...enfin le conseil citoyen il est constitué par un arrêté du préfet et il est spécifiquement lié à la politique de la ville et donc aux QPV. Après il est libre de faire ce qu’il veut.

F- Oui

R- S’il commence à faire des activités place du Commerce ou place Graslin ça ne va pas le faire

F- D’accord

J- Mais par contre moi je pense que ça a du sens en fait de ne pas se concentrer uniquement sur les QPV parce que justement à Nantes Nord ce qui est intéressant c’est un quartier mixte, il y a des résidences, des quartiers prioritaires et justement si ça peut refaire du lien en fait entre ces différentes zones géographiques, moi pour moi ça a tout son sens ouais.

R- Pour moi on est dans un entre deux : si on est trop centré sur les QPV on est au risque du ghetto et de l’enfermement, mais si on se désintéresse un peu du QPV pour être dans un truc plus généraliste on risque une banalisation des problèmes spécifiques des quartiers prioritaires. Faut trouver un point d’équilibre entre la cible principale qui est quand même les habitants des QPV, mais la façon de travailler qui demande de l’ouverture

J- Ouais ouais ouais

R- C’est dans les façons de travailler. Notre territoire c’est les QPV mais dans les façons de travailler on peut faire des ouvertures, tu [s’adressant à Julien] parleras du concours d’éloquence par exemple, beaucoup plus large.

F- D’accord

R- Vous avez eu accès aux appels à projet du contrat de ville pour les quartiers Nantes Nord ?

F- Heu… pour 2018 oui, ils m’ont donné la liste

R- 2016-1017-2018 si vous pouvez avoir c’est bien, parce que vous verrez que c’est toujours les mêmes

F- D’accord, et oui donc ils m’ont juste donné la liste de ceux qui étaient sélectionnés…

R- Qui prétendent à 2018 ?

F- Alors normalement qui ont été sélectionnés pour 2018 oui oui.

R- Bah nous même on ne l’a pas

F- D’accord, après ce n’est pas une liste exhaustive, je leur ai demandé les plus importants.

R- D’accord, si vous pouvez avoir les deux années précédentes, ça existe en bilan enfin ça les nomme et ça dit ce que ça fait, c’est intéressant de voir dans la durée qui émarge au… j’ai un copain rappeur qui dit : “*Les associations viennent prendre leur part du Ghetto*”

F- D’accord

J- Ha oui, ouais

R- C’est mignon comme formule ?

F- Ouais, et du coup le conseil citoyen sur Nantes Nord il existe depuis combien de temps ?

R- Depuis, il est créé depuis à peu près… de façon informelle depuis fin 2015 et l’arrêté du préfet est du 10 mai 2016, l’officialisation 10 mai 2016.

F- D’accord, et du coup ça a été une démarche d’abord des citoyens et ensuite ça a été fait…

R- Oui oui, alors à l’origine c’est écrit l’histoire [montre des documents qu’il a ramené], à l’origine c’était plutôt des représentants d’associations quand même, des individus membres d’associations qui déjà connaissaient bien le quartier Nantes Nord et puis avaient un peu une connaissance de ce qu’était la politique de la ville, le contrat de ville. Donc les premières réunions ça a eu lieu à PaQ’la Lune, sous couvert de Christophe Chouvet et on était… y avait déjà Nicole… des gens qui avaient déjà un peu une connaissance quoi. On a mis du temps à se frotter les uns les autres, on s’est bien empaillés, on s’est mis d’accord à la fin. Et puis ensuite, le processus c’est, on est rejoint par des habitants, on essaye d’enclencher une dynamique, et il y a une obligation d’intégrer les habitants tirés au sort. Il y a eu un tirage au sort des habitants. C’est la ville qui l’a organisé avec Nantes Habitat, et on a pu intégrer une dizaine… toi tu n’étais pas là à ce moment là [s’adressant à Julien]

J- Pas au début non

R- ...une dizaine de 10-12 habitants du quartier et c’était vachement bien ça

F- Et vous êtes là depuis le début [m’adressant à Régis] ?

R- Oui !

F- D’accord. Et vous êtes représentant d’une association ?

R- Moi je suis… je suis un ancien professionnel du quartier. J’ai habité 10 rue Samuel De Champlas, je connais bien le quartier, j’ai été entraîneur d’une équipe de foot ici et maintenant je n’habite plus dans le quartier, je suis représentant de la coordination Pas Sans Nous si ça vous dit quelque chose…

F- Non

R- *Pas Sans Nous* c’est une association qui s’est constitué dans la suite du rapport Bacque-Mechmache, un rapport qui avait été demandé par le ministre de la ville *Lamy*, de l’époque. Et qui a été assez critiqué, qui a été très centré justement sur la participation des habitants.

F- D’accord, oui oui ça me dit quelque chose

R- En fait, si vous êtes sur la participation des habitants c’est pas mal d’aller jeter un oeil sur ce rapport : **Bacque-Mechmache F- Bacque-Mechmache, d’accord j’irai voir**

R- Mechmache c’est le président de l’association Assez le Feu si ça vous dit quelque chose ?

F- Non, pas du tout

R- Qui était sorti au moment de l’affaire Zina et… je ne sais plus, les jeunes qui s’étaient fait cramés dans un…

J- Les émeutes non ? R- Ouais mais…

F- Qui s’étaient fait, dans un truc électrique

R- Oui, c’est ça J- Ha oui

R- Ok, voilà, bon. Et puis Julien est habitant du quartier

F- D’accord. Du quartier Nantes Nord et d’un QPV en particulier ?

J- Ouais, maintenant je suis au Bout des Landes, mais avant j’étais Boulevard Einstein. Je travaillais aussi dans le quartier, mais avec le conseil citoyen non, je suis simplement habitant…

F- D’accord, et le conseil citoyen il est structuré ? C’est une association ? C’est un collectif ?

R- Non, on a décidé de ne pas se constituer en association, ce qui posait un problème au début parce que on trouvait qu’il y avait une vie associative déjà assez riche à Nantes Nord, et qu’on ne voulait pas apparaître comme une association supplémentaire à côté des autres. On avait une autre fonction, et on ne voulait pas notamment être en concurrence sur le marché des subventions.

F- D’accord

R- Oui les gens ils sont : “Ha ils viennent nous piquer notre boulot, ils viennent nous chiper notre…” Donc on a décidé de rester en collectif. Ca permet d’ailleurs de plus de souplesse de fonctionnement, on ne s’est pas emmerdé avec des statuts, on ne sait pas emmerdé avec élire un président, un bureau, un trésorier, faire des demandes de subventions, des trucs comme ça. Et donc comme on a quand même besoin de sous pour fonctionner, on a passé une convention avec une association qui accepte de porter pour nous la subvention de la ville et ça marche.

F- Et c’est quoi comme association ?

R- PaQ’la Lune. On a fait un appel d’offre à l’époque. Carrément on a dit “qui en veut de notre subvention”. C’était PaQ’a Lune, ATAO et puis l’ACMNN qui est ici, l’Association Culturelle Musulmanne Nantes Nord.

F- Ok

R- Et le premier qui a répondu c’est PaQ’la Lune, donc c’est PaQ’la Lune.

F- D’accord, et du coup aujourd’hui dans ce collectif il y a combien de personnes qui sont actives à peu près ?

R- Formellement on est inscrit, l’arrêté prévoit qu’on soit 26. Sur les 26 il y en a largement 10 qui sont partis, et puis on en a récupéré d’autres, des habitants volontaires donc…

J- Une quinzaine d’actifs ?

R- Ouais, le noyau dur c’est… enfin le noyau permanent c’est quinze quoi. Et on a un petit collectif d’animation qui essaye de mettre de la dynamique là dedans.

F- D’accord

R- Le conseil citoyen se réunit tous les premiers lundis de chaque mois, ici. Et on est quinze.

F- D’accord, et du coup l’objectif du conseil citoyen c’est quoi ? C’est quoi vos objectifs ? A quoi est-ce que vous voulez servir ?

R- Si vous interrogez les gens du Conseil Citoyen il y aura une réponse par personne J- Bah oui c’est ce qui peut être intéressant aussi…

R- Il y a d’abord ce qui est prévu par la loi, donc en gros c’est quand même au principal c’est le rapport aux habitants : être au contact, à l’écoute, relayer leurs demandes, leurs projets… on se conçoit plus comme soutien des initiatives, même si pour exister il faut d’abord se montrer, être identifié. Et puis on a réalisé des actions mais on n’a pas vocation à devenir un centre

d’activités. On essaye de mobiliser des habitants autour d’actions menées par nous ou par d’autres. Principalement c’est ça. Après il y a des objectifs secondaires : on dirait par exemple réconcilier les habitants avec l’action publique, bon il y a du boulot là, surtout si c’est avec les flics, il y a vraiment du boulot, mais c’est un objectif quand même. Valoriser la vie associative, les activités qui se mènent sur le quartier. Donc du coup, on essaye de ne pas avoir une position en surplomb, mais on est en même temps on n’est pas une association au milieu des autres, on est un collectif institué par l’Etat et par la loi donc ça nous donne un peu de forme. On apporte pas la preuve qu’on est très fort mais en réalité ça nous donne un peu de force. Et il y a des conseils citoyens dans chacun des QPV de l’agglomération et on essaye de les relier.

F- D’accord, et du coup parmis ce noyau d’une dizaine d’habitants, c’est des habitants de tout Nantes Nord ? Est-ce que vous trouvez que les quartiers prioritaires sont bien représentés ?

R- Bien représentez… non ! J- Si ça l’est, il y a eu…

R- Ils sont tous représentés !

J- Ouais, il y a eu un petit creu mais ça l’est avec…

R- Petite Sensive avec Chantale, Boissière - Jean-Michel, Chaîne des Anglais Bout des Pavés c’est probablement là qu’il y en a le plus, et Bout des Landes… Bout des Landes qui n’est pas vraiment… selon les textes on ne sait plus si c’est un QPV ou pas…

F- Il est rattaché à Chaîne des Anglais…

R-... mais il y a aussi des représentants. Donc c’est trois quartiers quoi. Est-ce qu’ils sont bien représentés ? Est-ce que deux personnes représentent bien le quartier ?

F- Je veux dire, par rapport aux autres quartiers de Nantes Nord, est-ce que vous avez l’impression qu’il y a une homogénéité dans les quartiers représentés ou est-ce que est-ce qu’il y a des difficultés à faire représenter certains quartiers, notamment les quartiers prioritaires ?

R- Bah… quand on regarde qui… c’est intéressant de regarder qui touche des subventions, par exemple dans le cadre de l’appel à projet. Ce n’est pas des associations d’habitants, c’est assez souvent des associations qui viennent proposer des choses et qui quelques fois c’est intéressant. On va parler de ça tout à l’heure, l’organisation municipale ne permet pas réellement l’expression ou la pratique ensemble des collectifs d’habitants. Dès que vous avez un projet on vous dit : “Mettez vous en associations”. Il y a une injonction très forte, bon d’abord une injonction au projet qui est très bien, mais y a une injonction à se constituer en association ou à se mettre sous couvert d’une associations. Par exemple, au début le conseil citoyen institué par la loi, n’avait pas accès à cette maison [parle de la maison des associations]. On ne pouvait pas avoir un badge d’entrée. Il fallait passer sous couvert d’une association, ce qu’on ne voulait pas. Donc voilà…

F- Donc au sein du contrat de ville déjà vous trouvez que les habitants des quartiers prioritaires ils sont peu représentés

**?**

R- Il faut un tout petit peu dire le paysage ici à Nantes Nord mais qui vaut aussi pour Nantes…

F- Oui allez-y ?

R- … c’est qu’on a déjà un niveau de service public très important : une médiathèque, antenne HLM, centre médico-social, la CAF, la poste, tout, il y a une annexe, y a de tout, il y a un paquet de professionnels qui interviennent vraiment beaucoup, des centaines à l’échelle du grand quartier Nantes Nord, et il y a quand même une foultitude d’associations. Moins qu’avant, et puis je les trouve un peu… il y en a, c’est de ça dont on va parler, celles qui sont dans une perspective dynamique, et celles qui sont un peu [descendante avec la main] voilà. Et surtout il y a un dispositif, je pense que vous connaissez ça, de dialogue citoyen ou de participation citoyen, ou de… comment dire ? De démocratie locale organisée par la ville qui est énorme. Il y a des ateliers coopératifs, participatifs dans tous les sens. Donc nous pour trouver une place là dedans… Il y a un grand projet de quartier qui lui-même développe ses ateliers spécifiques par micro-quartier avec des agences de com… On est saturé, le dialogue citoyen on est saturé de ça ici. Pour nous l’important c’était [fait un geste de re-descente et d’éloignement avec ses mains]. On prend de la distance et on essaye de vivre… ce qui explique qu’on ne s’est pas mis en association et qu’à ce stade on est peu de rapports par exemple avec l’équipe de quartier ou les institutions. Maintenant qu’on s’est fait un petit peu des muscles on va pouvoir y aller.

F- Et du coup juste pour revenir sur la composition du conseil citoyen, du coup vous avez dit que les associations…

R- Normalement on a trois composantes : on a des habitants volontaires, c’est Julien, c’est d’autres qui sont du quartier, on a des habitants tirés au sort, on n’en a plus mais on en a eu, on va recommencer sans doute. Et puis on a autrement ce qu’on appelle des acteurs locaux ou des personnes ressources, associatifs ou pas associatifs, des gens qui viennent nous rejoindre parce qu’ils en ont envie ou parce qu’ils ont des compétences ou les deux quoi.

F- D’accord

R- Y a très peu de gens, je dois être le seul qui ne soit pas spécifiquement du quartier Nantes Nord, tous les autres sont du quartier Nantes Nord même s’ils ne sont pas... quelques fois ils sont frontaliers du QPV quoi.

F- Oui

R- Si on habite la maison d’en face du HLM, on n’est pas dans le QPV, même si on rencontre les mêmes difficultés. Donc en gros il y a une parité hommes-femmes et il y a une représentation équilibrée entre les habitants volontaires et les représentants d’associations.

F- D’accord

R- Il nous manque les habitants tirés au sort. Il faut qu’on… nous on ne courrait pas après les habitants tirés au sort. S’il y a des habitants volontaires on ne va quand même pas leur fermer la porte quoi.

F- Et vous en avez des habitants volontaires ?

R- Oui oui oui, et ça se renouvelle doucement mais… on a décidé par exemple de ne pas se structurer en association et de ne pas créer des commission comme si on était à l’assemblée nationale quoi.

F- Oui

R- On fait des groupes de travail au moment où on a un objet, un objectif, un centre d’intérêt. Ca peut durer 8 jours ou ça peut durer 6 mois et le groupe de travail s'éteint quand c’est fini.

F- Et vous avez parlé d’un petit noyau…

R- Et je parle des groupes de travail parce que c’est par là qu’on s’élargit. Il y a eu tout un travail sur la parentalité, 6 rencontres et là on a rencontré des mamans, des parents… quelques uns viennent nous rejoindre. C’est plus facile de s’élargir à partir de choses concrètes ou on rencontre des habitants que : qui en veut du conseil citoyen ?

J- Parce que c’est vrai que l’esprit du conseil citoyen c’est de créer un espace d’expression, de discussion, rediscuter le politique et plus seulement avec les institutions représentatives. Mais créer un groupe voilà ou une nouvelle communauté pour qu’il y ait des échanges comme ça, de manière horizontale en fait. Mais des fois, je pense que peut-être la difficulté c’est pour les personnes des quartiers prioritaires mais ce n’est pas le cas pour tout le monde, c’est comment se sentir à l’aise dans une structure comme celle-ci où il y en a qui ont une autre dextérité avec l’engagement associatif, tout ça quoi. Et c’est pour ça qu’avec les groupes de travail c’est bien parce que justement c’est travailler sur des choses bien concrètes en fait.

R- Et puis on a de la difficulté à sortir de la forme réunion plénière avec ordre du jour, J- Ouais

R- Alors qui va bien à ceux qui sont habitués à ça, mais pour les nouveaux arrivants c’est chiant comme la mort.

F- Oui bien sur

J- Oui ça doit être chiant, il faut que les gens soient à l’aise pour prendre la parole, sur des questions, son point de vue…

R- Il faut que les gens soient confortables, sur des sujets qu’ils connaissent peu... donc il faut qu’on trouve des formes… Julien propose des choses, il faut qu’on trouve des formes pour favoriser la participation plus active des gens, et ce n’est probablement pas la réunion plénière qui permet ça. On est plutôt centré sur le… à partir d’action quoi, sur des groupes de travail.

F- D’accord,

R- Et quand les gens sont intéressés, bah s’ils ont vraiment de l’envie là ils peuvent venir aux réunions plénières que de toutes façon on va devoir changer donc… pour que ça soit plus attractif quoi

F- D’accord, et du coup sur le petit noyau que vous avez constitué du 10-15 qui marchent bien, y en a combien qui sont volontaires, y en a combien qui sont professionnels du quartier ?

J- Bah déjà il n’y a plus de tirés au sort...

R- Il n’y a plus de tirés au sort... alors je dirais qu’il n’y a pas de représentants… Il y a deux représentants associatifs je dirais : Nicole pour ATAO et Abdel Jalil pour l’ACMNN et Asmaé pour PaQ’la Lune. Tous les autres c’est des gens volontaires. Qui font référence ou non à une association mais qui ne sont pas représentant de leur association dans le conseil citoyen.

F- D’accord, et les personnes qui font référence à une association elles ne sont pas du quartier si ?

R- Si !

F- Leur association est dans le quartier ?

R- Leur association et eux-mêmes

F- Et eux-même, ils sont habitants du quartier.

J- Ils sont habitants du quartier oui.

F- D’accord.

R- Je redis, je dois être le seul, moi j’habite le quartier du Breil… J- Nicole elle n’est pas du quartier ?

R- Nicole ? Si elle habite à la Boissière, rue Bernard J- Ha oui et Lucette ?

R- Elle n’est pas dans le périmètre du QPV non, J- C’est pas Lucette ça ?

R- Lucette habte rue Jean de la Bruyère, de l’autre côté vers le petit port et Nicole le long du tramway, rue Bernard Blanc

F- D’accord

R- Vraiment il y a une vrai homogénéité de ce point de vue.

F- Maintenant plus sur les associations qui sont… bah vous en avez parlé, les associations qui sont dans le quartier, les associations qui sont d’habitants, les associations qui ne sont pas d’habitants. Vous avez justement souligné le fait que dans les associations du contrat de ville il y en a beaucoup qui ne viennent pas du quartier mais qui récupèraient aussi les subventions du contrat de ville. Il y en a beaucoup des associations montées par des habitants dans le quartier prioritaire…

J- Bah y a Queezy là actuellement,

R- Oui, j’ai essayé de faire… tiens vous connaissez ça [montre un journal des associations nantaises] ?

F- Non

R- Ca date un peu mais ça donne une typologie des associations. C’est la ville qui fait ça. J’ai essayé de les faire en reprenant tu vois [s’adressant à Julien], en me demandant quelles associations je connais.

J- Ha oui dans le quartier d’accord

R- Dans le quartier et puis réputées actives y en a pas tant que ça ! Alors que je pensais que j’allais en trouver pleins… Associations montées par des habitants....

F- Oui

R- Alors il faut un tout petit incident sur les associations, ce qui fait la différence c’est le salariat. Selon qu’il y ai un salarié ou pas, un ou plusieurs salariés.

F- D’accord.

R- Les collectifs d’habitants en général ils se montent de façon totalement bénévole, mais pas sur un objet particulier, pas forcément sur la durée. Des associations, dès lors qu’elles se constituent : élaboration des statuts, assemblée générale, conseil d’administration, président, demandes de locaux, demandes de subvention, très vite demande d’un permanent parce que… Et il y a un processus de professionnalisation, d’institutionnalisation très très fort

F- De stabilisation…

R- Très très fort. Si on veut s’adresser à la ville il faut remplir l'imprimé CERFA, déjà il faut toucher ses billes. Quand on l’a fait une fois ça va mieux mais la première fois… Bon, donc finalement les associations elles ont une tendance très forte à la professionnalisation et à l’institutionnalisation qui est poussée aussi par la réglementation dans tous les sens : le sport avec sa réglementation, même la culture avec ses normes de sécurité tout ça c’est… il faut des pros quoi ! Et on voit plutôt des collectifs d’habitants qui se montent sur une action. On ne voit pas des habitants… Alors, on donne un contre exemple mais peut-être un peu Casse Ta Routine qui s’est constitué, mais très vite il y a eu un salarié avec un poste relais…

F- Et ça c’est quelle association ?

R- Casse ta Routine, je vais vous laisser ma fiche J- Elle est juste à côté ouais

F- D’accord

R- Et puis plus récemment on a eu une association qui vient de se créer qui s’appelle KWEZY, et qui est vachement… enfin toi [s’adressant à Julien] tu étais à l’AG tu peux en parler mais… qui est un peu la résurgence d’une association qui existait il y a 10-15 ans qui s’appelait [cherche]... Marumba

J- Ouais Marumba

R- Donc la vie associative à Nantes Nord était plus riche il y a 10 ou 15 ans. Cette association, Marumba, qui avait un peu… qui était un peu resurgit avec de nouveaux projets et des gens intéressants !

J- Tu ne l’as peut-être pas noté mais en fait il y a les deux associations sportives, je pense à ça, avec les deux jeunes, c’est une antenne jeune, avec Dominique Amas et le Double Dutch avec Diano O’Well c’est intéressant. C’est le partage d’un même désir, d’un même projet. Double Dutch c’est deux cordes à sauter en faite.

R- Qui fait ça ? C’est MNM ? C’West ?

J- Nan mais justement qui est une jeune, c’est Diano là maintenant qui est peut-être majeure, qui est étudiante à la fac. Alors c’est pas l’association telle qu’on peut la connaître dans les quartiers très structurés et tout quoi mais c’est une communauté de jeunes hommes et de jeunes femmes et ça fonctionne quoi. Ca fonctionne parce qu’elle fédère du monde en fait.

F- D’accord

R- C’est pas exhaustif hein ! C’est… déjà c’est pour quelqu’un qui connaît plutôt bien le quartier, les noms qui surgissent… j’avais oublié l’antenne jeune effectivement !

J- Ouais

F- D’accord, et toutes ces associations elles sont créées par des habitants du quartier ?

R- Alors c’est ça qu’il faut qu’on regarde !

F- C’est ça que j’essayais de repérer.

R- Le Comité d’Action Petite Sensive qui gérait un restaurant pour le quartier de la petite sensive. Il y a une histoire vachement intéressante de la vie associative à Nantes Nord, vraiment ! Ca a été créé par Madame Challon il y a 50 ans, et c’est aujourd’hui sa fille qui tient le restaurant. Et c’est devenu une association dans le champs de l’action sociale, solidarité, qui a pour seule fonction de faire tous les midis un repas pour les gens du quartier. Les gens du quartier ou les travailleurs du quartier. Donc, alors que ça a été… Le Comité d’Action Petite Sensive a été à un moment vraiment une association forte,

implantée etc. C’est devenu un machin de gestion d’un restaurant social. Voilà, le fait que ça soit à l’origine un groupe d’habitants ne garantit pas que ça soit collectif, militant, dynamique pour la ville quoi.

F- En tous cas c’est encore une association qui est…

R- Formellement c’est une association, je ne suis pas sûre qu’il y ait une réalité associative.

F- D’accord donc il n’y a pas forcément de bénévoles...

R- Mais elle est identifiée comme… Donc en tous cas l’activité qu’ils mènent de restauration leur permet de faire un petit peu autour des sorties tout ça.

F- D’accord, et cette activité elle est menée et suivie par des habitants du quartier

R- Non elle tient à bout de bras par les gens qui font la cuisine

F- Et ces gens qui font la cuisine ils viennent d’où ?

R- Alors historiquement ils viennent du quartier, mais la propriétaire elle habite peut-être à Trellière quoi. Elle a vécu dans les baraques en bois qu’il y avait ici, avant les HLM, elle a vécu à la Petite Sensive. Il y a un attachement historique des gens au quartier. Même les gens qui quittent, ils reviennent souvent.

F- Donc c’est une initiative du quartier, faite par des gens du quartier, qui sont depuis partis, mais par contre la relève au sein du quartier elle n’a pas…

R- Oui c’est qu’au fil du temps les… on va dire comme ça, l’esprit militant et très dynamique du quartier c’est un peu essoufflé et donc ça tient à bout de bras maintenant… je ne dirais pas que c’est une association d’habitants.

F- Ouais d’accord

R- Alors, action sociale solidarité, si on reste là dedans moi je mettrais Casse ta Routine là dedans J- Ouais, bah c’est des habitants du quartier ouais…

R- Casse ta Routine à l’origine ça c’est des femmes du quartier, qui étaient plutôt rue des pavés, et dans ce groupe de femmes une femme particulièrement active qui s’appelle Louisa Bateuil.

F- D’accord

R- Qui est officiellement membre du Conseil Citoyen même si on ne la voit plus beaucoup, et elle était présidente de l’association et elle a développé des choses intéressantes avec les femmes, des sorties, des bouffes, des trucs machins. Ce qui marche le mieux c’est la fête, la bouffe, les sorties, pour toucher les gens. Et puis maintenant elle-même est devenue salariée. Elle a un poste adulte-relais, elle a un local sous le petit centre commercial route de la Chapelle, et elle essaye de faire vivre une association mais ça c’est difficile. C’est à dire en gros, elle est reconnue comme personne ressource, elle tient des permanences, elle accueille des jeunes, elle fait un vrai travail : action social solidarité. Mais l’association a un petit peu de peine à exister quoi.

F- D’accord, elle a du mal à mobiliser autour d’elle des personnes, des bénévoles pour tenir l’association.

R- Bah ce n’est pas son propos premier. Son propos premier à elle c’est de développer une activité d’action sociale, solidarité. Donc elle cherche désespérément des gens qui voudraient bien s’occuper de l’association. C’est difficile quoi !

F- Et c’est quelque chose qui revient beaucoup le fait que ce soit des associations finalement portées par un ou deux habitants à bout de bras ?

R- Alors…

F- Bon on peut continuer à faire le tour !

R- On continue ! Parce que moi… alors Métisse à Nantes J- Elle habite le quartier en plus !

R- Oui, qui est plutôt des antillais qui s’organisent, qui font… alors eux qui habitent le quartier, qui ont une permanence sur le quartier mais qui ont une activité nantaise.

F- D’accord

R- Qui ont une grande capacité à développer des choses intéressantes, et dedans il y a Nathalie Josseau [à Julien] c’est la femme un peu forte là, qui…

J- Ouais ouais, non mais ils font aussi pas mal de choses dans le quartier !

R- Bon, donc il y a des associations existantes qui font la place aux habitants, des associations spécifiquement construites par des habitants, gérées par des habitants, et encore avec un potentiel dynamique... [bruit de bouche, il n’en connaît pas].

F- Ha oui… ouais d’accord

R- Est-ce que les associations à Nantes Nord concernent les habitants : oui assurément. Est-ce qu’il y a une activité autonome d’habitants, séparément de la vie associative structurée : peu. Et l’exemple c’est peut-être Kwezy l’association, où là c’est que des habitants du quartier quoi !

J- Ouais ouais !

F- Kwezy c’est une association avec que des habitants du quartier ? Qui arrive à…

J- Oui oui !

R- Les dirigeants ont une histoire de dirigeants associatifs, ils connaissent bien donc c’est eux qui ont impulsé ça mais ils ont été rejoint par des jeunes issus de l’immigration pour la plupart, et c’est vachement intéressant : ils ont des projets, ils ont la niaque… Pour moi c’est l’exemple, peut-être le seul.

F- D’accord, et cette association, elle est structurée, elle a un CA…

R- Elle vient de se créer…

J- Mais je pense ouais elle a un bureau et tout ça… R- Oui oui !

F- Et le bureau il est composé d’habitants du quartier

J- Je pense oui

R- Et le président c’est Daninad qui est un historique du quartier, habitant

F- D’accord,

R- Ancien musicos, artiste

J- Ouais, je pense que c’est que des habitants du quartier ouais

F- D’accord, et c’est une association qui a des salariés ?

J- Je ne crois pas, pas encore…

R- Je pense qu’elle le souhaite si elle ne l’a pas réalisé. J- Déjà ils demandent un local…

R- Dominique Boillet, comment il s’appelle le jeune ? Yohann Loyer ! J- Yohann oui !

R- Yohann, lui, il est présenté comme le directeur de projet. Le président c’est Dani avec Amal, et celui qui doit s’occuper de l’association… mais pour l’instant je pense qu’il est bénévole.

F- D’accord

R- Mais oui il a vocation à devenir salarié !

F- Et il est du quartier ?

R- Et il est du quartier ! Et ça complique la vie d’être salarié ! Ca complique la vie des dirigeants bénévoles, pour faire les… même s’il y a des dispositifs qui aident, et puis il faut gérer tout ça quoi ! Quand on est bénévole on bosse comme on veut, quelquefois trop mais quelques fois peu. Quand on est salarié il faut faire ses 35h, pas plus, il faut prendre des congés, il faut s’organiser… Bon ! Ca change un peu, quand on passe du collectif d’habitants à l’association avec un salarié ça change bigrement. C’est ça qui change, l’introduction du salariat.

J- Mais c’est vrai que de gérer une association ça demande pas mal d’effort. Déjà une maturité, comment on se sent par rapport à l’engagement… oui oui ça ne se fait pas aussi simplement !

R- Alors, il y avait l’idée d’innovation dans votre propos. Moi je trouve qu’une association comme Bénénovat… vous ne connaissez pas ça ?

F- Si si

R- Qui est implantée à la Boissière maintenant, au coeur des QPV, c’est vachement intéressant !

F- Est-ce que c’est pas sous EmpowerNantes, c’est EmpowerNantes ?

J- Ouais ouais !

R- Oui c’est la même chose, EmpowerNantes et Bénénovat. Autrement on retrouve ici toutes les associations sportives, les associations de solidarité…

F- D’accord. Bah moi je mets sous l’appellation Innovation Sociale, une association qui va chercher à répondre à un besoin du quartier. C’est à dire que la ville a répertorié plein d’enjeux qu’elle a identifié dans le quartier, plein de difficultés, et je vais rechercher des… je vais regarder un petit peu quelles associations sont présentes. Je me dis que si elles sont subventionnées par le contrat de ville c’est qu’elles répondent à des enjeux. Je regarde lesquelles dans ces associations sont des habitants. Je remarque qu’il y en a très peu. Et maintenant je regarde ce que font les associations d’habitants. Est-ce ce que c’est eux qui vont répondre aux enjeux et aux problèmes du quartier ? Parce que c’est le discours qu’on a en ce moment des politiques publiques : les habitants savent très bien ce qui leur faut à eux pour régler leurs problèmes.

R- Oui, les habitants sont les experts de leurs quartiers

F- Ouais, et trouveront toutes les solutions. Et donc voilà, j’essaye maintenant de voir si dans les quartiers, les solutions aux problèmes elles sont trouvées par les habitants, est-ce que c’est eux qui mènent tout ? Est-ce que…

R- Alors moi je pensais l’innovation sociale pas sur un registre territorial mais plutôt sur, on est innovant sur le choix du thème sur lequel on s’engage. Enfin y a plusieurs façons d’être innovant quoi : par le thème, l’objet social de l’association, quelque chose de nouveau qui apparaît à un moment qui n’était pas là avant. On voit ça avec les startups dans d’autres domaines. Il y en a sûrement. Mais on peut être aussi innovant sur un thème plus classique mais sur le mode de faire. Pas exemple en associant beaucoup plus les habitants, donc on peut être une association classique mais qui fait un vrai effort d’innovation sur sa façon de travailler, ou sur sa façon de fonctionner, par exemple sans association formelle, sans président, avec un collectif de secrétaires… enfin il me semble qu’il y a plusieurs façons de regarder l’innovation.

F- Oui Oui bien sur, et d’ailleurs bah il y en a quantité et j’ai choisi d’en mobiliser une en particulier…

R- Alors, est-ce que le fait de venir émarger, j’utilise les mots… y a un appel d’offre annuel du contrat de ville, l’Etat et Nantes Métropoles mettent des sous sur la table, qui est géré grand quartier par grand quartier. Le Conseil Citoyen n’est pas associé à cette chose là. Et donc tous les ans il y a des associations qui proposent des actions. Et ensuite, il y a un jury qui dit oui, qui dit non. Et donc je crois pas moi que le fait de venir émarger à ce projet est une garantie d’innovation.

F- Non, ce que moi j’appellerai innovation c’est si jamais l’association, même si ce qu’elle propose n’est pas nouveau parce qu’on l’a déjà vu ailleurs, si c’est nouveau parce qu’on ne l’a pas vu dans le quartier et que ça répond…

R- Oui c’est ce que j’appelle le thème

F- Ouais,

R- Le thème, ça apparaît dans un quartier, il n’y avait pas ça avant !

F- Alors que ça peut exister partout ailleurs. Une association de foot qui apparaît dans un quartier parce qu’il y avait plein de personnes intéressées par ça, elle est innovante parce qu’elle va proposer quelque chose de nouveau qui répond…

R- Oui, on a une équipe de foot par exemple ici qui s’appelle l’Etoile du Sens, que je considère comme ayant des pratiques innovantes. D’abord ils ont eu des grandes difficultés, ils ont été obligé de liquider leur équipe senior.

J- Ouais !

R- Mais ils font tout un travail avec les enfants, en rapport avec les familles, du rattrapage scolaire etc. J- Il ne se considèrent pas comme une école de foot mais comme une école de la vie !

R- Il y a de plus en plus de trucs qui s’intéressent, au delà du thème du sport, qui s’intéressent au parcours de vie des jeunes quoi.

F- Et cette association c’est une association d’habitants ?

R- Les sportifs oui, la plupart des participants habitent le quartier bien sur !

F- D’accord

R- Mais c’est pas créé par des habitants forcément

F- D’accord ce n’est pas monté par des habitants du quartier…

R- Bah l’étoile du Cens je connais bien, je suis bavard… L’étoile du Cens ça existe depuis 60 ans… peut-être 100 ans ! Donc au début, je ne sais même plus qui se rappelle de qui l’a créé, mais il n’y avait pas un HLM dans le coin ! C’était pour moi, quand je suis arrivé, donc j’étais travailleur, j’étais directeur d’une maison de jeune, quand je suis arrivé pour moi c’était un club de bourgeois. 50 ans après c’est au coeur des HLM, ça a complètement changé, les dirigeants petit à petit… les dirigeant sont plutôt des adultes du quartier. Donc c’est une association du quartier tel qu’il était il y a 50 ans et qui a été confrontée aux problématiques des HLM et qui s’est adapté.

F- D’accord

J- Oui parce qu’ils ont créé une académie je crois…

R- Donc, plutôt que dire : Est-ce que ça a été créé par des habitants ? C’est plutôt : Est-ce que ça prend en compte les réalités du quartier et les problèmes des habitants. Pour l’Etoile du Cens ça c’est assurément oui. Kwezy oui.

J- Après c’est vrai que la question est intéressante parce que c’est que de répondre simplement aux besoins des habitants… ce n’est pas forcément les aider dans justement une direction de maturité. Parce que justement, créer une association c’est se dire : bon ok on subit ça sur le quartier mais du coup on va arrêter de subir et on agit. On prend les choses en main et du coup on créé une structure, on créé des activités quoi. Parce que c’est souvent assez descendant en fait : il y a un problème et du coup on propose quelque chose. C’est presque de la consommation aussi.

F- Ou alors on va chercher une association qui propose déjà ça ailleurs et on l’implante dans le quartier.

J- Ouais

F- Ca c’est ce qu’il se passe, et c’est exactement ça que j’essaye de voir

J- Parce que vous dites ça, nous on a pas mal discuté aussi autour des activités, des propositions gratuites en fait. Et on maintient aussi que c’est vraiment ça qui maintient, c’est que des fois on peut maintenir les gens dans de la consommation et du coup presque de l’enfantillage aussi quoi. Et c’est pour ça que nous on a créé les ateliers de la parentalité. Après moi je me suis dit que peut-être que ok on ne va peut-être pas proposer l’activité, la mettre payante. Nous, on va parler d’engagement en fait. Vous vous engagez à venir à telle séance. Et c’est ce qu’on va proposer pour le concours d'éloquence. Ca va rester gratuit mais c’est un travail qui nous a demandé du temps, et on vous demande simplement de vous engager en fait.

F- D’accord

R- Notre regard sur les associations et sur les actions en générale qui se passent sur le quartier c’est en premier parce qu’il y a le contrat de ville c’est un dispositif d’enfer : il y a 150 signataires, ça se réunit une fois tous les 3 mois, c’est une grande messe. Nous on a un représentant, ils sont 150. C’est un truc de fou quoi, ils ont des powerpoints de 50 pages, on se fait chier comme des rats morts. Donc il faut qu’on tape dedans. Et nous à chaque fois je leur dit, il faut qu’on regarde les chose d’au moins deux points de vue : Est-ce que l’action menée ou l’action développée par l’association elle contribue à l’implication ou à la mobilisation des habitants ? Oui ou Non ? Ou est-ce que c’est simplement une activité de service ou une activité occupationnelle ?

J- Ouais ouais

R- Ou même intéressante mais qui ne contribue pas à ce que les gens se mettent en mouvement

F- Qui ne font pas participer vraiment les habitants

R- Ou qui les font participer juste à l’activité mais qui ne les ouvre pas sur d’autres dimensions du quartier. J- Là ce qui est intéressant sur le festival… tu voulais terminé [s’adressant à Régis]

R- Oui, la deuxième chose c’est est-ce que ça contribue, c’est complémentaire, de peu ou prou à la dynamique du territoire Ce que vous faites. Ou est-ce que c’est : je viens faire mon activité, j’ai fait mon activité, niquel, je fais mon bilan, je reviendrai l’année prochaine. Intéressant mais ça ne contribue pas...Et on se rend compte d’un entre-sois associatif. On en parlait tout à l’heure c’est chacun ses problèmes, chacun ses misères, chacun son public, chacun sa course aux subventions et si j’en ai bah l’autre n’en a pas… Donc c’est ce qu’on essaye de faire nous quoi, c’est sortir de l’entre-soi associatif. Et puis essayer de faire des choses ensemble, enfin ce que tu appellerais toi [à Julien] l’ouverture au monde, ne pas s’enfermer. Une activité qui serait strictement dans le quartier, et qui donne un peu du sens et de la perspective. C’est ce qu’on essaye de faire…

F- Et des associations comme ça du coup ? Qui répondent à ces différents enjeux dans le quartier ? Kwezy c’est ça ?

R- Kwezy oui surement, Métisse à Nantes, PaQ’la Lune…

F- Métisse à Nantes c’est aussi une association qui va faire une dynamique… enfin qui va…

R- Oui, plus difficile : Casse Ta Routine parce que c’est quand même, c’est un lien privilégié entre la médiatrice sociale, on va l’appeler comme ça Louisa, et son public, il y a un peu cette idée là que c’est mon public quoi.

J- Ha oui

R- Si je le lâche, si je commence à bosser avec une association qui font la même chose, ils vont me piquer mon public. Donc ce n’est pas aussi fort que ça mais cette dimension existe quoi. Tout autant qu’il y a des services qui… Alors les services au regard des associations des fois comme des supplétifs. “Allez donc voir Madame Louisa Bateuil, elle va s’occuper de vous”. Des professionnels du travail social disent ça quoi.

J- En tout cas je trouve qu’il y a eu une proposition intéressante : Les Estivals ça a eu lieu la semaine dernière ou il y a deux semaines… c’était une semaine aux pieds des immeubles, organisée à la fois par les bailleurs, PaQ’la Lune, Casse ta Routine. Donc c’est un festival qui a duré toute la semaine, du lundi au vendredi, à la fois à champs plein et aux tours Quebec. Et ils auraient pu faire un festival classique en fait en proposant un lot de propositions d’activités. Et là ils ont dit : On a des stands, et du coup si vous voulez les habitants vous pouvez vous même les occuper et faire des propositions. Et là je trouve que c’est beaucoup plus intéressant quoi, ça change du truc descendant où nous on sait et vous… et voilà encore une fois vous êtes dans la consommation… et ça n’aide pas à grandir en fait.

R- Et là on est dans un dispositifs qui participe de la dynamique territoriale. Ca créé… le jeu c’est toujours de donner envie aux gens quoi.

J- Et concrètement du coup il y a eu des stands autour de… enfin chaque pays était représenté. Il y avait un stand autour de l’Afrique, il y a eu un défilé de mode des tenues brésilienne ou africaine… Et du coup ça met en valeur l’habitant. Parce que je pense que ça peut être jouissif voilà de consommer à un buffet tout ça quoi mais c’est moyen quoi…

R- Julie Boulestreau vous a dit qu’il y avait un journal de quartier ?

F- Non, elle ne m’en a pas parlé du tout

R- C’est un journal de quartier qui s’appelle Mozaïque

J- Mozaïque ouais… là aussi tu vois c’est intéressant…

R- Donc là il y a par exemple un comité de rédaction qui est composé d’habitants du quartier. Ca fonctionne depuis 30 ans. Il y a un professionnel qui fait un petit peu le rédac’ chef et qui surtout essaye d’animer le comité de rédaction et ça tient depuis des années. Et du coup ça fait un peu au parleur des actions qui se passent dans le quartier.

J- Et tu as dit du coup créé par des habitants ? Enfin les articles sont écrits par des habitants ? R- Oui oui, des habitants. Je redis qu’il y a un dispositif public d’enfer !

F- Et il y a un salarié ?

J- Oui de l’équipe de quartier ouais.

R- Donc le journal, la maison des associations, tout ça participe mais ce n’est pas forcément des éléments dynamique quoi. Ici par exemple c’est une maison des associations. Il y a des associations logées. En fait ce sont des associations qui la plupart tiennent des permanences. C’est fermé, ce matin c’était fermé. Et ce n’est pas un endroit que je trouve très dynamique, sauf quand il y a des événements. Ce qui fait de la dynamique c’est plutôt quand les associations se mettent ensemble. C’est un groupe d’associations qui font les Estivals des trucs comme ça quoi. Sortir de l’entre-soi associatif, c’est territoire vraiment. Pour moi chacun… je garde mon local je suis quand même… donc pour garder mon local je fais un rapport d’activités, je fais tout ça… Je garde mon local et je touche ma subvention, il ne faut surtout pas que quelqu’un vienne m'emmerder quoi. Alors qu’on a besoin dans ces QPV particulièrement de partager, de faire des synergies… Donc si vous questionnez quelqu’un d’autre, quelqu’un d’autre vous dira : le quartier Nantes Nord il est très dynamique du point de vue de la vie associative. C’est ce qui se dit. Ce qui est pour partie vrai, moins qu’avant et puis peut-être présence d’associations mais une vrai dynamique, il y en a peu qui portent ça quoi. Kwezy porte une bonne dynamique. Bénénovat porte une bonne dynamique, Métisse à Nantes, Casse ta routine c’est plus difficile parce qu’ils sont sur un public vraiment très difficile…

J- Et t’en parles moins [s’adressant à Régis], mais t’as l’EcletiC Léo Lagrange, donc ce n’est pas des activités professionnelles…

R- Alors je ne les mets pas dans la même…

J- Mais eux par contre justement c’est comment…

R- Il faut qu’on apprenne à travailler avec les professionnels. Il y a des associations, il y a des structures qui sont associatives mais qui sont en réalité des auxiliaires de l’action public : ils ont répondu à un appel d’offre, ils ont une délégation de service public, ou une convention avec la ville. Par exemple ça c’est le cas de l’EclectiC Léo Lagrange, un bout de la Fédération Nationale Léo Lagrange. Ils sont chargés de soutenir des projets de jeunes et ils font ça très très bien et ils font même des choses au delà. Mais c’est une association où il n’y a que des professionnels. C’est géré par Léo Lagrange Ouest dont le siège est à Saint Nazaire.

F- Donc il n’y a pas une gestion par… enfin c’est une association qui n’a pas un bureau d’habitants du quartier qui gère…

R- Non, par contre je pense que leur gestion quand ils développent des projets, la gestion de projet fait participer les participants c’est obligé qu’ils fassent ça.

J- Bah oui c’est…

R- Autre exemple, la mission locale c’est une association, l’Accoord c’est une association… vous connaissez l’Accoord à Nantes ?

F- Oui oui…

R- Il y a un centre socio-culturel dans chacun des QPV, il n’y a pas un vrai dynamique autour de ça, ils font des choses…

F- Il y a un conseil d’équipement qui implique des habitants, mais voilà il n’y a pas… ce n’est pas monté par des habitants, ce n’est pas pris en charge par des habitants du quartier outre mesure

R- Non, non

F- Pareille pour la Mission Locale j’imagine.

R- Oui bah c’est même pire, la mission locale c’est l’agglo…

F- Pour… est-ce que vous savez si à l’Accoord dans Nantes Nord, dans les différents centre sociaux il y a des habitants du quartier qui sont salariés de l’Accoord ? Ou est-ce que leur salariés viennent tous… non il y a des ?

R- Bah non il y en a de partout des salariés et il y en a quelques uns qui viennent… alors on peut habiter Nantes Nord et être salarié à l’Accoord ailleurs… Généralement… je connais bien l’Accoord. L’Accoord ne fixe pas les gens sur le quartier d’où ils viennent en général, notamment pour ceux qui sont en rapport avec les jeunes parce que ça complique un peu les choses.

J- Ha oui

F- Bien sur j’imagine… juste pour revenir au journal de quartier Mozaïque, c’est un journal de quartier qui a des salariés ?

J- Y a juste celui qui pilote le projet...

R- Il y a l’équipe de quartier et dans l’équipe de quartier il y a quelqu’un qui est dédié…

F- C’est l’équipe de quartier qui tient ?

R- Oui J- Oui

F- Ha donc c’est pas une association c’est une initiative municipale

J- Oui

F- D’accord, qui implique des habitants dans…

R- Oui mais alors le problème à Nantes et particulièrement à Nantes Nord, ce n’est pas forcément un problème ça dépend comment on voit les choses, c’est qu’il y a un tel niveau d’intervention publique que du coup l’initiative associative elle peut être asséchée. Il y a déjà un journal de quartier, il y a déjà…

J- Mais là on est dans un entre deux parce qu’effectivement on est dans… il y a un budget municipal mais en même temps il y a une grande place pour la création de la part des habitants.

R- Après ça dépend des professionnels quoi. Il y a des professionnels qui sont attachés à rendre un service ou une activité niquelle et c’est tout c’est déjà pas mal. Et puis il y a ceux qui sont très soucieux de la participation… dans le journal c’est le cas. Vraiment il y a un soucis… ce n’est plus d’associé, vraiment il y a un comité de rédaction qui est fait d’habitants du quartier qui rédigent le journal.

F- Mais ce n’est pas une initiative citoyenne.

R- Ce n’est pas une initiative citoyenne non.

F- PaQ’la Lune c’est… je connais très peu cette association, elle vient d’où ?

J- Heu… moi je ne connais pas trop cette association non… mais en fait elle a il me semble 10 ans, bientôt 20 ans je crois. R- PaQ’la Lune oui, 20 ans, je l’ai connu PaQ’la Lune c’était…

J- Elle était à l’île de Nantes non ? R- ...sur l’île de Nantes

J- Ouais

R- Quartier république.

F- D’accord, donc ils viennent…

R- Et maintenant ça s’est développé, ils sont implantés à Nantes Nord et à Angers.

F- D’accord

R- Et sur le quartier du Ranzay. J- Ouais, Saumur aussi…

F- D’accord

R- Et c’est une belle structure, c’est une compagnie théâtrale avec…

F- Donc ce n’est pas du tout à l’initiative d’habitants du quartier qui ont décidé…

R- Non par contre il y a un vrai soucis d’animer, de faire participer les habitants

F- Ils participent dans quoi les habitants ? Est-ce qu’ils font partie du bureau ? Est-ce qu’ils font partie du CA ? Est-ce que…

J- Il y a Olivia qui a rejoint le CA…

R- Oui Oui… enfin ils… c’est plutôt dans le montage des ateliers… J- C’est plutôt pour les enfants en fait

F- D’accord

R- Comprendre ça quoi, là où il y a rien d’une certaine façon c’est plus facile entre guillemet que les habitants revendiquent… là on est saturé de locaux, d’équipements, d’interventions, d’événements… d’ateliers participatifs, coopératifs machin. Après ça peut être une vrai chance s’il y a une vrai animation au service des habitants et dans la durée. Par exemple là on a le projet global d’urbanisme Nantes Nord, et pendant 2 ans on a le droit à des ateliers dans tous les sens, mais dans 2 ans ils seront partis.

F- D’accord, donc il y a des associations montées et portées par des habitants, mais il y en a peu qui sont dynamiques et qui vont vraiment changer le quartier de…

R- Je dirais qu’il y a historiquement des associations qui ont été portées par des habitants, et puis on est sur des queues de fonctionnement quoi et donc elles ne sont pas dynamiques.

F- D’accord, elles ont tendance à s’essouffler…

R- et je ne vois pas… alors il faut interroger d’autres gens que nous ! Tout le monde ne dira pas la même chose ! Je ne vois pas moi à part récemment Kwezy là… de choses qui poussent…

J- Après tu as peut-être tous les groupes communautaires religieux en fait : l’ACMNN, l’ACO, tout ce qui tourne autour de la paroisse en fait, où là c’est des habitants…

F- Et c’est des structures qui sont actives sur le quartier ?

J- Ha oui !

R- L’action Catholique Ouvrière J- Oui, ACO, tout ça oui

R- Y a les paroisses…

J- Ils ont des rdv tous les mois

R- Bah historiquement… avant les HLM historiquement dans les quartiers… enfin dans les quartiers… il y avait la paroisse et il y avait l’amicale Laïque. La paroisse développait du scoutisme, de l’algéo… fripounet/fripounette je ne sais pas des trucs comme ça. Et puis l’amicale laïque il y a peu d’amicales laïques dans les quartiers…

J- Que à la Jennelière donc plus loin

R- Ouais mais ce n’est pas vraiment dans le quartier HLM… il y en a un peu mais… donc d’une certaine façon, même les paroisses ont la misère… il y a souvent dans les quartiers une paroisse qui couvre plusieurs églises parce que là misère… Mais ici c’est un truc… il y a Saint Dominique…

J- Saint Dominique c’est actif quand même... R- Saint François d’Assise, et…

J- ...ils ont refait la maison paroissiale en plus…

R- Ouais il y a une activité, comme il y a une mosquée ici… J- Il y a peut être ouais une activité…

R- Vous connaissez la mosquée ?

F- Non pas du tout

J- En tous cas ça brasse du monde oui

R- La prière du vendredi soir c’est quelque chose…

F- Oui donc du coup il y a quand même des associations, des groupes et des communautés qui sont actives et qui participent…

R- Et donc du coup à chaque fois qu’il y a un travail communautaire comme ça qui est fait, y a du religieux mais il y a aussi de la solidarité, du social…

J- C’est des communautés humaines oui… R- Ouais, y a des choses qui se font autour

F- Oui, ce qui prennent en charge dans le quartier Nantes Nord, ceux qui prennent vraiment en charge les difficultés du quartier, les difficultés connues par les habitants… tout ça c’est plutôt la ville, c’est plutôt des association des grosses structures pleines de professionnels qui viennent de l’extérieur du quartier ou c’est plutôt des habitants du quartier qui le prennent en main.

R- Heureusement c’est un peu des trois

F- D’accord

R- Et il y a des services de la ville, donc la caractéristique des services de la ville c’est qu’ils sont organisés… pour les politiques publiques segmentées… il y a des politiques publiques de l’éducation, politiques publiques de l’économie, de la tranquillité, sécurité privée, des relations sociales solidarités. C’est pas les mêmes directions et chacune génère son mode d’animation. Ils ont tous un coordinateur local et son rapport aux habitants et son dispositif participatif. Normalement l’équipe de quartier elle est chargée, y a les politiques publiques verticales et l’équipe de quartier assure la coordination transversale sauf qu’elle n’y arrive pas parce qu’elle est très encombrée du dialogue citoyen, des rencontres de quartier et puis voilà, ils n’ont plus cette compétence les chargés du quartier. Les équipes de quartier elles-mêmes de mon point de vue n’ont pas du tout le même dynamisme qu’il y a 20 ans, alors même qu’elles étaient moins nombreuses, parce que les services d’il y a 30 ans, au moment où arrive la politique de la ville à Nantes, les services sont très centralisés et donc c’est très novateur, très innovant l’idée d’avoir des chefs de projets dessus, c’était très novateur. Ca durait 10 ans et puis en 1995 la ville à recomposé son organisation territoriale et depuis les équipes de quartier… Et donc le pilotage du contrat de ville qui était sur les quartiers et à la ville, il est maintenant à Nantes Métropole avec de grosses munitions bureaucrates… ils sont 5 ou 6 alors qu’il y avait une personne à la ville de Nantes il y a 30 ans.

J- Parce que ça du coup vous pouvez le repérer ailleurs mais justement des collectifs comme ça… à l’initiative des habitants, pour les habitants ?

F- Des associations ou des collectifs d’habitants qui vont travailler pour les habitants ? Oui je pense qu’il y en a dans tous les quartiers. Après la particularité c’est que c’est plutôt des petites associations qui vont être très thématisée sur une thématique en particulier, qui ne vont pas du tout être professionnalisé et qui vont avoir tendance à s’essouffler, à avoir du mal à…

J- Oui bah c’est ça, la difficulté c’est de s’inscrire dans le temps…

F- Le passage d’une petite… enfin d’une initiative citoyenne, vraiment d’un projet, à l’association structurée avec un bureau un CA, à l’association avec un salarié, là quand c’est porté que par des habitants c’est très difficile.

R- Julie Boulestreau vous a parlé du bureau des projets ?

F- Oui elle m’en a parlé

R- D’accord, alors dans le soutien aux associations on a les locaux, le contrat de ville, n’importe quelle association peut avoir la possibilité de tenir gratuitement… il y a les subventions, il faut remplir l’imprimé qui correspond aux critères de la ville, il y a le bureau des projets qui reçoit des projets plus modestes et qui peut… où il n’y a pas normalement besoin de se construire en association. Là normalement autour des projets on devrait trouver justement des groupes d’habitants… c’est fait pour ça, pour des collectifs d’habitants non structurés et qui portent un projet, qu’on veut aider soit en versant une subvention à une association amie encore, soit directement en payant des factures. C’est ça qui est novateur. Dans le bureau des projets, si un groupe de papas ou un groupe de femmes veut faire une sortie à la mer, la ville paye le car et comme ça le voyage peut se faire. C’est intéressant à aller voir. Normalement on devrait trouver… je fais l’hypothèse qu’on ne va pas en trouver tant que ça hélas. Parce qu’il faut l’animer ce dispositif, et puis il y a l’appel à projet du contrat de ville, donc vous voyez on émarge à l’appel à projet du contrat de ville, ou au bureau des projets, ou aux subventions classiques, ou il y a des mises à disposition de matériels, de moyens techniques… On a un dispositif ville énorme !

F- Mais des petits projets portés par des habitants qui vont être ponctuels il y en a c’est sur… après des projets plus militants, plus structurés, plus… dans la transformation des conditions dans le quartier, c’est ça que j’essayais de chercher… que j’ai du mal à trouver… monté par des habitants… il y a plein d’associations hors quartier qui vont essayer de changer tout, comme Léo Lagrange, comme l’Accoord, par contre porté par des habitants du quartier qui vont changer leur réalité, c’est… j’ai du mal à mettre le doigt sur ces associations là quoi…

J- Moi ça me fait un peu penser au cheminement en thérapie, je suis Art-Thérapeute et psychothérapeute… C’est aussi, il y a plusieurs étapes avant la transformation : est-ce qu’il y a déjà une prise de conscience que c’est la crise, que ça ne va pas ? Ca peut- être aussi finalement que les gens se trouvent dans un confort et que finalement tout fonctionne en fait. Donc voilà c’est déjà cette première question : est-ce que ce qu’il se passe autour de moi est-ce que ce que je vis me convient ou ne me convient pas. Après c’est déjà est-ce qu’il y a la volonté de changer en fait. Et puis après je m’engage pour me transformer, pour faire évoluer les choses dans le quartier quoi. Déjà ouais c’est toute cette… alors je pense, moi je travaille justement sur un mémoire comme ça là dessus aussi c’est comment on habitue les gens à être perpétuellement dans une consommation et à subir un peu les choses en fait, au lieu de se dire est-ce que ça ça me convient ou ça ne me convient pas et après je transforme les choses.

R- Dans un tout autre registre à ce que vous disiez là… J’habite à côté du Breil Malville et je suis au conseil d’équipement de la maison de quartier du Breil. Et j’ai… et donc c’est là qu’on a eu la mort d’un jeune qui a été tué par un policier et avec les événements qu’on connaît qui sont des dégradations importantes : Dervallières, Malakoff tout ça. Et donc là, des mamans et des jeunes du quartier ont organisé qui est assez classique une marche blanche. Et il y a eu un article dans ouest france il n’y a pas longtemps, c’est l'extrême gauche radicale qui veut relier les quartiers. Et donc il y avait par exemple la présence de Nantes Révolté à cette marche. Il se trouve que je connais et les gens du quartier, et les gens un peu de Nantes Révolté et ça n’a pas du tout pris, la greffe n’a pas du tout pris. Il y a des gens de Nantes Révolté plutôt anarchistes, qui ont participé à la manif, ont essayé de discuter avec les gens et ça ne prend pas quoi. Donc on va trouver plein d’actions innovantes dans d’autres quartiers de la ville, qui ne sont pas des quartiers QPV, c’est celles-là qu’on devrait voir arriver. Plutôt que les associations qui ont pignon sur rue, qui arrivent avec une grosse logistique… Je mets Léo Lagrange là dedans, l’Accoord qui produit de l’activité intéressante, les gens sont satisfaits, mais qui produit de l’activité à consommer…

J- Moins Léo Lagrange

R- Peut-être moins Léo Lagrange puisque c’est de l’accompagnement de projet et donc… par contre il y a plein d’associations dans le champ de l’environnement… qui font des choses vachement intéressantes à Nantes, mais elles ne sont pas sur les quartiers et l’exemple que j’ai c’est… je reviens sur le Breil Malvile, il y a une maison des associations avec des associations super : Lolab… qu’est ce qu’il y a d’autre… une qui font de l’imprimerie 3D, des ateliers de partage…

F- PiNg ?

R- Ils sont au coeur du quartier, la greffe ne prend pas avec le quartier. Ils sont venus parce que justement sur le quartier il y a 15 ans il n’y avait pas d’associations… on regrettait qu’il n’y ait pas d’association sur le quartier du Breil. Il y en avait une ou deux. Donc à l’époque, la vie associative de la ville a dit : bah on va essayer de favoriser l’implantation d’associations dans les quartiers. Et puis ça ne marche pas vraiment. Il y a d’autres tentatives avec… la Fabrique à Nantes avec un lieu central qui est trempolino sur l’île de Nantes, et puis l’idée d’avoir ça sur chacun des quartiers. Il y en a une aux Dervallières. C’est difficile quoi. Pourtant l’enjeu il est là, c’est ce qu’on essaye de faire : de faire des connections, à la fois de proposer des activités, des

actions qui soient innovantes pour ne pas être sur les plats de bandes des associations existantes, et après se connecter avec autre chose quoi.

J- Après moi je pense qu’il y a aussi des transformations lentes en fait. Je bosse à PaQ’la Lune et on a, ce qui est quand même intéressant avec PaQ’la Lune c’est qu’ils ont leurs bureaux dans une des tours à Quevel qui, je vois ça de loin avec une personne, c’est la voisine de PaQ’la Lune. Donc une habitante qui habite juste à côté du bureau de PaQ’la Lune. Et ce qui est intéressant c’est que depuis qu’ils sont arrivés là PaQ’la Lune, enfin en plus ils ont déménagé. Ils sont dans ces bureaux en rez de chaussée depuis 1 an, et en plus ce qui est étonnant avec cette habitante c’est qu’elle vit au rez-de-chaussée du coup elle a toujours les volets baissés en fait. Donc c’est comme si elle vivait repliée sur elle même, un peu cloîtrée, je vois que de plus en plus elle sort de chez elle, elle participe aux événements, je trouve que ça c’est aussi des transformations lentes en fait. On peut difficilement les analyser, repérer, mais peut-être justement de voir qu’il y a du dynamisme à côté, de l’activité, ça contribue en fait…

R- Pour moi, une question que je trouve importante c’est le moment. Est-ce qu’on est dans un moment… ça vaut pour les gens, ça vaut pour les associations, ça vaut pour le quartier, est-ce qu’on est dans un moment dynamique ? Est-ce qu’on est dans un moment de routine ou de repli voir de crise ? On peut passer par des moments différents comme ça… et je trouve que au quartier Nantes Nord on n’est pas dans un quartier dynamique alors même que plein d’indicateurs sont ouverts : il y a un projet urbain intéressant qui devrait passionner les foules, ça ne passionne pas vraiment… il y a des gens qui participent… ça participe quoi. Pas de doute, si la ville propose une réunion il y a des gens… mais je ne trouve pas qu’on soit dans un moment dynamique… par contre

F- Vous trouvez que les gens sont participants mais pas moteurs ?

R- Oui mais on rencontre pleins d’habitants intéressants, et la question c’est qu’est ce qui les met en mouvement ? Peut-être qu’ils le sont et qu’on ne le sait pas nous… mais nous notre objet c’est de donner envie, de s’intéresser à la vie du quartier, de donner un coup de main… Et je crois beaucoup moi aux événements, à la fête à la bouffe partagée à des trucs comme ça plutôt qu’à des discours sur l’anti-racisme… je ne crois pas que ça fait beaucoup avancée, même s’il faut le faire, si on veut avancer avec les gens, et bien il faut leur donner envie. Et on a un peu de misère quoi, donc c’est difficile.

J- Et c’est comme si ça faisait deux équipes côtes à côtes : peut-être ceux qui ont une certaine dextérité dans l’engagement associatif et puis même comment prendre en main sa vie en fait, et pour des habitants mais quels qu'ils soient : des quartiers prioritaires et pas seulement, c’est est-ce que justement il y a cette envie de se transformer et de transformer le quartier quoi ? Parce que parfois on a l’impression que c’est le désir en fait des professionnels qui est comme des fois les professionnels de la santé, qui portent un désir pour l’enfant blessé et voilà, et déjà c’est est-ce qu’ils ont envie de se transformer en fait ? Est-ce qu’ils constatent ça chez eux ? Et peut-être après c’est ceux qui accompagnent les habitants qui, déjà comment les aider à recontacter ça chez eux en fait…

R- Je trouve qu’on a un problème à Nantes avec l’action publique, il y a une multitude d’agents publics, il y a plein de dispositifs à Nantes qui sont régis municipale, qui sont régis Nantes Métropole, beaucoup plus que dans d’autres villes. Il y a des services absolument compétent. Je pense au service des espaces verts qui font des choses remarquables. Mais en même temps, dans le rapport aux habitants, particulièrement dans le rapport aux habitants des quartiers populaires il y a quand même un manque de considération. C’est à dire qu’on n’apporte des choses aux pauvres quoi, il ne faut pas qu’ils se plaignent quand même. Regardez, Bollo est un grand spécialiste de ça, regardez tout ce qu’on vous apporte. C’est vrai ! Mais regardez, c’est ça qui brûle au moment où il y a des émeutes c’est ça qui brûle, c’est exactement ce qu’on nous apporte. Voilà, on n’en a rien à foutre de la mairie annexe, de la bibliothèque… ce qui est horrible. Ce que le politique prétend apporter en disant : Regardez, la qualité des… c’est exactement ce qui a cramé au moment des émeutes.

F- Est-ce que les associatifs, l’Accoord ?

R Pas l’Accoord

F- Et ce que l’associatif apporte ?

R- Non non ce que l’action publique apporte !

F- et du coup ce que l’associatif apporte ça ne brûle pas encore…

R- Tout ce qui ressemble à l’Etat, la mairie annexe, le bureau de poste… tout ce qui à l’air administratif… les flics évidemment. Mais pas les locaux associatifs, ou alors par erreur. Pas l’Accoord. Aucun des centres socio-culturels à Nantes n’a été touché alors qu’il y a eu le feu à peu près dans tous les quartiers QPV, sauf Malakoff parce que c’est la Maison des Auvant

ce n’est pas une maison Accoord, c’est une maison de la ville. C’est la ville. Donc là il y a un problème c’est comment, avec tout ce que met la ville et l’action publique met en oeuvre, comment ça se fait qu’on n’arrive pas à créer de dynamique autour de ça ? Et je pense que c’est la posture des professionnels qu’il faut changer.

F- D’accord, dernière question un petit peu conclusive qui reprend un petit peu tout ce qu’on a dit jusqu’à présent : en règle général sur Nantes Nord, les habitants du quartier, comment est-ce qu’ils s’impliquent dans la vie associative du quartier ?

R- Est-ce qu’on peut… par exemple, une autre façon de poser la question c’est : Est-ce qu’on s’implique plus dans la vie associative à Nantes Nord que dans d’autres quartiers ?

F- Il n’y a pas forcément de comparaison. C’est plutôt “comment ?”. Est-ce qu’il y a une implication ? Est-ce qu’il y a une participation ?

J- Moi après je pense qu’il y a une grande curiosité, en tous cas on le voit il y a beaucoup de monde aux réunions publiques. Et après c’est justement comment on transforme cette curiosité en engagement en fait.

F- L’engagement est difficile ?

R- Moi mon sentiment toujours c’est que tout le monde est la tête en l’air. On regarde la ville, Nantes Métropole, l’Etat… même les associations : mes subventions ? Mon local ? Est-ce que vous allez subventionner mon projet ? Et il y a peu de regard… il n’y a pas de regard partagé c’est chacun…

J- Ouais et c’est l’idée du conseil citoyen, d’être plus horizontal en fait, on discute entre nous en créant...

R- Donc les habitants c’est pareil ils regardent la ville. On a une réunion publique c’est : “Ha ma bordure du trottoire… le stationnement, moi…”

J- Ca manque de hauteur.

R- Il n’y a pas de vrai travail… ce qui fait un peu le lien c’est le journal de quartier un peu quand même, même s’il l’a fait plus qu’il ne le fait maintenant parce que la population change aussi, le lectorat ce n’est pas le même. Il y en a plein qui ne peuvent pas lire le français, qui ne peuvent pas lire Mozaïque parce qu’ils ne lisent pas le français. Je pense qu’on est dans un moment comme ça quoi, où on a presque une débauche d’intervention professionnelle, presque une débauche d’intervention publique, une saturation sur le dialogue citoyen…

J- C’est vrai que c’est intéressant, j’y pensais l’autre fois, il faut plutôt le néant pour qu’il y ait des création…

R- … et en même temps… pour moi c’est comme ça, j’ai fait un travail comme ça sur le Sillon de Bretagne, je suis sidéré par le Sillon de Bretagne. Vous connaissez le Sillon de Bretagne ?

F- Oui

R- Ses grands immeubles là, je ne sais plus combien de milliers d’habitants, et tous les services publics sont là dans un rayon de 500 mètres. Un gymnase, la médiathèque, le centre médico-social, la mission locale, tout est là ! Qu’est ce que vous voulez qu’ils créent une association ? Les habitants ils descendent en pyjama dans les services publics. Alors là il n’y a même pas 200 mètres à faire pour aller à la médiathèque. Alors après l’idée c’est que des gens d’autres quartiers viennent au Sillon de Bretagne. Bon voilà, je pense donc du coup ça rend l’initiative habitante, bah elle passe dans les filtres publics : inscrivez-vous à l’appel à projet, remplissez le code CERFA, inscrivez-vous à la maison du projet et c’est pareil à peu près : il faut déposer un projet c’est quand même assez bureaucratique même si ça s’est allégé. Donc tout le monde… et dans les HLM il n’y a quand même pas de solidarité spontanée quoi, il faut quand même animer les choses. Ce n’est pas comme dans le temps de nos grands parents dans les campagnes tout ça, où on se tapait sur la gueule mais on s’aidait aussi quoi. Et ici c’est plutôt l’anomie quoi.

F- D’accord, et par rapport aux associations du quartier, les habitants ils se placent comment dans ces associations ?

R- Bah…

F- Ils sont présents ?

R- Il y a ici, la caractéristique de Nantes Nord pour les QOV c’est qu’il y a un seul bailleur social : Nantes Métropole Habitat. J- Non tu en as plusieurs maintenant

R- C’est en train de changer J- Ouais c’est ça

R- Nantes Métropole Habitat vend des tours et c’est un autre bailleur social privé qui les prend. Et là aussi il y a un problème avec Nantes Habitat quoi, il y a un gros problème. Qui gère un parc énorme. On pourrait imaginer, cité par cité une formule un peu participative avec un espèce de conseil, d’habitants qui seraient consultatif. Il n’y a pas ça.

J- Ouais ouais les habitants sont noyés dans la masse

R- Il n’y a aucune tentative de ça, c’est un rapport individuel J- Le pouvoir est tellement loin en fait

R- C’est un rapport individuel et puis par ailleurs on a des associations historiques : CSF, CGL… donc l’objet principal est d’avoir un représentant au conseil d’administration Nantes Métropole Habitat quand même… “on a gagné”, avec 25% des voix, mais qu’est ce que vous faites sur le quartier ? On fait rien sur le quartier les habitants ils ne veulent pas se bouger !

F- D’accord, donc on a des associations qui ont du mal à faire des choses parce que les habitants sont difficilement mobilisable ?

R- Ouais, je pense que… et puis les habitants sont, ou bien crachent sur l’action publique, ou bien en sont dépendant, il y a des tels dispositifs…

J- Ouais c’est ça ils sont noyés en fait, ils sont noyés dans ce confort dans la consommation

R- Donc je pense qu’il faut qu’on trouve des actions, des supports associatifs à la marge quoi, dans les interstices… tout le paysage est occupé.

F- D’accord, et…

R- On a un élu qui est sympa par ailleurs, Pascal Bollo, qui quelque soit le niveau d’interpellation qu’il a, quelque soit le sujet, qui dit “on l’a déjà fait”... il a une connaissance encyclopédique du quartier mais il ne se rend pas compte qu’il est décourageant pour les gens. “Oui d’accord, je le note, on va le faire”... Et dans le moment où on est ça correspond un peu : les gens sont dans la merde, il n’y a pas trop de perspectives d’emploi même si ça revient un petit peu, il y a du deal un petit peu partout bon… tous aux abris.

J- Voilà, le conseil citoyen c’est comment remettre de l’autonomie, de la maturité de la prise de pouvoir. Et ce n’est pas mettre une distance. On vit dans des villes énormes en fait et du coup le pouvoir comme tu disais [s’adresse à Régis] qui est une aberration, c’est de plus en plus loin en fait.

R- Et de plus en plus complexe. Et c’est en ligne, et tapez… la petite dame qui vient d’Afghanistan, on lui dit tapez un si vous voulez ça, tapez deux, tapez trois… Bon, il faut remettre les problèmes de l’humain dans les contacts enfin, ça ne manque pas parce qu’après on nous dit : “ il faut construire des équipements supplémentaires, il faut embaucher du personnel”. Moi je ne crois pas du tout à ça. Commençons par bien faire bosser tous ceux qui sont là et il y en a beaucoup ! Par exemple Julie Boulestreau qui vous adresse à nous. Elle aurait pu un peu vous renseigner sur pas mal de choses notamment sur le journal du quartier… ce n’est pas à nous de vous informer du journal de quartier quoi.

F- Après sur les associations du quartier qui sont actives ? Vous m’avez très bien renseigné ça c’est sur.

R- Après c’est un regard parce que je suis convaincu qu’il y a des gens qui pensent qu’à Nantes Nord c’est vachement dynamique. C’est une image portée.

F- Et même par rapport à d’autres quartiers, il y a beaucoup d’associations ça c’est sur

R- Oui, il y a 5 centres socio-culturels là où il n’y en a qu’un dans le quartier des Dervallières par exemple. Alors ce serait dommage qu’il n’y ait pas un petit peu de dynamique.

F- Il y a une dynamique associative mais portée par les habitants c’est autre chose.

R- Les habitants ils participent, et ils participent plutôt bien. C’est pas des étrangers au quartier qui fréquentent

F- Par participer vous voulez dire : bénéficier des actions ?

R- Oui, bénéficier ou s’intéressent, après ça rend compte des problèmes de toutes les associations c’est de trouver des dirigeants.

F- Et pour ça les habitants ne s’impliquent pas, et en parlant d’implication je parle des bureaux, les CA ?

R- Bah c’est difficile ! Si on regarde… si vous faisiez une étude sur les conseils d’administration des associations ça serait : qui est président des associations par exemple ? Est-ce que c’est un habitant du quartier ? Casse ta Routine ce n’est pas le cas. Métisse à Nantes si, lui il habite là… faut regarder quoi. Je ne sais pas, PaQ’la Lune ce n’est pas une habitante du quartier qui est présidente !

J- C’est deux co-présidents mais il y a Olga qui les a rejoint

R- Donc nous on essaye aussi de mettre des noms quoi. Donc moi je ne connais pas les association, je connais machin qui est dans une association.

J- Mais ça peut-être avec le conseil citoyen c’est remettre en fait la proximité, là où il y a tellement la masse. De toute façon on voit les habitats, c’est de la masse d’habitations quoi. En plus à l’extérieur où c’est que de l’habitation. C’est des paysages comme ça où il y a un bloc habitation, un bloc travail, et les habitants ils sont perdus là dedans quoi. Et là avec le conseil citoyen c’est de remettre de la proximité et chacun peut avoir une place pour reprendre le pouvoir, pour rediscuter et voilà, pour dire “je vis ça comme problème et je sais que je peux aussi en faire quelque chose”.

F- D’accord, bah je vous remercie pour toutes ces informations. Je crois que j’ai fait le tour de mon côté. Est-ce qu’il y a des choses auxquelles vous pensez qui…

R- Ho bah si vous voulez des choses sur… le conseil citoyen…

F- Ecoutez je vais reprendre tout ça et je m’autoriserai à vous renvoyer des mails si j’ai d’autres question, est-ce que ça vous convient ?

J- Ouais tout à fait ouais

R- Et vous vous posiez des bonnes questions !

J- Oui c’est intéressant, de mettre du sens sur tout ça ouais !

F- Bon bah parfait

R- Je pense que la question qui est posée d’abord c’est l’autonomie à l’égard de la puissance publique. Est-ce que… J- Et l’autonomie des habitants aussi !

R- Oui ! Pour tout le monde l’autonomie ! Et après l’autonomie personnelle, le chemin qu’on fait pour l’émancipation J- Mais dans les chemins aussi c’est pas évident d’aller vers cette autonomie quoi.

F- Et bien écoutez je vous remercie.

R- Voilà.

### ANNEXE 12 : Retranscription de l’entretien mené auprès de l’équipe de quartier de Malakoff

- Oui allo

- Oui bonjour Floriane Lepré au téléphone,

- Oui

- Est-ce que je bien avec Madame Sophie Trentesaux

- Ah oui, excusez-moi, oui c’est bien moi, je vais juste fermer la porte je reviens

- Allez-y, pas de soucis

- Oui c’est bon,

- Oui du coup, je vous appelle à propos de mon mémoire de recherche et de l’entretien semi-directif que j’avais prévue de faire avec vous aujourd’hui. Vous avez toujours le temps ?

- Oui oui pas de soucis, je m’étais calée ça sur mon agenda

- Bon bah parfait !

- j’ai la demie heure qui vient de disponible

- Donc oui c’est ce que j’avais noté, une durée estimée d’environ 30 minutes, est ce que ça vous dérange si j’enregistre cet échange ?

- Non non pas du tout allez-y.

- Très bien, merci. Donc c’est un mémoire de recherche qui traite sur l’innovation sociale dans les quartiers prioritaires de la ville de Nantes.

- Oui d’accord,

- Et c’est un entretien sur lequel j’aimerai vraiment m’appuyer plutôt sur les associations partenaires du contrat de ville dans le quartier donc Malakoff. Pour voir un petit peu leurs impacts, qu’est ce qu’elles font dans le quartier.

- D’accord

- Donc déjà, sur votre territoire est-ce que vous me confirmez que le seul quartier prioritaire c’est bien le quartier Malakoff ?

- Oui !

- D’accord. Et combien environ d’associations partenaires du contrat de ville est ce que vous comptez ?

- Houla ah oui des questions précises.

- A peu près

- Alors, attendez je peux regarder [regarde, cherche]

- Allez-y pas de soucis

- Je vous entends pas très bien par contre, je sais si c’est

- Oui c’est parce que je suis obligée de le mettre en haut parleur, j’espère que ça va marcher

- Ah oui d’accord [recherche]. Donc euh on a 11 associations en contrat de villes sur le quartier.

- D’accord, et sur ces 11 asso, combien sont conventionnées pour 3 ans ?

- Alors (réfléchit), on a pas d’associations conventionnées pour 3 ans

- D’accord. c’est que des associations qui répondent à des appels à projets annuels ?

- Ouais, c’est ça, c’est ça, chaque année.

- Parce que je sais dans des quartiers il y a des associations comme L’Accoord qui sont conventionnées pour 3 ans directement.

- Oui vous voulez dire des délégations de service public ?

- Oui oui c’est ça

- Oui il y a l’Accoord, qui est en délégation service public. Après si c’est des chiffres très précis moi il faut que je fasse des recherches dans mes dossiers car j’ai pas tout en tête.

- D’accord, le reste c’est pas des chiffres par contre ce que je vais vous demander ce sont des précisions sur les structures donc je vais vous demander : parmi les 11 associations : les 5-6 qui sont les plus importantes dans le quartier à vos yeux et des questions de type : depuis combien de temps elles sont sur le quartier ? Depuis combien de temps elles sont sur le contrat de vie ? Elles viennent d’où à peu près ? Ce type de questions.

- Ok, alors attendez je vais reprendre les bon document pour être sûre de ne pas me tromper

- Pas de soucis, ça marche

- Juste deux minutes, que je recherche, parce qu’on a changé d’arborescence donc c’est pas forcément… [réfléchit longtemps] Ha voilà, donc… je vais revenir sur votre question précédente, vous êtes là ?

- Oui !

- Allo oui, oui nan donc en effet on n’en n’a pas onze, on n’en a 25

- 25 d’accord

- Ouais, voilà !

- Pas de soucis, pour cette année, pour 2018 vous voulez dire ?

- Voilà ouais pour cette année

- Est-ce que parmis ces 25 vous pourriez m’en donner 5-6 qui sont particulièrement présentes, connues, actives sur le quartier ?

- Oui, alors je peux vous parler par exemple de Danse et Vis… Alors je vais vous parler plutôt des Am’arts, les Am’arts qui est une association qui propose une programmation artistique, voilà qui est

vraiment basée sur l’interactivité avec le public. Et du coup elle propose en fait des ateliers culturels notamment dans un camion et ils vont aux pieds des immeubles, voilà proposer des ateliers culturels de proximité.

- D’accord

- Les gens viennent dans le camion pour pratiquer avec les artistes. Donc ça peut être parfois des petits spectacles, des ateliers de création de photo, de marionnette, voilà ce genre de choses. Donc ça ça marche plutôt bien et ça fait maintenant je dirais… bah c’était la sixième édition en 2017, donc…

- C’est la sixième fois qu’ils sont inscrits au contrat de ville ?

- Ouais, c’est ça, donc là on doit être… septième même, septième édition. Et à chaque fois il y a un renouvellement dans la composition

- C’est une association ?

- Oui c’est une association les Am’Arts

- Et l’association elle a combien d’années ? A peu près !

- Alors je saurais pas vous dire !

- Bon d’accord bah j’irai chercher par moi même

- Ouais les Am’Arts ils ont un site internet

- Est-ce que l’association elle est installée sur le quartier ?

- Oui ils ont un bureau à la maison des Auvants

- A la maison de quoi ?

- La maison des Auvants, donc c’est la maison de quartier du quartier Malakoff

- D’accord

- Voilà, depuis 2 ans je dirais

- D’accord, mais avant ils n’étaient pas ici ?

- Nan ils avaient un bureau ailleurs sur un quartier mais pas sur Malakoff, mais du coup comme ils avaient pas mal d’actions sur le quartier ça paraissait plutôt cohérent de les accueillir à l’année dans le quartier

- Ouais, complètement. Et du coup c’est arrivé sur le quartier, ça a été fondé ailleurs, ça s’est développé ailleurs et c’est arrivé progressivement sur le quartier, c’est comme ça que ça s’est passé ?

- Ouais bah via le… en fait il y a eu une création partagée, je ne sais pas si vous connaissez le dispositif des créations partagées,

- Non pas du tout

- En fait c’est un dispositif, c’est la direction de la culture qui gère ça et c’est une enveloppe financière qui est attribuée, c’est un appel à projet en fait pour une création participative chaque année sur les quartiers prioritaires

- D’accord

- Voilà. Et du coup, enfin d’ailleurs ce n’est pas que les quartiers prioritaires mais on va dire qu’il y a quand même une attention particulière aux quartiers prioritaires et du coup les Am’Arts avaient réalisés une création partagée il y a quelques années sur le quartier Malakoff, et puis de là elles avaient envie de revenir et de proposer une intervention avec Camtar dans le cadre du contrat de ville et puis voilà, ça s’est fait comme ça au fur et à mesure en fait, les liens se sont tissés et ils sont allés installer carrément leurs bureaux sur le quartier.

- D’accord, et au sein de l’association, comment est-ce que les habitants sont impliqués dans l’association, dans la vie de l’association ?

- Alors bah ils participent quand elles font des propositions artistiques sur l’espace public. Après ils ne sont pas impliqués dans la création même d’événements puisqu’elles travaillent directement avec des artistes qui eux proposent des choses. Il n’y a pas d’habitants qui sont impliqués dans la vie de l’association

- D’accord,

- Ouais...

- Et, autre question, si elle est partenaire du contrat de ville c’est qu’elle répond à un besoin particulier sur le quartier, c’est quel besoin spécifique ?

- Oui, alors pour les Am’Arts c’était… alors en fait, je sais pas si vous… on a un schéma de quartier sur lequel on se base en fait pour mener nos actions et définir nos enjeux et donc là elle répondait à l’enjeu de quartier *Grandir à Malakoff*, donc c’est l’accès à la culture, l’ouverture à la ville. Et le deuxième enjeu c’était autour du cadre de vie de qualité apaisé, grâce aux animations de la place, des autres espaces du quartier. On pouvait en fait donné… aux qualités du cadre de vie de Malakoff. C’était les deux enjeux principaux on va dire.

- D’accord, et maintenant est-ce que vous pouvez m’en dire un peu plus sur la taille de l’association, est-ce que vous savez peut-être combien d’adhérents à peu près elle compte ?

- Ils n’ont pas beaucoup d’adhérents parce que c’est principalement les deux salariées en fait qui font tourner l’association

- D’accord,

- et une médiatrice, donc elles sont trois salariés. Et elles n’ont pas de bénévoles par exemple, après c’est des intervenants qu’elles rémunèrent.

- D’accord, et du coup ces salariés est-ce qu’ils viennent du quartier ?

- Non non, pas du tout

- D’accord, est-ce que vous pourriez me citer une autre association comme ça, particulièrement présente dans le quartier Malakoff ?

- Ouais, heu alors je regarde dans celles qu’on a… ha oui bah il y a Nantes lit dans la rue qui est une association qui développe des actions hors les murs, c’est de bibliothèque de rue et ils font également

des ateliers percussions, des sorties et des visites culturelles sur d’autres lieux, extérieurs au quartier. Et c’est vraiment autour du livre, de la lecture et de l’éducation à la culture enfin, de l’ouverture à la culture.

- D’accord,

- Donc ils récupèrent les enfants à la sortie des écoles et puis les enfants les connaissent, et ils font des ateliers du coup de bibliothèque de rue, alors ils se posent dans un parc, ils lisent des livres, il y a des contes, ce genre de chose. Ils peuvent faire des activités aussi de dessins etc.

- D’accord, et cette association elle est installée dans le quartier ?

- Ouais, complètement, du coup c’est une associations qui est très importante pour la vie du quartier et qui a… alors ils n’ont pas… ouais ils n’ont pas vraiment de bureau. Ils ont un pied à la maison des Auvant aussi.

- Et du coup ça fait combien de temps qu’ils sont partenaire du contrat de ville ?

- Ca fait longtemps, moi je ne suis là que depuis 4 ans, donc c’est pour ça je ne peux pas donner l’historique…

- Je comprends pas de soucis...

- Vous ne comprenez pas tout ?

- Si si, je disais “je comprends pas de soucis” [rire]

- Ha d’accord, je croyais que vous ne m’entendiez pas en fait ! C’est bon tout va bien… Heu, je crois que ça fait plus de 10 ans… ça fait au moins 10 ans ça c’est sur ! Je regarde parce qu’ils ont leur page… ouais c’est pas indiqué sur leur page… Ouais ils ne marquent pas leur historique mais ça fait plus de 10 ans en tout cas. Ils ont un site internet également : “Nantes lis dans la rue .fr”, ce sera peut-être indiqué.

- Et à quel besoins est-ce que… enfin toujours selon le contrat de ville c’est plutôt sur quel…

- Sur les enjeux ?

- Ouais !

- Ouais, du coup c’était l’enjeu là du coup principalement *Grandir à Malakoff* c’est à dire autour de la réussite éducative, de la médiation culturelle, et de la parentalité puisqu’ils touchent également les parents en touchant les enfants, et également sur le côté cadre de vie de qualité et apaisé sur Malakoff.

- D’accord.

- Dans le sens où ils accompagnent, ils impulsent aussi l’appropriation citoyenne des espaces publics.

- Et c’est une association qui est née comment ? Qui vient d’où à peu près ?

- Alors ça c’est pareille, moi je ne peux pas vous dire, je ne connais pas leur historique comme ça…

- Est-ce que vous savez si ça vient du quartier ou pas ? Si c’est des habitants qui l’ont construit ou si c’est une initiative extérieure ?

- Non, ce n’est pas des habitants du quartier, non c’est plutôt des gens militants quoi, qui.. c’était une autre association avant dont je ne sais pas le nom, qui s’est transformée en fait mais qui était militante de longue date on va dire sur le quartier, mais pas des habitants. Par contre, eux travaillent vraiment

avec les habitants du quartier : y a des bénévoles qui sont du quartier et hors quartier également, qui participent.

- D’accord, et comment est-ce que les habitants sont impliqués dans la vie du quartier… heu non, dans la vie de l’association ?

- Y a certains bénévoles en fait qui vont participer, qui vont les aider par exemple ils sont toujours en partenariat sur les événements, par exemple sur les journées festives organisées par les autres associations Macaiba donc je vous parlerais d’ailleurs, et ils vont venir, soutenir proposer des animations, des jeux, des lectures donc les habitants en fait viennent aussi bénévoles pour lire ou proposer des jeux, voilà.

- Et c’est une association qui est depuis plus de 10 ans au contrat de ville, et elle existe depuis encore plus longtemps ?

- Je pourrais pas vous dire si elle est depuis plus de dix ans au contrat de ville, alors là faudrait faire des recherches, je sais pas

- Ha d’accord, en tout cas elle a plus de 10 ans.

- On a beaucoup beaucoup de monde, d’associations et de gens différents donc on n’a pas l’historique de chaque structure

- Oui je comprend complètement. Dernière question sur cette association, le nombre de salariés à peu près ?

- Du coup je crois qu’il y a deux salariés je dirais,

- D’accord, et combien d’adhérents à peu près ?

- Je pourrais pas vous répondre, je pense qu’il y a au moins, plus d’une dizaine d’adhérents pour sur

- C’est une association qui fait le même genre d’action sur d’autres quartiers ou qui est concentrée sur le quartier Malakoff ?

- Il me semble qu’ils ont également développé des projets sur un autre quartier prioritaire, mais que maintenant ils se concentrent que sur Malakoff.

- D’accord, autrement vous m’avez parlé d’une autre association tout à l’heure, c’était laquelle ?

- Ouais, c’est Macaiba, c’est une autre association qui travaille beaucoup en partenariat notamment avec Nantes lit dans la rue. C’est une association d’ateliers de percussions brésiliennes, ils organisent... Alors ils ont leurs ateliers de percussion brésilienne Malacaïba avec des enfants à partir de 8 ans toutes les semaines à Malakoff donc c’est une association là qui est présente depuis très très longtemps sur le quartier, et ils organisent également Malafiesta, donc ça c’est dans un deuxième contrat de ville, parfois c’est deux contrats de ville différents. Ca c’est un événement festif qui est une après-midi chaque année avec des concerts de percussion, la représentation du groupe avec les enfants et du coup il y a d’autres acteurs du quartier tels que Nantes vis dans la rue par exemple qui viennent aussi proposer des ateliers, ce genre de chose ouais…

- Et donc du coup cette association elle est installée sur le quartier ?

- Elle est intégrée c’est ça ?

- Elle est installée ?

- Quand vous dites… elle est installée ? Ils n’ont pas leurs bureaux… enfin ils n’ont pas leurs bureaux à Malakoff non, par contre…

- Par contre leurs actions sont sur le quartier

- Par contre ils sont, ouais leur cours de percussion par exemple c’est dans l’école, une des écoles primaires du quartier, ils sont vraiment intégrés ouais depuis je ne sais pas on va dire ça fait peut être vingt ans quoi !

- D’accord, ça fait vingt ans qu’ils existent ?

- Ouais, même… je dirais peut-être plus parce que, Malacouleur c’était plus tard… ouais au moins 20 ans.

- D’accord, et ça fait à peu près combien de temps qu’ils sont au contrat de ville ?

- Ca c’est pareille, ça je ne peux pas vous dire, n’étant là que depuis quatre ans, je n’ai pas l’historique...

- Oui je comprends pas de soucis, et c’est sur quels enjeux du quartier ?

- … en tous cas moi je… Comment ?

- C’est sur quels enjeux du quartier qu’elles travaillent ?

* Alors du coup c’était *Grandir à Malakoff* également, autour de la réussite éducative et de la médiation culturelle, et pareille le cadre de vie de qualité et apaisé.
* D’accord,
* Un peu comme Nantes lit dans la rue on va dire, c’est la même veine… après il vous faut peut être des associations plus… vraiment différentes ?

- Juste sur Macaïba c’est, comment est-ce que les habitants sont impliqués dans l’association ?

**Est-ce qu’ils font partie de la gouvernance ?**

- Heu… bah après c’est plus les parents en fait qui vont accompagner… Les enfants participent aux ateliers donc c’est vrai que les parents par exemple ils sont présents sur Malafiesta, sur d’autres temps forts de l’année. Mais sinon il n’y a pas plus d’implication habitante que ça.

- D’accord, et la taille de l’association ? Son nombre de salariés ?

- Il y a un ou deux salariés, deux salariés oui

- Qui viennent du quartier ?

- Non !

- D’accord, voilà est-ce que vous avez d’autres associations très actives, particulièrement actives sur le quartier ?

- Oui bah il y a la Malle à Case, au singulier, alors du coup la Malle à Case c’est une association de solidarité qui a en fait un local au pied d’une tour et qui accueille les gens vraiment qui sont isolés sur le quartier autour d’un café, et qui offre des services par exemple de laverie etc. ils font aussi des ateliers poterie, des sorties, marches, voilà c’est vraiment proposer des choses pour sortir les gens

individuellement quoi. Et sur le contrat de ville on est sur l’organisation d’un événement là qui est le bal populaire de Malakoff, mais qui a été annulé cette année parce que ça devait être la semaine dernière quand on a eu la maison de quartier qui a brûlé donc tous les événements ont été annulés. Voilà, donc c’est bal populaire, c’est une journée en Juillet, c’est multi-partenarial donc il y a plusieurs associations qui participent. C’est un temps fort sur le quartier pour les habitants.

- D’accord. Et du coup ça cette association elle est installée sur le quartier ?

- Ouais ils ont leurs locaux sur le quartier et voilà ils sont hors maison de quartier, c’est vraiment au pied d’une tour, sur une autre partie du… vous connaissez un peu le quartier non ?

- Oui de vue enfin j’ai, oui j’y suis passée des fois

- Bah du coup c’est plus au bout de la rue d’Angleterre, vers l’école Jean Moulin je ne sais pas si vous voyez…

- Ouais je vois à peu près oui.

- Ouais, donc sur une autre partie du quartier donc qui touche aussi d’autres personnes qui ne viennent pas justement jusqu’à la maison de quartier

- D’accord, et c’est une association qui existe depuis combien de temps

- Bah la Malle à Case c’est une des plus vieilles associations du quartier je pense parce que ça a été au début du CPV donc du grand projet de ville où il y a eu beaucoup d’immeubles de détruits, en fait la Malle à Case s’est construite aussi pour accueillir des gens bah par exemple justement pour offrir un service de laverie parce que les gens se retrouvaient dans des appartements ils n’avaient pas forcément de lave linge etc. c’est partie vraiment là dessus donc ça c’était il y a plus de 20 ans, 20-25 ans qu’elle existe l’asso. Pareille faudra regarder sur leur site pour voir exactement les chiffres.

- Oui,

- Mais ça fait plus de 20 ans.

- Qui est-ce qui a monté l’association ? Est-ce que c’est plutôt des habitant.es ou pas ?

- Heu alors je ne vais pas vous dire de bêtise mais il me semble que c’est partie d’une initiative habitante. Je regarde sur leur site… Non, je vous disais 20 ans bah non c’est moins que ça c’était 2006 donc ça fait 12 ans.

- D’accord

- Ouais, voilà, et leur but c’est vraiment de créer du lien social et de lutter contre l’isolement voilà. Et puis c’était quoi votre question ? C’était… est-ce que… oui voilà, ils expliquent que c’est un collectif de femmes qui identifie les besoins économiques des habitants et qui décide de se constituer en asso, donc c’est un collectif de femmes du quartier à la base qui décide de monter ça.

- D’accord, et c’est une association qui a des salariés ?

- Oui il y a une salariée et demi, on va dire 2 salariés mais ce n’est pas un temps complet. Mais vraiment une salariée et puis là depuis peu il y a une deuxième en contrat aidé qui est arrivée.

- D’accord, et c’est des salariés qui sont issus du quartier ?

- Non, pas du tout… alors avant ça a été le cas, maintenant non, ce n’est plus le cas

- D’accord, et ça répond à quels enjeux sur le quartier ?

- Alors on a des enjeux citoyenneté, égalité et lutte contre les discriminations femmes-hommes ; c’est une association qui est beaucoup basée aussi là dessus sur la défense du droit des femmes, bah du coup c’est une association créée par des femmes aussi à la base, et également sur le côté cadre de vie de qualité et apaisée

- D’accord,

* Voilà, et du coup de quelle manière les habitants sont investis dans l’association ?
* Bah du coup là il y a beaucoup de bénévoles qui sont investis, c’est vraiment une association qui brasse beaucoup d’habitants qui viennent, bah qui font partie par exemple du bureau, le conseil d’administration est très présent et très investi de leur mission et donc par exemple le contrat de ville, c’est eux que l’on rencontre, c’est pas que la salariée. Il y a une vrai vie associative présente avec les habitants du quartier.

- D’accord, merci. Est-ce que vous auriez une autre association encore ?

- Heu… bah y en a plein mais [rire] je réfléchis, si par exemple Danse et Vis est-ce que…

- Danse et vis ?

- C’est une association plutôt sportive et qui est importante ouais. Donc Danse et Vis, c’est une association à la base alors donc avec un adulte relais en fait, elle est… La salariée elle est adulte relais et elle propose de la danse, des cours de danse, de double dutch, de hip-hop, avec une entrée très abordable en termes tarifaire et en même temps on va dire, avec toutes les conditions pour que les femmes qui soient éloignées du sport justement puissent en faire sans se sentir jugées… il y a un accompagnement on va dire au sport

- D’accord…

- Du coup là il y a eu trois contrats de ville mais je ne sais pas si les trois ont été validés, si les trois ont été attribués, elle a déposé trois projets différents donc après je ne sais pas je ne vais peut-être pas vous parler des trois… mais peut-être sur Bouge Ta Rue ? C’est l’organisation de réunions sportives, de double dutch, de hip-hop sur l’espace public.

- D’accord

- Donc l’idée c’est aussi de favoriser la participation spontanée des habitants voilà. Donc on répond à un enjeu cadre de vie de qualité et apaisé et là du coup c’est… Est-ce qu’elle habite le quartier ? Je crois que oui ! C’est une habitante du quartier !

- Qui est l’adulte relais ?

- Ouais, voilà et pour les bénévoles du quartier bah en fait beaucoup de femmes c’est vrai qu’elles sont aussi plus impliquées quand elles participent par exemple à des événements hip-hop, à des choses de la ville, bah c’est vrai que les jeunes filles qui sont dans ses cours vont l’aider.

- Et son association est installée sur le quartier aussi ?

- Ouais du coup elle avait ses bureaux à la Maison des Auvant aussi à la maison de quartier.

- D’accord, et en termes de salariés l’association elle a juste un adulte relais ou elle a d’autres coordinateurs ?

- Elle a deux salariés, on est globalement sur des assos à un ou deux salariés

- D’accord, et donc elle a été créée y a combien de temps à peu près ?

- Heu… alors là c’est pareille je ne peux pas vous dire… mais Danse et Vis, je regarde… ça fait plusieurs années, c’est une asso qui est très centrée sur le quartier. 5 ans… ça marche pas leur site...

- Et donc du coup ça a été monté et développé par une habitante du quartier ?

- Oui, pour moi elle habite sur le quartier ouais

- D’accord, ces 5 ans associations c’est selon vous… ouais allez y dites-moi ?

- J’ai pas compris

- Ces 5 associations c’est selon vous celles qui sont les plus présentes et actives sur le quartier ?

- Bah, ouais après je regarde, j’en ai d’autres, y en a plein d’autres qui sont actives et qui sont présentes mais de différentes manières en fait, ça dépend ce qu’on entend par “présentes” quoi, celles qui proposent le plus de chose ? Qui mobilisent le plus de personnes ? Ca dépend quelles enjeux on cherche sur celles présentes ? [rire]

- Je dirais plus présentes, qui ont le plus d’adhérents du quartier ?

- Le plus d’adhérents du quartier ? Heu… bah oui après je ne vois pas… enfin pour moi l’association qui brasse le plus d’adhérents du quartier c’est la Malle à Case, sur

- D’accord

- Mouais, après non par exemple si on veut le plus d’adhérents vraiment au sens strict du terme c’est l’Espace Lecture qui a brûlé donc ça pendant les événements, c’est l’espace lecture puisque tous les gens qui empruntent des livres à la bibliothèque sont adhérents. Donc c’est une bibliothèque associative de quartier.

- D’accord

- Et qui fait partie du contrat de ville également. Et là pour l’action spécifique on les subventionne

- D’accord, et eux c’est une association qui est depuis longtemps sur le quartier ?

- Ha bah oui l’espace lecture parce qu’ils ont eu leur nouveau local à la maison des Hauvan donc ça s’est construit en 2010, et avant ça… ils sont là depuis plus de 10 ans pareille !

- D’accord, et c’est une association qui vient du quartier ?

- Non, c’est en tout cas la salariée ne vient pas du quartier, après les gens qui ont monté l’association non plus je ne crois pas. C’est une association qui est très présente puisque l’idée c’est que les gens pour 1€ d’adhésion à l’année puissent emprunter des livres.

- D’accord,

- Et ils ont également aussi une partie bibliothèque de rue. Et c’est là dessus qu’on les subventionne dans le cadre du contrat de ville.

- Et ils n’ont qu’un seul salarié c’est ça ?

- Non il y en a deux maintenant, il y en a eu longtemps une et maintenant elles sont deux.

- Et de quelle façon est-ce que les habitants sont impliqués dans le…

- Bah du coup ils sont adhérents à la bibliothèque et ils empruntent les livres.

- D’accord, il n’y a pas de… ils ne participent pas à la gouvernance de l’association ?

- Bah il y a… dans le conseil d’administration c’est des membres de l’association qui sont assez présents, le bureau aussi, ils sont bénévoles sur les événements pareille qui sont organisés par l’espace lecture, par exemple là en ce moment c’est le festival aux heures d’été sur la ville de Nantes, donc nous on a un partenariat sur le quartier avec eux, on met en place des actions de médiation culturel donc avec l’espace lecture, par exemple l’espace lecture va organiser une sortie avec ses adhérents sur une programmation de date de *Aux Heures d’Eté*, et c’est les membres du bureau, du conseil d’administration qui accompagnent les gens.

- D’accord

- Donc ils s’organisent, ils ont fait à manger eux mêmes pour faire un piques-niques, voilà ils sont investis aussi de cette manière là quoi, sur des actions aussi plus d’événementiel et de médiation.

- D’accord et ces gens ils viennent du quartier ? Ces gens qui font du bénévolat, ces gens qui…

- Du bureau ou des salariés ?

- Non, les gens qui font du bénévolat et qui sont au conseil d’administration ou au bureau ?

- Alors certains oui, pas tous, ouais il y a une mixité là aussi.

- D’accord très bien. Ecoutez je vous remercie pour toutes ces réponses sur les associations partenaires du contrat de ville. Est-ce que vous auriez encore un petit peu de temps ou pas trop ?

- Heu… ça dépend, combien de temps ? [rire]

- J’ai un dernier axe que je voudrais approfondir, ça ne durera pas une demi-heure, je pense que ça durera 10 minutes, est ce que vous avez ces…

- Ouais, d’accord allez-y

- Vous me dites quand vous devez y aller, on pourra couper quand vous voulez

- Pas de soucis

- Donc c’est un axe plutôt sur les initiatives citoyennes sur le quartier, est-ce que vous pourriez me citer maintenant, pas forcément des associations au contrat de ville mais en tout cas des structures ou des projets qui sont montés particulièrement par des habitants du quartier ?

- Par des habitants ? Ouais d’accord. Dans le cadre du contrat de ville ?

- Non pas spécifiquement

- Pas forcément.

- Voilà

- Alors, nous en fait on a un nouveau dispositif depuis deux ans à peu près qui s’appelle le Bureau des Projets. Je ne sais pas si vous en avez entendu parlé ?

- Oui j’en ai entendu parlé oui

* Oui, voilà donc en gros c’est une enveloppe, alors c’est un nouveau dispositif en même temps c’est vraiment différents de ce qu’on appelé autrefois les… moi je ne les ai pas connu en plus, les FLE là, c’est une autre aide, une autre enveloppe pareille
* Le Fonds Local pour les… je ne sais plus enfin j’en ai entendu parlé
* Fonds Local Emergence ouais c’était ça, et du coup le bureau des projets l’idée c’est vraiment justement de faciliter les choses pour que les habitants puissent avoir une enveloppe financée pour développer rapidement des projets, une envie voilà que ce soit un repas des voisins, que ce soit une fête de quartier, ce genre de choses. Et il y a un comité d’animation qui est composé d’habitants, d’élus et de professionnels de la ville de Nantes dont nous à l’équipe de quartier on fait partie, qui du coup sélectionne les projets et qui accepte ou non de verser la subvention et de l’accompagner.

- D’accord

- Donc là c’est vraiment via ce dispositif aujourd’hui que les initiatives citoyennes sont bien aidée pour être financée. Donc on a eu, je peux vous citer par exemple… je vais prendre un exemple que je connais parce que je l’ai accompagné parce qu’après je ne les ai pas tous en tête comme il y en a un par mois au bureau des projets… Donc il y a par exemple un habitant qui a souhaité organiser une Fête de la Musique sur Malakoff, qui constatait qu’il n’y avait pas de fête de la musique sur le quartier, donc il est venu nous trouver là dessus et nous on l’a accompagné, il y a le bureau des projets qui a subventionné du coup l’organisation donc de cette fête de la musique qui a eu lieu en… je ne sais plus quelle année, il y a 2 ans, 2016 je crois, ouais.

- D’accord, et en général ces initiatives enfin ces projets portés par les habitants est-ce qu’ils sont, c’est plutôt des initiatives éphémères ou est-ce que ça se structure en gros projets plutôt, comment est-ce que ça se développe d’une façon générale si c’est possible de faire une généralité

**?**

- Bah ouais nan ce n’est pas possible de vous dire de façon générale non… C’est… il y a tellement de projets tellement différents, il y a des choses ou c’est one shot en effet c’est vraiment une fois. Bah cette fête de la musique elle aurait pu continuer derrière mais ça s’est essoufflé du côté habitant donc du coup ça s’est arrêté, donc ça ça a vraiment été qu’une seule fois. Après, il y a des choses qui reviennent tous les ans comme le Festival de la Chaussette de la rue du Maréchal Joffre où c’est plusieurs commerçants qui organisent ce festival, donc là par contre c’est tous les ans.

- D’accord, et ce festival il est structuré, c’est un collectif qui le porte ? C’est une association ?

- Ouais, bah du coup c’était un collectif et maintenant ils se sont structurés en asso ouais

- D’accord, et ça a été porté par des habitants ?

- Alors là c’était des commerçants du coup du quartier

- D’accord

- Et vraiment en initiative d’habitants, bah si il y avait le Fait Ton Jardin, c’était une fête de quartier là pour le coup vraiment, je dis “c’était” parce que c’était la dernière édition l’année dernière, c’était portée par des habitants et depuis 5 ans, pendant 5 ans, donc là c’est des femmes du coup du quartier qui ont monté cet événement et elles étaient financée dans le cadre du bureau des projets

- Et pourquoi est-ce que ça s’est arrêté ?

- Parce que ça fait 5 ans qu’elles étaient très très investies les habitantes et je pense que ça faisait beaucoup à porter et c’était le moment d’arrêter pour elles, niveau personnel.

- C’est une limite que vous constatez souvent le fait qu’il y ait un essoufflement des habitants ou que c’est projets trop lourd à porter, c’est quelque chose qui est récurrent ?

- Bah en général les gros projets, enfin là pour le coup c’était vraiment le gros projet du quartier donc elles ont tenu 5 ans c’est déjà pas mal quoi, je trouve que… Après sur des événements plus petits, non ce n’est pas forcément quelque chose de récurrent. Mais bon après ça dépend aussi de la disponibilité des gens, de leur vie personnel, c’est… du coup pour le coup quand c’est vraiment porté par des bénévoles et par des habitants c’est forcément plus fragile que quand c’est des salariés et qu’il y a quelqu’un qui a un poste dédié là dessus.

- D’accord, est-ce que vous avez des exemples d’associations qui ont été montées entièrement par des habitants et qui se sont structurées, qui aujourd’hui ont des salariés par exemple ?

- Bah la Malle à Case dont je vous parlais tout à l’heure, je pense que c’est l’exemple le plus parlant.

- Et en même temps c’est celle qui a le plus d’adhérents

- Sur Fait ton Jardin c’est les Idées’Elles mais elles elles se revendiquent collectif, donc là c’était justement un choix de leur part. Les Idées’Elles qui organisaient Fait ton Jardin pendant 5 ans, elles n’ont pas voulu prendre de salariés et elles se sont montées en asso juste pour des raisons administratives mais elles se revendiquent collectif, ça c’est intéressant aussi, comment elles veulent garder l’indépendance aussi de bénévole.

- Ouais, d’accord. Petite dernière question de conclusion, j’ai eu l’impression durant mes différents entretiens, mes entretiens exploratoires qui m’ont amené à faire ces recherches spécifiques et je voulais savoir si vous pouviez le constater aussi dans votre quartier, que les grosses associations elles viennent plutôt de l’extérieur du quartier, et que les habitants au sein du quartier ils ont plus de mal à monter une grosse association, à faire vraiment, à se structurer en association pour changer les réalités de leur quartier, à avoir un fort impact sur le quartier ? C’est quelque chose que vous pouvez constater un peu aussi ou pas tellement à Malakoff ?

- Bah… c’est un peu difficile de généraliser comme ça parce que en fait ça fait partie des périodes du quartier parce que par exemple l’association des habitants du quartier la HQM qui a existé pendant des années à Malakoff depuis 20 ans et qui s’est juste arrêtée, même plus, 25 ans, et qui s’est arrêté y a juste 2 ans, et là pour le coup c’était vraiment l’association des habitants du quartier, qui organisait la fête de quartier, qui ont monté le journal du quartier à l’époque, donc eux ils se sont vraiment structuré et ils ont duré dans le temps par exemple. Mais maintenant aujourd’hui il n’existe plus parce qu’il n’y a pas eu de relais de pris. En fait c’est plus comment on relaye ça. La Malle à Case c’est une des asso les plus importantes du quartier, c’est des habitants qui l’ont monté, donc je ne peux pas dire que ce soit quelque chose de véridique dans l’ensemble.

- Donc ça existe, mais parfois la difficulté face à laquelle les associations peuvent se retrouver c’est vraiment passer le relais et continuer à mobiliser quoi ?

- Ouais c’est ça en fait c’est juste, par exemple là les Idées’Elles je pense qu’elles souhaitais passer le relais à d’autres habitants mais si un nouveau noyau ne se forme pas, d’habitants un peu porteurs comme ça, du coup c’est compliqué de passer le relais, donc ça répond vraiment des périodes de l’histoire du quartier et des habitants qui le font quoi et c’est pour ça que je trouve que c’est compliqué de généraliser de dire que dans les quartiers prioritaires du coup les habitants ne se structurent pas en asso, pour moi ce serait plutôt simpliste de dire ça

- Non, oui je comprends je suis d’accord, c’est pas tellement ne se structure pas en asso, mais en tout cas les asso qui se structurent ne sont pas comparables à des grosses associations très présentes et avec beaucoup de salariés quoi… mais vous avez des…

- Ha bah de toutes façons même les asso qui viennent de l’extérieur elles n’ont pas beaucoup de salariés parce qu’on compte des asso qui ont un ou deux salariés sur le quartier

- Ouais, c’est ce que je constate aussi

- En tous cas à Malakoff c’est comme ça, après en effet il y a des typologie de quartier très très différentes sur Nantes. Vous aviez eu quels autres quartiers ?

- Alors j’ai eu un contact là ce matin avec Bottière-Pin sec…

- Ouais, avec Dominique non ?

- Avec Dominique c’est ça

- Vendredi avec Nantes Sud donc le Clos Toreau, et la semaine dernière avec Nantes Nord.

- D’accord ok, ouais donc en effet là vous avez une vision des quartiers très différents ouais

* Et je me rends compte que selon les quartiers oui il y a des grandes diversités de, enfin les associations ne sont pas du tout pareille quoi enfin le tissu associatif est très différents
* Ouais et ce qu’il y a c’est qu’aujourd’hui c’est des réponses à un instant T mais on pourrait donner parfois des contres exemples il y a cinq ans comme je le disais il y a deux ans avec la HQM l’association des habitants du quartier de Malakoff donc je pense qu’il faudrait regarder peut-être en fait avec des données encore plus précises sur une période peut-être de dix ans sur un quartier donné quoi.

- Ouais,

- Pour avoir vraiment une vision globale et puis après de là en effet on pourrait tirer des conclusions peut-être un peu plus générales, mais c’est un autre travail [rire]

- C’est ça, je vous remercie beaucoup pour ces réponses

- Bah je vous en pris, est-ce qu’on aura un retour du coup de… parce que c’est un mémoire pour quand ?

- Ouais c’est un mémoire que je vais rendre et que je vais rendre au mois de septembre et je, je vais en faire un article aussi donc bien sur je communiquerais avec toutes les personnes qui m’ont accordé cet entretien sur les résultats de ce mémoire et sur les conclusions et l’analyse que j’ai pu faire de toutes les données que j’ai pu collecter. Dans ma collecte de données est-ce que vous de votre côté il serait possible de m’envoyer d’autres informations du type, la liste des 25 associations partenaires du contrat de ville sur Malakoff, est-ce que vous l’avez ? Est-ce que vous avez le droit de me la communiquer ?

- Je ne sais pas si j’ai le droit de vous la communiquer en effet, je vais demander à ma responsable mais, vous dites que vous écrivez un article ?

- Oui c’est à dire que j’ai candidaté pour écrire un article chez Résoville

- Ha chez Résoville d’accord, à oui ça aurait été bien de le dire [rire]

- Je ne cite personne et l’article ne fera que 10 pages par rapport à mon mémoire donc ce ne sera pas les mêmes proportions de, enfin bien sur il n’y aura pas de noms de données…

- De noms d’associations ou de nom de

- De nom de personnes de citation avec des noms, et de toutes façons l’objectif de mon mémoire n’est pas de faire du cas par cas avec tel association y a ça ou tel association mais d’en déduire quelques généralités sur d’où viennent les associations en générale à Nantes, et leur taille et voilà et comparer ça avec les initiatives etc.

- Et c’est quel diplôme que vous préparez ?

- Alors c’est un diplôme de Sciences Po Grenoble qui s’appelle “Développe et Expertise de l’Economie Sociale”

- “Développement et Expertise de l’Economie Sociale” d’accord. Ok très bien, et bien si vous pouviez nous envoyer, je peux vous laisser mon adresse e-mail quand votre mémoire sera terminé ou l’article

- Je veux bien et si vous vous pouvez… je vais prendre votre adresse mail vous allez prendre la mienne si vous avez, oui voilà des listes des associations présentes à Malakoff que vous pouvez me communiquer, et des peut-être des rapports d’activités sur certaines d’associations parce que je fais un travail de recherche et je n’ai pas non plus envie d’aller sonner à la porte de toutes les associations en plein mois de juillet qui auront surement d’autres choses à faire que de répondr à mes questions donc souvent il y a des informations en ligne, mais si jamais vous avez accès à des rapports d’activité qui sont communicables

- Ha oui parce que septembre c’est peut-être un petit peu court en effet

- Bien sur,

- Ouais, non nous on n’a pas le droit de diffuser ce genre d’information.

- Je comprends

- Je vais prendre votre adresse mail comme ça je vais vous envoyer mon mail

- Oui alors [floriane.lepre@etu-iepg.fr](mailto:floriane.lepre@etu-iepg.fr)

- D’accord, bah je vous mets dans l’objet “contact Malakoff” voilà

- Très bien, bah courage pour votre mémoire alors

* Merci beaucoup, au revoir.

### ANNEXE 13 : Retranscription de l’entretien mené auprès du chargé de mission de la ville de Nantes

* On va peut-être faire un premier point sur le contrat de ville,

- Oui

- Donc c’est l’agglomération en fait, c’est un contrat de ville d’agglomération. Donc du coup il est sur 2015-2020. Auparavant on avait le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS), et donc là on est sur un nouveau contrat. Donc on est à peu près au milieu du contrat de ville, il y a eu une évaluation qui a été faite au mois de juin par l’agglomération en fait, par Nantes Métropole, et donc là on est sur la deuxième phase du contrat de ville. Nous au niveau de la ville, donc Laure Fayolle la chef de projet en fait elle vient d’arriver, donc c’est elle qui va coordonner l’appel à projet pour l’année 2019 par exemple. Mais vous avez également une coordination au niveau de l’agglomération qui est assurée par Julie Devallon. Voilà, je précise. Donc sur l’agglomération nous on est sur 8 quartiers prioritaires. Donc pour vous les re-citer donc on a : Bellevue ; on a Dervallières ; on a Breil ; on a Nantes Nord ; on a les trois quartiers prioritaires sur le quartier de Nantes Erdre mais du coup là c’est trois microquartiers donc c’est Port Boyer, Ranzay, Halvèque, donc là c’est sur le même quartier Nantais mais c’est trois microquartiers pour les quartiers prioritaires.

- C’est pas aussi le cas à Nantes Nord, qu’il y ait trois micro-quartiers ?

- Oui ! Pardon j’ai oublié de les citer mais sur Nantes Nord également vous avez trois micro-quartiers donc vous avez Bout des Landes, Bout des Pavés, Chaîne des Anglais… donc là c’est un seul : Bout des Landes, Bout des Pavés, Chaîne des Anglais c’est un seul microquartier. Et après vous avez La Petite Sensive et Boissière. Voilà donc ça en fait bien 3. Sinon donc on a cité les trois microquartiers de Nantes Erdre. Sur Doulon-Bottière en fait le quartier, vous avez le quartier Bottière. Ensuite vous avez le quartier de Malakoff et le quartier du Clos Toreau sur Nantes Sud. Voilà donc pour re-citer nous ça nous fait 8 quartiers prioritaires, mais effectivement avec des microquartiers sur Nantes Nord et sur Nantes Erdre. Je ne sais pas ensuite si vous voulez qu’on rentre dans les détails des appels à projets ? Ou non...

- Pas forcément… toujours sur le contrat de ville en général, c’est une notion que j’ai pas mal étudié mais qui reste un peu floue sur certaines points. Je vous présente ce que j’ai compris et vous me corrigez ?

- D’accord

- Donc ce que j’ai compris c’est que donc il était bien inscrit pour 5 ans et que…

- Alors c’est sur 6 ans : 2015-2020 donc ça fait 6 années en fait

- D’accord, sur 6 ans. Et du coup il fixait des enjeux et des objectifs sur chacun des quartiers identifiés…

- Tout à fait

- … et qu’ensuite il s’appuyait sur des associations pour mettre en oeuvre ces projets...

- Ces objectifs… tout à fait

- Par contre, c’est vrai que la notion d’un appel à projet pour un an seulement, ça je ne l’avais pas identifié tel quel.

- En fait c’est à chaque fois un appel à projet annuel. Donc 6 appels à projet sur le contrat de ville. C’était la même chose sur le Contrat Urbain de Cohésion Sociale du précédent contrat. Donc à chaque fois c’est annuel. Par contre l’Etat propose de conventionner. On appelle ça des CPO : Conventions Pluriannuelles d’Objectifs. Donc l’Etat propose de conventionner sur plusieurs années. Alors maximum 3 ans et c’est à chaque fois c’est un conventionnement avec une association précise. Donc toutes les associations ne sont pas conventionnées. A la ville on n’a pas ce principe du conventionnement dans le cadre de l’appel à projet mais on peut avoir un conventionnement sur l’association en effet et sur ses projets. Ce ne sera pas un conventionnement spécifiquement sur l’appel à projet du contrat de ville mais ça peut être un conventionnement avec l’association.

- D’accord, donc qui sera hors contrat de ville.

- Qui sera hors contrat de ville… mais des actions contrat de ville, qui sont déposées dans le cadre du contrat de ville peuvent rentrer dans la convention de la ville… vous voyez un peu ? C’est pas forcément… de toutes façons le principe du contrat c’est partenarial donc c’est donc complexe. Donc là il faut le préciser dès le départ et c’est vrai que toutes les associations, par exemple les petites associations de quartier, pour elles au début ce n’est pas facile à comprendre. C’est le principe du partenariat, du conventionnement, des multifinanceurs puisqu’à chaque fois un projet peut être financé par différents partenaires, différentes institutions…

- Mais du coup ce modèle là assez complexe il est nationalisé ou il est simplement nantais ?

- Il est national

- Donc tous les…

- Tous les contrats de ville qui ont été déposé… donc au niveau de… vous avez peut-être trouvé les chiffres au niveau du nombre… là je n’ai plus les chiffres en tête mais le nombre de contrats de ville qui ont été signé…

- De contrat de ville…

- Enfin le nombre de… puisqu’en fait vous avez sur la France une multitude… alors je n’ai plus les chiffres en tête… mais le nombre de quartiers prioritaires et un certain nombre de contrats. Je crois qu’on doit être autour de 250 contrats signés. C’est à dire c’est l’Etat qui signe des contrats de ville, avec soit des villes ou soit des agglomérations

- D’accord

- Donc là vous pouvez retrouver les chiffres sur le site du ministère

- Par contre sur les contrats de ville il n’y a pas… enfin dans ma tête il y avait aussi un contrat entre la ville ou l’agglomération et les associations partenaires… mais alors comme ce contrat il est renouvelé tous les ans, il n’y a pas d’annexes et de signataires de tous les…

- Alors il faut différencier en fait l’appel à projet annuel du contrat de ville, et le contrat de ville. Le contrat de ville il est bien signé pour 6 ans entre ici l’agglomération de Nantes, donc Nantes Métropole et l’Etat, donc la préfecture. Donc là il est bien signé pour 6 ans. Et par contre l’appel à projet est annuel.

- D’accord

- Donc vous avez 6 appels à projets puisque c’est pour 6 ans, vous avez 6 appels à projets sur le contrat de ville 2015-2020. Ca veut dire que les associations en fait ne sont pas signataires du contrat de ville.

Alors la grosse avancée en fait dans le nouveau contrat de ville depuis 2015 c’est que les associations sont partenaires dans la gouvernance du contrat de ville, ça veut dire qu’elles interviennent en fait, par exemple sur la gouvernance c’est à dire sur les thématiques qui vont être étudiées donc ça a été travaillé avec les associations. C’est la première fois.

- Dans la construction de contrat de ville ?

- Dans la construction du contrat de ville oui. Auparavant en fait les associations elles déposaient au contrat de ville mais par contre elles n’étaient pas partenaires. C’est à dire qu’elles répondaient à l’appel à projet mais elles n’avaient pas de place sur l’élaboration du contrat de ville. Donc c’est la première fois qu’elles l’ont été, et la deuxième nouveauté c’est qu’il y a eu la mise en place des conseils citoyens.

- Oui

- Je ne sais pas si vous en avez entendu parlé ?

- Oui

- Donc les conseil citoyens, donc pour la ville de Nantes potentiellement on pouvait avoir la mise en place de 8 conseils citoyens, mais il a été décidé de les mettre en place progressivement. Donc la première série de conseils citoyens qui ont été mis en place ça a été sur Nantes Nord par exemple, ça a été sur Malakoff et vous avez également le conseil citoyen de Bellevue. Donc ces trois là se sont mis en place. Après vous avez eu un quatrième sur Bottière. Là est en train de se mettre en place le conseil citoyen des Dervallières, et puis vous aurez également un conseil citoyen sur Nantes Erdre. Et ça ne sera pas sur les trois micro-quartiers mais ça sera un seul conseil citoyen. Donc voilà, là on est vraiment sur une démarche… donc là c’est vraiment le contrat de ville 2015-2020 en fait qui a décidé effectivement de… il y avait eu un rapport qui avait été fait par le ministère, par l’Etat, un rapport qui avait souligné qu’il fallait vraiment favoriser l’implication des habitants. C’est par ce biais là qu’ont été mis en place les Conseils Citoyens. Voilà, mais ça vous pouvez retrouver tout ça sur le ministère en fait, sur le site du ministère, sur les conseils citoyens. Alors je ne sais pas si ça rentre dans votre étude ou pas ?

- Si si, je suis même… j’ai rencontré ceux de… des représentants du conseil citoyen de Nantes Nord pour avoir plus d’informations sur les réalités… concrètes. D’accord mais du coup les conventions elles sont signées pour 3 ans ? Elles sont signées dès le début…

- Alors les conventions effectivement avec certaines associations et l’Etat sont signées pour 3 ans. Alors là je parle bien du rapport à l’Etat parce qu’il y a toujours le rapport à l’Etat et puis le rapport aux villes ou à l’agglomération. Donc effectivement ces conventions peuvent être signées pour un maximum de 3 ans entre l’Etat et l’association. Par exemple une association qui aurait signé en 2015 une convention avec l’Etat, elle sait que sur 3 ans donc 2015-2016-2017 elle sera soutenue par l’Etat. Mais à chaque fois, comme les crédits de l’Etat sont annuels, le montant du soutien peut varier. Elle sait qu’elle sera soutenue mais le montant du soutien peut varier. Alors généralement ils essayent que le soutien soit au minimum le premier montant accordé sur la première année de la convention.

- D’accord

- Voilà, ça c’est…

- Et qu’est ce qui va faire qu’une association va plutôt être conventionnée ou partenaire…

- … ou pas… voilà conventionnée ou pas enfait… bah en fait ça, ça dépend vraiment de la discussion qu’elle peut avoir avec les délégués du préfet et sur le projet de l’association.

- D’accord

- Si le projet de l’association est vraiment ponctuel… ça ne nécessite pas forcément une convention. Mais sur un an effectivement… là ils vont rencontrer l’Etat, ils vont rencontrer la ville ou la métropole… enfin ça dépendra de la thématique de leur action. Et dans ces cas là effectivement, si c’est une action ponctuelle sur un an, ça ne nécessite pas une convention. Mais si l’action se déroule sur 2 ans, ou sur 3 ans, dans ces cas là ils peuvent demander une convention. Ça garantit aussi à l’association d’avoir un soutien sur les trois ans. Parce qu’effectivement l’appel à projet annuel ce n’est pas… ce n’est pas rassurant pour les associations qui déposent un projet parce qu’elles ne savent pas forcément si elles vont être soutenues l’année suivante. Donc voilà ce conventionnement ça permet un petit peu aussi de palier…

- De stabiliser un petit peu les associations ?

- Voilà ! Tout à fait…

- Donc ça nécessite de l’association qu’elle ait de la visibilité sur trois ans pour construire un projet sur trois ans.

- Voilà tout à fait…

- D’accord. Et du coup il y a… si on peut faire un rapport entre le nombre d’associations qui demandent à être conventionnées et le nombre d’associations qui sont conventionnées ?

- Alors là, là sur cette année je ne l’ai pas, et je ne sais pas par contre si… pour tout ce qui est conventionnement etc. Est-ce que vous avez pris contact avec la préfecture ? Non ?

- Non pas du tout… ha si ! Si si, un adjoint du préfet, Daniel Toulouse oui !

- Daniel Toulouse, d’accord, donc vous avez eu un délégué du préfet et vous avez pu… d’accord. Par contre là sur les chiffres ce sera plutôt la préfecture. Je sais qu’il y a un tableau… la préfecture a fait un tableau des conventionnements… Est-ce que nous on l’a reporté… J’essaye de regarder mais je ne suis pas sûr qu’on ait toutes les SPO en fait… et sur 2018… je peux essayer de vous retrouver le tableau des conventionnements pour vous l’envoyer. Mais par contre vous l’aurez sur Nantes. C’est vrai qu’à chaque fois nous on a un regard nantais, et si vous aviez voulu avoir… puisque le contrat de ville est métropolitain, si vous aviez voulu avoir un regard métropolitain il aurait fallu contacter mes collègues de la métropole. Mais là c’est vrai que ça va peut-être un peu tard parce que vous…

- Oui et un peu trop à analyser

- Ouais ! D’accord, donc là du coup il faudrait voir… je vais essayer de vous envoyer… De toutes façons à ce moment là j’ai votre mail, et je vais essayer de vous retrouver le tableau pour vous l’envoyer. Ou au moins vous donner le chiffre des associations nantaises conventionnées. Peut-être qu’après vous voulez qu’on rentre dans les détails de l’appel à projet 2018, ou est-ce que vous voulez…

- Oui, il y a juste un.. un détail que… une autre appellation que j’ai eu du mal à cerner, c’était celle de… de Délégation de Service Public. Alors il y a certaines associations qui ont cette appellation là. Je pense particulièrement à l’Accoord dont on m’a beaucoup parlé lors des entretiens avec les équipes de quartier, et voilà, on m’a parlé des associations conventionnées, on m’a parlé des

**associations partenaires, on m’a parlé de l’Accoord qui… comme délégation de service public, et avec ces trois appellations je...**

- Ok, alors il faut savoir que pour la ville de Nantes, tout ce qui est centres socio, centres de loisir, c’est délégué à une association. C’est pour ça qu’on parle d’une délégation de service public parce qu’on délègue un service à une association. Voilà, donc pour être claire c’est simplement… c’est à dire que l’Accoord en fait, à un moment les centres sociaux qui existent sur la ville de Nantes, donc il y en a 18 dans les quartiers prioritaires, et elle a également une délégation pour tout ce qui est centres de loisir. Par exemple l’été vous avez les centres de loisir, donc c’est l’Accoord qui organise. C’est à dire que la ville en fait ne… comment dire… elle délègue à l’Accoord, ce n’est pas elle qui s’occupe directement de ces services là. Voilà.

- Et c’est en lien avec le contrat de ville ?

- Non pas du tout.

- D’accord

- Pas du tout, en fait l’Accoord, qui, s’il n’y avait pas de contrat de ville, ça n’a rien à voir en fait. C’est une convention qu’elle a avec la ville de Nantes. Et d’autres villes n’ont pas ce genre de délégation, assurent directement les centres sociaux. Ce sont des centres sociaux municipaux ou se sont des centres de loisirs municipaux. A la ville de Nantes ce n’est pas le choix qui a été fait depuis de nombreuses années, et donc c’est l’Accoord qui a cette délégation.

- D’accord, et sur les centres sociaux et les centres de loisir qui sont du coup dans toute la ville de Nantes et pas forcément dans les quartiers prioritaires.

- Voilà, alors il faut savoir que la plupart des centres sociaux sont quand même dans les quartiers prioritaires. Quand je vous dit 18 centres sociaux, dans les quartiers prioritaires… je n’en connais pas beaucoup dans les autres quartiers… il y en a peut-être quelques uns… voilà…

- Mais sur les centres de loisirs c’est partout ?

- Mais par contre les centres aérés là vous en avez beaucoup plus, les centres de loisirs là vous en avez beaucoup plus, et ils sont mis en place surtout pendant les vacances donc du coup voilà là on est sur une autre… Alors par contre pour la ville en fait c’est la direction de la vie associative et jeunesse qui suit cette délégation avec l’Accoord, donc ce n’est pas notre direction. Parce qu’en fait comme… voilà c’est une grosse ville, en fait à chaque fois c’est les directions qui suivent thématiquement… Donc l’Accoord est suivi par la délégation de la vie associative : la DVAJ.

- D’accord, mais sur certains projets, l’Accoord a quand même des conventions pour…

- Alors, l’Accoord peut déposer en fait des projets dans le cadre de l’appel à projet du contrat de ville et c’est pour ça en fait que vous avez… dans les discussions que vous avez pu avoir, qu’on vous a parlé de l’Accoord, et c’est normal parce que l’Accoord en fait c’est un acteur vraiment majeur sur les quartiers prioritaires, parce que c’est eux qui ont tous les centres sociaux, c’est eux qui… donc vraiment c’est…

- C’est ce que j’ai cru comprendre, et du coup j’avais quelques autres questions si… enfin… l’Accoord vous voyez bien…

- Oui, tout à fait…

- … leur fonctionnement

- … si vous voulez qu’on détaille un petit peu sur l’Accord il n’y a pas de soucis.

- Ouais ! Je veux bien. Ca me semble être un acteur majeur des quartiers prioritaires, associatifs du coup. Et du coup je voulais savoir un petit peu d’où est-ce qu’il arrive. Tout le monde me dit : “Oh ça fait des années qu’ils sont là…” personne ne sait trop me dire comment ils sont arrivés là ou comment tout à commencé donc…

- Ouais alors par contre sur l’historique de l’Accoord moi je ne l’ai pas… C’est vrai que je n’ai pas suffisamment de recule parce que moi j’ai suivi pendant une dizaine d’année donc l’appel à projet du contrat de ville… L’Accord y étaient déjà… ils sont en place… Par contre si vous tapez sur le site de l’Accoord ?

- Je pourrais voir tout l’historique…

- Voilà, là vous aurez l’historique. Parce que c’est vrai que là dessus, là j’ai une vision que assez restreinte… Ou sinon faudrait que vous rencontriez, mais je ne sais pas si vous en aurez le temps, mais en la période estivale ça va être peut-être un peu dure pour vous.

- Ouais…

- Parce que vous devez rendre votre mémoire à quel moment ?

- Heu… mi-septembre, fin septembre

- Oui, donc ça va être un peu court…

- Oui bien sur !

- Je ne sais pas combien d’entretiens vous allez encore mener ou quoi…

- Je vais réduire là… j’ai fait énormément d’entretiens, je pense que… peut-être avec d’autres conseils citoyens ce serait intéressant… mais…

- C’est vrai que ça n’est pas évident de pouvoir… surtout dans cette période !

- Oui, c’est pas évident, et puis c’est un sujet très complexe donc…

- Ouais !

- Ca nécessiterait de réduire un peu…

- Nan mais ce qui est important sur l’Accoord c’est qu’effectivement ils sont très présents dans les quartiers prioritaires. Vous avez soit des centres sociaux, on appelle ça des CSC : des centres sociaux culturels, ou des Maisons de Quartiers. Donc ça c’est des Maisons de Quartiers Accoord. Mais on a compliqué un petite peu la tâche la ville de Nantes, c’est que vous avez également des maisons de quartier ville, donc qui sont gérées directement par la ville. Donc vous avez par exemple la maison des habitants à Bellevue, vous avez la Maison de Quartier à Nantes Nord qui s’appelle la Mano, vous avec la Maison de Quartier de la Bottière, la maison de quartier de Malakoff qui s’appelle la maison des Confluences… heu pardon, pas des confluences. La maison des confluences c’est la Maison de Quartier de Nantes Sud et vous avez la maison des Aubans c’est la maison de quartier de Malakoff. Donc vous voyez vous avez les maisons de quartier Accoord mais vous avez également des maisons de quartier Ville. Et dans certaines maisons de quartier ville de Nantes, par exemple la maison des Aubans à Malakoff, vous avez à l’intérieur le centre socio-culturel de l’Accoord. C’est à dire qu’il n’y a pas d’incompatibilité des deux en fait. Et vous avez par exemple aux Dervallières une maison de quartier qui est que de l’Accoord. Elle est gérée par un directeur qui dépend de l’Accoord, avec des animateurs

qui dépendent de l’Accoord. Voilà, ça cette structure elle est un peu parfois compliquée à comprendre pour quelqu’un qui est extérieur. Là je vous les ai quasiment toutes citées au niveau des maisons de quartier. Ce que je ne vous ai pas cité c’est la maison de quartier du Breil. C’est également une maison de quartier de l’Accoord.

- Et du coup sur les associations plutôt… sur les données chiffrées sur les associations qui sont partenaires, qui sont conventionnées, est-ce que vous avez sur la ville de Nantes du coup ?

- Là je peux vous en donner en fait sur… par contre je peux vous les donner mais sur l’appel à projet du contrat de ville. Je ne sais pas si c’est sur cette thématique…

- Si si

- Parce que sur les associations nantaises là par contre… il y en a beaucoup plus. Donc on va rester sur le contrat de ville. Donc je prends le contrat de ville 2018. Alors ce que vous pouvez dire c’est que c’est assez stable. Là par exemple on a comparé 2017-2018, les chiffres… enfin ce que je vais vous donner c’est des montants qu’on retrouve, c’est un nombre d’asso qu’on retrouve. C’est à dire que c’est assez stable depuis quelques années. Donc là par exemple sur l’appel à projet du contrat de ville 2018. Sur les 8 quartiers prioritaires de Nantes vous avez à peu près 280 projets qui ont été déposés.

- D’accord, mais par contre il y a des associations qui ont pu déposer plusieurs projets c’est ça ?

- Voilà tout à fait ! Vous avez à peu près 140 associations qui ont déposé des projets. Donc vous voyez 140-280 projets… mais c’est pas du tout… il ne faut pas faire cette moyenne. Ce n’est pas une association qui dépose deux projets. Vous avez une association qui peut déposer 7-8 projets, une association qui peut ne déposer qu’un projet.

- D’accord. Les associations, elles déposent des projets pour leurs quartiers ou est-ce que elles les déposent pour tous les quartiers ?

- Alors, sur ces 280 projets on est toujours… J’ai arrondi les chiffres pour vous parce qu’on n’est pas à un projet près. Mais sur les 280 projets qui ont été déposés en 2018, qui concernent Nantes, vous avez à peu près 50 projets qui ont été déposés au niveau de l’agglomération. C’est à dire que c’est Nantes Métropole qui en fait a reçu ces associations et ces projets. Mais comme ils concernent Nantes, je les ai compté également. Donc vous avez 50 projets…

- Ca veut dire que ces 50 projets ils s’adressent à toute l’agglomération et pas à un quartier…

- Tout l’agglomération nantaise. Par exemple on voit ça surtout sur les projets qui concernent l’emploi. Une association qui veut développer l’emploi dans les quartiers prioritaires, elle ne va pas le faire sur un quartier. Elle peut… ça peut arriver mais bien souvent ça va être sur l’ensemble des quartiers prioritaires. Donc là voilà. Pour ce type de projet là on est plutôt sur des projets qui concernent l’agglomération.

- Et sur ces 50 projets ça fait combien d’association à peu près ?

- Heu… là par contre je ne saurais pas vous dire… J’ai pas calculé…

- D’accord, est-ce que c’est…

- Je pourrais vous le donner à ce moment là, je pourrais vous le transmettre. Donc on a à peu près une cinquantaine de projets qui concernent l’agglomération… On a à peu près une trentaine de projets qui concernent tout Nantes. Ils ne sont pas simplement sur un seul quartier prioritaire mais ils sont sur plusieurs quartiers prioritaires. Donc nous on les appelle plutôt des projets nantais.

- Et ça c’est combien vous m’avez dit ?

- C’est une trentaine de projets.

- D’accord

- Voilà, et après vous avez… Donc là on en est… On a dit 280 projets, donc 50 au niveau de l’agglomération, 30 au niveau nantais et on en a à peu près 200 pour les quartiers prioritaires.

- D’accord, mais pour les 30 projets nantais est-ce que vous savez combien d’associations ça concerne aussi ?

- Alors ça c’est assez facile de vous le donner… Alors… on a une dizaine de projets c’est l’Accoord. Donc l’Accoord va déposer des projets qui concernent plusieurs centres sociaux ou plusieurs maisons de quartier donc c’est sur plusieurs quartiers. Vous avez par exemple l’AFEV. C’est l’Association pour la Fondation Étudiante, qui dépose plusieurs projets. Et après vous avez à chaque fois effectivement plusieurs associations. Donc sur l’ensemble de Nantes on a à peu près… [compte]... vous voyez ça concerne 22 associations. Donc 30 projets, 22 associations. Un porteur qui développe aussi plusieurs projets c’est la FAL 44. Et à ce moment je vous transmettrai la liste des associations comme ça ça vous permettra de voir un petit peu…

- Est-ce que vous en connaissez certains parmis cette vingtaine d’associations, qui… c’est des associations qui sont nées dans un quartier, portées par des habitants. Qui ont grossi grossi si bien qu’elles sont... maintenant elles concernent toute la ville, elle se sont développées dans toute la ville ?

- Par exemple sur l’appel à projet 2018 par exemple vous avez l’association L’APIB. C’est une association qui agit pour l’intégration bancaire des habitants. Elle est née à Malakoff mais ensuite son action c’est… elle a eu des actions sur Bellevue, enfin voilà, elle s’est développée ensuite sur plusieurs quartiers. Mais elle est vraiment née en fait avec des habitants, sur Malakoff.

- Donc c’est des habitants de Malakoff qui ont porté le projet

- Voilà, qui ont porté le projet. Je vois cette association là… Sinon… non c’est plutôt des associations qui sont soit une structure, une fédération. Je vous ai parlé de la FAL 44, donc là la Fédération des Amicales Laïques vous en avez partout en France… Ou alors bah on parlait de l’Accoord donc là c’est vraiment une grosse association. On parlait de l’AFEV, c’est l’AFEV 44 mais c’est l’AFEV national donc on n’est pas sur… on n’a pas beaucoup effectivement d’associations qui… Ou alors c’est des associations qui ont une action dans un quartier, mais à l’origine ce n’est pas forcément des habitants qui sont à l’origine de cette association. Mais on a plusieurs, on a quelques associations, mais effectivement… On a une autre association qui est nantaise parce qu’elle a vraiment des actions, qui était sur Bellevue. C’est Tissé Métisse. Effectivement elle est née vraiment sur Bellevue mais son action est beaucoup plus large que Bellevue. Et là c’est vraiment des actions qui ont lieu avec des habitants.

- Et donc elle est née par des habitants ?

- Là je ne saurais pas vous dire si elle est née par des habitants, mais par contre il y a vraiment des habitants autour de ses actions. Quand ils mènent des actions… ils mènent aussi des actions de recherche, des recherches-actions on appelle, et là c’est vraiment au coeur… les habitants sont vraiment au coeur de ces actions là. Mais vous voyez, on n’en a pas beaucoup. Vous avez rencontré le conseil citoyen de Nantes Nord. Là on peut dire que c’est vraiment né avec des habitants de Nantes Nord, mais il y avait également des habitants qu’on appelle un peu des habitants ressources. C’est à dire qu’ils ont beaucoup agi sur le quartier et ils viennent en appui des habitants. Sur Malakoff… les conseils citoyen

pour ça sont un peu révélateur du pouvoir, ce qu’on appelle le pouvoir d’agir des habitants. Après on se rend compte que ce n’est pas évident à mettre en oeuvre, et sur la durée également ce n’est pas évident parce que les conseils citoyens en fait puissent se maintenir dans la durée ou agir dans la durée. Donc on voit bien déjà que des conseils citoyens qui ont été créé… c’est tout récent ! Les conseils citoyens c’est un-deux ans. On était d’abord sur des expérimentations, sur les trois quartiers dont je vous ai parlé

: Nantes Nord, Malakoff et puis Bellevue. C’est tout récent. Et on voit bien qu’il y a déjà des conseils citoyens qui s’essoufflent un petit peu… il y avait aussi le principe des tirages au sort où on tirait au sort une partie des habitants, et on se rend compte que… c’était sur des listes ! Soit des listes électorales, soit des listes de bailleurs… et on se rend compte que les personnes il faut… des fois les personnes n’ont pas du tout d’implication au niveau de la vie associative donc ne connaissent pas le fonctionnement des institutions ou des associations. Du coup ces habitants là on peut les perdre facilement parce qu’ils se découragent en voyant la complexité sur un quartier par exemple, quand vous êtes vraiment sur un quartier prioritaire vous vous rendez compte que bah il y a la ville, il y a le département qui agit, il y a l’Etat avec les délégués du préfet, avec le contrat de ville, il y a pleins d’associations… Donc ça peut être un milieu qui peut être très déstabilisateur et donc l’habitant de base… voilà il a peut-être de la bonne volonté mais après c’est dure pour lui de comprendre tous ces fonctionnements. Et puis entre le moment où il a une idée pour une action et que l’action se met vraiment en route, des fois il peut se passer quelques mois voir des fois une année ou deux, et donc du coup pour l’habitant, il peut se dire : “Bah effectivement moi mon pouvoir d’agir ce n’est pas évident de le mettre en place”. Enfin voilà, on se rend compte avec les conseils citoyens… mais il y a des conseils citoyens par exemple sur Nantes Nord ou sur Malakoff, qui après effectivement, petit à petit se sont mis en place et puis ils déposent des actions au contrat de ville parce qu’ils veulent se faire financer… ou alors des fois ils déposent des actions à la ville… ou auprès d’un autre financeur, c’est pas forcément… Le contrat de ville n’est pas forcément l’aboutissement d’une action en fait. Ca peut-être financé… Parce qu’on y viendra peut-être mais comme c’est beaucoup de partenaires pour le contrat de ville, donc c’est beaucoup de financeurs. C’est à dire : une action va recevoir des financements différents. Donc si vous demandez 3 000€ et puis que vous avez 500€ de l’Etat, 500€ de la ville, 500€ du département, 500€ de Nantes Métropole, 500€ de je ne sais pas quelle autre institution… ça fait beaucoup de financeurs pour une petite action. C’est un peu les travers du contrat de ville. C’est que parfois il vaut peut-être mieux pas qu’une action soit financée par le contrat de ville parce que c’est multi-partenarial et donc c’est très compliqué à faire financer. Il faut peut-être que ça soit financé que par une seule institution. Donc on en été aux chiffres du coup…

- Oui du coup vous veniez de me dire qu’il y avait environ 200 projets…

- Voilà 280 projets, 50 à agglo, 30 nantais, et il y en a à peu près 200 déposés dans les quartiers. Et donc dans les différents quartiers, je ne sais pas si ça vous intéresse d’avoir les chiffres par quartier…

- Si si,

- Donc vous avez à peu près 55 projets qui ont été déposé sur Bellevue,

- Juste, vous parlez bien des projets annuel ?

- Voilà, je parle bien des projets annuels. Mais de toutes façons s’ils sont conventionnés avec la ville ou avec l’Etat ils doivent quand même être déposé chaque année. Après si c’est pour 3 ans, le projet en fait, effectivement une asso va être en convention pluriannuelle d’objectifs, on va en prendre une par exemple : on va regarder plus précisément une action sur un quartier prioritaire… Parfois on a… Alors est-ce qu’on a l’indication du CPE ? Alors on a par exemple Des Femmes en Fil à Bellevue, et donc Des Femmes en Fil elles déposent des actions depuis plusieurs années donc elles sont en CPO avec l’Etat donc du coup tous les ans, enfin si elles sont conventionnées par exemple sur 3 ans, elles vont déposer leur action et leur action va être étudiée tous les ans, mais elles savent que l’Etat s’est engagé à les financer sur 3 ans, par exemple si elles sont sur 3 ans. Là je ne sais pas si c’était sur 3 ans mais elles

vont avoir… mais le montant va peut-être être ré-évalué. Soit à la demande de l’association parce que le projet a évalué donc le montant demandé n’est plus forcément le même, ou soit en fonction des financements puisqu’il faut savoir que l’Etat a une enveloppe annuelle pour le contrat de ville. Ca c’est le principe, le budget de l’Etat est annuel donc les appels à projets, les contrats ont un financement annuel. Donc même s’ils sont éligibles sur 3 ans, le montant peut être revu en fonction des enveloppes annuelles.

- D’accord.

- Donc voilà, par exemple un exemple sur Bellevue, donc il y avait 55 projets sur Bellevue, à peu près, et il y en avait à peu près 35 sur Malakoff, il y en avait à peu près 25, et là je vous cite les trois quartiers, j’ai arrondi les chiffres pour que ça soit plus simple pour vous : sur trois quartiers il y avait à peu près 25 projets. C’était sur les Dervallières, Nantes Nord et la Bottière.

- Alors ça fait 25 en tout ?

- Non, ça fait 25 par quartier

- Ok.

- Et ensuite pour les trois autres quartiers prioritaires vous avez à peu près de 5 à 15 projets pour les quartiers du Breil, Nantes Erdre, donc Nantes Erdre c’est bien les trois microquartiers dont on avait parlé. Et le Clos Toreau, Nantes Sud. Voilà donc là on en est à peu près à 200 et si vous faites le total on s’y retrouve à peu près à quelques projets près mais je vous ai arrondi les chiffres sinon vous allez vous y perdre.

- Ouais, et sur chacun de ces quartiers, le nombre de projets, le nombre d’associations vous l’avait

**?**

- Oui alors je ne l’ai pas par quartier mais ça quand je vous enverrais la liste vous pourrez le faire, mais on est à peu près à 140 assos qui ont déposé des projets. Donc on peut le faire rapidement mais sur Bellevue on a… [compte] 35 associations, donc 55 projets, 35 associations. Vous voyez que finalement il n’y a pas beaucoup de projets par associations, enfin ça dépend vraiment. Il y a quelques associations structurantes… Chaque quartier en fait il faut savoir que chaque quartier, on s’en rend compte à travers l’appel à projet notamment, mais l’appel à projet c’est qu’une petite vision du fonctionnement de la vie associative ou la vie associative d’un quartier, mais on se rend compte que sur l’appel à projet de Bellevue par exemple on a des asso qui sont assez structurantes. C’est des assos qui vont déposer plusieurs projets, c’est des asso qui vont avoir une action avec… leur vie associative va être sur plusieurs domaine. Par exemple vous avez des assos qui interviennent dans le domaine sportif et elles vont agir sur plusieurs… elles vont proposer une offre assez diversifiée sur différentes actions ou elle vont avoir une action par exemple sur le sport mais également le soutien à la scolarité. Par exemple vous avez une association qui s’appelle C’West, elle va agir… en fait le sport ce n’est qu’il moyen de toucher les jeunes mais du coup elles ont également des actions sur l’engagement, l’engagement des jeunes à travers le sport. Une autre association va le faire à travers l’engagement associatif mais sur d’autres domaines. Mais chaque quartier a vraiment une particularité. Sur Malakoff par exemple vous avez beaucoup plus de petites associations. Donc quasiment on a… je crois qu’on a le même nombre… on pourrait faire le compte sur Malakoff… Donc sur Malakoff je vous avais dit qu’on avait à peu près 35 projets, et si on regarde le nombre d’associations... [compte] vous en avez 25. Donc vous voyez le rapport, on a beaucoup plus d’associations… et leurs projets sont… parfois vous avez de gros projets sur Bellevue que vous ne retrouvez pas sur Malakoff. Voilà je vous ai pris 2 quartiers qui sont vraiment aux extrêmes de l’appel à projet nantais. Après c’est encore différent sur les autres quartiers… alors pour vous donner une idée… vous pourrez vous même analyser sur le… ce que je vous enverrai.

- Et sur ces quartiers les associations qui font des appels à projet elles sont selon vous issus du quartier donc montées par des habitants…

- Oui, là quand je vous parle des assos, des associations dans les quartiers prioritaires… ces projets là en fait on est vraiment sur… la plupart c’est des associations de quartier. Alors ça n’empêche pas… par exemple on reprend Malakoff. Ca n’empêche pas que l’Accoord dépose également des projets mais ça va être le Centre Social de la Maison De Quartier des Aubans, donc on est vraiment sur un acteur de quartier, même s’il dépend d’une structure beaucoup plus importante. Mais le projet est bien en lien avec le quartier. Après on a des fois des acteurs qui sont complètement extérieur mais qui ont une action sur un quartier précis. Ca c’est aussi.. on a cité l’Accoord mais on a par exemple les CMEA, on a l’AFEV puisqu’ils ont des actions en fait vraiment sur des quartiers, mais ils vont avoir une action vraiment sur Malakoff mais qui peut également avoir lieu sur Bellevue. Par exemple ils ont des kapseurs, c’est des étudiants qui vivent sur le quartier et qui du coup en contrepartie d’un logement abordable chez un bailleur ils doivent mener une action. Donc ça vous allez le retrouver sur plusieurs quartier. Voilà donc ça c’est proposé par l’AFEV.

- Mais ça ce n’est pas vraiment des projets qui sont montés par des habitants du quartier ?

- Non, mais par contre ils soutiennent, si on prend cet exemple là, ils vont soutenir vraiment le pouvoir d’agir. Par exemple on a des kapseuses sur Malakoff, elles ont ce qu’on appelle monté un magasin gratuit et elles récupèrent avec des habitants ou des habitantes elles récupèrent des objets ou des encombrants etc. sur le quartier ou qu’elles peuvent trouver ailleurs, et elles les remettent sous forme d’un… en fait c’est en même temps que le marché qui a lieu dimanche matin sur Malakoff mais elles elles le font une fois par mois au lieu de le faire toutes les semaines. Elles vont par exemple, tous les objets qu’elles ont trouvé qui ont peut-être été réparés, nettoyés un petit peu, elles vont le proposer. C’est une sorte de vide grenier mais gratuit. Donc les habitants vont pouvoir venir se servir. Et le but de ces kapseuses c’est qu’après ce ne soit plus elles qui organisent une fois par mois ce magasin gratuit, mais que ça soit des habitants ou des habitantes qui l’organise, qui le tienne etc. Donc elles sont aidées par des habitants et du coup elles ont impulsés l’action mais leur but c’est qu’après cette action soit reprise par des habitants.

- D’accord, je vois. Donc il y a une participation des habitants…

- Voilà, il y a une participation des habitants. Alors sur certaines autres actions c’est vrai qu’on est… des actions qui naissent… par exemple sur Nantes Nord, le conseil citoyen et Nantes Nord ont déposé des actions sur Malakoff mais en fait on se rend compte qu’il y a des habitants en fait qui sont… on va reprendre par exemple sur Nantes Nord… alors… [cherche] par contre je ne retrouve pas leur appel à projet donc je vais prendre celui de Malakoff parce que j’ai vu le conseil citoyen de Malakoff. Voilà, le conseil citoyen de Malakoff en fait sur cette année il a déposé une action… bon c’est une action assez classique ! C’est sur le vivre ensemble à Malakoff. Mais c’est le conseil citoyen qui a déposé l’action donc on peut dire quand même que c’est des habitants qui étaient à l’initiative de cette action. Mais sur l’appel à projet c’est… on est à la marge. C’est plutôt des associations qui déposent… et de toutes façon c’est peut-être pas… comment dire...il ne faut peut-être pas directement proposer à des habitants des quartiers prioritaires, qui auraient une idée d’action, il ne faut peut-être pas les orienter d'emblée sur l’appel à projet du contrat de ville parce que ça demande de savoir… il faut savoir que l’appel à projet bah en fait il est dématérialisé c’est à dire qu’il faut remplir un dossier ce qu’on appel CERFA pour une demande de subvention, que vous devez ensuite déposer sur la plateforme de la préfecture. Ensuite il va y avoir une instruction. D’abord il va y avoir une rencontre avec cette association donc ces habitants. Et donc déjà il faut être monté en association. SI vous êtes habitants et que vous n’êtes pas en association vous ne pouvez pas répondre à l’appel à projet du contrat de ville. Donc vous voyez il ne faut peut-être pas d’emblée que des habitants répondent au contrat de ville parce qu’il y a peut-être d’autres moyen d’être financé sur une action, avant le contrat de ville. Le contrat de ville ce sera

peut-être pour plus tard si les habitants se montrent en association, si les habitants veulent monter des projets qui soient plus conséquents avec plus de financement… enfin voilà.

- Mais des habitants qui sont déjà rendu à cette étape, qui ont déjà monté une association, qui sont… enfin qui veulent être soutenu par le contrat de ville, voire être conventionné, voire être actif sur plein de quartiers… ces étapes de développement de l’association parce que c’est comme ça que moi je les perçois, elles sont…

- Elles sont minoritaires dans le contrat de ville. On est plutôt sur des associations, après qui sont bien impliquées. Là par exemple à Malakoff il y a une association qui s’appelle Danse et Vis, c’est vraiment né avec une habitante du quartier etc. Mais qui après s’est structurés, qui est devenue salariée de l’association, qui propose… donc à chaque fois Danse et Vis on est sur le champ sportif ! Mais elle propose vraiment comment dire des activités sportives aux habitants et aux habitantes du quartier donc voilà on est sur une association qui est vraiment un acteur du quartier. Et on a pleins d’exemples ! On a pleins d’exemples comme ça sur tous les quartiers. Mais par contre on a également beaucoup d’associations qui sont plus structurées, qui ont des salariés… Voilà, parce que étant donné que l’appel à projet du contrat de ville c’est une instruction plutôt en fin d’année, mais de l’année précédente : par exemple sur les contrats de ville 2019 on va être avec une instruction qui va se faire sur la fin d’année 2018. Une fois l’instruction faite les crédits seront plutôt décidés en Mars mais les versements ne se feront pas avant avril, mai, juin, juillet. Donc si une association veut monter un projet, il faut qu’elle ait un peu de trésorerie pour pouvoir avancer les fonts puisqu’elle n’aura les financements qu’en milieu d’année on va dire…

- Oui c’est ça, et assez de structure pour pouvoir… s’assurer que dans les 6 prochains mois elle ne va pas disparaître.

- Voilà tout à fait

- Et ça les associations montées par des habitants… elles sont moins structurées ? Elles ont tendance à être beaucoup…

- Au début effectivement… et puis on se rend compte que même le bénévolat associatif s’est un peu transformé. On voit bien que les bénévoles qui sont là pendant 20 ans dans une association, qui ont vraiment une action au coeur du quartier prioritaire… heu bah des fois ça s’essouffle un peu… Ou alors c’est des bénévoles qui commencent à être un peu âgés et il n’y a pas forcément la relève donc voilà. Ce type de bénévolat là a plutôt évolué, et on se rend compte dans tous les domaines, pas forcément dans les quartiers prioritaires mais il a évolué et on se rend compte que ce bénévolat là il va peut-être être un petit peu plus ponctuel, sur une action précise, à un moment donné, ou à un moment de la vie de la personne et donc on ne va pas être sur un engagement qui va être sur le long terme.

- D’accord, et qu’est ce qui expliquerait cette évolution ?

- Mais ça c’est une évolution qui n’est pas propre aux quartiers prioritaires, elle est propre au bénévolat associatif.

- D’accord

- … C’est… alors parfois on a des types de bénévolat qui se font… par exemple une personne qui n’a plus d’emploi… pendant le temps de sa recherche d’emploi elle va faire du bénévolat pendant un certain moment… ou une personne qui est au RSA va faire du bénévolat… Voilà elle est au RSA mais elle est quand même active… Mais c’est vrai que… mais ça effectivement c’est une évolution de la société c’est qu’il y a un chômage de masse. Avant on avait un emploi quasi-généralisé. Maintenant on a un chômage qui est important donc du coup voilà c’est peut-être pas évident de… avant vous aviez

votre travail et puis vous pouviez être bénévole à côté et puis voilà vous faisiez ça pendant un certain nombre d’années… ce que vous n’avez plus forcément actuellement.

- D’accord, je vois

- C’est une évolution de la société. Donc là elle n’est pas propre aux quartiers d’habitats social. Et sur les quartiers prioritaires, là effectivement on retrouve sur Nantes on a des associations qui sont là depuis plusieurs années parce que, on n’en a pas encore parlé mais le taux de renouvellement : des nouvelles associations qui proposent des nouveaux projets, il est assez faible. On a 80% des associations qui vous peut-être déposé un projet nouveau mais par contre qui ont déjà émargé. Quand on dit émarger c’est à dire qui ont déjà déposé des projets à l’appel à projet. Donc 80% des associations c’est des associations qui sont là depuis plusieurs années. Voire même depuis… y en a ça fait plus de 10 ans qu’elles sont là, ce qui n’est pas sans poser problème parce que normalement le contrat de ville est là pour soutenir des projets nouveaux, donc il y a des projets qui sont là depuis X années et donc qui ne sont pas forcément nouveaux mais qui ne trouvent pas de financement en dehors du contrat de ville. Donc c’est un petit peu la limite. C’est à dire que soit la ville ou soit l’Etat ou soit les autres partenaires, on n’a pas parlé des autres partenaires mais ça peut être le conseil départemental, ça peut être le conseil régional parce qu’ils sont aussi signataire. Ca peut être les bailleurs, ils sont signataires également du contrat de ville, ça peut être Nantes Métropole. Ces différents financeurs, même la ville, ne trouvent pas moyen de financer autrement que par le contrat de ville une action. Donc du coup l’action reste au contrat de ville et du coup elle y reste pour plusieurs années. Et ça ça pose problème parce que normalement la politique de la ville doit impulser, initier, soutenir des nouvelles actions qui après rentrent dans ce qu’on appelle le droit comment. Mais ce droit commun n’est pas forcément trouvé.

- Oui parce que finalement qu’est ce qui ferait qu’elles se retireraient du contrat de ville ?

- Une action ?

- Oui

- Bah en fait, soit l’action est terminée. Donc elle se retire du contrat de ville. Elle n’est plus financée parce qu’elle n’a plus lieu. Soit l’action… comment dire… bah elle est sur un temps donné. Donc elle se retire. Mais ce qu’on constate beaucoup c’est qu’effectivement, l’action ne se retire pas, n’arrive pas à trouver de financement en dehors du contrat de ville. Les financement de droit commun ne suivent pas. Parce qu’il faut savoir que les budget, que ça soit ceux des collectivités ou de l’Etat, diminus.

- C’est ça…

- Et donc du coup… c’est compliqué de trouver d’autres financement…

- Ouais parce qu’il y a d’autres financements de l’Etat de la ville, de l’agglomération, du département ou de la région qui permettraient de répondre à ces mêmes enjeux de développement de quartier ? Qui est-ce qui pourrait…

- Bah étant donné que tous ces partenaires sont financeurs du contrat de ville, normalement l’idée du contrat de ville c’est qu’au début il y a des actions nouvelle etc. qui arrivent au contrat de ville. Et après, une fois que l’action répond vraiment à un besoin, qu’elle a montré, qu’elle a démontré son intérêt, normalement on le fait rentrer dans ce qu’on appelle le droit commun des différents financeurs. Et donc elle n’émarge plus au contrat de ville. Ce qui bloque un peu c’est effectivement de trouver ce droit comment. Par contre ce n’est pas propre au contrat de ville depuis 2015, c’est propre à tous les contrats liés à la politique de la ville.

- Mais cette notion de droit commun j’ai un petit peu de mal à la cerner...

- Alors, elle est compliquée à comprendre… la notion de droit commun c’est à dire qu’il y a des crédits des différents financeurs qui ne sont pas spécifiques aux quartiers prioritaires. C’est des crédits que vous pouvez rencontrer dans… par exemple pour Nantes, dans tous les quartiers. Par exemple une association sportive elle va être soutenue pour ses actions sportives mais pas forcément par des crédits qui sont liés à ce qu’on appelle la politique de la ville. Donc on appelle ça des crédits de droit commun. Les crédits de la politique de la ville qui sont spécifiques à un quartier prioritaires on va appeler ça des crédits spécifiques pour le contrat de ville.

- Et des exemples de crédits de droit commun ce serait…

- Heu… par exemple je vous ai cité une association sportive qui a une action sur n’importe quel quartier elle va avoir des crédits en fonction de ses adhérents, donc une subvention par exemple de la ville en fonction du nombre de ses adhérents. Point barre. Là ce n’est pas propre aux quartiers prioritaires.

- Parce que la ville donne des subventions aux associations sportives

- Voilà, ou elles vont donner aux associations qui font du soutien à la scolarité, elles vont donner des crédits à des associations qui font… qui agissent dans le domaine de la vie associative, qui proposent des activités… toutes sortes d’activités mais pas spécifiques aux quartiers prioritaires.

- Donc une association qui passerait dans le droit commun c’est qu’elle ne serait plus subventionnée parce qu’elle est active sur un quartier, mais même si elle continue à être active sur ce quartier elle est subventionnée parce que son action…

- Parce que voilà elle est dans son domaine, parce que la ville subventionne pour l’action qu’elle mène. Ca c’est ce qu’on appelle le droit commun. Ce qu’on appelle les crédits spécifiques liés à la politique de la ville, là effectivement c’est dans le cadre de la politique de la ville que… alors il n’y a pas que le contrat de ville, il y a vraiment dans le domaine de la prévention, l’Etat a des crédits spécifiques liés à la prévention, des crédits spécifiques donc ça c’est le FIPT le Font Interministériel de Prévention de la Délinquance, elle a des crédits spécifiques pour… dans le champ éducatif, les programme de réussite éducative. Donc voilà vous avez également dans le domaine de la santé il y a ce qu’on appelle l’ASVE.

- D’accord mais alors des grosses associations, des énormes associations comme l’AFEV ou la FAL ou l’Accoord même si c’est pas national… n’arrivent pas non plus à obtenir cette appellation de droit commun, ces subventions de droit commun ?

- Alors c’est un peu la limite effectivement. Si elles sont subventionnées, par exemple l’Accoord elle va être subventionnée par la ville pour son action, mais si elle veut mener des actions supplémentaires bah effectivement elle émarge au contrat de ville.

- D’accord, parce que ses subventions normales ne suffisent pas...

- de droit commun ne lui permettent pas de mener les actions qu’elle génère entre guillemets en plus.

- D’accord. Mais ça veut dire que le droit commun, les subventions de droit commun ne permettent pas finalement de… juste tel quel, de financer des projets particuliers, de renforcer les projets des quartiers quoi

- Voilà… c’est un peu la limite. C’est que soit parce que les projets ne sont pas connus… là on parlait des kapseuses ou des kapseurs de l’AFEV, comme effectivement tous les ans il y a des nouveaux kapseurs ou des nouvelles kapseuses, bah du coup les projets ne sont pas forcément connus donc du coup… Alors il faut savoir que le principe de… là on parlait de l’AFEV par exemple avec les Kapseurs. Normalement, parce que c’est une action qui a lieu depuis plusieurs années, je crois qu’elle a lieu déjà depuis 6 ans… normalement elle devrait rentrer dans le droit commun. C’est à dire qu’aussi

bien l’Etat que la ville qui les soutien. Alors je ne sais pas s’ils ont d’autres financeurs… devraient faire rentrer ces crédits dans le droit commun. Sauf que l’Etat, la ville effectivement par ailleurs mais il faut savoir que pour l’AFEV, ce ne sont pas des crédits spécifiquement liés à la politique de la ville, c’est des crédits de droit commun pour les kapseurs, mais pour l’Etat bah ils n’ont pas de ligne budgétaire pour soutenir… parce que quel ministère va soutenir… le ministère du logement soutiendrait les étudiants qui sont dans les quartiers d’habitat social et qui mènent des actions ? A priori le ministère du logement n’a pas de crédit pour ça. Donc c’est toujours la préfecture et la politique de la ville qui soutiennent… Vous voyez dans l’emploi c’est pareil. Dans l’emploi, effectivement, l’Etat a des crédits pour aider au retour à l’emploi des chômeurs, mais ensuite on se rend compte qu’il y a des personnes qui vont avoir un parcours assez long avant de retrouver un emploi. Et donc à priori il faut d’abord qu’il y ait un retour à une simple activité ou à un engagement associatif etc. Et donc si une association veut aider des personnes à se réinsérer un petit peu par une action on n’est pas non plus dans l’emploi donc l’Etat ne va pas forcément avoir les crédits. L’Etat, il a des crédits pour l’emploi des crédits mais c’est vraiment pour un retour à l’emploi. Mais tous les problèmes qui peuvent être… qu’un habitant peut rencontrer ça peut être des problèmes de santé, ça peut être différents problèmes etc. Avant de pouvoir retourner à l’emploi mais là il n’y a pas forcément des crédits de droit commun. Donc c’est plutôt la politique de la ville qui va soutenir ces assos.

- D’accord. Juste une petite précision sur les chiffres que vous m’avez donné. Est-ce qu’il s’agit des associations, non des projets plutôt qui ont été sélectionné ou tous les projets qui ont été demandés ?

- Là c’est les projets déposés

- D’accord, donc sur tous les projets, sur ces 280 projets il y en a certains qui n’ont pas été retenus

**?**

- Qui n’ont pas été soutenus ou alors… effectivement… là effectivement sur ces projets… là je peux vous les donner tout de suite les chiffres… parce qu’on a un tableau d’analyse si vous voulez. Je vais vous laisser peut-être couper le… l’enregistrement parce que ça peut prendre une à deux minutes… Donc sur la ville de Nantes il y en a une trentaine, enfin qui concerne la ville de Nantes il y en a une trentaine qui n’ont pas été soutenue. Donc sur les 280 projets, alors on enlève les 50 projets agglo, donc sur les 230 projets vraiment nantais, soit sur tous les quartiers soit sur un quartier, sur les 230 il y en a une trentaine qui n’ont pas été soutenus en 2018. Alors il faut savoir que une trentaine non soutenus ça veut dire non soutenu par aucun financeur. Mais à partir du moment où il a été soutenu par un des financeur on considère qu’il a été soutenu. Même si d’autres financeurs ne le soutienne pas. Ce qui n’est pas facile à comprendre pour les associations parce que des fois on va leur dire que leur projet il est soutenu mais il n’y a qu’un seul financeur qui va les soutenir et donc pas à la totalité du montant demandé. Donc ça c’est assez complexe parce que ça se peut qu’un projet… bah on demande… peu importe le projet mais un projet va demander du financement à 3 ou 4 financeurs. Chaque financeur va instruire dans sa propre collectivité l’action et donc dire s’il soutien ou pas, et est-ce qu’il soutient à hauteur ou pas du montant demandé. Et après 3 financeurs sur 4 peuvent dire qu’ils ne financent pas mais un des financeurs soutien et donc dans ces cas là on considère que le projet est soutenu mais l’association peut dire : bah attendez, vous voyez moi je suis soutenue, j’ai demandé, je ne sais pas, quelques milliers d’euros… j’ai demandé 3 000 ou 4 000 et je n’ai que 500€ ou 1000€ donc voilà. Après est-ce que le projet est réalisable ou pas ? Voilà à chaque fois il faut jauger. il faut savoir que les enveloppes entre le montant qui est demandé par ces 280 projets, et puis les enveloppes disponibles, de toutes façon, il y a l’Etat et du coup il faut savoir que… là par exemple sur les montants accordés… alors là pareil, je vous ai arrondi les chiffres mais sur les montants accordés, l’Etat qui n’a quasiment que des crédits spécifiques puisque c’est une enveloppe pour la politique de la ville, a accordé à peu près 650 000€ aux asso nantaises. Donc là c’est sur les 230, je n’ai pas compté les asso… les 50 agglo. Les 50 associations de l’agglomération mais qui ont un impact sur Nantes je ne les ai pas compté. Donc

sur les 230 associations nantaises il y a à peu près 650 000€ qui ont été attribués par l’Etat. Et la ville... donc là ce sont des crédits spécifiques puisque de toutes façon elle n’a que ce type de crédit la préfecture, pour la ville on est sur un montant légèrement supérieur au total, c’est à dire on est à peu près à 680 000€. Mais il faut savoir que dans ces 680 000€ on compte les crédits aussi bien de droit commun donc qui ne sont pas spécifiques à la politique de la ville, mais également les crédits, ce qu’on appelle spécifiques. Et sur les crédits spécifiques on a à peu près 280 000€. Donc sur 680 000€ accordés par la ville, on a à peu près 280 000€ de crédits spécifiques. [rire] C’est pas évident pour vous de…

- Alors attendez, vous m’avez dit sur juste les spécifiques ça fait combien ? ...280 000€ c’est ça…

- Donc 650 000€ de l’Etat sur des crédits spécifiques, de toutes façons ils n’ont pas de crédits de droit communs. La préfecture tout au moins. Et pour la ville 680 000e mais ça c’est les crédits globaux, et sur ces 680 000€ il y en a à peu près 280 000€. Il ne faut pas que vous vous noyez dans les chiffres mais c’est pour vous donner une petite idée, c’est à dire que aussi bien l’Etat, la préfecture, la ville, donne à peu près la même chose sauf que l’Etat c’est plus des crédits… parce que c’est leur enveloppe. C’est leur enveloppe dédiée aux quartiers prioritaires donc c’est… on peut dire que c’est que des crédits spécifiques tant dit que la ville, elle considère que par exemple si une association sportive a une action, donc elle a déposé à la ville plusieurs actions, il y a deux trois actions qui se passent à Bellevue mais typiquement la ville lui dit non, on vous soutient déjà pour ces actions là. C’est du droit commun pour la ville mais ça répond bien à une demande dans le cadre de l’appel à projet du contrat de ville donc… vous voyez est-ce qu’on compte en droit commun ou en crédit spécifique ? Donc je vous rassure de toutes façon on a parlé du taux de renouvellement des associations, 80% finalement on les retrouve d’années en années, le fait que les crédits de droits communs, les crédits spécifiques, c’est pas évident à savoir ce qui est du droit commun et ce qui est du spécifique. Le conseil… comment dire… à chaque fois qu’il y a des rapports qui sont faits sur la politique de la ville depuis plusieurs années, c’est toujours les mêmes constats qui sont fait. En disant : un taux de renouvellement insuffisant, des crédits spécifiques insuffisants ou une clarification entre l’un et l’autre, droit commun, crédit spécifique, difficile à cerner. Et à chaque fois c’est les critiques qui sont faites à la politique de la ville. Mais c’est aussi les critiques qui sont faites à ce qu’on appelle le contrat entre les collectivités et l’Etat. C’est à dire qu’à chaque fois qu’il y a un contrat finalement ce n’est pas évident de savoir, les crédits ce qu’on va mettre spécifiquement parce qu’une collectivité va estimée par exemple qu’elle met des crédits dans telle action dans un quartier prioritaire, mais elle, elle le fait entrer dans son budget annuel donc c’est des crédits de droit commun pour elle, mais on peut les compter comme des crédits spécifiques puisque c’est spécifiquement pour des quartiers prioritaires… Vous voyez ? Donc voilà c’est… Donc il faut pas forcément s’arrêter à cette analyse là parce que finalement on s’y perd et elle n’est pas révélatrice de la dynamique qu’on peut voir. Mais par contre c’est vrai que l’intérêt de votre mémoire si vous voulez connaître spécifiquement des associations nées avec des habitants qui agissent dans les quartiers et qui déposent à l’appel à projet… globalement il y en a très peu. A chaque fois… de toutes façons il y en a très peu parce que le contrat de ville demande que ce soit une asso structurée et non pas un collectif d’habitants. Demande à ce que l’asso soit assez structurée pour savoir remplir un dossier CERFA de demande de subvention, avoir… que l’asso ait suffisamment de crédits, de trésorerie pour pouvoir attendre les crédits des différents financeurs… donc voilà, ce type de contrat, ce type d’appel à projet fait que ça écarte d’emblée un collectif d’habitants qui voudrait monter une action…

- Ou que ça oblige les habitants à pouvoir se structurer, monter une association, créer un projet durable et stabilisé et ça… c’est aussi l’objectif de mon mémoire, de voir dans quelle mesure est-ce que ce type d’association existe…

- Alors ça existe mais on se rend compte que dans l’appel à projet c’est pas la majorité… il faut attendre. Alors il y a des associations qui se sont créées et qui vivent sur les quartiers. Par exemple sur Malakoff vous avez plusieurs associations, vous les avez dans la liste, c’est vraiment les associations du quartier

qui ont mis plusieurs années à se structurer et du coup qui émargent à l’appel à projet… on parlait de Danse et Vis, donc là c’est une association en fait qui est là depuis plusieurs années, qui est structurée et qui agit dans le quartier, mais il y en a d’autres, il y a de petites associations comme La Malle à Case, c’est vraiment une association qui créée du lien social dans le quartier et depuis plusieurs années. Elle émarge au contrat de ville. Donc voilà… C’est vraiment les associations qui sont nées avec des habitants.

- Est-ce que cette distinction elle se retrouve dans votre tableau ? Est-ce que vous avez une ligne…

- Non pas du tout… Donc pour vous en fait ça ne va vraiment pas être facile… les couleurs que vous voyez sur le tableau en fait c’est simplement les associations où en fait en fonction des financements… mais non on n’a pas cette distinction. Après, c’est vrai que vous pourriez en fait analyser chaque dossier mais pour vous ça serait impossible… chaque demande de subvention en fait vous pourriez… mais vous n’auriez peut-être pas cette indication… Bah non ça elle est visible uniquement par les personnes en fait qui suivent les associations depuis plusieurs années. Moi je peux vous le dire parce qu’en fait j’ai vu certaines associations qui se sont créées et qui petit à petit en fait ont émargé à l’appel à projet du contrat de ville, mais c’est vrai que je vous citais par exemple pour Malakoff… Je vous citais par exemple l’association… Le nom m’échappe… sur… ha oui mais c’est parce que du coup sur… comme elle agit sur plusieurs quartiers elle a été remise… La APIB, donc elle est née à Malakoff, maintenant on agit sur plusieurs quartiers mais on était vraiment sur une association née avec des habitants du quartier. Je me rappelle au début de la création de cette association vous aviez des personnes qui étaient aussi bien en emploi que des personnes qui étaient en recherche d’emploi que des personnes qui étaient au RSA. Et ils se sont rendu compte que c’était très dure de pouvoir ne serait-ce que d’ouvrir un compte bancaire etc. Si on était pas solvable donc voilà elles ont voulu agir sur les actions bancaires et elles ont créé cette association. Vous voyez ? Donc… Mais ça effectivement vous ne le verrez pas sur le tableau.

- D’accord, c’est une information que j’ai réussi à récupérer déjà via les entretiens que j’ai pu mener auprès des équipes de quartier puisque c’est des informations qu’ils ont ou qu’ils connaissent… Pareille sur le nombre d’habitants au conseil d’administration, au bureau, sur…

- Là c’est une analyse très fine en fait que vous voulez avoir. Et en fait là il aurait fallu pour vraiment pouvoir aboutir c’est dans le listing en fait cocher les associations ou les professionnels qui pourraient vous dire : celle-là elle est née vraiment avec des habitants et après effectivement, soit le professionnel le sait, ou soit il faut rencontrer l’association mais là ça demande un travail qui…

- Beaucoup plus important…

- Ouais…

- D’accord, juste pour revenir sur la trentaine d’associations… de projets qui n’ont pas été retenus. Les raisons ? En général...

- Bah soit… les raisons les plus courantes… soit le projet, donc suite à l’instruction, soit les instructeurs, les professionnels se sont rendus compte que le projet allait avoir du mal à se mettre en oeuvre, soit c’est l’association en fait qui avait un projet mais qui n’a pas abouti, soit effectivement bah les financeurs n’ont pas pu financé le projet, ça arrive. Soit un partenaire pouvait financé mais pas d’autres et du coup l’action ne pouvait pas se réaliser par manque de financement. Donc voilà les raisons qui me viennent à l’esprit comme ça… c’est les plus courantes.

- D’accord. Ecoutez merci pour l’ensemble de ces informations. J’ai l’impression que j’ai fait le tour de mes questions, est-ce que… vous avez pu bien cerner mon sujet en une heure, est-ce qu’il

**y a des informations que vous ne m’avez pas… enfin sur lesquelles on n’a pas discuté et que vous trouvez…**

- Bah là je vois bien effectivement qu’il faudrait affiner pour vous. Si vous voulez vraiment travailler sur un peu le pouvoir d’agir des habitants et des habitants impliqués dans les associations, il faudrait vraiment pouvoir faire le tour des quartiers. Bon, j’ai vu que vous aviez déjà rencontré 5 équipes de quartiers. Donc du coup elles ont pu vous donner le nom des asso etc. ?

- Oui… disons que je ne peux pas… je ne peux absolument pas pour ce mémoire avoir une analyse statistique exhaustive de toutes les associations etc. Et sur toutes les données. Mais j’ai déjà pu observer des grandes tendances sur les associations…

- D’accord, dans les quartiers que vous avez rencontré, j’ai vu que vous avez rencontré donc Malakoff, donc là je vous en ai cité quelques unes mais vous en avez surement eu plus à travers l’entretien avec mes collègues. J’ai vu que vous avez aussi vu sur Nantes Nord et puis vous avez rencontré le Conseil Citoyen, sur Nantes Erdre du coup vous avez pu avoir des infos, sur Bottière et sur Nantes Sud.

- Et sur le Breil

- Et sur le Breil aussi ?

- Oui

- Ha d’accord, je n’avais pas noté le Breil. D’accord, donc là déjà ça vous fait… en fait ce qu’il vous manque c’est peut-être… pour avoir une vision de l’appel à projet nantais il vous manque peut-être deux quartiers c’est Bellevue et Dervallières. Donc on en a parlé. Je ne sais pas si vous voulez qu’on… qu’on rentre un peu plus spécifiquement sur ces deux appels à projet s’il vous reste un petit peu de temps ou pas…

- Moi il m’en reste oui !

- Comme ça ça permet de… qu’on regarde d’une manière un peu plus spécifique les appels à projet de Bellevue. En introduction quand on a commencé notre entretien je vous avez exposé deux appels à projet différents entre Bellevue et Malakoff. C’est vrai que quand on regarde l’appel à projet nantais on se rend compte qu’il y a des asso beaucoup plus structurantes que par rapport à Malakoff. Il y a des grosses associations. Mais par exemple je prends l’association Arl’ème. C’est en fait beaucoup de… c’est une association qui est là depuis plusieurs années sur le quartier, qui travaille vraiment avec des habitants… surtout les habitants du quartier. Et leur action bien souvent elle est… alors là par exemple vous l’aurez sur le listing : territoire. Donc c’était des cartes, elles faisaient des cartes du quartier, mais ce n’était pas des cartes papiers c’était des cartes sur du tissu et elles avaient repéré différents endroits sur le quartier où elles avaient l’habitude d’aller. Par exemple la médiathèque etc. Et elles l’ont travaillé avec une autre association qui agit sur les Dervallières qui s’appelle Lana, c’est une association avec des plasticiennes, et donc elles ont travaillé dans leurs cartes sur tissu avec ces plasticiennes et donc vous voyez le résultat. Au début c’est vrai que quand on voit le projet sur papier on a peut-être du mal à le comprendre mais en fait ce territoire cousu main, cette carte sur du tissu… vous aviez en fait des… quand vous regardiez cette carte lorsqu’elle était terminée vous pouviez appuyer sur des endroits de la carte et là vous aviez des effets sonors, soit des ambiances où par exemple vous appuyez sur la carte et vous étiez à la médiathèque, et vous aviez une ambiance sonor de la médiathèque. Ou vous étiez à un autre endroit, vous aviez une personne qui racontait pourquoi elle aime cette endroit. Vous voyez ?

- D’accord

- Et là c’est vraiment une action qui a été faite avec des habitantes du quartier, même si l’association a un conseil d’administration etc. enfin voilà elle est plus structurée, on est vraiment sur une association…

- Qui implique à font...

- Qui implique les habitants

- Et qui est née aussi par des habitants ?

- Qui est née avec des habitants du quartier de Bellevue.

- D’accord, le porteur de projet ou la porteuse de projet c’était… ?

- En fait le porteur du projet c’était… alors soit c’était la salariée de l’association ou soit c’était l’habitante du quartier qui était sur… Alors ça dépendait de leur projet puisqu’ils agissent depuis plusieurs années, ça dépend du projet qu’ils déposent.

- D’accord, et maintenant c’est une grosse structure ?

- Alors c’est une association en fait qui… alors quand on dit grosse structure… je ne sais même plus s’ils ont des salariés… mais voilà c’est une association en fait qui est toujours en lien avec les habitants, et à chaque fois leur projet, quand on rencontre l’association on voit bien que c’est des habitants du quartier. Voilà je pense à cette association là… Je pense également à des associations de jeunes parce qu’il y a beaucoup d’associations de jeunes sur Bellevue ! On avait cité C’West, et donc là c’est une association qui…. bon c’est une association sportive mais vraiment… alors il font du double dutch, ils font du… ils font du hip hop etc. Mais voilà elle touche énormément de jeunes sur le quartier… par contre ce n’est pas forcément les jeunes qui vont être au conseil d’administration.

- Ouais, donc elle va toucher les jeunes du quartier mais elle vient pas forcément du quartier…

- Elle vient du quartier…

- Elle est montée par des…

- Elle est… alors maintenant je ne sais plus si… avant il y avait ce qu’on appelle les emplois aidés, et c’était des personnes qui étaient salariées d’associations et qui était habitantes ou habitants du quartier. On a souvent ça… alors vous avez peut-être entendu parlé de la baisse des emplois aidés, c’est à dire de ces contrats aidés, et du coup effectivement ça a eu un impact direct… après ils ont fait une analyse plus fine au niveau de l’Etat avec les services également de la ville pour essayer que la diminution de ces emplois ne touche pas forcément les associations des quartiers prioritaires… mais il y a quand même des associations qui ont perdu des emplois-aidés. Et donc c’était des salariés qui étaient habitants ou habitantes du quartier. Donc là… après vous avez des associations… alors c’est pas forcément des associations mais là par exemple il y a le Collège Debussy, c’est vraiment un collège qui agit sur Bellevue, et donc qui a déposé deux actions à l’appel à projet du contrat de ville 2018. Donc c’est vraiment pour des jeunes du collèges et donc des jeunes du quartier. Après il y a l’Accoord également qui déposent des actions donc là c’est la grosse structure mais on agit vraiment pour les jeunes qui fréquentent les centres sociaux ou... des centres sociaux de Bellevue.

- D’accord, et en plus il y a un conseil d’équipement aussi à l’Accoord

- Oui il y a un conseil d’équipement. Alors les conseils d’équipement ça dépend des actions proposées, mais effectivement, vous avez, on retrouve des habitants du quartier qui vont participer à l’action ou la mener avec des professionnels… enfin voilà on est vraiment… donc c’est vrai que des habitants qui se structurent en asso, qui créent une association, il n’y en a pas forcément beaucoup. Mais par contre on

retrouve beaucoup d’habitants dans les associations ou dans les projets qui sont menés par les associations.

- D’accord donc ils sont impliqués mais ils ne sont pas forcément porteurs

- Ils ne sont pas forcément porteurs mais ils sont impliqués, ce qui rassure. Ca veut dire que les projets financés ne sont pas complètement à côté de… de l’objectif.

- Ouais ! Après, c’est pas… ce que j’essaye de faire c’est pas un très… “Oh finalement il y a toujours les mêmes qui sont…” c’est plutôt de voir : et les associations du quartier ? Comment elles arrivent à se développer ?

- Comment elles arrivent à impliquer les habitants non ?

- Vraiment ouais, comment… est-ce que les habitants… enfin voilà le potentiel moteur des habitants. Est-ce que… on a tendance à avoir une grande injonction à la… des habitants qui sont experts de leur quartier, qui doivent monter des projets, qui doivent créer leur propre réponse, finalement sur le terrain est-ce que ça existe ? Est-ce que les habitants, qui sont censés être experts de leur territoire, sont prêt à… enfin le font déjà, se mobilisent, créent une réponse à leurs problématiques, montent une association et créent de toutes pièces la réponse à leurs problèmes ? Jusqu’à présent j’ai tendance à penser que non ce n’est pas le cas, ils s’appuient sur pleins d’associations qui viennent les soutenir, mais qu’ils soient eux même capable… je ne sais pas si on peut parler de capacité mais en tous cas de s’organiser, de monter une association et de faire monter cette association pour aller d’abord du collectif à une association structurée avec ensuite des salariés etc. C’est tout de suite beaucoup plus compliqué…

- Ha bah oui beaucoup plus compliqué, et parfois des fois il ne faut pas… on voit qu’un collectif vit très bien en tant que collectif, il se monte en asso, il ne fonctionne plus. Ou une association qui fonctionne qu’avec des bénévoles fonctionne très bien avec des bénévoles, on prend un salarié et l’association plonge parce que qui dit salarié dit des ressources pour payer le salarié etc. Donc c’est vraiment pas évident. Et puis on en parlait… On a eu l’occasion d’en parler c’est qu’aussi des fois des gens veulent s’engager sur un projet ponctuel et pas sur le long terme parce que le processus que vous avez décrit il se fait sur plusieurs années et du coup il faut trouver les bénévoles qui sont prêt à soutenir cette démarche sur le long terme. Et on ne le retrouve pas forcément.

- C’est ça donc c’est en recherchant, en allant creuser auprès des associations qui répondraient à tous ces critères là, j’essaye de voir si elles existent, si elles sont majoritaires, et voilà pour moi c’est révélateur des…

- Donc elles ne sont pas majoritaire, si on regarde, on était sur Bellevue, si on regarde l’appel à projet, elles ne sont pas majoritaires. Mais par contre c’est les…

- Il y en a quelques unes qui par contre…

- Mais c’est des associations qui impliquent les habitants… On a par exemple une association qui s’appelle également Regart’s. Là elle est vraiment née avec des habitants qui étaient du quartier. Après ça s’est structuré, ça s’est développé, il y a eu des salariés etc. Avec des contrats aidés notamment, mais vraiment c’était une association qui est née sur le quartier.

- A Bellevue ?

- Oui

- A Bellevue, il y en a plutôt, par rapport aux autres quartiers…

- Il y en a plus effectivement que sur d’autres quartiers…

- D’associations en général et d’associations montées par des habitants…

- D’association montées par des habitants, qui après arrivent à se structurer etc. Mais quand on les regarde, si je fais le tour des associations de Bellevue, ça c’est mon analyse mais c’est vrai que Arlène c’est vrai c’est une association qui est née des habitants du quartier...C’West c’est pareille c’est une association sportive… Des Femmes en Fil c’est pareille…

- Et elles font quoi Des Femmes en Fil ?

- Alors Des Femmes en Fil on est plus sur l’insertion plutôt des femmes par le biais de la couture. Donc c’est de la création, c’est de la customisation d’habits donc voilà.

- Par l’insertion professionnelle ? Ou pas forcément

- Parfois ça peut être de l’insertion professionnelle, mais parfois ça peut être une parcours vers l’insertion professionnelle. Parce qu’on sait que des fois des personnes sont très loin de trouver un emploi et il y a tout une démarche avant qui doit se mettre en place, déjà de retrouver une activité régulière, on est dans un parcours d’insertion. Ensuite on a HB2, ils font du hip hop et c’est vraiment une association du quartier en fait. Ensuite on a Les Clefs de la Mémoire, donc là ils sont plus sur le multimédia ils font des films en fait mais on est vraiment sur une association… On a par exemple Regart’s on en a parlé, on a Rapi, donc là Rapi ils font de la réinsertion puisqu’en fait il font des prestations de buffets, de plats etc. Donc ils se sont développés au début sur le quartier et petit à petit en fait ils ont essaimé, et ils font des prestations d’autres structures, des prestations de buffets, de plats préparés, de… mais c’est également une association qui créée du lien social sur le quartier. Et ils sont sur la place des Dervallières… ils ont leurs locaux directement au centre de Bellevue. Voilà donc là on a pris Bellevue. Et également vous aviez le quartier des Dervallières que vous n’avez pas pu rencontrer parce qu’effectivement on peut dire qu’ils sont sinistrés avec les violences qui ont eu lieu début juillet…

- Oui !

- Et… alors là c’est un quartier qui est… c’est différent en fait… et on le voit à travers l’appel à projet parce qu’en fait c’est un quartier qui va… on le voit ils ont un peu moins de projets, peut-être un peu moins de... d’acteurs, par contre c’est un quartier qui est très partenarial… les projets sont très partenariaux entre les associations, c’est à dire qu’ils ne vont pas hésiter à s’associer entre plusieurs associations pour créer par exemple une bibliothèque associative, pour créer un projet. Ou alors une association a un projet, La luna a un projet, ils vont s’associer en fait avec Arl’ème à Bellevue pour monter leur projet, ou ils vont s’associer par exemple, vous avez une autre association fait surtout par le biais de la littérature, c’est Le Dernier Spectateur, là ils touchent des publics vraiment… et là très éloignés de l’emploi, et du coup ils vont faire des lectures à voix autres, mais ils ne vont pas hésiter à s’associer avec La Luna ou d’autres associations du quartier pour monter leur projet.

- D’accord

- Voilà, donc on voit qu’ils sont… voilà c’est très partenarial les actions qu’ils peuvent monter… Vous avez également des associations qui sont assez structurées sur le quartier… Je vous en ai déjà cité quelques une mais vous avez l’atelier bricolage des Dervallières, donc c’est une ressourcerie pour simplifier mais c’est vraiment une ressourcerie qui est née sur le quartier. Et donc là le problème c’est que leurs locaux ont été incendié… donc voilà ils se retrouvent…

- Donc finalement… je dérive un petit peu mais en reprenant le fait que leurs locaux ont été brûlé… est-ce que ça dit quelque chose sur leur ancrage sur le quartier ou il y a vraiment tout qui a brûlé finalement ?

- Alors ça a été vraiment une surprise de voir que leurs locaux ont été incendié parce que c’est vrai qu’on se dit qu’une asso qui est bien ancrée sur le quartier va peut-être être épargnée. Mais en fait on se rend compte sur les violences qu’il y a eu… On se rend compte que les violences qu’on a eu n’ont pas épargnées des bâtiments en fait qui… des équipements qui agissaient vraiment au coeur des quartiers, qui étaient occupés par des habitants de quartier. On s’est rendu compte que ça soit aussi bien la maison de quartier de Bellevue que des locaux associatifs des Dervallières, que la maison de quartier des Aubans à Malakoff… Voilà, c’est des équipements qui ont été brûlés donc qui accueillaient des associations du quartier, des acteurs impliqués… donc voilà c’est les événements ces dernières semaines. Je crois qu’il y avait plutôt une… tout ce qui pouvait représenter l’institution, en fait a été attaqué. Que ça soit des institutions qui agissaient pour les habitants, ou qui accueillaient les associations… ont été… et ça c’est le problème quand il y a une vague de violence comme ça et d’incendies, c’est qu’après c’est plus maîtrisée… Et même les acteurs associatifs en fait l’ont regretté. Parce que quand vous avez voilà une association qui perd ses locaux… Même des… par exemple sur la place des Dervallières, c’était des commerces : Boulangerie, Tabac-Presse etc. Enfin on peut supposer que c’est des commerces qui sont très proches des habitants, mais pourtant… et l’atelier bricolage des Dervallières, vraiment c’est l’association qui accueille les habitants du quartier, qui fonctionne avec des bénévoles du quartier etc. C’est voilà… C’est un peu la limite des actions qui peuvent être menées. Et vraiment les, bah vous avez peut-être pu, lorsque vous avez rencontré mes collègues sur les équipes de quartier ils ont peut-être pu vous en parler un petit peu c’est vrai que pour eux ça a été, on peut parler de traumatisme parce que ça a été très violent et les dégâts causés en fait à Nantes par les violences de début juillet, sont plus importants que les émeutes en 2005 qui ont été nationales. Donc je ne sais pas si vous vous souvenez mais fin 2005 il y a eu à peu près 3 semaines de violence, donc c’était en novembre, il y avait eu 2 jeunes qui avaient en fait été poursuivis par la police qui s’étaient réfugiés dans un transpo en fait donc du coup ils sont morts électrocutés. Donc du coup, les dégâts causés à Nantes sont plus importants… enfin ceux de juillet que… il y a eu beaucoup plus d’équipements brûlés. La vague de violence de novembre c’était vraiment… pareil c’était contre la police, contre les institutions etc. Ce n’est pas contre les équipements tandis que là ils s’en sont pris aux équipements. Donc après les raisons, ça il faudra que les enquêtes soient menées etc. Pour savoir exactement pourquoi il y a eu autant d’équipements incendiés, brûlés. Parce que c’est vrai que c’est assez surprenant. Et les professionnels ont été marqués parce que beaucoup d’habitants ont fait remonter qu’ils se croyaient vraiment en guerre. Parce que beaucoup de voitures ont été incendiées. Les pneus brûlés, donc ça créé des explosions et ça faisait comme des coups de canons en fait. Donc les habitants se disaient vraiment en guerre, ils avaient l’impression que c’était… Voilà, donc là on en a pour plusieurs mois et même quelques années à…

- à s’en remettre ?

- à s’en remettre oui voilà. Voilà, voilà ce qu’on peut dire du sujet.

- D’accord

- Donc sinon sur les Dervallières en fait je vous parlais de ce partenariat qui est beaucoup plus prononcé en fait que dans d’autres quartiers. Partenariat entre des associations et c’est une caractéristique sur chaque quartier… On pourrait dire Bellevue c’est des associations un peu plus structurées, un peu plus structurantes également. Le partenariat aux Dervallières, des associations plus nombreuses mais peut-être des fois plus fragiles sur Malakoff. Il y a une dynamique à Nantes Nord en fait, on est plus des fois sur… ils vous en ont peut-être parlé, on a des associations qui sont des grosses structures mais que, qu’on arrive pas forcément à faire passer dans le droit commun. Mais qui sont utiles ! On a par

exemple une grosse structure Make à Nantes qui permet à des personnes à faibles revenus de réparer leur voiture, mais par contre c’est une association qui est depuis des années dans le cadre du contrat de ville et effectivement c’est compliqué de trouver des financements pour que ça soit repris par le droit commun. Et sur l’Est en fait le secteur est un peu plus… On a peut-être des associations qui sont peut être plus fragile en fait sur la Bottière, on a… c’est vrai que le secteur associatif n’a pas le même… on n’a pas de grosses structures nées avec des habitants aussi moteurs que sur d’autres quartiers. Après sur Nantes Erdre on a un secteur associatif qui est… bah c’est trois microquartiers, c’est des tous petits quartiers donc c’est différent. Et au Clos Toreau c’est pareil. D’ailleurs quand on constate les quartiers qui ont été touchés par les violences, les quartiers épargnés ça a été Nantes Erdre les trois microquartiers de Nantes Erdre n’ont pas été touchés, et le Clos Toreau à Nantes Sud n’a pas été touché. Nantes Nord a été… ils ont été touché puisque la mairie de quartier a été saccagée. Et la Bottière a eu également des incendies assez nombreux et puis des tentatives d’incendies sur des équipements mais qui n’ont peut-être pas abouti autant. Mais voilà ces quartiers là ont été un peu moins touchés, et puis après on avait aussi les quartiers de Bellevue, Dervallières, Breil et Malakoff où il y a eu de gros dégâts, mais du coup c’est un peu révélateur que quelques quartier… c’est… là on peut dire que finalement c’est bien s’ils sont un peu moins actifs sur ces quartiers, vu les dégâts moindre causés. Donc pour finir sur les Dervallière on a ce partenariat qui créé des projets qui sont peut-être plus participatifs et du coup si je prend par exemple, on avait repris donc l’atelier bricolage des Dervallières on en avait parlé, La Luna également, le dernier spectateur, les deux rives c’est vrai que c’est une association qui fait pas que mais qui fait du soutien scolaire depuis de nombreuses années mais c’est une association qui est bien impliquée sur le quartier des Dervallières.

- Toutes ces associations que vous m’avez citées c’est des associations qui sont nées d’habitants ?

**D’initiatives habitantes ?**

- Heu… le dernier spectateur non, mais par contre il y a beaucoup de… les habitants sont très impliqués sur… La Luna c’est pareil parce que c’est des plasticiennes donc elles ne sont pas originaires du quartier mais par contre leur action n’a lieu que sur le quartier et avec des habitants mais elles n’hésitent pas à se décentrer, c’est à dire si elles vont faire une exposition ça ne va pas être aux Dervallières, ça va être par exemple au centre ville, voilà elles vont utiliser, elles vont sortir du quartier, la création va pouvoir se faire aussi ailleurs. Enfin voilà c’est vraiment une ouverture qui est très intéressante. On a également une association c’est Entreprise dans la Cité : EDC qui fait aussi bien un forum de… pour découvrir les gestes professionnels, qui a lieu sur les Dervallières. Donc c’est vraiment… ce forum en fait de découverte des gestes professionnels est né sur les Dervallières, il a lieu sur les Dervallières mais maintenant son ampleur est vraiment à l’échelle de la ville de Nantes et de son agglomération puisque tous les… enfin un grand nombre de collèges viennent de Nantes mais également de l’agglomération et d’ailleurs du département.

- D’accord…

- Mais l’action a lieu sur les Dervallières, et là elle était vraiment née d’une volonté des associations et donc d’habitants et de professionnels des Dervallières. Au début l’échelle était beaucoup plus réduite en fait.

- D’accord, et par “gestes professionnels”, qu’est ce qu’ils entendent ?

- Alors, vous découvrez en fait, ça se passe sur un plateau sportif aux Dervallières et vous découvrez tous les métiers. Par exemple vous avez aussi bien l’école centrale Audencia qui va venir expliquer ce qu’ils font et avec des applications concrètes, par exemple ils vont vous décrire le fonctionnement d’un… comment dire… pour une carte bleue, vous voyez… donc on est vraiment sur de la haute technologie, et à côté de ça vous pouvez avoir les compagnons du devoir qui vont venir vous montrer un tailleur de pierre… vous avez tous les métiers et donc vous avez également les pompiers qui vont pouvoir… ou les gendarmes qui vont expliquer leurs différents métiers… ou vous avez les métiers

autour du social… en fait c’est réparti par pôle d’activités, tous les collégiens peuvent venir découvrir tous les métiers en fait… Alors on n’appelle pas ça un forum de l’emploi parce qu’en fait on est pas sur… ça s’adresse à des collégiens donc c’est pas… on n’est pas sur l’emploi mais par contre on découvre les différents… ça leur permet vraiment de découvrir tout type d’emploi, mais vous avez à l’origine beaucoup d’associations du quartier qui étaient présentent. La Luna dont on a parlé, l’association des plasticiennes, donc elle était vraiment à l’origine du projet, et c’était montrer également qu’il y a des métiers d’arts, des métiers autour de l’art plastique qui… on peut aussi bien montrer ces métiers là que des métiers très techniques… électriciens... y a EDF par exemple qui peut faire monter sur des nacelles les collégiens pour leur expliquer… Vous voyez ? Et ça c’est vraiment une particularité aux Dervallières, ils vont réussir à mener un projet comme ça qui maintenant… voilà il s’est plus institutionnalisé parce que vu l’ampleur… mais à l’origine il est né sur le quartier.

- D’accord

- Voilà !

- Bah écoutez merci, je crois que j’ai fait le tour moi… des questions

- Donc je vais vous envoyer cette liste !

- Je veux bien s’il vous plaît !

- Par contre je vais devoir vous enlever tous les détails des financements, mais en soit vous aurez au moins les noms des associations, les noms des actions, et avec ce qu’on a pu dire vous retrouverez un petit peu… ça vous donnera un petit éclairage… Sur l’appel à projet 2018 qui est assez courant en fait, enfin qui est assez révélateur des appels à projet depuis quelques années.

- Voilà et donc du coup dessus je peux regarder les projets et les associations et calculer le nombre de projets portés et le nombre d’associations…

- Voilà ça vous pourrez, vous les retrouverez… Donc à chaque fois, je demanderai à ma collègue de vous envoyer mais du coup vous aurez à chaque fois, donc ça c’est les projets des associations de l’agglomération donc qui agissent sur Nantes donc c’est pour ça que nous on les a compté. Mais sinon les projets qui sont vraiment nantais ça commence ici, c’est la page 2, donc là vous avez les projets déposés sur Nantes, et on vous met à chaque fois, on vous laissera les colonnes sans vous les enlever… On peut vous mettre la thématique dans laquelle l’Etat a classé ces actions, ça peut être intéressant pour vous, et est-ce qu’on a les quartiers concernés ? Avant on l’avait… On n’a plus les quartiers… avant il y avait une colonne… je ne m’en suis pas occupé cette année de l’appel à projet parce que j’étais en congé de formation l’année dernière donc je n’ai pas pu m’en occuper mais avant il y avait une colonne où on mettait les différents quartiers concernés. Parce que par exemple quand c’est Nantes…

- Là c’est marqué Bellevue…

- Oui donc c’est dans les commentaires en fait. Le problème c’est que ma collègue elle ne va pas pouvoir… en fait il faudrait reprendre chaque action pour vous dire quel quartier concerné. Je ne sais pas si vous avez besoin des quartiers concernés à chaque fois par les actions ?

- Alors… j’aurais besoins de… non pas forcément je partirais du principe que c’est interquartier

- Voilà vous partez du principe que ça agit sur au moins 2 ou 3 quartiers nantais prioritaires. Vous avez une carte ? Vous avez trouvé une carte des quartiers prioritaires etc ?

- Oui

- Voilà, comme ça vous savez… Donc là c’est les quartiers nantais. Donc après vous avez certainement plus de… Je vais peut-être vous donner les… Par exemple Q2 ça veut dire que c’est Bellevue, Q3 c’est Dervallières, mais vous aurez le code en fait pour…

- D’accord, parfait !

- Voilà, c’est juste un repère, c’est comme à Paris en fait, c’est un escargot pour les 11 quartiers nantais.

- Est-ce que vous avez des précisions sur la taille de l’associations ?

- Non, ça par contre

- Salariés ou pas ?

- Non, ça il faut aller dans chaque dossier et pour vous ça va être vraiment long. Là c’est vrai que c’est…

- Et les dossiers je n’ai pas accès aux…

- Est-ce qu’ils sont en libre accès ? Non ils ne sont pas en libre accès. On a en fait tous les CERFA ils sont pas… Et je ne sais pas si je peux vous les communiquer ça parce qu’en fait comme c’est un dossier qui est transmis en préfecture… Et c’est une plateforme qui n’est pas en accès libre en fait… Je ne sais pas si j’ai le droit de vous les transmettre. Après en plus pour vous ce serait assez long. C’est à dire pour tous les CERFA, compter le nombre de salariés, le nombre de bénévoles etc. C’est vrai que ça pourrait être intéressant pour vous mais je ne sais pas si vous aurez assez de temps pour…

- C’est, oui c’est ça aussi…

- Ca risque d’être un travail assez long…

- Est-ce que sur ces dossiers il y a aussi l’origine du… enfin savoir si c’est une association portée par des habitants…

- Non, ça ce n’est pas… ça vous l’aurez pas

- Pour ça il faut interroger vraiment les…

- Alors pour ça il faut interroger soit le professionnel parce qu’il connaît, mais vous en avez quelques unes, mais non vous n’aurez pas…

- Bon bah ça va être…

- Vous aurez le nombre de salarié sur le dossier CERFA, mais vous n’aurez pas plus. Vous ne saurez pas si c’est une association qui vient des habitants ou pas

- Non bah ça alors du coup ce n’est pas…

- Et là il faudrait une analyse plus longue en fait… il faudrait…

- Non mais je pense que ce que j’ai c’est déjà énorme, qu’il faut que je me mette des frontières

- Oui oui il faut vous… on a eu une étudiante en sciences po master 2 là… elle travaille donc c’était une étudiante de Nantes qui a fait un travail sur la vie la nuit. En fait, les femmes sur l’espace public la nuit. Elle a travaillé sur Nantes Nord, et pareil elle a centré son étude pour que… parce que votre mémoire en fait c’est pas que ça sur votre année en fait. Il y en a leur mémoire c’est que un mémoire de recherche sur un an, normalement, mais pour vous ce n’est pas le cas [rire] !

- Non non, c’est après mon stage et mon rapport de stage !

- Bah oui…

- Et puis, voilà j’ai essayé de faire une étude très globale de tous les quartiers nantais et c’est vrai que je ne peux pas me permettre d’aller en profondeur sur toutes les associations, sinon il aurait fallu que je me centre sur un quartier à la limite

- Oui

- Mais… c’est pas grave… [rire]

- Voilà, alors nous ce qu’on a fait à la ville, il y a un dispositif en fait qui existe depuis plusieurs années, je vous en parle parce que je travaille aussi sur la coordination de ce dispositif. On appelle ça les bureaux des projets.

- Oui

- Et en fait du coup les bureaux des projets ils permettent de soutenir les collectifs d’habitants. Mais on se rend compte depuis que le bureau des projets est créé depuis deux ans, que on a des collectifs d’habitants mais on a également des asso, parce que un habitant des fois il demande plutôt à une association de le soutenir. Et puis dès qu’il faut faire une demande de subvention, parce que le bureau des projets permet de rembourser les factures donc là pour les habitants c’est bien, mais on peut même payer un prestataire si l’habitant par exemple veut faire un barbecue etc. qu’il faut payer les frais de convivialité etc. Nous on peut rembourser une facture s’ils vont acheter à différents endroits on peut rembourser, donc l’habitant n’a rien à avancé. Mais si c’est un gros projet. Par exemple, je ne sais pas, ils veulent créer un jardin partagé il faut un investissement etc. Donc ce serait une subvention, on ne peut pas payer une subvention à un habitant, il faut qu’il trouve une asso. Et l’habitant va faire appel à une association. Donc on se retrouve un peu dans le même… Dans le même principe que l’appel à projet du contrat de ville : dès que c’est un petit peu plus conséquent, il faut une association, parce que les habitants… Et on voit bien là les conseils citoyens, donc c’est vraiment des habitants, mais heureusement qu’il y a ce conseil citoyen qui se met en place pour mener les actions parce que sur Nantes Nord je crois qu’ils ne sont pas en associations, ils sont restés en collectifs mais du coup ils ont une association qui fait partie du collectif qui reçoit la subvention, parce qu’un collectif ne peut pas recevoir la subvention. C’est un peu les limites du droit français en fait qui ne permet pas d’attribuer une subvention à un habitant. Voilà

- Bon bah écoutez merci pour toutes ces informations

- J’espère que ça va vous aider un petit peu…

- Je pense oui [rire] ça ne peut pas ne pas m’aider dans tous les cas

- Voilà c’est un peu rapide mais c’est vrai que la politique de la ville c’est compliqué, là je vous est épargné tous les détails partenariaux sur les co-financements mais il faut savoir qu’en fait l’appel à projet il a lieu par exemple en octobre-novembre et il se termine bien souvent en avril… vous voyez ça prend énormément de temps parce qu’il y a plusieurs institutions, de financeurs. Voilà. J’espère que ça ira pour votre mémoire.

- Bah écoutez je vais faire avec… J’ai passé deux semaines à récolter le plus d’informations possibles. Je pense que j’ai beaucoup d’informations, maintenant je vais faire le tri.

- Moi je suis en congé à la fin de la semaine donc du coup si vous avez d’autres questions le problème c’est que ce sera un peu compliqué que je puisse vous répondre. Mais ma collègue Agnès Devis, c’est

ma responsable, revient le 20 août. Et si jamais vous avez une question sur la politique de la ville, sur l’appel à projet etc. Elle sera à mon avis… quand elle reviendra vous pourrez un petit peu l’appeler la semaine du 20 août ou la semaine du 27 août. Après ce sera pas possible, elle sera trop prise. Donc… parce que la politique de la ville c’est qu’une partie de son travail en fait. Elle est responsable d’un service donc du coup elle ne pourra pas… enfin ce sera sûrement compliqué. Mais fin août si jamais vous avez vraiment une question qui vous bloque, à ce moment là vous pouvez essayer d’appeler. Parce que ma collègue Laure Fayolle va être en congé également… Alors fin de semaine du coup vous pouvez encore la joindre mais comme elle vient de prendre ses fonctions en plus elle n’a pas les… Elle était chargée de quartier sur Nantes Erdre, donc elle peut vous parler de l’appel à projet sur Nantes Erdre, mais sur l’appel à projet nantais pas forcément. Si jamais vous avez vraiment des questions qui vous bloquent, n’hésitez pas à appeler. Si ça peut vous dépanner. Parce que des fois on est… on ne sait pas

- Oui ça peut aider

- Mais du coup moi je ne pourrais plus vous répondre

- Pas de soucis merci

- Voilà, parce que moi en plus je repars en congé de formation en septembre, et du coup je ne serais pas là donc… bah voilà…

- Une autre question qui n’a rien à voir… les opportunités professionnelles sur les équipes de quartier ?

- En fait… Quand je vous disais qu’il y avait une étudiante en master 2 de sciences po en fait qui était venue faire son stage… donc elle je ne sais pas en fait… je n’ai plus son nom de famille donc je ne sais plus comment elle s’appelle, mais par contre on a eu déjà des étudiants en master 2 qui ensuite étaient intéressés par les collectivités territoriales et qui passaient les concours. C’est à dire les concours administratifs, donc c’est rédacteurs donc catégories B, ou attachés, c’est catégorie A. Et on a un étudiant qui avait fait un mémoire comme vous de master 1 et de master 2, il avait fait une évaluation sur le dialogue citoyen à Nantes. Donc il avait fait son master 1 et master 2 et ensuite après il a été pris en tant que contractuel dans une équipe de quartier à Nantes Nord et il a passé le concours d’attaché et là en fait il a été reçu l’année dernière au concours d’attaché et là il a trouvé un poste. Alors il ne voulait pas être sur Nantes en fait, il voulait être dans la région parisienne, il est devenu un peu l’équivalent d’un chargé de quartier à Nantes. Voilà avec le concours d’attaché. Alors ce n’est pas exactement ça parce qu’il est sur la région parisienne donc c’est pas tout à fait un chargé de quartier mais voilà. Et on a par exemple un chargé de quartier qui était sur l’agglomération parisienne et qui là a été recruté comme agent de développement sur une équipe de quartier. Je ne sais pas exactement quelle équipe de quartier mais voilà un petit peu les opportunités professionnelles que vous avez. C’est vrai qu’en faisant un mémoire de sciences po, ça dépend si vous aimez l’environnement professionnel, si vous pensez passer des concours ou pas…

- Alors je cherche des opportunités professionnelles tout de suite enfin… pour maintenant, en fait, avant de passer les concours j’aurais souhaité d’abord travailler dans une équipe de quartier pour voir si…

- D’accord, et bah dans ces cas là en tant qu’agent de développement, vous pouvez envoyer votre CV à Agnès Devis, donc à ma responsable. Ca vous n’hésitez pas, vous mettez en copie Laure Fayolle et vous leur envoyer des CV parce que des fois on a un congé de maternité donc ça peut être 4 mois, suivi d’un congé parental donc ça peut être 6 mois, sinon ça peut être un remplacement… enfin voilà il y a différentes possibilités. Donc là vous n’hésitez pas à envoyer, alors je sais qu’il y a eu quelques recrutements là qui ont été fait avant les vacances, mais régulièrement en fait on a… parce qu’on est

quand même, au niveau des équipes de quartier ils sont à peu près… ils sont 5-6 par équipe, donc sur 11 équipes… Donc voilà, c’est quand même une… Du coup à chaque fois il y a un cadre A chargé de quartier, il y a plusieurs agents de développement et il y a une assistante qui est… qui est catégorie C en fait. Donc voilà, et c’est vrai que ça peut… pour vous si après vous voulez découvrir des collectivités voilà, ça peut vous faire une entrée…

- C’est ça !

- Alors les équipes de quartier il faut savoir que c’est un peu particulier, mais l’étudiant en master 2 qui avait été chez nous d’abord en contractuel et après qui a eu le concours d’attaché, lui il dit que ça lui a beaucoup servi en fait d’avoir un contrat… alors il a eu un premier contrat… bah déjà il a fait ses deux années de stage il les a faites… Bon déjà il connaissait bien. Suite à ça il a été recruté je crois 6 mois à l’équipe de Nantes Nord, il avait fait un remplacement qui a été prolongé parce qu’il y avait eu un intérim à faire. Donc il a dû faire je crois une année scolaire. Donc 9 mois. Et puis du coup voilà il a passé le concours d’attaché et puis comme il l’a eu bah il est parti il est parti sur la région parisienne. Mais par contre ce qu’il me disait c’est qu’une équipe de quartier c’est très particulier dans le fonctionnement d’une collectivité territoriale. C’est à dire qu’après si vous envisagez de passer les concours, il faudra, je ne sais pas si vous connaissez la revue “la gazette des communes” ?

- Non

- Elle est où cette revue ? [cherche] Vous allez trouver dans les médiathèques des villes ou à la bibliothèque universitaire vous la trouverez. C’est la revue des collectivités territoriales. Si vous passez des concours moi je lui avais conseillé c’est de feuilleté. Parce que déjà vous avez des offres d’emploi, mais en plus la moitié de la revue c’est des thématiques qui concernent des collectivités en fait. C’est la gazette des communes, des départements, des régions donc en fait c’est le journal des collectivités territoriales. Donc vous savez à chaque fois… vous feuilletez, par exemple vous prenez là il y a un dossier… ne serait-ce que le thème du dossier… là par exemple ça concerne les élus puis ce que “la fin des parlementaires, président de l’exécutif local”... donc ça veut dire que là je suppose mais je n’ai pas suivi… mais ça suppose que un président d’exécutif local, c’est à dire un maire, un président du département, un président de la région il ne pourrait plus être parlementaire. Je suppose que ça voudrait dire ça. Bah rien que le dossier il est intéressant. Parce que ça concerne les élus. Puisqu’en fait si vous êtes dans une collectivité vous êtes avec des élus. Voilà. Bon ça c’est ce dossier là… mais après vous en avez d’autres… je ne sais pas comme autre… bah ça c’est sur la RH, le temps de travail dans la collectivité, le management… ici la laïcité parce que c’est un thème classique… enfin vous avez plein de… ici le droit à la culture pour tous ! On en parle dans les quartiers… le contrat de ville, le droit à la culture, et des associations : on parlait de la Luna aux Dervallières, elle travaille vraiment sur ce champ là, c’est vraiment sur le droit de la culture pour tous, même les personnes qui habitent dans les quartiers prioritaires. Voilà. Donc ça vous donne un peu tous les thèmes qui occupent les collectivités territoriales.

- D’accord.

- Parce que si vous passez un concours de la fonction publique territoriale. Donc c’est organisé par le CNS ou le centre de gestion, bah du coup a mon avis il faudra feuilleter la gazette.

- Ouais, d’accord, très bien

- Dans un premier temps vous pouvez envoyer votre CV à Agnès Devis

- C’est ça, je m’intéresse au développement des territoires, des quartiers prioritaires, pour l’instant j’étais sur une approche très associative puisque mon master c’était plutôt sur les

**associations sur ces territoires, mais ça m’a amené à rencontrer les équipes de quartier et aujourd’hui ça me questionne.**

- Oui bah il faut pas hésitez.

- Donc j’enverrai un CV et une lettre de motivation à Agnès Devis

- Et puis vous le dites, et puis de toute façon votre premier mail il était à… vous l’avez envoyé à Laure Fayolle et à Agnès Devis, voilà, donc du coup vous pouvez leur renvoyer un mail… alors Agnès Devis ne saura peut-être pas forcément que c’est moi qui vous ait rencontré… mais… parce que au début je crois que ça devait être Laure Fayolle. Mais vous lui dites : Suite à ma rencontre avec Mickael Catthiau… Sur le contrat de ville… et bah voilà je me permets de vous envoyer mon CV… comme ça elle saura qu’on en a parlé. Parce que moi je ne vais pas la revoir du coup. Je ne vais pas revoir ma responsable avant de partir.

- D’accord pas de soucis

- Voilà

- Je vous remercie en tous cas

- Non non mais il n’y a pas de soucis. Bon courage pour votre mémoire.